

المملكة المغربية  
ROYAUME DU MAROC



مجلس البالية المغربية بالخارج  
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ MAROCAINE À L'ÉTRANGER  
ⴰⵣⵣⵉⵏ ⵎⴰⵔⴰⵎⴰⵏ ⴰⵎⴳⵔⵓⵏ ⵉⵎⴳⵔⵓⵏ ⵙⴰⵏⴰ ⵜⴰⵖⵔⵉⵔⴰⵏⵜ

# La condition juridique des Marocains résidant à l'étranger

Tome 2

Conventions et accords bilatéraux  
en matière d'encouragement et  
de protection mutuels des investissements

Textes et documents juridiques réunis et coordonnés par

————— Mohammed Benyahya —————

Préface de Abdallah Boussof,  
Secrétaire Général du CCME

Première édition 2017



# LA CONDITION JURIDIQUE DES MAROCAINS RÉSIDENT À L'ÉTRANGER

TOME 2

## CONVENTIONS ET ACCORDS BILATÉRAUX EN MATIÈRE D'ENCOURAGEMENT ET DE PROTECTION MUTUELS DES INVESTISSEMENTS

Textes et documents réunis et coordonnés par  
**Mohammed Benyahya**  
*Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat*

Préface de **M. Abdallah Bousouf**  
*Secrétaire général du CCME*

Première édition, 2017

Maquette et mise en pages: Babel com, Rabat  
Imprimerie: Bidaoui, Rabat

Dépôt légal: 2017 MO 4507  
ISBN: 978-9954-669-28-0

## Sommaire

❑ ALLEMAGNE .....	13
• Dahir n° 1-02-156 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication du Traité, fait à Rabat le 6 août 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Fédérale d'Allemagne relatif à l'encouragement et à la protection mutuels des investissements et du Protocole annexé au Traité précité ...	14
❑ ARGENTINE .....	23
• Dahir n° 1-97-81 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 13 juin 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	24
❑ AUTRICHE .....	33
• Dahir n° 1-95-84 du 1 <sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 2 novembre 1992 entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche relatif à la promotion et à la protection des investissements .....	34
❑ BAHREÏN .....	41
• Dahir n° 1-00-318 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de la convention faite à Rabat le 7 avril 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Bahreïn relative à l'encouragement et à la protection de l'investissement .....	42
❑ BULGARIE .....	47
• Dahir n° 1-97-129 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	48

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir n° 1-11-63 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication du Protocole additionnel à l'Accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Rabat le 28 septembre 2010 ....</li> </ul>	56
<ul style="list-style-type: none"> <li>❑ <b>BURKINA FASO</b> .....</li> </ul>	61
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir n° 1-09-271 du 19 rejeb 1437 (27 avril 2016) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 8 février 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Burkina Faso sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....</li> </ul>	62
<ul style="list-style-type: none"> <li>❑ <b>CHINE</b> .....</li> </ul>	71
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir n° 1-96-4 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 27 mars 1995 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....</li> </ul>	72
<ul style="list-style-type: none"> <li>❑ <b>CORÉE</b> .....</li> </ul>	81
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir n° 1-99-310 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de l'accord relatif à l'encouragement et la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Corée fait à Rabat le 27 janvier 1999 .....</li> </ul>	82
<ul style="list-style-type: none"> <li>❑ <b>CÔTE D'IVOIRE</b> .....</li> </ul>	93
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir n° 1-15-22 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 55-14 portant approbation du Protocole additionnel à l'Accord fait à Abidjan le 19 mars 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la promotion et la protection réciproques des investissements, fait à Abidjan le 25 février 2014 .....</li> </ul>	94
<ul style="list-style-type: none"> <li>❑ <b>DANEMARK</b> .....</li> </ul>	97
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir n° 1-13-86 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de l'Accord fait le 23 mai 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark relatif à l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....</li> </ul>	98

❑ DOMINIQUE .....	109
• Dahir n° 1-09-160 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 23 mai 2002 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République dominicaine relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements ..	110
❑ EMIRATS ARABES UNIS .....	121
• Dahir n° 1-99-312 du 19 moharrem 1423 (3 avril 2002) portant publication de l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements, fait à Doubaï le 9 février 1999 .....	122
❑ EGYPTE .....	133
• Dahir n° 1-98-82 du 10 rabii II 1419 (4 août 1998) portant publication de l'accord fait à Rabat le 7 moharrem 1418 (14 mai 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Egypte relatif à l'encouragement et à la protection des investissements .....	134
❑ ESPAGNE .....	139
• Dahir n° 1-04-133 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant publication de l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Madrid le 11 décembre 1997, entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne .....	140
❑ ESTONIE .....	149
• Dahir n° 1-10-135 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de l'Accord fait à New York le 25 septembre 2009 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de l'Estonie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements .....	150
❑ ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE .....	159
• Dahir n° 1-91-117 du 1 <sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication du Traité et du Protocole y relatif faits à Washington le 22 juillet 1985 entre le Royaume du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	160

❑ ETHIOPIE .....	173
• Dahir n° 1-17-29 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 04-17 portant approbation de l'Accord fait à Addis-Abeba le 19 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	174
❑ FINLANDE .....	177
• Dahir n° 1-02-157 du 18 rabii II 1424 (19 juin 2003) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 1 <sup>er</sup> octobre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Finlande concernant la promotion et la protection réciproques des investissements ..	178
❑ FRANCE .....	187
• Dahir n° 1-96-184 du 16 safar 1420 (1 <sup>er</sup> juin 1999) portant publication de l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, fait à Marrakech le 13 janvier 1996 .....	188
❑ GABON .....	197
• Dahir n° 1-06-162 du 1 <sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Libreville le 21 juin 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République gabonaise portant sur la promotion et la protection réciproques des investissements .....	198
❑ GAMBIE .....	207
• Dahir n° 1-09-272 du 5 moharrem 1433 (1 <sup>er</sup> décembre 2011) portant publication de l'Accord fait à Banjul le 20 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Gambie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements .....	208
❑ GRANDE-BRETAGNE .....	213
• Dahir n° 1-01-326 du 19 moharrem 1423 (3 avril 2002) portant publication de l'accord fait à Rabat le 30 octobre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la promotion et la protection des investissements .....	214

❑ GRÈCE .....	229
• Dahir n° 1-99-263 du 8 rabii II 1421 (11 juillet 2000) portant publication de l'accord fait à Athènes le 16 février 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Hellénique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	230
❑ GUINÉE-BISSAU .....	237
• Dahir n° 1-16-69 du 17 chaabane 1437 (24 mai 2016) portant promulgation de la loi n° 52-15 portant approbation de l'Accord fait à Bissau le 28 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	238
❑ HONGRIE .....	241
• Dahir n° 1-98-132 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 12 décembre 1991 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	242
❑ INDONÉSIE .....	249
• Dahir n° 1-98-156 du 7 ramadan 1423 (12 novembre 2002) portant publication de l'Accord fait à Djakarta le 14 mars 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Indonésie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements .....	250
❑ IRAN .....	261
• Dahir n° 1-02-148 du 10 rabii I 1424 (12 mai 2003) portant publication de l'Accord fait à Téhéran le 26 chaoual 1421 (21 janvier 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique d'Iran relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements .....	262
❑ ITALIE .....	267
• Dahir n° 1-99-257 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de l'accord relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne ....	268



❑ JORDANIE .....	277
• Dahir n° 1-99-03 du 3 hija 1420 (10 mars 2000) portant publication de la convention relative à l'encouragement et à la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie faite à Rabat, le 21 safar 1419 (16 juin 1998) .....	278
❑ KOWEÏT .....	283
• Dahir n° 1-99-311 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de la convention faite à Koweït le 30 chaoual 1419 (16 février 1999) entre le Royaume du Maroc et l'Etat de Koweït pour l'encouragement et la protection réciproque des investissements .....	284
❑ LIBAN .....	291
• Dahir n° 1-98-161 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de l'accord fait à Rabat le 27 safar 1418 (3 juillet 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Liban relatif à l'encouragement et à la protection des investissements .....	292
❑ MACÉDOINE .....	305
• Dahir n° 1-11-62 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 11 mai 2010 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements .....	306
❑ MAURITANIE .....	315
• Dahir n° 1-01-44 du 10 rabii I 1424 (12 mai 2003) portant publication de l'Accord fait à Nouakchott le 10 rabii I 1421 (13 juin 2000) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements .....	316
❑ NIGERIA .....	321
• Dahir n° 1-17-41 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 17-17 portant approbation de l'Accord fait à Abuja le 3 décembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la promotion et la protection réciproques des investissements .....	322

---

❑ POLOGNE .....	325
• Dahir n° 1-99-104 du 23 safar 1420 portant publication de l'accord fait à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	326
❑ PORTUGAL .....	335
• Dahir n° 1-09-267 du 1 <sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 17 avril 2007 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise concernant la promotion et la protection réciproques des investissements .....	336
❑ QATAR .....	345
• Dahir n° 1-99-313 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de l'accord relatif à l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar fait à Doha le 4 kaada 1419 (20 février 1999) .....	346
❑ ROUMANIE .....	351
• Dahir n° 1-97-75 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	352
• Dahir n° 1-09-275 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication du Protocole additionnel fait à Rabat le 26 janvier 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie à l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Rabat le 28 janvier 1994 .....	361
❑ RUSSIE .....	367
• Dahir n° 1-16-145 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) portant promulgation de la loi n° 32-16 portant approbation de l'Accord fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	368

❑	<b>RWANDA</b> .....	371
	• Dahir n° 1-17-32 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 07-17 portant approbation de l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	372
❑	<b>SALVADOR</b> .....	375
	• Dahir n° 1-01-281 du 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 21 avril 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Salvador relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements .....	376
❑	<b>SAO-TOMÉ</b> .....	381
	• Dahir n° 1-16-139 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) portant promulgation de la loi n° 15-16 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 25 janvier 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République démocratique de Sao-Tomé et Principe sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	382
❑	<b>SÉNÉGAL</b> .....	385
	• Dahir n° 1-09-269 du 13 chaoual 1437 (18 juillet 2016) portant publication de l'Accord fait à Dakar le 15 novembre 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Sénégal concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	386
❑	<b>SERBIE</b> .....	395
	• Dahir n° 1-14-161 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) portant promulgation de la loi n° 02-14 portant approbation de l'Accord fait à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie sur la promotion et la protection réciproques des investissements ..	396
❑	<b>SLOVAQUIE</b> .....	399
	• Dahir n° 1-09-273 du 10 ramadan 1435 (8 juillet 2014) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 14 juin 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovaquie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements .....	400

❑ SOUDAN DU SUD .....	413
• Dahir n° 1-17-64 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 26-17 portant approbation de l'Accord fait à Djouba le 1 <sup>er</sup> février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud sur l'encouragement et la protection des investissements .....	414
❑ SUÈDE .....	417
• Dahir n° 1-99-261 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 26 septembre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Suède sur la promotion et la protection réciproques des investissements .....	418
❑ SUISSE .....	425
• Dahir n° 1-91-312 du 18 hija 1415 (18 mai 1995) portant publication de l'accord et du protocole faits à Rabat le 17 décembre 1985 entre le Royaume du Maroc et la Confédération Suisse concernant la promotion et la protection réciproques des investissements .....	426
❑ SULTANAT D'OMAN .....	433
• Dahir n° 1-02-141 du 20 moharrem 1424 (24 mars 2003) portant publication de la Convention, faite à Rabat le 14 safar 1422 (8 mai 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman relative à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements .....	434
❑ SYRIE .....	439
• Dahir n° 1-02-197 du 20 moharrem 1424 (24 mars 2003) portant publication de la Convention et de son annexe, faites à Damas le 6 chaabane 1422 (23 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République arabe syrienne pour l'encouragement et la protection des investissements .....	440
❑ TCHÉQUIE .....	445
• Dahir n° 1-02-155 du 18 rabii II 1424 (19 juin 2003) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque pour la promotion et la protection réciproques des investissements .....	446

<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dahir n° 1-10-136 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication du Protocole additionnel fait à Rabat le 19 mars 2010 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque, portant modification de l'Accord relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque .....</li> </ul>	454
<ul style="list-style-type: none"> <li>□ TUNISIE .....</li> </ul>	459
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dahir n° 1-99-24 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention faite à Tunis le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République tunisienne pour l'encouragement et la protection des investissements .....</li> </ul>	460
<ul style="list-style-type: none"> <li>□ TURQUIE .....</li> </ul>	469
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dahir n° 1-98-155 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 8 avril 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Turquie pour l'encouragement et la protection des investissement .....</li> </ul>	470
<ul style="list-style-type: none"> <li>□ UKRAINE .....</li> </ul>	481
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dahir n° 1-06-165 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 24 décembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements .....</li> </ul>	482
<ul style="list-style-type: none"> <li>□ ZAMBIE .....</li> </ul>	491
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dahir n° 1-17-60 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 22-17 portant approbation de l'Accord fait à Lusaka le 20 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection des investissements .....</li> </ul>	492

▣ ALLEMAGNE

- **Dahir n° 1-02-156 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication du Traité, fait à Rabat le 6 août 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Fédérale d'Allemagne relatif à l'encouragement et à la protection mutuels des investissements et du Protocole annexé au Traité précité (1)**

[...]

### **Traité entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'encouragement et à la protection mutuels des investissements**

Désireux d'approfondir la coopération économique entre les deux Etats,

Soucieux de créer des conditions favorables aux investissements des investisseurs de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre,

Reconnaissant qu'un encouragement et une protection contractuelle de ces investissements sont susceptibles de stimuler l'initiative économique privée et d'augmenter la prospérité des deux peuples,

Sont convenus de ce qui suit :

#### **Article premier**

Aux fins du présent Traité :

1. le terme « investissements » comprend toutes les catégories d'actifs, investis par un investisseur d'un Etat contractant sur le territoire de l'autre Etat contractant conformément aux lois et règlements en vigueur de ce dernier Etat contractant, notamment
  - a) la propriété de biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques et droits de gage, privilèges, usufruits et droits analogues ;
  - b) les droits de participation à des sociétés et toutes les autres sortes de participation à des sociétés, y compris les participations minoritaires ou indirectes ainsi que les obligations ou autres titres analogues d'une société ;

---

(1) *B.O.* n° 5748 du 2 juillet 2009.

- c) les créances pécuniaires ou celles relatives à des prestations, présentant une valeur économique et qui sont liées à un investissement ;
  - d) les droits de propriété intellectuelle, notamment les droits d'auteur, brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels, marques, noms commerciaux, informations confidentielles techniques et commerciales, procédés techniques, le savoir-faire et la survaleur ;
  - e) les concessions de droit public ou contractuelles, y compris celles relatives à la prospection et l'exploitation de ressources naturelles ; aucune modification de la forme juridique dans laquelle les actifs ont été investis n'affecte leur caractère d'investissements, au sens du présent Traité ;
2. le terme « revenus » désigne les montants versés pour une période déterminée au titre d'un investissement, tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances d'exploitation de licences ou autres revenus courants ;
  3. le terme « investisseur » désigne :
    - a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine en vertu de la législation du Royaume du Maroc et tout Allemand au sens de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Etat contractant,
    - b) toute personne morale ainsi que toute société de commerce ou autre société, ayant son siège sur le territoire du Royaume du Maroc ou de la République fédérale d'Allemagne, et constituée conformément à la législation marocaine ou allemande respectivement, indépendamment de la question de savoir si son activité a un but lucratif ou non, et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Etat contractant ;
  4. le terme territoire, désigne
    - a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc :

le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer.
    - b) en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne :

le territoire où le droit de la République fédérale d'Allemagne est applicable et le territoire où le droit international permet à la République fédérale d'Allemagne d'exercer des droits souverains ou la juridiction,



## Article 2

1. Chaque Etat contractant encouragera dans la mesure du possible les investissements des investisseurs de l'autre Etat contractant sur son territoire et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.
2. Dans chaque cas, chaque Etat contractant traitera les investissements des investisseurs de l'autre Etat contractant de façon juste et équitable et leur accordera la pleine protection prévue par ce Traité. Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouiront de la même protection que l'investissement.
3. Aucun des Etats contractants ne devra entraver moyennant des mesures arbitraires ou discriminatoires, l'administration, le maintien, l'usage, la jouissance ou la disposition des investissements des investisseurs de l'autre Etat contractant sur son territoire.

## Article 3

1. Aucun des Etats contractants ne soumettra, sur son territoire, les investissements dont des investisseurs de l'autre Etat contractant sont propriétaires ou qui sont soumis à leur influence, à un traitement moins favorable que celui accordé aux investissements de ses propres investisseurs ou de ceux d'Etats tiers.
2. Aucun des Etats contractants ne soumettra, sur son territoire, les investisseurs de l'autre Etat contractant, en ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en connexion avec des investissements, à un traitement moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux d'Etats tiers.
3. Ce traitement ne s'étendra pas aux privilèges consentis par un Etat contractant aux investisseurs d'Etats tiers en raison de son appartenance ou association à une union douanière ou économique, un marché commun ou une zone de libre-échange.
4. Le traitement accordé par le présent article ne s'étendra pas aux avantages accordés par un Etat contractant aux investisseurs d'Etats tiers en vertu d'un accord sur la non-double imposition ou de tout autre arrangement dans le domaine fiscal.

## Article 4

1. Les investissements des investisseurs d'un Etat contractant jouiront sur le territoire de l'autre Etat contractant d'une protection et d'une sécurité intégrales.
2. Les investissements des investisseurs d'un Etat contractant ne pourront faire l'objet, directement ou indirectement, sur le territoire de l'autre Etat contractant, d'une expropriation, nationalisation ou d'autres mesures dont les

effets seraient équivalents à ceux d'une expropriation ou d'une nationalisation, que pour des raisons d'utilité publique et contre indemnisation. L'indemnité devra correspondre à la valeur du marché qu'avait l'investissement exproprié immédiatement avant la date à laquelle l'expropriation, la nationalisation ou la mesure semblable, effectives ou imminentes, ont été rendues publiques. L'indemnité devra être versée sans délai et produire, jusqu'à la date du versement, des intérêts calculés au taux bancaire usuel; elle devra être effectivement réalisable et librement transférable. Au plus tard au moment de l'expropriation, de la nationalisation ou de l'exécution d'une mesure semblable, il devra être pourvu de façon adéquate à la fixation et au versement de l'indemnité. La légalité de l'expropriation, de la nationalisation ou de la mesure semblable et le montant de l'indemnité devront pouvoir être vérifiés par une procédure judiciaire ordinaire.

3. Les investisseurs d'un Etat contractant, dont les investissements auraient subi des pertes par l'effet d'une guerre où d'un autre conflit armé, d'une révolution, d'un état d'urgence national ou d'une émeute sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficieront de la part de ce dernier, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres contreparties, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs. De tels versements devront être librement transférables.
4. En ce qui concerne les matières réglées par le présent article, les investisseurs de l'un les Etats contractants jouiront sur le territoire de l'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

## Article 5

Chaque Etat contractant garantira aux investisseurs de l'autre Etat contractant le libre transfert des versements effectués en connexion avec un investissement notamment:

- a) du capital et des montants additionnels destinés au maintien ou à l'augmentation de l'investissement;
- b) des montants versés pour une période déterminée au titre d'un investissement, tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances d'exploitation de licences et autres revenus courants;
- c) des versements destinés au remboursement d'emprunts tels qu'ils sont définis à l'article 1, paragraphe 1.c;
- d) des recettes tirées de la liquidation ou de l'aliénation, partielle ou totale, de l'investissement;
- e) des indemnités prévues à l'article 4 du présent Traité.

## Article 6

Si un Etat contractant, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement sur le territoire de l'autre Etat contractant, effectue des versements à ses propres investisseurs, l'autre Etat contractant, sans préjudice des droits du premier Etat contractant découlant de l'article 10 du présent Traité, reconnaîtra la transmission par l'effet de la loi ou d'un contrat, de tous les droits ou revendications de ces investisseurs au premier Etat contractant. En outre, l'autre Etat contractant reconnaîtra la subrogation en faveur du premier Etat contractant dans tous ces droits et revendications que le premier Etat contractant sera autorisé à exercer dans la même mesure que son prédécesseur. En ce qui concerne le transfert des versements au titre de ces droits ou revendications, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 4 ainsi que de l'article 5 du présent Traité seront applicables mutatis mutandis.

## Article 7

1. Les transferts visés aux paragraphes 2 ou 3 de l'article 4, à l'article 5 ou à l'article 6 du présent Traité seront effectués sans délai au taux de change officiellement applicable à la date du transfert.
2. En l'absence de marché des changes, le taux à utiliser est le taux le plus récent appliqué aux investissements directs destinés au pays d'accueil ou le taux de change le plus récent pour la conversion de devises en droits de tirage spéciaux, le taux à retenir étant celui qui est le plus favorable pour l'investisseur.

## Article 8

1. S'il résulte de la législation d'un Etat contractant ou d'obligations de droit international qui existent actuellement ou seront fondées à l'avenir entre les Etats contractants en dehors du présent Traité, une réglementation générale ou particulière qui accorde aux investissements des investisseurs de l'autre Etat contractant un traitement plus favorable que celui prévu dans le présent Traité, cette réglementation primera le présent Traité dans la mesure où elle est plus favorable.
2. Chaque Etat contractant respectera tout autre engagement qu'il aura contracté au sujet des investissements, sur son territoire, des investisseurs de l'autre Etat contractant.

## Article 9

Le présent Traité sera également applicable aux questions se posant après l'entrée en vigueur du présent Traité en matière d'investissements qui, en conformité avec la législation de l'autre Etat contractant, ont été réalisés par les investisseurs de l'un

des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat avant l'entrée en vigueur du présent Traité.

### Article 10

1. Les divergences de vues entre les Etats contractants relatives à l'interprétation ou l'application du présent Traité devraient, autant que possible, être réglées par les Gouvernements des deux Etats contractants.
2. Si une divergence de vues ne peut être réglée de cette façon, elle sera soumise à un tribunal d'arbitrage sur demande de l'un des deux Etats contractants.
3. Le tribunal d'arbitrage sera constitué *ad hoc*; chaque Etat contractant nommera un membre et les deux membres se mettront d'accord pour choisir comme président le ressortissant d'un Etat tiers qui sera nommé par les Gouvernements des deux Etats contractants. Les membres seront nommés dans un délai de deux mois, le président dans un délai de trois mois après que l'un des Etats contractants aura fait savoir à l'autre qu'il désire soumettre la divergence de vues à un tribunal d'arbitrage.
4. Si les délais prévus au paragraphe 3 ne sont pas observés et à défaut d'un autre arrangement chaque Etat contractant pourra prier le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires, au cas où le Président serait ressortissant de l'un des deux Etats contractants, ou s'il était empêché pour une autre raison, il appartiendrait au Vice-Président de procéder aux nominations. Si le Vice-Président était, lui aussi, ressortissant de l'un des deux Etats contractants ou s'il était également empêché, c'est au membre de la Cour suivant immédiatement dans la hiérarchie et qui n'est pas ressortissant de l'un des deux Etats contractants qu'il appartiendrait de procéder aux nominations.
5. Le tribunal d'arbitrage statue sur la base des dispositions du présent Traité et des règles du droit international généralement admis. Le tribunal d'arbitrage statue à la majorité des voix. Ses décisions sont obligatoires. Chaque Etat contractant prendra à sa charge les frais occasionnés par l'activité de son propre arbitre ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure devant le tribunal d'arbitrage, les frais du président ainsi que les autres frais seront assumés à parts égales par les deux Etats contractants. Le tribunal d'arbitrage pourra fixer un autre règlement concernant les dépenses. Pour le reste, le tribunal d'arbitrage réglera lui-même sa procédure.

### Article 11

1. Les divergences de vues relatives à des investissements et survenant entre l'un des Etats contractants et un investisseur de l'autre Etat contractant devraient, autant que possible, être réglées à l'amiable entre les parties au différend.

2. Si la divergence de vues ne peut être réglée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des deux parties au différend l'aura soulevée, elle sera soumise à une procédure d'arbitrage sur demande de l'investisseur de l'autre Etat contractant. A moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, la divergence de vues sera soumise à une procédure d'arbitrage dans le cadre de la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats du 18 mars 1965.
3. La sentence arbitrale sera obligatoire et ne pourra faire l'objet de plaintes ou recours autres que ceux prévus par la Convention susmentionnée. Elle sera exécutée conformément au droit national.
4. Au cours d'une procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, l'Etat contractant partie au différend ne soulèvera aucune exception tirée du fait que l'investisseur de l'autre Etat contractant a été dédommagé partiellement ou intégralement par une assurance.

#### **Article 12**

L'application du présent Traité ne dépend pas de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les deux Etats contractants.

#### **Article 13**

Le Protocole annexé au présent Traité en fait partie intégrante.

#### **Article 14**

1. Le présent Traité sera ratifié, l'échange des instruments de ratification aura lieu aussi tôt que possible.
2. Le présent Traité entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Il restera en vigueur pendant dix ans et sera prolongé par la suite pour une durée illimitée à moins d'être dénoncé par écrit par l'un des deux Etats contractants sous réserve d'un préavis de douze mois avant son expiration. A l'expiration de la période de dix ans, le présent Traité pourra être dénoncé à tout moment sous réserve d'un préavis de douze mois.
3. Pour les investissements effectués avant la date d'expiration du présent Traité, les articles 1 à 13 ci-dessus resteront encore applicables pendant quinze ans à partir de la date d'expiration du présent Traité.

#### **Article 15**

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, le Traité du 31 août 1961 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'encouragement des investissements de capitaux cessera de produire ses effets.

Fait à Rabat, le 6 août 2001, en double exemplaire en langues arabe, allemande et française les trois textes faisant foi. En cas de divergence dans l'interprétation du texte arabe et du texte allemand, le texte français prévaudra.

\*  
\*   \*  
\*

## **Protocole annexé au Traité entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'encouragement et la protection mutuels des investissements**

Lors de la signature du Traité entre le Royaume du Maroc et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'encouragement et à la protection mutuels des investissements, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, sont convenus, en outre, des dispositions suivantes qui seront considérées comme faisant partie intégrante du Traité.

### 1. Ad article 3 :

- a) Seront considérés comme « activités » au sens du paragraphe 2 de l'article 3 notamment, mais pas exclusivement, l'administration, le maintien, l'usage, la jouissance et la disposition d'un investissement. Seront considérées notamment comme « traitements moins favorables » au sens de l'article 3 toute inégalité de traitement en cas de restrictions à l'achat de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute inégalité de traitement en cas d'entraves à la vente de produits à l'intérieur du pays et à l'étranger ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue. Les mesures prises pour des raisons de sécurité, d'ordre et de santé publics ou de moralité ne seront pas considérées comme « traitement moins favorable » au sens de l'article 3.
- b) Les Etats contractants examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour introduites par des personnes relevant de l'un des Etats contractants et qui désirent entrer sur le territoire de l'autre Etat contractant en connexion avec un investissement; il en sera de même pour les travailleurs relevant de l'un des Etats contractants et qui désirent, en connexion avec un investissement, entrer sur le territoire de l'autre Etat contractant et y séjourner en vue d'exercer une activité rémunérée. Les demandes de permis de travail seront également examinées avec bienveillance.

### 2. Ad article 7 :

Sera considéré comme effectué « sans délai » au sens du paragraphe 1 de l'article 7, tout transfert qui aura lieu dans le délai normalement nécessaire à

l'observation des formalités de transfert Le délai commencera à courir à la date de l'introduction de la demande remplie en bonne et due forme. Il ne devra en aucun cas dépasser deux mois.

3. En cas de transport de biens ou de personnes en connexion avec un investissement, un Etat contractant n'exclura ni n'entravera les entreprises de transport relevant de l'autre Etat contractant et, en cas de besoin, accordera les autorisations nécessaires aux transports.

❑ ARGENTINE



- **Dahir n° 1-97-81 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 13 juin 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 13 juin 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 13 juin 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Tanger, le 28 moharrem 1421 (3 mai 2000).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 4810 du 6 juillet 2000.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4807 du 23 rabii I 1421 (26 juin 2000).

## Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Argentine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Argentine,

dénommés ci-après «Parties contractantes» ;

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant les conditions favorables à la réalisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

Reconnaissant que l'encouragement et la protection réciproques, sur la base des accords internationaux, de tels investissements contribueront à stimuler l'initiative des entrepreneurs et accroître la prospérité des deux pays,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article 1 : Définitions

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne, conformément aux lois et réglementations de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué, toute sorte d'éléments d'actif investis par un investisseur d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante. Il inclut, notamment mais non exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires ;
  - b) les actions et toutes autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ; les emprunts étant visés seulement quand ils sont directement liés à un investissement particulier ;
  - d) les droits de propriété intellectuelle, notamment les droits d'auteur, marques, brevets, dessins industriels, procédés techniques, savoir-faire et les fonds de commerce ;
  - e) les concessions de droit public pour la prospection, l'extraction ou l'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissements » au sens du présent accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur dans le pays hôte.

Le présent accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués en devises, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

2. Le terme « investisseur » désigne :

- a) toute personne physique ayant la nationalité de l'une des Parties contractantes en vertu de sa législation et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante,
- b) toute personne morale constituée conformément à la législation d'une Partie contractante ayant son siège social sur le territoire de cette Partie contractante et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

3. Les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas aux investissements effectués par des personnes physiques qui sont ressortissantes de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante si ces personnes, au moment de l'investissement, sont domiciliées sur le territoire de cette dernière Partie contractante depuis plus de deux ans, à moins qu'il soit prouvé que l'investissement a été admis dans son territoire depuis l'étranger. Le réinvestissement du revenu de l'investissement ainsi admis bénéficie des dispositions du présent accord.

4. Le terme « revenus » désigne tous les montants produits par un investissement tels que bénéfices, dividendes, intérêts, tantièmes et redevances de licence dont les contrats ont été approuvés par les autorités compétentes dans la mesure où la réglementation du pays hôte l'exige, ou autres recettes courantes

5. Le terme « territoire » désigne :

- a) pour le Royaume du Maroc: le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
- b) pour la République Argentine: le territoire national, ainsi que les zones maritimes adjacentes à la limite extérieure de la mer territoriale, sur lesquelles la République Argentine peut, en conformité avec le droit international, exercer des droits souverains ou une juridiction.

## Article 2: Promotion des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.
2. L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

## Article 3: Protection des investissements

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer sur son territoire en tout moment un traitement juste et équitable aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et à ne pas entraver par des mesures injustifiées ou discriminatoires leur gestion, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance ou leur liquidation.
2. Les investissements mentionnés au paragraphe (1) et leurs revenus jouissent de la pleine protection de cet accord. Sans préjudice des dispositions du paragraphe (1), le même traitement s'applique en cas de réinvestissement desdits revenus.
3. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, les investissements admis jouissent d'une sécurité et d'une protection constantes, qui ne sont pas moins favorables que celles dont jouissent les investisseurs nationaux ou les investisseurs de la nation la plus favorisée.
4. Néanmoins, le traitement et la protection visés dans cet article ne s'étendent pas aux avantages, préférences ou privilèges accordés aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu :
  - a) de la participation ou de l'association d'une Partie contractante à une zone de libre échange, union douanière, marché commun ou organisation économique similaire existante ou future ;
  - b) d'un accord international en matière fiscale ;
  - c) d'un accord prévoyant un financement concessionnel pour les investissements réalisés conformément à cet accord.

## Article 4: Expropriations et compensations

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute mesure publique ayant le même effet qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements appartenant aux investisseurs de l'autre Partie contractante devront être conformes aux prescriptions légales et ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que l'utilité publique. Ces mesures doivent être assorties des dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité prompte, adéquate et effective.

Le montant de cette indemnité correspondra à la valeur du marché des investissements concernés à la veille du jour où ces mesures ont été prises ou rendues publiques. L'indemnité sera versée sans retard, effectivement réalisable et librement transférable. En cas de retard de paiement, cette indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité.

2. Les investisseurs d'une Partie contractante dont les investissements effectués sur le territoire de l'autre Partie contractante auront subi des dommages à l'occasion d'une guerre ou autre conflit armé, d'un état d'urgence nationale, de trouble ou d'émeutes ou de tout événement similaire survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements.

#### **Article 5 : Les transferts**

1. Chacune des Parties contractantes accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les montants relatifs aux investissements, notamment mais non exclusivement :
  - a) d'un capital ou d'un montant additionnel nécessaire visant le maintien ou le développement de l'investissement ;
  - b) des bénéfices, intérêts, dividendes et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts tels que ceux définis à l'article premier, paragraphe (1) (c) ;
  - d) des redevances ;
  - e) des produits de la vente ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - f) des indemnités dues en application de l'article 4 ;
  - g) des quotités appropriées des rémunérations des ressortissants d'une Partie contractante qui ont été autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués sans retard, en monnaie librement convertible, au taux de change normal applicable à la date du transfert. Ces transferts sont effectués conformément à la réglementation des changes en vigueur, après acquittement des obligations fiscales, et selon les procédures applicables par la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué, étant entendu que celles-ci ne sauraient dénaturer les droits prévus à cet article.

**Article 6: Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non-commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes ou à tout autre organisme désigné par celle-ci, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de la première Partie contractante ou de l'organisme désigné par celle-ci dans les droits de l'investisseur.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Ces droits peuvent être exercés par l'assureur dans les limites de la quotité du risque couverte par le contrat de garantie, et par l'investisseur bénéficiaire de la garantie, dans les limites de la quotité du risque non couverte par le contrat.
4. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante peut faire valoir à l'égard de l'assureur, subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.
5. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent accord.

**Article 7: Autres obligations**

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation ou la réglementation nationale de l'une des Parties contractantes ou par les obligations internationales existantes ou souscrites par les Parties contractantes dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.
2. Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

**Article 8: Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, autant que possible, entre les Parties contractantes par voie diplomatique, les différends pouvant être soumis, d'un commun accord, à une commission mixte, composée des représentants des parties. Celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la partie la plus diligente.

2. Si le différend ne peut être réglé dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.

3. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres choisissent ensemble un ressortissant d'un Etat tiers comme troisième arbitre qui, avec l'approbation des deux Parties contractantes, sera nommé président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend au tribunal d'arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe (3) du présent article, n'ont pas été observés, la président de la Cour internationale de justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le président de la Cour internationale de justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou s'il est autrement empêché d'exercer cette fonction, le vice-président ou, en cas de son empêchement, le membre le plus ancien de la Cour internationale de justice, ressortissant d'un Etat tiers, peut être invité à procéder auxdites désignations.

5. Le tribunal d'arbitrage statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du droit international.

6. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.

7. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix elles sont définitives et obligatoires pour les deux Parties contractantes.

8. Chaque Partie contractante supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes à moins que le tribunal n'en décide autrement.

#### **Article 9 : Règlement des différends entre l'investisseur et l'autre Partie contractante**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé, autant que possible à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.

2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis au choix de l'investisseur :

a) soit aux juridictions nationales de la Partie contractante impliquée dans le différend ;

- b) soit pour arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) créé par la « Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats » ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

Le choix de (a) ou (b) revêt un caractère irrévocable.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, à ce que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. L'organe d'arbitrage statuera sur la base des dispositions du présent accord, du droit de la Partie contractante partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des termes des accords particuliers éventuels qui auraient été conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes du droit international en la matière.
5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires à l'égard des parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 10 : Entrée en vigueur et période de validité**

1. Le présent accord entre en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifié l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans leurs pays respectifs.
2. Cet accord est conclu pour une période initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce par voie diplomatique avec un préavis d'un an.
3. Les investissements effectués antérieurement à l'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat, le 13 juin 1996 en deux originaux, chacun en langues arabe, française et espagnole, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence le texte français prévaudra.





❑ AUTRICHE

- **Dahir n° 1-95-84 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 2 novembre 1992 entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche relatif à la promotion et à la protection des investissements (1)**

[...]

Vu l'Accord fait à Rabat le 2 novembre 1992 entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche relatif à la promotion et à la protection des investissements ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de l'Accord précité, fait à Vienne le 6 avril 1995,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 2 novembre 1992 entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche relatif à la promotion et à la protection des investissements.

\*  
\* \* \*

### **Accord entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche relatif à la promotion et à la protection des investissements**

Le Royaume du Maroc et la République d'Autriche, dénommés ci-après « Parties Contractantes »,

- Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats ;
- Reconnaisant le rôle important des investissements de capitaux étrangers dans le processus du développement économique et le droit de chaque Partie Contractante de déterminer ce rôle et de définir les conditions dans lesquelles les investissements étrangers pourraient participer à ce processus ;
- Reconnaisant l'importance d'un climat d'investissement satisfaisant pour l'établissement et le maintien d'un flux international de capitaux adéquat ;
- Soucieux de créer des conditions favorables à l'investissement des capitaux dans les deux Etats et d'intensifier la coopération entre investisseurs des deux Etats

(1) *B.O.* n° 6054 du 7 juin 2012.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6050 du 2 regeb 1433 (24 mai 2012).

notamment dans les domaines de la technologie, de l'industrialisation et de la productivité ;

- Reconnaisant la nécessité de protéger les investissements des investisseurs des deux Etats et de stimuler les transferts de capitaux en vue de la prospérité économique des deux Etats ;

Sont convenus de ce qui suit :

### **Article 1 : Définitions**

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissement » comprend tous les éléments d'actif et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruits et droits similaires ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances monétaires et droits à toute prestation ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle tels que brevets, marques, échantillons et modèles de commerce ainsi que modèles déposés, procédés techniques, savoir-faire, noms commerciaux et clientèle ;
  - e) les concessions de droit public pour la prospection et l'exploitation de ressources naturelles.

Ces investissements doivent être effectués conformément aux lois et règlements en vigueur dans les pays hôtes.

2. Le terme « investisseur » désigne :

Pour le Royaume du Maroc :

- a) Toute personne physique ayant la nationalité marocaine en vertu de la législation en vigueur au Royaume du Maroc et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- b) Toute personne morale, société de personnes, autre association ou entité dont le statut découle de la législation marocaine, ayant son siège sur le territoire du Royaume du Maroc et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Pour la République d'Autriche :

- a) Toute personne physique ayant la nationalité de la République d'Autriche et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- b) Toute personne morale ou société de personnes de droit commercial, constituée conformément à la législation de la République d'Autriche, ayant son siège sur le territoire de la République d'Autriche et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

3. Le terme « revenus » désigne les montants rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes, tantièmes, redevances de licence dont les contrats ont été approuvés par les autorités compétentes dans la mesure où la réglementation du pays hôte l'exige.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire, dans la mesure du possible, les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante, admet ces investissements conformément à sa législation et les traite de manière juste et équitable.
2. Les investissements mentionnés au paragraphe (1) et leurs revenus jouissent de la pleine protection de cet Accord. Sans préjudice des dispositions du paragraphe (1), le même traitement s'applique en cas de réinvestissement desdits revenus.
3. L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte, sont considérées comme un nouvel investissement.

## **Article 3 : Traitement des investissements**

1. Chacune des Parties Contractantes traite les investisseurs de l'autre Partie Contractante et leurs investissements de façon non moins favorable que les investisseurs d'Etats tiers et leurs investissements.
2. Les dispositions du présent Accord relatives à l'application d'un traitement non moins favorable que celui qui a été accordé aux investisseurs de tout Etat tiers, ne sont pas interprétées de façon obliger une Partie Contractante à étendre aux investisseurs de l'autre Partie Contractante les avantages ou tout traitement, préférence ou privilège présents ou futurs résultant :
  - a) d'une union douanière, d'un marché commun, d'une zone de libre-échange, ou de l'appartenance à une communauté économique ;
  - b) de l'octroi du traitement national dans le cadre d'un accord bilatéral en matière d'investissements ;
  - c) d'un accord international ou d'un arrangement bilatéral sur la base de la réciprocité en matière fiscale ;
  - d) des réglementations destinées à faciliter le trafic frontalier.
  - e) de toutes aides, dons, prêts, assurances et garanties réservés à ses propres ressortissants ou sociétés dans le cadre des activités et des programmes de développement national.

#### **Article 4: Expropriation**

1. Aux fins du présent article le terme expropriation désigne également une nationalisation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère.
2. L'expropriation ne pourrait être décidée par l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante que si elle est conforme aux prescriptions légales et contre indemnisation et ne devrait être ni discriminatoire, ni motivée par des raisons autres que l'utilité publique. La Partie Contractante ayant pris une telle mesure versera à l'ayant droit, dans un délai raisonnable, une indemnité adéquate et effective, laquelle doit correspondre à la valeur de l'investissement immédiatement antérieure au moment où l'expropriation devient connue dans le public. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière adéquate au plus tard au moment de l'expropriation.
3. Lorsqu'une Partie Contractante exproprie les éléments d'actif d'une société, qui, en application des dispositions de l'article (1) paragraphe (2), du présent Accord, est considérée comme étant sa propre société et dans laquelle l'investisseur de l'autre Partie Contractante détient des droits de participation, elle applique les dispositions du paragraphe (1) de cet article de sorte que l'indemnisation appropriée de cet investisseur soit assurée.
4. L'investisseur a droit à ce que la légalité de l'expropriation soit examinée par les autorités compétentes de la Partie Contractante qui a initié l'expropriation.
5. L'investisseur a droit à ce que le montant de l'indemnité soit examiné soit par les autorités compétentes de la Partie Contractante qui a décidé l'expropriation soit par le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements.

#### **Article 5: Transferts**

1. Chacune des Parties Contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, sans délai injustifié, le transfert en monnaie convertible des paiements relatifs à un investissement, et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) de l'investissement ;
  - b) des revenus ;
  - c) du remboursement des prêts financés en devises ;
  - d) du produit en cas de liquidation ou vente totales ou partielles de l'investissement ;
  - e) des indemnités visées à l'article (4) paragraphe (2).
2. Les transferts visés à cet article sont effectués en monnaie convertible aux taux de change applicables le jour du transfert.

### **Article 6: Subrogation**

Lorsqu'une Partie Contractante ou une institution autorisée par celle-ci effectue des paiements à un investisseur en vertu d'une garantie pour un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cette autre Partie Contractante reconnaît, sans préjudice des droits de l'investisseur de la première Partie Contractante en vertu de l'article (8) et des droits de la première Partie Contractante en vertu de l'article (9), le transfert de tous les droits ou titres de cet investisseur par voie légale ou contractuelle à la première Partie Contractante. En outre, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de la première Partie Contractante dans tous ces droits ou titres, que la première Partie Contractante a droit d'exercer dans la même mesure que son prédécesseur en droit. Pour le transfert des paiements dus à la Partie Contractante respective en vertu des droits subrogés l'article (4) et l'article (5) s'appliquent par analogie.

### **Article 7: Autres obligations**

1. Si la législation de l'une des Parties Contractantes ou des obligations de droit international, qui existent parallèlement au présent Accord entre les Parties Contractantes ou qui seront contractées entre elles dans l'avenir, prévoient un règlement de caractère général ou particulier, selon lequel les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante seront traités plus favorablement qu'en vertu du présent Accord, ce règlement prévaut sur le présent Accord, en tant qu'il soit plus favorable.
2. Chacune des Parties Contractantes respecte toute obligation contractuelle qu'elle a souscrite à l'égard des investisseurs de l'autre Partie Contractante relative à des investissements qu'elle a admis sur son territoire.

### **Article 8: Règlements des différends relatifs aux investissements**

1. Si des différends relatifs à un investissement surgissent entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante, ils seront, autant que possible, réglés à l'amiable entre les parties en litige.
2. Si un tel différend ne peut être réglé dans les 6 mois suivant une notification écrite de revendications, le différend sera soumis, à la requête de la Partie Contractante ou de l'investisseur de l'autre Partie Contractante, à la conciliation ou à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 Mars 1965.

En cas d'arbitrage, chacune des Parties Contractantes consent, par le présent Accord, irrévocablement en avance, même en l'absence d'une Convention

d'arbitrage individuelle entre une Partie Contractante et un investisseur, à soumettre de tels différends au Centre et à accepter la décision arbitrale comme obligatoire. Ce consentement implique la renonciation à exiger que les recours internes administratifs ou judiciaires soient épuisés.

3. La décision est définitive et obligatoire, elle sera exécutée selon la législation nationale ; chaque Partie Contractante garantit la reconnaissance et l'exécution des décisions arbitrales conformément à sa législation.
4. Une Partie Contractante, partie à un différend, ne soulève d'objection, à aucun stade de la procédure de conciliation ou d'arbitrage ou de l'exécution d'une décision arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une garantie.

#### **Article 9 : Différends entre les parties contractantes**

1. Les différends entre les Parties Contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés, autant que possible, par des négociations à l'amiable.
2. Si un tel différend ne peut être réglé dans un délai de 6 mois, il peut être soumis, à la demande de l'une des Parties Contractantes, à un tribunal d'arbitrage.
3. Le tribunal d'arbitrage sera constitué *ad hoc* de façon que chaque Partie Contractante désigne un membre. Les deux membres ainsi désignés choisissent un ressortissant d'un Etat tiers comme Président du tribunal. Les membres doivent être désignés dans les deux mois après que l'une des Parties Contractantes ait fait part à l'autre Partie de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage. Le Président doit être désigné dans un délai supplémentaire de deux mois.
4. Si les délais fixés au paragraphe (3) ne sont pas observés, chaque Partie Contractante peut, à défaut d'un autre arrangement, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou s'il est autrement empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président ou, en cas de son empêchement, le plus ancien membre de la Cour Internationale de Justice peut être invité sous les mêmes conditions à procéder aux désignations.
5. Le tribunal d'arbitrage fixe lui-même sa procédure.
6. Le tribunal d'arbitrage statue sur la base du présent Accord ainsi que sur la base des règles de droit international généralement reconnues. Il prend sa décision à la majorité des voix ; la décision est définitive et obligatoire.



7. Chaque Partie Contractante supporte les frais de son membre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage.

Les frais du Président ainsi que les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties Contractantes. Le tribunal peut toutefois fixer dans sa décision une autre répartition des frais.

#### **Article 10 : Entrée en vigueur et période de validité**

1. Le présent Accord sera soumis à la ratification et entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra le mois, au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.
2. Le présent Accord reste en vigueur pour une durée de dix ans ; après l'expiration de cette période il sera prorogé pour une durée illimitée, à moins que l'une des deux Parties Contractantes ne dénonce l'Accord par écrit au moins douze mois avant son expiration.
3. Pour les investissements effectués jusqu'à la date d'expiration du présent Accord, les articles 1 à 9 resteront en vigueur pour une période supplémentaire de dix ans, à compter du jour de l'expiration de l'Accord.

Fait à Rabat, le 2 novembre 1992 en deux originaux, en langues arabe, allemande et française, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence, le texte français prévaudra.

□ BAHREÏN

- **Dahir n° 1-00-318 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de la convention faite à Rabat le 7 avril 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Bahreïn relative à l'encouragement et à la protection de l'investissement (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu sen élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention faite à Rabat le 7 avril 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Bahreïn relative à l'encouragement et à la protection de l'investissement ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention faite à Rabat le 7 avril 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Bahreïn relative à l'encouragement et à la protection de l'investissement.

*Fait à Agadir, le 29 rabii I 1422 (22 juin 2001).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) *B.O.* n° 4958 du 6 décembre 2001.

Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4953 du 3 ramadan 1422 (19 novembre 2001).

قد اتفقتا على ما يلي :

المادة (1)

#### تعريف

فيما يتعلق بتطبيق أحكام هذه الإتفاقية ، وما لم ينص صراحة على غير ذلك ، يقصد بالكلمات التالية المعاني المقابلة لكل منها والموضحة على النحو التالي :

(1) " الإستثمارات " :

تعني جميع أنواع الأصول التي يمتلكها أحد مستثمري طرف متعاقد وتستثمر في إقليم الطرف المتعاقد الآخر في وقت سابق أو لاحق لدخول هذه الإتفاقية حيز التنفيذ والذي يقترن بقبول الطرف المضيف بكونه ( إستثماراً ) وفقاً لوقائنه وأنظمتها، وتشمل بصفة خاصة وبدون حصر على :

- الأموال المنقولة وغير المنقولة وأية حقوق أخرى للملكية ، مثل رهون الحيازة العقارية أو الإمتيازات أو الرهون الأخرى .
- حقوق وأسهم وسندات الشركات ، وأي شكل آخر من أشكال المساهمة في الشركات ، والعائدات المحجوزة لغرض إعادة الإستثمار .
- الحقوق المطلوبة في الأموال أو أية أعمال تعاقدية ذات قيمة مالية .
- حقوق الملكية الصناعية والفكرية وتشمل حقوق النشر وبراءات الاختراع والعلامات أو التسميات الصناعية والعلامات التجارية والمعرفة التقنية وأية حقوق أخرى مماثلة .

هـ- حقوق الإستياز الممنوحة بموجب قانون أو عقد ، وتشمل إمتيازات البحث عن الموارد الطبيعية ، أو تطويرها أو إستغلالها أو إستغلالها . ولا يؤثر أي تغيير فسي صورة إستثمار الأصول على صفتها كإستثمارات ، وأن كلمة إستثمار تشمل كل الإستثمارات القائمة على إقليمي الطرفين المتعاقدين أو منطقتيها البحرية .

(2) " المستثمر " :

تعني عبارة : " مستثمر " :

- كل شخص طبيعي ، يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية البحرينية طبقاً للقانون المعمول به لدى كل من الطرفين المتعاقدين ؛
- كل شخص اعتباري تأسس طبقاً للقانون المعمول به لدى الطرفين المتعاقدين ويوجد مقره في إقليم هذا الطرف المتعاقد ؛
- كل كيان قانوني تأسس طبقاً لقانون دولة ثالثة ويخضع بصفة مباشرة أو غير مباشرة لمراقبة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين أو لكيان قانوني يوجد مقره ونشاطه الاقتصادي الفعلي في إقليم هذا الطرف المتعاقد .

وذلك عندما يقوم أحد المشار إليهم أعلاه بالإستثمار فسي إقليم الطرف المتعاقد الآخر .

(3) " العائدات " :

تعني المبالغ العائدة من أي استثمار وتشمل - دون تحديد - الأرباح ، والفوائد ، ومكاسب رأس المال ، وأرباح الأسهم ، والإسوم والأعصاب ، والأوتوات .

ظهير شريف رقم 1.00.318 صادر في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 7 أبريل 2000 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة البحرين بشأن تشجيع وحماية الاستثمار .

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بدخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا ، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 7 أبريل 2000 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة البحرين بشأن تشجيع وحماية الاستثمار ؛ ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاقية المذكورة ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية ، عقب ظهورنا الشريف هذا ، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 7 أبريل 2000 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة البحرين بشأن تشجيع وحماية الاستثمار .

وحرر بأكادير في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)

وقعه بالعلم :

الوزير الأول ،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف .

#### إتفاقية

بين حكومة المملكة المغربية

وحكومة دولة البحرين

بشأن تشجيع وحماية الإستثمار

\*\*\*\*\*

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة البحرين المشار إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ؛

رضية منهما في خلق للتعاون الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما وخاصة عن طريق استثمارات مستثمري أحد البلدين في إقليم البلد الآخر ؛ وإدراكا منهما لأهمية تبادل تشجيع وحماية الاستثمار ومدى مساهمة ذلك في حفز النشاط التجاري وتدفق رؤوس الأموال والمبادلات الخاصة لزيادة لرخاء الاقتصادي بكل البلدين ؛

مستثمري الطرف المتعاقد الآخر أية معاملة أو مزايا أو أفضلية ناتجة عن ما يلي:

أ - أي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة للتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو أي اتفاق دولي مماثل أو أي شكل من أشكال التنظيمات الاقتصادية الإقليمية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضواً فيها أو ينضم إليها مستقبلاً ؛

ب - أي اتفاق أو أي ترتيب دولي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي .

#### المادة (٤)

##### تعويض الخصائر

إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خصائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، يستفيدون من قبل هذا الأخير من معاملة لا تقل لأفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أي دولة ثالثة . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية فيما يخص الإسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية أخرى تتعلق بتلك الخصائر . وتمنح لهم تعويضات عادلة مع مكافأة حرة تحويل المبالغ المتناجسة عن تلك التعويضات .

#### المادة (٥)

##### بزع الملكية والتعويض

(١) إن إجراءات التأميم ونزع الملكية أو أي إجراء آخر له نفس الأثر (المشار إليها فيما بعد بـ "بزع الملكية") ، التي قد يتخذها أحد الطرفين المتعاقدين تجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، يجب ألا تكون تمييزية أو مبررة بسبب غير المصلحة العامة .

(٢) يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بزع الملكية لأحد الطرفين المتعاقدين تعويضاً عادلاً ومنصفاً يساوي ميلغه القيمة السوقية للاستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه التدبير أو أعلن عنها للمصوم .

(٣) يتعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلاً لسداداً ودفعه بدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الآتية الذكر . وفي حالة تأخير في الأداء تحسب عن التعويض فائدة بسعر السوق ابتداء من تاريخ استحقالها ولغاية تساريخ الأداء . ويسودى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية .

#### المادة (٦)

##### تحويل الاستثمارات وعقود الاستثمار

(١) يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم للواجبات الضريبية، حرية تحويل ما يلي :

أ - رأس المال للمستثمر بما فيه العوائد المعاد استثمارها أو أي مبلغ إضافي يهدف إلى صيانة الاستثمار ؛

ب - الأرباح وأرباح الأسهم والفوائد والإتاوات أو أية عوائد جارية أخرى ؛

ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار ؛

د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار ؛

هـ - التعويضات المستحقة طبقاً للمادتين الرابعة والخامسة ؛

#### (٤) " الإقليم "

أ - فيما يتعلق بالمملكة المغربية: تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأعماق الباطنية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية الموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقاً للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادة بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية ( الجرف القاري )

ب - وفيما يتعلق بدولة البحرين : الإقليم يعني دولة البحرين شاملة جزرها والبحر الإقليمي والمنطقة المتاخمة ، أي منطقة بحرية واقعة فيما وراء البحار الإقليمية التابعة لدولة البحرين حيث تكون هذه المنطقة أو من المحتمل أن تصبح في المستقبل مصنفة بموجب القانون الوطني لدولة البحرين ووفقاً للقانون الدولي بمثابة منطقة يحق لدولة البحرين ممارسة حقوقها فيما يتعلق بقاع بحارها وتحت سطح تربتها ومواردها الطبيعية .

#### المادة (٢)

##### تشجيع وحماية الاستثمارات

١ - يقبل كل طرف متعاقد ويشجع في إقليمه ، وفقاً لقوانينه وأنظمتها ، إستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويخلق الظروف الملائمة لهذه الإستثمارات .

٢ - يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لإستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر . ولا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعوق تسير إستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة على إقليمه أو صيانتها أو إستعمالها أو الإنتفاع بها أو التصرف فيها . ويضمن كل من الطرفين المتعاقدين إحترام الإلتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق بإستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر .

٣ - أن الإستثمارات التي تخضع لمقتضيات إتفاق خاص بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تخضع لأحكام ذلك الإتفاق الخاص ما دامت توفر شروطاً أكثر أفضلية من أحكام هذا الإتفاق .

٤ - تتمتع عوائد الإستثمار في حالة إعادة إستثمارها طبقاً لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين بنفس الحماية التي يتمتع بها الإستثمار الأصلي .

#### المادة (٣)

##### أحكام المعاملة الوطنية والدولة الأكثر رعاية

١ - يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لإستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل لأفضلية عن تلك التي يمنحها لإستثمارات أو عقداً مستثمريه أو لإستثمارات أو عقداً مستثمري أي دولة ثالثة .

٢ - يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، فيما يخص تسير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الإنتفاع بها أو التصرف فيها ، معاملة لا تقل لأفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية .

٣ - إن أحكام هذا الإتفاق المنقطة بالمعاملة الأكثر أفضلية الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو دولة ثالثة لا تنزّم أحد الطرفين المتعاقدين بمنح

وتعيين الرئيس في ظرف أربعة أشهر ، ابتداء من تاريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنيته في عرض النزاع على هيئة التحكيم .

(٤) إذا لم تحترم الأجل المحددة في الفقرة ٣ من هذه المادة ، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة .

وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بالتعيينات للضرورة ، وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية الذي لا ينتمي لرعابا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات المذكورة .

(٥) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس أحكام هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي . وتتخذ القرارات بأغلبية الأصوات . وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين .

(٦) تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بطرق عملها .

(٧) يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في عملية التحكيم . أما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف لتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين .

#### المادة (٩)

##### قيام الطرفين المتعاقدين مقام مواطنيها

١- إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين أو الجهاز المعين من قبله بسداد أية مدفوعات بموجب تعويض قد منحه فيما يتعلق باستثمار في إقليم الطرف الآخر ، وجب على الطرف المتعاقد الآخر الاعتراف بالحقوق المخولة للطرف المتعاقد الأول أو لجهازه المعين قانوناً أو بوثيقة قانونية تنفذ من قبله ، وتشتمل على كافة حقوق ومطالبات الطرف الذي تم تعويضه ، ويعترف بحق الطرف الأول أو الجهاز المعين من قبله في ممارسة تلك الحقوق وتنفيذ تلك المطالبات بمقتضى حقه في القيام مقام مواطنيه في نطاق الحدود التي يمارسها الطرف الذي تم ضمائه أو تعويضه .

٢- أية دفعات يستلمها الطرف المتعاقد الأول أو الجهاز المعين من قبله بعصاات غير قابلة للتحويل بمقتضى الحقوق والمطالبات المكتسبة ينبغي أن تكون متاحة للتصرف الحر من قبل الطرف المتعاقد الأول لأغراض تغطية أية مصروفات تتم في إقليم الطرف المتعاقد الآخر .

#### المادة (١٠)

##### مجال التطبيق على الاستثمارات

تطبق أحكام هذه الاتفاقية على الاستثمارات القائمة طبقاً لقوانين وأنظمة البلد المضيف قبل وبعد سريان هذه الاتفاقية ، ولا يطبق هذا الاتفاق على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ .

#### المادة (١١)

##### تطبيق الأحكام الأخرى

إذا كانت أحكام القانون المطبق في بلد أي من الطرفين المتعاقدين ، أو كانت الإلتزامات بمقتضى القانون الدولي القائم في الوقت الحاضر ، أو ترتب في وقت

و - الأجور والرواتب والمكافآت الأخرى التي تعود إلى موظفي أحد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، وذلك طبقاً لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد .

(٢) تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة ١- بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل وبمصر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وذلك وفقاً لأنظمة الصرف المعمول بها في البلد المضيف .

#### المادة (٧)

##### تسوية النزاعات بين المستثمر وبين الدولة المضيفة

١- إن أي نزاع يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته بقدر الإمكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع .

٢- وإذا تعذرت تسوية هذا النزاع بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ تبليغه كتابة ، يعرض النزاع باختيار المستثمرين :

أ- إما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الإستثمار في إقليمه ،

ب- وإما للتحكيم وفقاً لأحكام الفصل الخاص في تسوية المنازعات من الاتفاقية الموحدة لإستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية لسنة ١٩٨٠م .

ج- وإما للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالإستثمارات الذي أنشئ بموجب "الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالإستثمارات بين الدول و رعابا دول أخرى" المفتوحة للتوقيع بواشنطن في ١٨ مارس ١٩٦٥ .

٣- لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين ، طرف في النزاع ، أن يثير اعتراضاً فسي أية مرحلة من إجراءات التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي يدعى أن مستثمر الطرف الآخر في النزاع قد حصل على تعويض خطي جزئياً أو كلياً خسره بموجب تأمين .

٤- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها إستناداً إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يتم الإستثمار في إقليمه ، وكذا القواعد المتعلقة بتنازع القوانين ، وأحكام هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الإستثمار ، وكذا مبادئ القانون الدولي .

٥- تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع ، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقاً لقانونه الوطني .

#### المادة (٨)

##### النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

(١) ينبغي ، إن أمكن ، تسوية النزاعات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين بخصوص تفسير وتطبيق هذه الاتفاقية من خلال القنوات الدبلوماسية .

(٢) إذا تعذر حل هذا النزاع في ظرف ستة أشهر من تاريخ بدء المفاوضات يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين .

(٣) تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي :

يعين كل طرف متعاقد حكماً ويختار الحكمان معاً حكماً ثالثاً من رعابا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم . ويجب تعيين الحكمن فسي ظرف شهرين

برغبته في إنهاء العمل بالاتفاقية قبل سنة واحدة من تاريخ الانتهاء ، وفيما يتعلق بالاستثمارات التي تمت أثناء سريان الاتفاقية ، وبشروط أن تستمر أحكام الاتفاقية للمنطقة بتلك الاستثمارات لمدة عشر سنوات بعد تاريخ إنهاء الاتفاقية ، دون الإخلال بعد ذلك بحق تطبيق أحكام القانون الدولي العام. وإقرارا بما ورد أعلاه ، قام الموقعان لفناء المفوضان حسب الأصول من قبل حكومتهما المعنيتين بتوقيع هذه الاتفاقية .

حررت من أصلين باللغة العربية في مدينة الرباط ،  
يوم هجيرة الموافق 7 أبريل 2000 ميلادية ولكل منهما  
نفس الحجية.

عن حكومة دولة البحرين  
عبد الله حسن سيف  
وزير المالية والاقتصاد الوطني

عن حكومة المملكة المغربية  
فتح الحناوي لعلو  
وزير الاقتصاد والمالية

لاحق لتوقيع هذه الاتفاقية بالإضافة إلى أحكام الاتفاقية الحالية ، تتضمن أحكاما سواء كانت عامة أم محددة تمنح الإستثمارات التي تتم بواسطة المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر معاملة أكثر تفضيلا من المعاملة التي توفرها الاتفاقية الحالية ، تطبق تلك الأحكام بدلا من أحكام الاتفاقية الحالية إلى مدى معاملتها الأكثر تفضيلا .

المادة ١٢

#### دخول الاتفاقية حيز التنفيذ

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد مضي ثلاثين يوما من تاريخ استلام آخر الإخطارين المكتوبين باستيفاء الطرفين المتعاقدين للإجراءات الدستورية اللازمة لنفاذ هذه الاتفاقية..

المادة ١٣

#### مدة الاتفاقية ونهاؤها

تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة عشر سنوات وتبقى سارية المفعول بعد ذلك ما لم يختر أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر كتابة وبالطرق الدبلوماسية

□ BULGARIE



- **Dahir n° 1-97-129 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Tanger, le 28 moharrem 1421 (3 mai 2000).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 4810 du 6 juillet 2000.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4807 du 23 rabii I 1421 (26 juin 2000).

## Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République de Bulgarie,

dénommés ci-après « Parties contractantes »,

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article 1 : Définitions

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout avoir financier, droit et bien de toute nature dans toute sociétés ou entreprises de quelque secteur d'activité économique que ce soit et notamment :
  - a) le droit de propriété sur les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruits et droits similaires ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle tels les brevets, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, les noms déposés, le savoir-faire et la clientèle ;
  - e) les concessions de droit public pour la prospection et l'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissements » au sens du présent accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur dans la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils sont réalisés.

2. Le terme « investisseurs » désigne :

- a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc, toute personne physique ayant la nationalité marocaine en vertu de la législation du Royaume du Maroc et effectuant un investissement sur le territoire de la République de Bulgarie ;
  - b) en ce qui concerne la République de Bulgarie, toute personne physique ayant la citoyenneté bulgare, conformément aux lois et règlements en vigueur en République de Bulgarie et effectuant un investissement sur le territoire du Royaume du Maroc ;
  - c) toute société ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de la République de Bulgarie et constituée conformément à la législation marocaine ou bulgare respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.
3. Le terme « revenus » désigne le produit d'un investissement, et notamment mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes et redevances.
4. Le terme « territoire » désigne :
- a) pour le Royaume du Maroc, le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
  - b) pour la République de Bulgarie, le territoire sous sa souveraineté y compris la mer territoriale ainsi que le shelf continental et la zone économique exclusive, sur lesquels la République de Bulgarie exerce, en conformité avec le droit international, des droits souverains ou une juridiction.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encourage les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet sur son territoire ces investissements conformément à sa législation.
2. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire de l'autre Partie contractante. Chaque Partie contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

3. Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

### **Article 3: Traitement des investissements**

1. Aucune des Parties contractantes n'assujettira, sur son territoire, les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs, conformément à ses lois et règlements, ou aux investissements des investisseurs de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
2. Aucune des Parties contractantes n'assujettira, sur son territoire, les investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
3. Néanmoins, le traitement visé aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'étend pas aux privilèges qu'une Partie contractante peut accorder aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une union économique, une union douanière, un marché commun, une zone de libre échange, une organisation économique régionale ou un accord international similaire ou du fait de ses engagements conformément à une convention tendant à éviter la double imposition fiscale ou de toute autre convention en matière d'imposition fiscale.

### **Article 4: Expropriation – indemnisation**

Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique et devront être prises conformément à la loi en vigueur. La Partie contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable. Le montant de l'indemnité correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues officiellement publiques. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière rapide et sans retard injustifié. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt au taux LIBOR afférent à la devise de l'investissement effectué à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et transférable conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 5 : Dédommagement en cas de force majeure**

Les investisseurs de chacune des Parties contractantes dont les investissements subiraient des pertes à l'occasion d'une guerre ou autre conflit armé, d'un état d'urgence national, de troubles ou d'émeutes, survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

### **Article 6 : Les transferts**

1. Chaque Partie contractante garantit, conformément à la réglementation des changes en vigueur, aux investisseurs de l'autre Partie contractante, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert, en monnaie convertible et sans retard injustifié, des avoirs liquides relatifs à ces investissements et notamment :
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts ou autres revenus des investissements ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement
  - d) des redevances ;
  - e) des produits d'une liquidation ou vente totale ou partielle de l'investissement ;
  - f) des indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - g) des salaires et autres rémunérations revenant aux ressortissants d'une Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert.
3. Les garanties prévues aux paragraphes 1 et 2 sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de tout Etat tiers qui se trouvent dans des situations similaires.

### **Article 7 : Subrogation**

1. Lorsque l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie couvrant les risques non-commerciaux, des investissements réalisés sur le territoire de l'autre Partie contractante, verse des indemnités à l'un de ses investisseurs, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits, obligations et actions de l'investisseur indemnisé.

2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 10 du présent accord.

#### **Article 8 : Autres obligations**

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation ou la réglementation nationale de l'une des Parties contractantes, ou par les conventions internationales existantes ou souscrites par les parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.
2. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec l'autre Partie contractante des engagements particuliers dont les dispositions ne peuvent toutefois par être contraires au présent accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements particuliers sont, pour le surplus, régis par le présent accord.

#### **Article 9 : Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent, dans la mesure du possible, être réglés à l'amiable au moyen de consultations entre les deux Parties contractantes par voie diplomatique.
2. Si ces différends ne peuvent être réglés à l'amiable dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des deux Parties contractantes les a notifiés par écrit à l'autre Partie contractante, ils seront alors soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
3. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
4. Si les délais fixés au paragraphe 3, n'ont pas été observés le président de la Cour internationale de justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le président de la Cour internationale de justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou s'il est autrement empêché d'exercer cette fonction, le vice-président ou, en cas de son empêchement, le membre le plus ancien de la Cour

internationale de justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties contractantes peut être invité, sous les mêmes conditions, à procéder aux dites nominations.

5. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure. Il statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes de droit international généralement admis.
6. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix elles sont définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
7. Chaque Partie contractante supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes.

#### **Article 10 : Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Si des différends relatifs à un investissement surgissent entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante en raison du non respect des engagements découlant du présent accord, ils seront, autant que possible, réglés à l'amiable par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans les six mois à compter de sa date de notification écrite, le différend est soumis à la requête de l'investisseur concerné:
  - a) soit aux juridictions nationales de la Partie contractante impliquée dans le différend,
  - b) soit dans le cas des différends afférents aux articles 4, 5, 6, 7 et 8 pour arbitrage au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, tant que les deux Parties contractantes sont membres de celle-ci. Les autres différends seront soumis à cette procédure avec le consentement des deux parties.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.

4. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent accord, des termes de l'accord particulier qui serait intervenu au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

### **Article 11 : Application**

Le présent accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués en devises avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, en conformité avec les lois et règlements de cette dernière. Néanmoins, le présent accord ne s'applique pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

### **Article 12 : Entrée en vigueur et période de validité**

1. Le présent accord entre en vigueur trente jours à compter de la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifiées l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans leurs pays respectifs. Il reste en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité initiale, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la validité en cours.
2. Les investissements effectués antérieurement à l'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Sofia le 22 mai 1996 en deux originaux, chacun en langues arabe, bulgare et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence le texte français prévaudra.



- **Dahir n° 1-11-63 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication du Protocole additionnel à l'Accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Rabat le 28 septembre 2010 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne.

Vu le Protocole additionnel à l'Accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Rabat le 28 septembre 2010 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur du Protocole précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir le Protocole additionnel à l'Accord fait à Sofia le 22 mai 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Rabat le 28 septembre 2010.

*Fait à Casablanca, le 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*  
Abdel-Ilah Benkiran.

---

(1) *B.O.* n° 6218 du 2 janvier 2014.

Voir le texte du Protocole dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6216 du 22 safar 1435 (26 décembre 2013).

ظهير شريف رقم 1.11.63 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر البروتوكول الإضافي للاتفاق الموقع بصوفيا في 22 ماي 1996 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية بلغاريا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل، الموقع بالرباط في 28 سبتمبر 2010.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على البروتوكول الإضافي للاتفاق الموقع بصوفيا في 22 ماي 1996 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية بلغاريا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل، الموقع بالرباط في 28 سبتمبر 2010 :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول البروتوكول المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، البروتوكول الإضافي للاتفاق الموقع بصوفيا في 22 ماي 1996 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية بلغاريا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل، الموقع بالرباط في 28 سبتمبر 2010.

وحرر بالدار البيضاء في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012).

وقعه بالمعطف :

رئيس الحكومة ،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

\* \*

**بروتوكول إضافي للاتفاق بين حكومة المملكة المغربية و حكومة  
جمهورية بلغاريا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل  
الموقع في صوفيا، يوم 22 ماي 1996،**

إن ممثلي حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية بلغاريا،

اعتبارا لنوايا المملكة المغربية و جمهورية بلغاريا من أجل تعديل الاتفاق بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية بلغاريا، المتعلق بتشجيع و حماية الاستثمارات على وجه التبادل الموقع بصوفيا، يوم 22 ماي 1996 (المشار إليه فيما يلي بالاتفاق)، و ذلك لاحترام التزامات كل طرف من الطرفين المتعاقدين المترتبة عن الانتماء الحالي أو المستقبلي للمملكة المغربية إلى اتحاد اقتصادي جهوي أو قاري و عضوية جمهورية بلغاريا إلى الاتحاد الأوروبي؛

اعترافا بكون جمهورية بلغاريا ملزمة، وفقا للمادة 307 من الإتفاق المؤسس للمجموعة الأوروبية، بإزالة التناقضات بين قانون المجموعة الأوروبية و الاتفاقيات الدولية التي أبرمتها بما في ذلك التناقضات الموجودة في نص الإتفاق؛

إقرارا، بالتالي، بوجوب تعديل الإتفاق وذلك لإزالة التناقضات الموجودة.

اتفقا على ما يلي:

### المادة 1

تحذف الفقرة 3 من المادة 3 "معاملة الاستثمارات" و تعوض بفقرتين جديدتين (3 و 4) محررتين كما يلي:

«3. إن مقتضيات هذه المادة المتعلقة بالمعاملة الغير التمييزية و معاملة الدولة الأكثر رعاية لا تطبق على الامتيازات و المزايا الممنوحة من جانب طرف متعاقد بموجب التزاماته:

- (أ) المترتبة عن اتفاق عدم الازدواج الضريبي أو ترتيبات دولية أخرى في الميدان الجبائي؛ أو
- (ب) بصفته عضوا في اتحاد جمركي، اقتصادي أو نقدي، في سوق مشتركة أو في منطقة للتجارة الحرة.

4. يعترف الطرفان المتعاقدان أن الامتيازات الممنوحة من قبل طرف متعاقد وفقا للالتزامات كعضو في اتحاد جمركي، اقتصادي أو نقدي، في سوق مشتركة أو منطقة للتجارة الحرة تشمل الامتيازات الممنوحة (i) لمستثمري البلدان الأعضاء في ذلك الاتحاد جمركي، الاقتصادي أو النقدي والسوق المشتركة أو منطقة التجارة الحرة (ii) لمستثمري دولة ثالثة بموجب اتفاق أو ترتيب بين هذه الدولة الثالثة والاتحاد الجمركي، الاقتصادي أو النقدي، والسوق المشتركة أو منطقة للتجارة الحرة التي ينتمي إليها الطرف المتعاقد المعني بالأمر».

## المادة 2

يتم تعديل المادة 6 "التحويلات" بإضافة في بداية فقرتها الأولى، العبارة التالية:

«1. دون الإخلال بالتزاماته المترتبة عن مشاركته أو انتمائه الحالي أو المستقبلي في اتحاد اقتصادي أو نقدي، جهوي أو قاري، فإن كل طرف متعاقد...»

## المادة 3

هذا البروتوكول الإضافي جزء لا يتجزأ من الاتفاق وسوف يخضع للإجراءات القانونية التي تطلبها التشريعات الخاصة بالطرفين المتعاقدين لدخوله حيز التنفيذ.

## المادة 4

يصبح هذا البروتوكول الإضافي ساري المفعول من تاريخ استلام إشعار الأخير من الإشعارين المكتوبين المتعلقين باستكمال الطرفين المتعاقدين للإجراءات الداخلية الضرورية لدخوله حيز التنفيذ ويظل ساري المفعول مدة صلاحية الاتفاق.

حرر بالرباط في 28 شتنبر 2010 في نسختين أصليتين باللغات العربية والبلغارية والفرنسية، وجميع النصوص لها نفس الحجية. وفي حالة خلاف في التأويل يرجح النص الفرنسي.

عن

حكومة جمهورية بلغاريا




ترايتشو تراكوف

وزير الاقتصاد والطاقة والسياحة

عن

حكومة المملكة المغربية



أحمد رضى شامي

وزير الصناعة والتجارة والتكنولوجيات  
الحديثة



❑ **BURKINA FASO**

- **Dahir n° 1-09-271 du 19 rejeb 1437 (27 avril 2016) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 8 février 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Burkina Faso sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 8 février 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Burkina Faso sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 8 février 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Burkina Faso sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1437 (27 avril 2016).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

\*

\* \*

---

(1) *B.O.* n° 6474 du 16 juin 2016.

## **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Burkina Faso sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Burkina Faso dénommés ci-après les « parties contractantes » ;

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer le présent Accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements ;

Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties Contractantes ;

**Sont convenus de ce qui suit :**

### **Article 1 : Définitions**

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect investis par les investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires ;
  - b) les actions et toutes autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances monétaires et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - d) les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, marques, brevets, procédés techniques, noms commerciaux et tout autre droit de propriété industrielle, ainsi que les fonds de commerce ;
  - e) les concessions de droit public conférées par la loi ou par contrat, y compris les concessions de recherche d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère « d'investissement » au sens du présent Accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces investissements sont effectués.



2. Le terme « investisseur » désigne :
  - a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou burkinabé en vertu, respectivement, de la législation du Royaume du Maroc ou du Burkina Faso et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
  - b) toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou du Burkina Faso et constituée, respectivement, conformément à la législation marocaine ou burkinabé, ou constituée conformément à la législation d'un autre Etat tiers et contrôlée par les nationaux de l'une des Parties Contractantes et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.
3. Le terme « revenus » désigne les montants rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes et redevances de licence.
4. Le terme « territoire » désigne :
  - a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
  - b) pour le Burkina Faso : le territoire du Burkina Faso, y compris l'espace aérien, sur lequel le Burkina Faso exerce, en conformité avec le droit international, les droits souverains ou une juridiction.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable en conformité avec le droit international et les dispositions du présent Accord ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie Contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées, arbitraires, abusives ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement, en cas de leur réinvestissement conformément aux lois et règlements de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

### **Article 3 : Traitement des investissements**

1. Chaque Partie Contractante assure sur son territoire aux investissements de l'autre Partie Contractante un traitement, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

Chaque Partie Contractante, assure sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges et avantages qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou d'une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

### **Article 4 : Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère (désignées ci-après par expropriation) qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique. Les mesures d'expropriation devront être effectuées selon la procédure légale.
2. La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant-droit, sans retard injustifié, une indemnité dont le montant correspondra à la juste valeur au prix du marché de l'investissement exproprié à la veille du jour où les mesures d'expropriation sont prises ou rendues publiques, suivant la première situation qui se présente.

3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité jusqu'à la date du paiement. L'indemnité sera effectivement réalisable et librement transférable.

#### **Article 5 : Dédommagement pour pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

#### **Article 6 : Transferts**

1. Chaque Partie Contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible et sans retard injustifié des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment :
  - a) du capital initial ou des montants complémentaires visant à maintenir ou à accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement ;
  - d) des produits d'une vente ou d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - e) des indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - f) des salaires et autres rémunérations revenant aux nationaux d'une Partie Contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert et en vertu de la réglementation des changes en vigueur.
3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

### **Article 7: Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent Accord.

### **Article 8: Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

### **Article 9: Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur :
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué ;
  - b) soit à l'arbitrage international, dans les conditions décrites à l'alinéa ci-dessous.
3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend peut être porté devant l'un des organes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur :
  - a) au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965 ;
  - b) à un tribunal d'arbitrage *ad hoc* établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.).

A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

4. Aucune des Parties Contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
5. Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes du droit international.
6. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie Contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 10 : Règlement des différends entre les parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, par la voie diplomatique.

A défaut, le différend est soumis à une commission mixte *ad hoc*, composée des représentants des Parties Contractantes; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie Contractante la plus diligente.

2. Si la commission mixte *ad hoc* ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties Contractantes.
3. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante: chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme Président du tribunal.

Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le Président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe (3) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties

Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice, qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations

5. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.
6. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
7. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties Contractantes.

#### **Article 11 : Application**

Le présent Accord s'appliquera aux investissements effectués avant et après son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux lois et règlements de cette dernière. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

#### **Article 12 : Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes des procédures constitutionnelles dans leur pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie Contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat le 08 février 2007, en deux originaux, chacun en langues arabe et française, les deux textes faisant foi.

Pour le gouvernement du Royaume du Maroc :

Mohamed Benaissa

*Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération*

Pour le gouvernement du Burkina Faso :

Youssouf Ouedraogo

*Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération Régionale*

□ CHINE



- **Dahir n° 1-96-4 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 27 mars 1995 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 27 mars 1995 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 27 mars 1995 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Tanger, le 28 moharrem 1421 (3 mai 2000).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

\*  
\* \*

---

(1) *B.O.* n° 4822 du 17 août 2000.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4821 du 13 jourmada I 1421 (14 août 2000).

## **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Populaire de Chine

dénommés ci-après « Parties contractantes »,

Désireux de créer les conditions favorables pour les investissements des investisseurs de l'une des deux Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

Reconnaissant que l'encouragement réciproque, la promotion et la protection de tels investissements pourra favoriser les contacts d'affaires des investisseurs et contribuera à la prospérité des deux Etats ;

Désireux d'intensifier la coopération économique entre les deux Etats sur la base de l'égalité et des avantages mutuels ;

Sont convenus de ce qui suit :

### **Article premier : Définitions**

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « Investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect investis par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux lois et règlements de cette dernière, notamment mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques et gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires ;
  - b) les actions, valeurs et toutes autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances monétaires, et droits à toutes autres prestations ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, marques, brevets, noms commerciaux et tout autre droit de propriété industrielle, savoir faire et procédés techniques ;
  - e) les concessions de droit public conférées par la loi, y compris les concessions de recherche ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'investissement au sens du présent accord.

2. Le terme « Investisseurs » désigne :

– Pour le Royaume du Maroc :

- a) les personnes physiques qui ont la nationalité du Royaume du Maroc et effectuant un investissement sur le territoire de la République Populaire de Chine ;
  - b) les personnes morales établies conformément aux lois du Royaume du Maroc, ayant leur siège sur le territoire du Royaume du Maroc et effectuant un investissement sur le territoire de la République Populaire de Chine.
- Pour la République Populaire de Chine :
- a) les personnes physiques qui ont la nationalité de la République Populaire de Chine et effectuant un investissement sur le territoire du Royaume du Maroc ;
  - b) les personnes morales établies conformément aux lois de la République Populaire de Chine, ayant leur siège sur le territoire de la République Populaire de Chine et effectuant un investissement sur le territoire du Royaume du Maroc.
3. Le terme « Revenus » désigne les montants nets d'impôts rapportés par les investissements tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances ou autre revenu légal.
4. Le terme « territoire » désigne :
- a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
  - b) pour la République Populaire de Chine : le territoire de la République Populaire de Chine défini par ses lois, ainsi que les zones adjacentes sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République Populaire de Chine a des droits souverains ou la juridiction.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie contractante s'engage, sans préjudice à ses lois et règlements, à assurer que la gestion, l'entretien,

l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

### **Article 3: Traitement des investissements**

1. Chaque Partie contractante assure sur son territoire aux investissements de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs, conformément à ses lois et règlements, ou aux investissements de la nation la plus favorisée, si ce dernier est plus favorable.

Chaque Partie contractante assure sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs, conformément à ses lois et règlements, ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

### **Article 4: Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère (désignées ci-après comme expropriation), qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante doivent remplir les conditions suivantes:
  - a) elles sont prises dans l'intérêt public;
  - b) elles font l'objet d'une procédure légale;
  - c) elles ne sont pas discriminatoires;
  - d) elles donnent lieu au versement d'une indemnité.
2. L'indemnité visée au paragraphe 1 (d) de cet article correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.

3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière rapide et sans retard injustifié. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

#### **Article 5 : Dédommagement pour pertes**

Les investisseurs d'une Partie contractante, qui ont subi des pertes relatives à leurs investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante en raison d'une guerre, un état d'urgence national, une insurrection, émeute ou autres événements similaires, bénéficieront de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.

#### **Article 6 : Transferts**

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, garantit, conformément à la réglementation des changes en vigueur, à ces investisseurs, le libre transfert en monnaie convertible des avoirs liquides nets afférents à ces investissements et notamment :
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement ;
  - d) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - e) des indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - f) des salaires et autres rémunérations revenant aux citoyens d'une Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 seront effectués au taux de change en vigueur à la date du transfert.
3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

#### **Article 7 : Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.

2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent accord lorsque l'assureur est public et de l'article 10 du présent accord lorsque l'assureur est privé.

#### **Article 8 : Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### **Article 9 : Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le président de la Cour internationale de justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le président de la Cour internationale de justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le vice-président possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus

ancien de la Cour internationale de justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties contractantes, sera invité à procéder auxdites nominations.

6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du droit international. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties contractantes.

#### **Article 10 : Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur:
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué;
  - b) soit pour arbitrage au centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif au montant de la compensation inhérente à l'expropriation soit soumis à cette procédure d'arbitrage. Les autres différends seront soumis à cette procédure avec le consentement des deux Parties.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

**Article 11 : Application**

Le présent accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués en devises, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre partie contractante, conformément à ses lois et règlements.

**Article 12 : Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent accord entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement interne par les deux Parties contractantes des procédures législatives requises dans leurs pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat le 27 mars 1995 en deux originaux, chacun en langues arabe, chinoise et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.





❑ CORÉE

- **Dahir n° 1-99-310 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de l'accord relatif à l'encouragement et la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Corée fait à Rabat le 27 janvier 1999 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord relatif à l'encouragement et la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Corée fait à Rabat le 27 janvier 1999 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord relatif à l'encouragement et la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Corée fait à Rabat le 27 janvier 1999.

*Fait à Agadir, le 29 rabii I 1422 (22 juin 2001).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre*

Abderrahman Youssoufi.

(1) *B.O.* n° 4948 du 1<sup>er</sup> novembre 2001.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4946 du 8 chaabane 1422 (25 octobre 2001).

ظهير شريف رقم 1.99.310 صادر في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001) بنشر الاتفاق بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية كوريا الموقع بالرباط في 27 يناير 1999.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية كوريا الموقع بالرباط في 27 يناير 1999 :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية كوريا الموقع بالرباط في 27 يناير 1999.

وحرر باكاكير في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*

## اتفاق

## بشان تشجيع وحماية الاستثمارات

بين

## حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية كوريا

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية كوريا ( المشار اليهما فيما بعد ب"الطرفين المتعاقدين" ) ،

رغبة منهما في خلق ظروف ملائمة لتعاون اقتصادي اكبر بينهما وعلى الخصوص لاستثمارات مستثمري احد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر ؛ و

اعترفا منهما بان تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل من شأنه ان ينشط مبادرات الاعمال ويزيد في الرخاء الاقتصادي في كلا البلدين .

اتفقتا على مايلي:

## المادة الاولى

تعريف

لاغراض هذا الاتفاق:

1- تعني عبارة " استثمار "، كل انواع الاصول المستثمرة من طرف مستثمري احد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر طبقا لقوانين وانظمة هذا الاخر. دون الاخلال بطابعها العام تشمل عبارة استثمار على وجه خاص، للتحصر :

1- الممتلكات المنقولة وغير المنقولة ، وكذا باقي حقوق الملكية المشابهة مثل الرهون العقارية والضمانات العينية والرهن التجارية وحقوق الانتفاع وحقوق الاستحجار والحقوق الماثلة ؛

ب- اسهم وقيم وسندات الشركات وكل اشكال المساهمات في الشركات او مقاولات

الاعمال؛

ج- الديون النقدية وحقوق تقديم كافة الخدمات ذات قيمة اقتصادية مرتبطة بالاستثمار ؛

د - حقوق الملكية الفكرية بما فيها حقوق المؤلف والعلامات التجارية والبراءات والرسوم الصناعية والطرق التقنية والخبرة والاسرار التجارية والاسماء التجارية والزبانة ؛

هـ - كافة الحقوق المخولة من طرف القانون او بموجب عقود ، متعلقة باستثمار ما وكذا كل الرخص بما فيها الامتيازات من اجل التنقيب عن الموارد الطبيعية وزراعتها واستخراجها واستغلالها ؛

ان أي تعديل في الشكل الذي تم به استثمار الموجودات لا يؤثر على الطابع الاستثماري لهذه الاخرية .

٢- تعني عبارة " مستثمر " كل شخص ذاتي او معنوي يقوم باستثمار فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر :

١- تعني عبارة " شخص ذاتي " بالنسبة لكل طرف متعاقد كل شخص ذاتي يحمل جنسية ذلك الطرف المتعاقد طبقا لقوانينه ؛ و

ب- تعني عبارة " شخص معنوي " بالنسبة لكل طرف متعاقد، كل كيان تم تاسيسه طبقا لقوانين ذلك الطرف المتعاقد وتم الاعتراف به من طرف هذا الاخر كشخص معنوي ، مثل المؤسسات العمومية والشركات والمؤسسات والشركات الخاصة والمقاولات والمؤسسات والمنظمات .

٣- تعني عبارة " مداخيل " المبالغ الناتجة عن الإستثمارات وعلى وجه الخصوص، لالحصص الاباح والارباح الموزعة والفوائد والحصص وارباح الرساميل ومستحقات الرخص ومكافآت المساعدة التقنية و/ او مكافآت اخرى.

٤ - تعني عبارة " تراب " :

١- بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية بما فيه اية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الاقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها او سيتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية طبقا للقانون الدولي كمنطقة يمكن ان تطبق ضمنها قوانين المملكة المغربية المتعلقة باعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية .

ب- بالنسبة لجمهورية كوريا : تراب الجمهورية الكورية وكذا المناطق البحرية بما فيها اعماق البحار وتحت قاع البحر الواقعة وراء المياه الاقليمية تطبق الحكومة الكورية ضمنها وفقا للقانون الدولي حقوق السيادة او حقوق قضائية لغرض التنقيب عن الموارد الطبيعية واستغلالها .

٥ - تعني عبارة " عملة قابلة للتحويل " العملة الاكثر استعمالا في الاداءات برسم المعاملات الدولية والاكثر تداولا في اهم اسواق الصرف الدولية .

## المادة الثانية

### تشجيع وحماية الاستثمارات

- ١ - يشجع كل طرف متعاقد فوق ترابه مستثمري الطرف المتعاقد الاخر ويخلق لهم الظروف الملائمة للاستثمار ويقبل هذه الاستثمارات طبقا لقوانينه وأنظمته .
- ٢- تستفيد في كل وقت الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري احد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر من معاملة عادلة ومنصفة وتمتع بحماية وامن كاملين. ولا يمكن لاي طرف متعاقد ان يتخذ اجراءات لامعقولة او تمييزية من شأنها ان تعوق فوق ترابه تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الاخر او صيانتها او استعمالها او الانتفاع بها او التخلي عنها .
- ٣- يحزم كل طرف متعاقد الالتزامات التي يكون قد تعهد بها في اطار هذا الاتفاق تجاه الاستثمارات المنجزة فوق ترابه من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الاخر .

## المادة الثالثة

### معاملة الاستثمارات

- ١ - تستفيد استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر وكذا المداخيل الناتجة عنها من معاملة عادلة ومنصفة لانقل افضلية عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمري هذا الاخير او لاستثمارات دولة ثالثة.
  - ٢- يمنح كل طرف متعاقد فوق ترابه مستثمري الطرف المتعاقد الاخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم او صيانتها او استعمالها او الانتفاع بها او التخلي عنها، معاملة عادلة ومنصفة لانقل افضلية عن تلك الممنوحة لمستثمريه او مستثمري دولة ثالثة.
  - ٣ - لا يمكن تفسير مقتضيات الفقرتين ١ و ٢ من هذه المادة بكيفية تلزم احد الطرفين المتعاقدين منح مستثمري الطرف المتعاقد الاخر اية معاملة او افضلية او امتياز الذي يمكن للطرف المتعاقد الاول منحه بموجب:
- ا - اتحاد جمركي حالي أو لاحق أو منطقة للتبادل الحر أو منطقة تعرفه جمركية موحدة أو سوق مشتركة أو اتحاد نقدي أو اتفاقيات دولية مشابهة أو أي شكل اخر من اشكال التعاون الجهوي ينضم اليه احد الطرفين المتعاقدين حاضرا أو مستقبلا؛ أو
  - ب - اتفاقيات حالية أو لاحقة أو اية ترتيبات دولية متعلقة كليا أو اساسيا بالجباية .

## المادة الرابعة

### التعويض عن الخسائر

١- ان مستثمري احد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم اضرار او خسائر من جراء حرب او أي نزاع مسلح او ثورة او حالة طوارئ وطنية او انتفاضة او اضطراب او مظاهرة او احداث اخرى مشابهة فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر يستفيدون من لدن هذا الاخير من معاملة لا تقل الفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه او لمستثمري دولة ثالثة فيما يخص الاسرجات والتعويضات والمقايضات او اية تسوية اخرى. وتكون كل الاداءات بموجب هذه المادة حالة وملامة و فعلية و حرة التحويل.

٢- دون المساس بالفقرة ١ من هذه المادة يستفيد مستثمرو احد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت بهم اضرار او خسائر فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر من جراء الاحداث المشار اليها في تلك الفقرة والنتيجة عن :

١- مصادرة ممتلكاتهم من طرف القوات او السلطات ؛ او

ب - تدمير ممتلكاتهم من طرف القوات أو السلطات لم تستدعه المعارك أو لم تستدعه ضرورة الوضع ، يستفيدون من تعويض عادل وملاتم عن الاضرار والخسائر التي تحملوها اثناء فترة المصادرة او كنتيجة تدمير الممتلكات. ويتم تحويل اداءات التعويض بحرية وبدون تاخير غير مبرر .

## المادة الخامسة

### التأميم ونزع الملكية

١- لا يمكن تأميم مستثمرات مستثمري احد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر او نزع ملكيتها او ان تكون موضع اجراءات مماثلة لها نفس الاثر كالتأميم او نزع الملكية ( المشار اليها فيما بعد ب "نزع الملكية" ) الا لاسباب الصالح العام وطبقا لمسطرة قانونية وعلى اسس غير تمييزية وان تكون مصحوبة بتعويض سريع وملاتم وفعلي .

٢- ويساوي مبلغ التعويض القيمة السوقية للاستثمار المنزعة ملكيته مباشرة قبل اتخاذ اجراء نزع الملكية او قبل ان يعلن عنها للعموم مع الافضلية لاسبق تاريخ ، ويضم التعويض فوائد بالسعر التجاري المعمول به كما يتم اداؤه بدون تاخير غير مبرر ويكون فعلي الانجاز ويتم تحويله بحرية .

٣- لمستثمري كل طرف متعاقد الحق في اعادة النظر من طرف هيئة قضائية للطرف المتعاقد الاخر فيما يخص تقييم استثماراتهم طبقا للمبادئ المنصوص عليها في هذه المادة .

٤- تطبق مقتضيات هذه المادة في حالة اتخاذ اجراء نزع الملكية من طرف احد الطرفين المتعاقدين لوجودات شركة تم تاسيسها طبقا لقوانينه وانظمتها ويمتلك مستثمرو الطرف المتعاقد الاخر فيها حصصا او اشكالا اخرى من المساهمات .



## المادة السادسة

### التحويلات

١- يمنح كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الاخر ، فيما يخص استثماراتهم المنجزة فوق ترابه ، الحق في حرية التحويل للاداءات المتعلقة باستثماراتهم ومداخيلهم ، وتشمل هذه التحويلات على الخصوص ، لا للحصر :

ا- مداخيل الاستثمارات كما تم تعريفها في المادة ١ ؛

ب- التعويضات المشار اليها في المادتين ٤ و ٥ ؛

ج- العوائد الناتجة عن البيع او التصفية الكلية او الجزئية للاستثمار ؛

د- المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار ؛

هـ- المبالغ الاضافية اللازمة لصيانة او تنمية الاستثمار الموجود ؛

و- ارباح مواطني الطرف المتعاقد الاخر الذين رخص لهم للعمل فوق التراب الوطني برسم

استثمار ما .

٢- تتم التحويلات بالعملات القابلة للتحويل بدون تاخير غير مبرر وبسعر الصرف المعمول به

بالنسبة للعمليات الجارية .

## المادة السابعة

### الحلول محل المستثمر

اذا قام احد الطرفين المتعاقدين او احد وكلائه باداء لاحد مستثمريه بموجب ضمان يغطي المخاطر

غير التجارية لاستثماراته فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر ، يعترف هذا الاخير :

ا- بتنازل المستثمر ، بموجب القانون او صفقة تعاقدية ، عن كل الحقوق والطلبات لفائدة

الطرف المتعاقد الاول او احد وكلائه ؛ و

ب- بان الطرف المتعاقد الاول او احد وكلائه يمكنه ، بموجب الحلول محل المستثمر ، ان

يمارس حقوق المستثمر ويتحمل التزاماته المتعلقة بالاستثمار .

## المادة الثامنة

### تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات بين

### احد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الاخر

١ - ان أي خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد واحد ومستثمري الطرف المتعاقد الاخر تتم تسويته بالتراضي بقدر الامكان .

٢ - اذا تعذرت تسوية هذا الخلاف بالطريقة المنصوص عليها في الفقرة (١) من هذه المادة في ظرف ستة اشهر ابتداء من تاريخ عرض طلب التسوية ، يعرض الخلاف بطلب من المستثمر على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي انجز الاستثمار فوق ترابه ، او للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي انشئ بموجب اتفاقية ١٨ مارس ١٩٦٥ المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول اخرى .

٣ - تعتبر قرارات المحكمة المختصة للطرف المتعاقد وقرارات المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات نهائية وملزمة لطرفي النزاع ويلتزم كل طرف متعاقد بالاعتراف بالقرارات وتنفيذها طبقا لقوانينه وانظمتها .

## المادة التاسعة

### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

١ - تتم بقدر الامكان تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين فيما يخص تأويل او تطبيق هذا الاتفاق بالمفاوضات بين الطرفين المتعاقدين .

٢ - اذا تعذرت تسوية الخلاف في ظرف ستة اشهر من تاريخ بدء المفاوضات، يعرض الخلاف بناء على طلب احد الطرفين المتعاقدين على هيئة للتحكيم طبقا لمقتضيات هذه المادة .

٣ - تتكون هيئة التحكيم لكل حالة خاصة على الشكل التالي :

في ظرف شهرين من التوصل بطلب التحكيم، يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان مواطنان من دولة ثالثة يعين رئيسا للهيئة بعد مصادقة الطرفين المتعاقدين ويعين الرئيس في ظرف ثلاثة اشهر بعد تعيين الحكامين .

٤ - اذا لم تتم التعيينات اللازمة في الاجال المحددة في الفقرة ٣ من هذه المادة يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين أن يقوم بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات المذكورة . واذا كان رئيس محكمة

العدل الدولية يحمل جنسية احد الطرفين المتعاقدين او اذا حال عائق دون ممارسته هذه الوظيفة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بهذه التعيينات. واذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية احد الطرفين المتعاقدين او اذا حال عائق دون ممارسته هذه الوظيفة ، يدعى العضو الاكثر اقدمية في محكمة العدل الدولية الذي لا يسمى لرعايا احد الطرفين المتعاقدين ، ليقوم بالتعيينات المذكورة .

٥- تحدد هيئة التحكيم مسطرتها الخاصة وتتخذ قراراتها باغلبية الاصوات على اساس مقتضيات هذا الاتفاق ومبادئ وقواعد القانون الدولي، وتكون القرارات نهائية وملزمة لكلا الطرفين المتعاقدين ، ويتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في مسطرة التحكيم، اما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف الاخرى فتقسم منصفة بين الطرفين المتعاقدين .

### المادة العاشرة

#### تطبيق قواعد اخرى

١- اذا كانت هناك قضية تتعلق بالاستثمارات تخضع في نفس الوقت لمقتضيات هذا الاتفاق او لاتفاق دولي آخر يكون الطرفان المتعاقدان طرفين فيه او للمبادئ العامة للقانون الدولي ، لا يمكن لهذا الاتفاق ان يمنع احد الطرفين المتعاقدين او أي من مستثمريه يمتلك استثمارات فوق تراب الطرف المتعاقد الاخر من الاستفادة من المقتضيات الاكثر افضلية له .

٢- دون المساس بمقتضيات هذا الاتفاق، اذا كانت المعاملة الممنوحة من قبل احد الطرفين المتعاقدين لمستثمري الطرف المتعاقد الاخر طبقا لقوانينه وانظمته او طبقا لمقتضيات او عقود خاصة اخرى اكثر افضلية من تلك الممنوحة في اطار هذا الاتفاق، يوخذ بالمعاملة الاكثر افضلية .

### المادة الحادية عشرة

#### تطبيق الاتفاق

- ١- يغطي هذا الاتفاق كافة الاستثمارات سواء انجزت قبل او بعد دخوله حيز التنفيذ .
- ٢- على الرغم من الفقرة (١) من هذه المادة ، فإن هذا الاتفاق لا يغطي الاستثمارات المنجزة بالعملة المحلية قبل دخوله حيز التنفيذ .
- ٣- على الرغم من الفقرة (١) من هذه المادة ، فإن هذا الاتفاق لا يغطي النزاعات القائمة قبل دخوله حيز التنفيذ.

## المادة الثانية عشرة

### الدخول حيز التنفيذ

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في تاريخ التبادل بين الطرفين المتعاقدين لاشعار مكتوب يشير ان الاجراءات القانونية الداخلية لكلا الطرفين قد استكملت .

## المادة الثالثة عشرة

### مدة صلاحية الإتفاق وانهاية

١ - يبقى هذا الاتفاق حيز التنفيذ لمدة خمسة عشر سنة ويبقى من بعدها سارى المفعول لمدة او مدد ماثلة اذا لم يشعر احد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الاخر كتابة عن نيته في انتهاء العمل به وذلك في ظرف اثنى عشر شهرا قبل نفاذ هذه المدة .

٢ - بالنسبة للاستثمارات المنجزة قبل نفاذ هذا الاتفاق تبقى مقتضيات هذا الاخير سارية المفعول لمدة خمسة عشر سنة من تاريخ الإنهاء.

واتياتا لذلك، وقع المفاوضان المخول لهما قانونا من قبل حكومتيهما على هذا الإتفاق.

وحرر بالرباط... في 27 فييناين 1999... في نظيرين اصليين باللغات العربية والكورية والانجليزية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية، وفي حالة خلاف في التأويل، يرجح النص الانجليزي .

عن حكومة جمهورية كوريا

عن حكومة المملكة المغربية



## ❑ CÔTE D'IVOIRE

- **Dahir n° 1-15-22 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 55-14 portant approbation du Protocole additionnel à l'Accord fait à Abidjan le 19 mars 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la promotion et la protection réciproques des investissements, fait à Abidjan le 25 février 2014** (1)

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (paragraphe 2),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 55-14 portant approbation du Protocole additionnel à l'Accord fait à Abidjan le 19 mars 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la promotion et la protection réciproques des investissements, fait à Abidjan le 25 février 2014, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 29 rabii II 1436 (19 février 2015).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 6344 du 19 mars 2015.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6343 du 25 jourmada I 1436 (16 mars 2015).

**Loi n° 55-14 portant approbation du Protocole additionnel à l'Accord fait à Abidjan le 19 mars 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la promotion et la protection réciproques des investissements, fait à Abidjan le 25 février 2014**

### **Article unique**

Est approuvé le Protocole additionnel à l'Accord fait à Abidjan le 19 mars 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la promotion et la protection réciproques des investissements, fait à Abidjan le 25 février 2014.





□ DANEMARK

- **Dahir n° 1-13-86 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de l'Accord fait le 23 mai 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark relatif à l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait le 23 mai 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark relatif à l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait le 23 mai 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark relatif à l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Casablanca, le 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013).*

Pour contresing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkir&can.

---

(1) *B.O.* n° 6236 du 6 mars 2014.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6233 du 24 rabii II 1435 (24 février 2014).

ظهير شريف رقم 1.13.86 صادر في 18 من رمضان 1434 (27 يوليو 2013) بنشر الاتفاق الموقع في 23 ماي 2003 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة الدانمارك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع في 23 ماي 2003 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة الدانمارك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل ؛  
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ، .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع في 23 ماي 2003 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة الدانمارك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

وحرر بالدار البيضاء في 18 من رمضان 1434 (27 يوليو 2013).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

\* \*

## اتفاق

### بين

حكومة المملكة المغربية و حكومة مملكة الدانمارك  
بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

### دباجة

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة الدانمارك المشار إليهما فيما يلي  
"بالطرفين المتعاقدين" ؛

— رغبة منهما في خلق ظروف ملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين  
المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر وتعزيز التعاون بين مستثمري ومقاولات كلا  
الطرفين المتعاقدين بهدف تشجيع الاستعمال المثمر للموارد؛

— اعترافا منهما بأن المعاملة العادلة و المنصفة للاستثمارات على وجه التبادل  
ستعمل على تحقيق هذا الهدف؛

اتفقتا على ما يلي :

### المادة الأولى :

#### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

1 — إن عبارة "استثمار" تعني كل أنواع الموجودات وكل مساهمة من طرف مستثمري  
أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين وأنظمة هذا  
الأخير، و يشمل على وجه خاص لا للحصر:

أ — الممتلكات المنقولة وغير المنقولة، وكذا باقي الحقوق العينية مثل الاستئجار  
و الرهون العقارية و الضمانات العينية و الرهون التجارية والامتيازات و الضمانات وكل  
الحقوق المشابهة الأخرى،

ب — الأسهم و القيم وكل أشكال المساهمات و الملكية الكاملة للشركات أو لمقاولات  
الأعمال و سندات الشركات أو مقاولات الأعمال،

ج — المداخليل المعاد استثمارها و الديون النقدية و حقوق خدمة ناتجة عن عقد ذات  
قيمة اقتصادية،

د - حقوق الملكية الصناعية والفكرية، بما فيها حقوق المؤلف و البراءات والأسماء التجارية و التكنولوجيا و العلامات التجارية و الزبائنة و المهارات و الحقوق المشابهة،

ه - الامتيازات المخولة في إطار القانون العام أو الحقوق الأخرى الممنوحة في إطار القانون أو بمقتضى عقد، بما فيها الامتيازات من أجل التنقيب على الموارد الطبيعية و استخراجها أو استغلالها.

2- إن أي تعديل في الشكل القانوني الذي تم به استثمار أو إعادة استثمار الأصول لا يؤثر على طبيعتها "الاستثماري" بالمعنى الوارد في هذا الاتفاق.

3 - "مدا خيل" تعني المبالغ الناتجة عن الاستثمارات بما فيها على وجه خاص لا للحصر الأرباح و الفوائد و عوائد الرساميل و الأرباح الموزعة و مستحقات الرخص أو الرسوم.

4 - "مستثمر" تعني بالنسبة لكل طرف متعاقد:

أ - كل شخص طبيعي يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين بموجب تشريعاته و يقوم بإنجاز استثمار فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر؛

ب - كل شركة أو شراكة أو جمعيات أخرى أو كيان بما في ذلك المؤسسات المالية للأجانب، مكونة أو موسسة و تم الاعتراف بها كشخص معنوي طبقا للقانون الجاري به العمل في كلا الطرفين المتعاقدين و تقوم بإنجاز استثمار فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.

5 - " تراب " تعني:

أ - بالنسبة للمملكة المغربية: تراب المملكة المغربية بما فيه المنطقة البحرية الواقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي، طبقا للقانون الدولي، تم تحديدها بموجب تشريع المملكة المغربية كمنطقة يمكن أن تمارس فيها حقوق المملكة المغربية المتعلقة بأعماق البحار و تحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية.

ب - بالنسبة لمملكة الدانمارك : التراب الخاضع لسيادتها و كذا المناطق البحرية و تحت قاع البحر و التي تمارس عليها مملكة الدانمارك، طبقا للقانون الدولي. حقوق السيادة أو الولاية.

#### المادة الثانية:

#### تشجيع و حماية الاستثمارات

1 - يقبل كل طرف متعاقد الاستثمارات، بما فيها الاستثمارات المرتبطة بإنشاء مكاتب التمثيل، التي ينجزها مستثمرو الطرف المتعاقد الآخر، وذلك طبقا لتشريعه و أنظمتها، و يشجع هذه الاستثمارات .

يعتبر تحويل الاستثمار المنجز، طبقاً للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل في البلد المضيف، إلى قطاع أعمال جديد مختلف عن قطاع الأعمال الأصلي، بمثابة استثمار جديد.

2 - تستفيد استثمارات مستثمري كل من الطرفين المتعاقدين من معاملة عادلة و منصفة، وفيما عدا الإجراءات الضرورية للحفاظ على الأمن العام، تتمتع هذه الاستثمارات بحماية وأمن كاملين على أساس غير تمييزي. ولا يجوز لأي طرف متعاقد، في أي حال من الأحوال، أن يتخذ إجراءات لا معقولة أو تمييزية من شأنها أن تعوق تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة فوق ترابه، أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها.

3 - دون الإخلال بمقتضيات هذا الاتفاق، يضمن، في كل وقت، كل طرف متعاقد احترام الالتزامات التي يكون قد اتخذها تجاه مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، كما يلتزم كل طرف متعاقد بعدم إبرام اتفاقات خاصة مع مستثمري الطرف المتعاقد الآخر بشأن معاملة أقل أفضلية من تلك الممنوحة للمستثمرين والاستثمارات بموجب مقتضيات هذا الاتفاق.

4 - تتمتع مداخيل الاستثمار وكذا المداخيل الناتجة عن إعادة استثمارها، طبقاً لمقتضيات هذا الاتفاق، الحماية نفسها التي يتمتع بها الاستثمار.

### المادة الثالثة:

#### معاملة الاستثمارات

1 - يوفر كل طرف متعاقد فوق ترابه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة عادلة و منصفة لا تكون في أي حال أقل أفضلية من تلك الممنوحة لمستثمريه او مستثمري أية دولة ثالثة، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر.

2- يوفر كل طرف متعاقد فوق ترابه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها ، معاملة عادلة و منصفة لا تكون في أي حال أقل أفضلية من تلك الممنوحة لمستثمريه او مستثمري أية دولة ثالثة، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر.

### المادة الرابعة :

#### الاستثناءات

لا يمكن تفسير مقتضيات هذا الاتفاق المتعلقة بمنح معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لمستثمري كل طرف متعاقد أو لمستثمري دولة ثالثة، بطريقة تلزم أحد الطرفين

المتعاقدين منح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الاستفادة من أية معاملة أو تفضيل أو امتياز ناتج عن:

أ- الانخراط في أية منظمة جهوية للاندماج الاقتصادي قائمة حالياً أو تنشأ مستقبلاً، أو أي اتحاد جمركي يكون فيه أحد الطرفين المتعاقدين طرفاً أو ينضم إليه، أو

ب- أي اتفاق أو توافق دولي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي.

#### المادة الخامسة:

#### نزح الملكية والتعويض

1 - لا يحق تأميم أو نزح ملكية استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين، أو جعلها موضع تدابير لها نفس الأثر للتأميم أو نزح الملكية (المشار إليها فيما بعد بـ "نزح الملكية") فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، إلا لأغراض المصلحة العامة على أسس غير تمييزية و طبقاً لمسطرة قانونية و مقابل تعويض فوري و ملائم و فعلي.

2 يجب أن يساوي هذا التعويض القيمة السوقية العادلة للاستثمار المنزح ملكيته مباشرة قبل أن يصبح نزح الملكية أو نزح الملكية المعلق معروفاً لدى العموم لكي لا تتأثر قيمة الاستثمار (المشار إليه فيما بعد بـ "تاريخ التقييم").

3 - تحسب القيمة السوقية العادلة هذه بعملة قابلة للتحويل على أساس سعر الصرف الرسمي الموجود لهذه العملة في تاريخ التقييم في البلد الذي تتم فيه نزح الملكية. ويتم أداء التعويض بكيفية فورية وتشمل فائدة بالسعر التجاري القائم في السوق ابتداءً من تاريخ نزح الملكية إلى تاريخ الأداء.

4- للمستثمر المعني الحق، طبقاً لقانون الطرف المتعاقد الذي اتخذ تدابير نزح الملكية، في إعادة النظر، بشكل فوري، من طرف هيئة قضائية تابعة لذلك الطرف المتعاقد في حالته و تقييم استثماره و أداء التعويض طبقاً للمبادئ المنصوص عليها في الفقرة 1 من هذه المادة.

#### المادة السادسة:

#### التعويض عن الخسائر

1 - إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم، فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، أضرار أو خسائر من جراء حرب أو أي نزاع مسلح آخر، أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو تمرد أو أحداث أخرى مشابهة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، يستفيدون من لدن هذا الأخير من معاملة غير تمييزية لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة أخرى فيما يخص الاسترجاعات والمقايضات والتعويضات أو أية تسوية أخرى، ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر.



2 - دون الإخلال بالفقرة 1 من هذه المادة، إن أي مستثمر لأحد الطرفين المتعاقدين الذي لحقت به خسائر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر من جراء الأحداث المشار إليها في هذه الفقرة والناجمة عن:

أ- حجز ممتلكاته أو جزء منها من طرف قوات أو سلطات هذا الأخير، أو

ب- تدمير استثماره أو جزء منه من طرف قوات أو سلطات هذا الأخير، لم تتطلبه ضرورة الوضعية،

يستفيد من استرجاع أو تعويض يكون في كلتا الحالتين فوراً وملائماً وفعالاً.

### المادة السابعة:

#### التحويلات

1 - يضمن كل طرف متعاقد فيما يخص الاستثمارات الواقعة فوق ترابه من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم للواجبات الجبائية، حرية التحويل بعملية قابلة للتحويل داخل وخارج ترابه على وجه خاص لا للحصر:

أ - رأس المال الأصلي و كذا أي مبلغ إضافي يهدف إلى صيانة الاستثمار أو تنميته ؛

ب - رأس المال المستثمر أو العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار؛

ج - الفوائد والأرباح الموزعة والأرباح والإتاوات والرسوم ومداد خيل أخرى تم تحقيقها ؛

د - الادعاءات اللازمة لتسديد قروض الاستثمار والفوائد المستحقة ؛

ه - الادعاءات الناتجة عن الحقوق الواردة في المادة 1، الفقرة 1 من هذا الاتفاق؛

و - القسط الملائم لأجور والرواتب الأخرى للأشخاص المرخص لهم بالعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر برسم استثمار ما ؛

ز - التعويضات والاسترجاعات والمقايضات أو أية تسوية أخرى طبقاً للمادتين 6.5.

2 - يتم تحويل الادعاءات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل.

3 - تتم التحويلات بسعر الصرف الرسمي الجاري به العمل في تاريخ التحويل للعملة التي سيتم تحويلها طبقاً لقوانين و أنظمة كل طرف متعاقد.

المادة الثامنة :  
الحلول محل المستثمر

- 1 - إذا قام طرف أو هيئته المعنية (المؤمن) بإداء لأحد مستثمريه بموجب ضمان يغطي المخاطر غير التجارية للاستثمارات فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، فإن هذا الأخير يعترف:
- أ- بتنازل المستثمر، بموجب القانون أو صفقة تعاقدية، عن كل الحقوق و المطالبات لفائدة الطرف المتعاقد الأول أو لهيئته المعنية (المؤمن) ؛ و
- ب- بأن الطرف المتعاقد الأول أو هيئته المعنية (المؤمن) يمكنه، بموجب الحلول محل المستثمر، ممارسة حقوق هذا المستثمر والعمل على تنفيذ مطالبه ؛
- ج- بأن تتم تسوية أي نزاع بين أحد الطرفين المتعاقدين والمؤمن لاستثمار الطرف المتعاقد الآخر طبقاً لمقتضيات المادة 10 من هذا الاتفاق.

المادة التاسعة :  
القواعد المطبقة

إذا كانت هناك قضية تتعلق بالاستثمارات تخضع في نفس الوقت لمقتضيات هذا الاتفاق وللتشريع الوطني لأحد الطرفين المتعاقدين أو لاتفاقيات دولية قائمة أو ينضم إليها الطرفان مستقبلاً، يمكن لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر الاستفادة من المقتضيات الأكثر أفضلية بالنسبة لهم.

المادة العاشرة :  
الخلافاً بين أحد الطرفين المتعاقدين و مستثمر

- 1 - إن أي خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته ، بقدر الإمكان ، بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع.
- 2 - إذا تعذرت تسوية هذا الخلاف بالتراضي من خلال اتفاق مباشر بين طرفي النزاع في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ إشعار مكتوب للمستثمرين، يعرض الخلاف باختيار المستثمر:
- أ - إما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه،

ب - أو قصد التحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي أنشئ بموجب " الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى "، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965 ،

ج - أو على محكمة تحكيم تنشئ لهذا الغرض، وفق قواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي.

ولهذا الغرض، يمنح كل طرف متعاقد موافقته النهائية على أن يخضع كل نزاع متعلق بالاستثمارات على المحكمة المشار إليها أعلاه أو على إحدى مساطر التحكيم.

3 - لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين، طرف في النزاع، أن يثير اعتراضا في أية مرحلة من مراحل التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى أن المستثمر قد حصل على تعويض يغطي جزئيا أو كليا خسائره بموجب تأمين.

4 - تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بما فيها القواعد المتعلقة بتسوية النزاعات، ومقتضيات هذا الاتفاق ومقتضيات الاتفاقات الخاصة التي يمكن أن تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار وكذا مبادئ القانون الدولي. لا تخل مقتضيات هذه الفقرة بقدرة هيئة التحكيم إن تقرر تسوية النزاع بالتساوي.

5 - تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لأطراف النزاع. ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذه القرارات طبقا لتشريع الوطن.

#### المادة الحادية عشرة

##### الخلافاً بين الطرفين المتعاقدين

1 - يعمل الطرفان المتعاقدان، قدر الإمكان، على تسوية الخلافات التي تنشأ بينهما فيما يخص تأويل أو تطبيق هذا الاتفاق عن طريق المفاوضات.

2 - إذا تعذرت تسوية ذلك الخلاف في ظرف ستة أشهر من تاريخ بداية النزاع، يعرض على هيئة تحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين .

3 - تتكون هيئة التحكيم لكل حالة خاصة على الشكل التالي:

أ- يعين كل طرف متعاقد حكما في ظرف ثلاثة أشهر من تاريخ التوصل بطلب التحكيم. ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى يتم تعيينه كرئيس بموافقة الطرفين المتعاقدين في ظرف ثلاثة أشهر ابتداء من تاريخ تعيين الحكامين الآخرين.

ب- إذا لم تتم التعيينات اللازمة في الأجل المحددة، يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين، في غياب أي اتفاق آخر، دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حصل عائق

دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية . وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين، أو إذا حال عائق دون ممارسته هو الآخر لمهمته ، يدعى العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية. الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات اللازمة.

ج- تطبق هيئة التحكيم مقتضيات هذا الاتفاق و الاتفاقات الأخرى الموقعة بين الطرفين المتعاقدين وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ قراراتها بأغلبية الأصوات. تحدد هيئة التحكيم مسطرة خاصة بها.

د- تكون قرارات هيئة التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين، طرفي النزاع.

هـ - يتحمل كل طرف متعاقد تكاليف حكمه وتمثيله في مسطرة التحكيم. أما تكاليف الرئيس وباقي التكاليف، فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين.

#### المادة الثانية عشرة :

##### التطبيق

تسري مقتضيات هذا الاتفاق على جميع الاستثمارات المنجزة، قبل أو بعد دخوله حيز التنفيذ، من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر. غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات و النزاعات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ.

#### المادة الثالثة عشرة :

##### امتداد التراب

لا يطبق هذا الاتفاق على جزر فارو و غرينلاند. يمكن أن تشمل مقتضيات هذا الاتفاق جزر فارو و غرينلاند، إذا ما تم الاتفاق بين الطرفين المتعاقدين، و ذلك بتبادل المذكرات.

#### المادة الرابعة عشرة :

##### الدخول حيز التنفيذ ومدة الصلاحية والإنهاء

1 - يشعر كل طرف متعاقد الطرف المتعاقد الآخر باستكمال الإجراءات الدستورية المطلوبة لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. يدخل الاتفاق حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوماً عن تاريخ آخر إشعار.

2- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات . وما لم يبد أحد الطرفين المتعاقدين رغبته في إلغائه، وذلك ضمن أجل سنة على الأقل قبل نهاية مدة

صلاحيته ، يتجدد تلقائيا لمدة عشر سنوات أخرى مع احتفاظ كل طرف متعاقد بحق إلغائه بواسطة إشعار مكتوب يتم تبليغه في أجل سنة على الأقل قبل تاريخ انتهاء مدة صلاحيته السارية.

3- تبقى الاستثمارات المنجزة قبل إنهاء هذا الاتفاق خاضعة له لمدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ هذا الإنهاء.

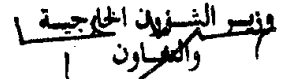
وإثباتا لذلك، قام الموقعان أسفله، المخول لهما قانونا بذلك من قبل حكومتيهما، بالتوقيع على هذا الاتفاق.

وحرر في نظيرين ب ..... في 23 ماي 2003 ، باللغات العربية و الدانمركية والإنجليزية ، ولكل النصوص نفس الحجية. وفي حالة الاختلاف في التأويل، يرجح النص الإنجليزي.

عن  
حكومة مملكة الدانمارك



عن  
حكومة المملكة المغربية

  
وزير الشؤون الخارجية  
والععاون  
محمد بن عيسى

❑ DOMINIQUE

- **Dahir n° 1-09-160 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 23 mai 2002 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République dominicaine relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 23 mai 2002 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République dominicaine relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 23 mai 2002 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République dominicaine relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements.

*Fait à Marrakech, le 26 safar 1435 (30 décembre 2013).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

---

(1) *B.O.* n° 6262 du 5 juin 2014.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6262 du 7 chaabane 1435 (5 juin 2014).

ظهير شريف رقم 1.09.160 صادر في 26 من صفر 1435 (30 ديسمبر 2013) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 23 ماي 2002 بين حكومة

المملكة المغربية وحكومة جمهورية الدومنيكان بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 23 ماي 2002 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الدومنيكان بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات

على وجه التبادل ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ ؛

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 23 ماي 2002 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية

الدومنيكان بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

وحرر بمراكش في 26 من صفر 1435 (30 ديسمبر 2013).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

\* \*



**اتفاق**  
**بين**  
**حكومة المملكة المغربية**  
**و حكومة جمهورية الدومنيكان**  
**بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الدومنيكان (المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفين المتعاقدين") ؛

رغبة منهما في توطيد تعاونهما الاقتصادي لمصلحة الطرفين المتعاقدين ؛

ورغبة منهما في خلق والحفاظ على ظروف ملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ؛

و وعيا منهما بكون تشجيع وحماية الاستثمارات يساهمان في تحفيز مبادرات المقاولين وتحقيق رفاهية الطرفين المتعاقدين ؛

اتفقتا على ما يلي:

**المادة الأولى**

**تعريف**

لأغراض هذا الاتفاق :

1- إن عبارة " رأس مال - استثمار " (المشار إليها في ما يلي بـ " استثمار ") تشمل كل نوع من أنواع الأصول المستثمرة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لقوانين وأنظمة هذا الأخير ، ويشمل على وجه الخصوص لا الحصر :

أ- الممتلكات المنقولة وغير المنقولة وكذا باقي حقوق الملكية ، مثل الرهون العقارية والضمانات العينية والرهون الحيازية ؛

ب \_ الأسهم وكل أشكال المساهمات الأخرى في المقاولات المنشأة والمنظمة طبقا لتشريع الطرف الآخر ؛

ج \_ الديون وحقوق تقديم كافة الخدمات الأخرى ذات القيمة الاقتصادية ؛

د - حقوق الملكية الفكرية بما فيها حقوق المؤلف وبراءات الاختراع والتصاميم الصناعية أو التجارية والعلامات والطرق التقنية والمهارات والأصول التجارية ؛

هـ \_ كل الحقوق الممنوحة في إطار القانون أو بعقد عام وخاصة الامتيازات المتعلقة بالبحث و التنقيب على الموارد الطبيعية و استخراجها واستغلالها .

لا يؤثر أي تعديل في الشكل القانوني، الذي تم في إطاره استثمار الأصول ورؤوس الأموال، على طابعها الاستثماري .

2- إن عبارة " مداخيل " تعني المبالغ ، الخالصة من الضرائب ، المحصلة من استثمار ما ، في فترة معينة وخاصة الأرباح وفوائد الديون وعوائد الرساميل والأسهم والأرباح الموزعة و حقوق المؤلف و العمولات.

3- إن عبارة " مستثمر " تعني بالنسبة لكل طرف كل شخص ذاتي أو معنوي يستثمر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر :

أ - إن عبارة "شخص ذاتي" تعني كل شخص ذاتي يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين وفقا لقوانينه ؛

ب - إن عبارة "شخص معنوي" تشمل الشركات والمقاولات والجمعيات التجارية أوكل كيان مؤسس أو منظم طبقا لتشريع أي من الطرفين المتعاقدين ويوجد مقره الاجتماعي فوق تراب هذا الطرف .

4\_ إن عبارة : " تراب " تعني :

أ\_ بالنسبة للمملكة المغربية، "تراب المملكة المغربية، بما فيه كل منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو قد يتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية، طبقا للقانون الدولي، كمنطقة يمكن أن تطبق ضمنها قوانين المملكة المغربية المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية " ؛

ب \_ بالنسبة لجمهورية الدومنيكان، "الفضاء البري و البحري و الجوي تحت سيادة دولة الدومنيكان، بما فيه التراب و تحت قاع البحر و الفضاء الجوي الذي يغطيهما، طبقا لتشريعاتها و للقانون الدولي".

### المادة الثانية

#### تشجيع وحماية الاستثمارات

1\_ يلتزم كل طرف متعاقد طبقا لقوانينه ، بتشجيع وخلق الظروف الملائمة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر فوق ترابه .

2 - تعتبر الزيادة في حجم الاستثمار أو تغيير الاستثمار أو تحويله طبقا للقوانين والتنظيمات الجاري بها العمل في البلد المضيف ، استثمارا جديدا . إلا أن شروط قبول هذا الاستثمار الجديد لا يمكن أن تكون أقل أفضلية من تلك التي منحت للاستثمار الأصلي .

3- يلتزم كل طرف متعاقد بحماية استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الذي تتم فوق ترابه، طبقا لقوانينه وتنظيماته ولا يمكنه أن يعرقل تسيير واستعمال والانتفاع وتوسيع وبيع وتصفية هذه الاستثمارات باتخاذ إجراءات غير مبررة أو تمييزية. تتمتع مداخيل الاستثمار وكذا المداخيل الناتجة عن إعادة استثمارها بنفس الحماية.

4- تتمتع استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد بمعاملة عادلة ومنصفة.

### المادة الثالثة

#### معاملة الاستثمارات

1\_ يمنح كل طرف متعاقد للاستثمارات المنجزة فوق ترابه من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمريه أو لمستثمري دولة أخرى .

2- لا تلزم هذه المادة الطرف المتعاقد بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الامتيازات التي قد يمنحها بموجب وحدة جمركية أو اقتصادية أو سوق مشتركة أو منطقة التبادل الحر أو بموجب مشاركته في هذه التنظيمات .

3- لا تلزم هذه المادة الطرف المتعاقد بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة تكون نتيجة اتفاق يتعلق كليا أو أساسا بالازدواج الضريبي .

4- إذا كانت هناك قضية تخضع في نفس الوقت لمقتضيات هذا الاتفاق ولاتفاق دولي آخر يكون الطرفان المتعاقدان طرفين فيه، أو للمبادئ العامة للقانون الدولي ، فلا شيء في هذا الاتفاق يمنع أي طرف من الطرفين أو مستثمريه من الاستفادة من المقتضيات الأكثر أفضلية لهم .

لا تمنع هذه المادة الطرفين المتعاقدين من اتخاذ أو تمديد صلاحية أو تطبيق كل إجراء يعتبر ملائما لضمان أن تكون الاستثمارات التي تتم فوق ترابها مطابقة لتشريعاتها المتعلقة بالبيئة .

### المادة الرابعة

#### نزاع الملكية

1- تستفيد استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر من حماية وأمن شاملين .

2- لا يمكن تأميم أو نزع ملكية استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد أو اتخاذ أي إجراء مباشر أو غير مباشر له نفس الأثر للتأميم أو لنزع الملكية فوق

تراب الطرف الآخر إلا بدواعي المنفعة العامة أو المصلحة الاجتماعية، وفي هذه الحالة تتخذ تدابير لمنح تعويضات .

3- تعادل هذه التعويضات قيمة السوق للاستثمارات المعنية ، مباشرة قبل نزع الملكية أو الاعلان عنها للعموم. و يكون أداء التعويض دون تأخير، ويشمل أداء الفائدة بسعر السوق المحدد وفقا " للإحصائيات المالية الدولية " الصادرة عن صندوق النقد الدولي ابتداء من تاريخ نزع الملكية إلى تاريخ الأداء، ويجب أن يكون الأداء ممكنا فعليا وقابلا للتحويل بحرية . يجب أن تتخذ إجراءات التعويض على أبعد تقدير أثناء نزع الملكية أو التأميم .

4- إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين تلحق استثماراتهم المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو حالة طوارئ وطنية أو ثورة أو انتفاضة أو اضطراب أو أي حدث مشابه فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ، يستفيدون من لدن هذا الأخير بمعاملة غير تمييزية لاتقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة أخرى ، فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تعويضات أخرى عن الضرر.

### المادة الخامسة

#### التحويلات

1- يمنح الطرف المتعاقد الذي تم الاستثمار فوق ترابه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لتشريعه الوطني، بعد أداء الواجبات الضريبية ، حرية تحويل المبالغ المتعلقة بالاستثمارات. وتشمل هذه التحويلات على وجه الخصوص لا الحصر :

أ- رأس المال أو مبالغ إضافية بهدف صيانة أو تنمية الاستثمار ؛

ب- العوائد ؛

ج- مداخيل بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار ؛

د - المبالغ اللازمة لتسديد القروض ؛

هـ - التعويضات المستحقة عن تطبيق المادة 4 ؛

ز - الأجور والرواتب الأخرى التي تعود لمواطني أحد الطرفين المتعاقدين ، الذين رخص لهم بالعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر برسم استثمار ما .

2- تتم التحويلات المشار إليها في المادة الرابعة الفقرة 3 و4 والمادتين 5 و6 بدون تأخير ، بعملة قابلة للتحويل بحرية ، بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل . وتعتبر هذه التحويلات قد تمت بدون أجل حينما

تتم في الأجال العادية الضرورية لاستكمال إجراءات التحويل . ولا تتعدى هذه الأجال في كل الأحوال شهرين وتبتدئ من إرسال الطلب .

3- و يمكن لأي من الطرفين، على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 ، أن يمنع القيام بأي تحويل من خلال تطبيق عادل و غير تمييزي لتشريع في الحالات التالية:

- أ- العجز عن الأداء أو الإفلاس أو حماية حقوق الدائنين؛
- ب- المخالفات الجنائية أو الإدارية؛
- ج- عدم الالتزام بالواجبات وفقا للتشريع الضريبي المعمول به؛
- د- الضمانة بتنفيذ الأحكام المتعلقة بنزاع؛
- هـ - عدم الالتزام بالواجبات وفقا للتشريع المعمول به و المتعلق بالشغل.

4- يحق لكل طرف متعاقد، على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، حصر التحويلات مؤقتا في حالة الصعوبات الاستثنائية في ميزان الأداءات، بشكل عادل و غير تمييزي طبقا للمقاييس الدولية المعتمدة.

#### المادة السادسة

##### الحلول محل المستثمر

1- إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين بأداء تعويض لأحد مستثمريه بموجب ضمان قانوني أو تعاقدية لتغطية المخاطر غير التجارية لاستثمار تم تحقيقه فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، فإن هذا الأخير يعترف للطرف المتعاقد الأول بالحلول محل المستثمر في حقوقه المعوض عنها دون المساس بحقوق الطرف المتعاقد الآخر طبقا لمقتضيات المادة التاسعة من هذا الاتفاق .

2- تخضع تحويلات هذه الأداءات للمادة الرابعة ، الفقرة 3 و 4، و المادة الخامسة .

#### المادة السابعة

##### تطبيق الاتفاق

يطبق هذا الاتفاق كذلك على الاستثمارات المنجزة، قبل دخوله حيز التنفيذ، من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ، غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات المتعلقة بأي استثمار تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ .

### المادة الثامنة

#### تسوية الخلافات بين حكومة أحد الطرفين المتعاقدين و مستثمر الطرف المتعاقد الآخر

- 1- تتم تسوية كل خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين حكومة طرف متعاقد و أحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بسرعة قدر الإمكان و بالتراضي عن طريق المشاورات بين طرفي النزاع.
- 2- إذا تعذرت تسوية أي خلاف في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ بدء المشاورات، يعرض الخلاف باختيار المستثمر :  
أ- إما على المحاكم المختصة أو الإدارية للطرف المتعاقد الذي نشأ الخلاف فوق ترابه،  
ب- أو لتحكيم المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات، الذي أنشئ بموجب الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول و رعايا دول أخرى، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965، في حالة ما إذا كان الطرفان المتعاقدان عضوين في هذه الاتفاقية،  
ج- أو لحكم أو محكمة تحكيم دولية تنشأ لهذا الغرض طبقا لقواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي. و يمكن لطرفي النزاع أن يتفقا كتابة على تغيير هذه القواعد.

- 3- عندما يعرض المستثمر الخلاف على المحاكم المختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه أو على محكمة دولية، فإن هذا الاختيار يكون نهائيا.
- 4- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى مقتضيات هذا الاتفاق وإلى قواعد و مبادئ القانون الدولي في هذا المجال و كذا إلى أحكام القانون الوطني للطرف المتعاقد، الطرف في النزاع، الذي يوجد الاستثمار فوق ترابه بما في ذلك مقتضيات الاتفاقات الخاصة التي يمكن أن تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار.
- 5- تعتبر قرارات التحكيم نهائية و ملزمة بالنسبة لطرفي النزاع و تنفذ هذه القرارات طبقا للتشريع الوطني للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه.

### المادة التاسعة

#### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

- 1- تتم تسوية الخلافات التي تقوم بين حكومتي الطرفين المتعاقدين حول تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق، بسرعة قدر الإمكان و عن طريق المشاورات أو المفاوضات الودية.
- 2- و في حالة تعذر تسوية هذا الخلاف في ظرف ستة أشهر من تاريخ التبليغ، يعرض على هيئة تحكيم تنشأ لهذا الغرض بناء على طلب إحدى حكومتي الطرفين المتعاقدين و طبقا لمقتضيات هذه المادة.

3- تتكون هيئة التحكيم من ثلاثة أعضاء على الشكل التالي :  
يعين كل طرف متعاقد حكما في ظرف شهرين ابتداء من تاريخ تسلم طلب التحكيم. و يختار الحكمان معا في ظرف 30 يوما ابتداء من تاريخ تعيين آخر حكم من الحكامين الاثنين حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى الذي يعين رئيسا لهيئة التحكيم.

4- إذا لم تتم التعيينات في الأجل المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة، يمكن دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة. و إذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه الوظيفة، يتم دعوة نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية. و في حال ما إذا كان يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو تعذر عليه ممارسة هذه الوظيفة، يتم دعوة العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية، الذي لا ينتمي لرعايا أي من الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات المذكورة.

5- و يجب أن يتمتع رئيس هيئة التحكيم بجنسية بلد له علاقات دبلوماسية مع الطرفين المتعاقدين.

6- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق و قواعد و مبادئ القانون الدولي.

7- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات، و تكون نهائية و ملزمة بالنسبة لكلا الطرفين المتعاقدين.

8- يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه و تمثيله في مسطرة التحكيم، أما مصاريف الرئيس و باقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين ما لم يتفق الطرفان المتعاقدان على غير ذلك. و يمكن لهيئة التحكيم تحديد إجراءاتها الخاصة فيما يتعلق بمصاريفها.

### المادة العاشرة

#### الدخول حيز التنفيذ و مدة الصلاحية و الإنهاء

1- يبلغ كل طرف من الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر باستكمال الإجراءات الداخلية الضرورية من أجل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. و يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بعد مرور 30 يوما من تاريخ ثاني إشعار.

2- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات. بعد هذه المدة، يبقى ساري المفعول لمدة غير محددة ما لم يبد أحد الطرفين المتعاقدين رغبته في إلغائه بواسطة إشعار كتابي يتم تبليغه للطرف المتعاقد الآخر إثني عشر شهرا قبل نهاية مدة صلاحيته.

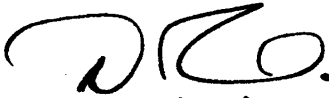
3- فيما يتعلق بالاستثمارات المنجزة قبل إنهاء العمل بهذا الاتفاق، فإنها تبقى خاضعة لمقتضياته لمدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ إنهائه.

4- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول حتى في حالة قطع العلاقات الدبلوماسية بين الطرفين.

و إثباتا لذلك، وقع المفوضان، المخول لهما قانونيا بذلك من طرف حكومة كل منهما، هذا الاتفاق.

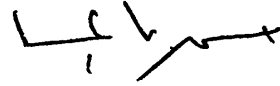
و حرر بالرباط في 23 ماي 2002، في نظيرين أصليين باللغات العربية و الإسبانية و الإنجليزية، و للنصوص الثلاثة نفس الحجية.

عن حكومة  
جمهورية الدومينكان



هوغو تولنتينو ديب  
كاتب الدولة في العلاقات  
الخارجية

عن حكومة  
المملكة المغربية



محمد بن عيسى  
وزير الشؤون الخارجية  
و التعاون





❑ EMIRATS ARABES UNIS

- **Dahir n° 1-99-312 du 19 moharrem 1423 (3 avril 2002) portant publication de l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements, fait à Doubaï le 9 février 1999 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis relatifs à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements, fait à Doubaï le 9 février 1999 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis relatifs à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements, fait à Doubaï le 9 février 1999.

*Fait à Agadir, le 19 moharrem 1423 (3 avril 2002).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) B.O. n° 5040 du 19 septembre 2002.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5037 du 1<sup>er</sup> rejev 1423 (9 septembre 2002).

ظهير شريف رقم 1.99.312 صادر في 19 من محرم 1423 (3 أبريل 2002) بنشر  
الاتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة الإمارات العربية المتحدة بشأن  
تشجيع وحماية الاستثمارات الموقع بدبي في 9 فبراير 1999.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة الإمارات العربية  
المتحدة بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات الموقع بدبي في 9 فبراير 1999 ؛  
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بين حكومة المملكة  
المغربية وحكومة دولة الإمارات العربية المتحدة بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات  
الموقع بدبي في 9 فبراير 1999.

وحرر بأكادير في 19 من محرم 1423 (3 أبريل 2002).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*

## اتفاق

### بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة الامارات العربية المتحدة بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات

.....

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة الامارات العربية المتحدة المشار اليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ؛

رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما وتعميقه لما فيه مصلحة البلدين وخاصة عن طريق استثمارات مستثمري أحد البلدين في اقليم البلد الآخر ؛

وادراكا منهما لاهمية تبادل تشجيع و حماية الاستثمار و مدى مساهمة ذلك في حفز تدفق رؤوس الاموال و المبادرات الخاصة لزيادة الرخاء الاقتصادي بكلا البلدين ،

قد اتفقتا على مايلي :

### المادة الأولى

#### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق :

1) تعني عبارة « استثمار » : كل انواع الأصول التي يمتلكها أحد مستثمري طرف متعاقد وتستثمر في اقليم الطرف المتعاقد الآخر وفقا للقوانين والانظمة المعمول بها في كل منهما، وتشمل على سبيل المثال و ليس الحصر :

أ - الاملاك العقارية والمنقولة ، وكذلك حقوق الملكية الاخرى مثل الرهون العقارية والرهن الاخرى وحقوق الامتيازات و ضمانات الدين و حق الإنتفاع و ما في حكمها من حقوق ؛

ب - الأسهم والسندات بمختلف أنواعها وكل أشكال المساهمات في الشركات ؛

ج - الاستحقاقات النقدية أو أية حقوق تعاقدية ذات قيمة مالية ؛

د - حقوق الملكية الصناعية والفكرية وتشمل حقوق النشر وبراءات الاختراع والعلامات والتصاميم الصناعية والعلامات التجارية والمعرفة التقنية وأية حقوق اخرى مماثلة ؛

هـ - الامتيازات المخولة بموجب القانون او بمقتضى عقد بما في ذلك امتيازات التنقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها. وأي تغيير يطرأ على الشكل الذي استثمرت به الاصول لا يؤثر على طابعها الاستثماري.

(2) تعني عبارة : « مستثمر » :

- أ - كل شخص طبيعي ، يحمل الجنسية المغربية أو جنسية الامارات طبقا للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ؛
- ب - كل شخص اعتباري حكومي أو خاص تأسس طبقا للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ويوجد مقره في اقليم هذا الطرف المتعاقد ؛
- ج - كل كيان قانوني تأسس طبقا لقانون دولة ثالثة ويخضع بصفة مباشرة أو غير مباشرة لمراقبة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين أو لكيان قانوني يوجد مقره ونشاطه الاقتصادي الفعلي في اقليم هذا الطرف المتعاقد.
- وذلك عندما يقوم أحد المشار اليهم أعلاه باستثمار في اقليم الطرف المتعاقد الآخر.

(3) تعني عبارة « عوائد » المبالغ الصافية الناتجة عن الاستثمارات وخاصة منها : الأرباح والفوائد وأرباح الاسهم و الإتاوات والأرباح .

(4) تعني عبارة « اقليم » :

- أ ) بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية والبحر الاقليمي وعلى امتداد البحر والاعماق الباطنية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية والموجودة ما وراء المياه الاقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقا للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية في الجرف القاري ؛

- ب) بالنسبة لدولة الامارات العربية المتحدة : يعني مصطلح دولة الامارات العربية المتحدة عند استعماله بالمعنى الجغرافي ، اقليم دولة الامارات العربية المتحدة و يشمل مياهها الاقليمية و جزرها ومنطقتها الاقتصادية الخالصة و جرفها

القاري و مجالها الجوي ، كما يشمل الموارد الطبيعية التي تمارس عليها دولة الامارات العربية المتحدة حقوقا سيادية طبقا لتشريعاتها الوطنية ووفقا لأحكام القانون الدولي .

5 - تعني عبارة " عملة حرة الإستخدام " دولار الولايات المتحدة الأمريكية ، و الجنيه الاسترليني ، و المارك الألماني ، و الفرنك الفرنسي ، و الفرنك السويسري، و الين الياباني ، أو أية عملة أخرى تستخدم على نطاق واسع لغرض إجراء المدفوعات لأجل المعاملات الدولية أو العملات التي يكون لها مشتركون حاضرون في أسواق العملات الرئيسية .

### المادة الثانية

#### تشجيع وحماية الاستثمار

(1) يقبل كل طرف متعاقد ويشجع في اقليمه ، وفقا لقوانينه وانظمتيه ، استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويخلق الظروف الملائمة لهذه الاستثمارات .

(2) يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، ويوفر لها الحماية والأمن الكاملين ، ولايجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعرقل تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة على اقليمه أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها . ويضمن كل من الطرفين المتعاقدين احترام الالتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر .

(3) ان الاستثمارات التي تخضع لمقتضيات اتفاق خاص بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تخضع لأحكام ذلك الاتفاق الخاص ما دامت توفر شروطا أكثر افضلية من أحكام هذا الاتفاق .

تتمتع عوائد الاستثمار في حالة اعادة استثمارها طبقا لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي .

### المادة الثالثة

#### معاملة الاستثمارات

1) يوفر كل طرف متعاقد في اقليمه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري أي دولة ثالثة .

2) يوفر كل طرف متعاقد في اقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الاخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها ، معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة .

3) يقدم كل من الطرفين المتعاقدين التسهيلات والتصاريح اللازمة للدخول والخروج والاقامة والعمل للمستثمر وللمن تتصل أعمالهم اتصالا دائما أو مؤقتا بالاستثمار من خبراء واداريين وفنيين وعمال ، وذلك وفقا للتشريعات والقوانين المعمول بها في البلد المضيف.

4) تسعى كل دولة متعاقدة الى أقصى حد ممكن الى تجنب متطلبات الانجاز كشرط لانشاء وتوسعة أو صيانة الاستثمارات وهي المتطلبات التي تشترط تنفيذ الالتزام بتصدير البضائع المنتجة ، أو تلك التي تفرض على وجه التحديد شراء البضائع أو الخدمات محليا أو تلك التي تفرض أية متطلبات أخرى مشابهة.

5) ان أحكام هذا الاتفاق المتعلقة بالمعاملة الاكثر افضلية الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو دولة ثالثة لا تلزم أحد الطرفين المتعاقدين بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر أية معاملة أو مزايا أو افضلية ناتجة عن ما يلي:

أ - أي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة للتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو أي اتفاق دولي مماثل أو أي شكل من اشكال التنظيمات الاقتصادية الإقليمية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيها أو ينضم اليها مستقبلا ؛

ب- أي اتفاق أو أي ترتيب دولي أو أي تشريع محلي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي ؛

ج - أية مساعدات، من الحكومة تخصصها لمستثمريها في اطار برامج وأنشطة التنمية الوطنية.



(6) بالرغم مما ورد في الفقرة 4 من هذه المادة ، فإنه يجب منح أي مزايا أو معاملة تفضيلية ناشئة عن اتفاقيات جامعة الدول العربية .

#### المادة الرابعة

##### نزع الملكية والتعويض

(1) لا تخضع الاستثمارات التابعة لأي من الدولتين المتعاقبتين أو لأشخاصهما الطبيعيين أو الاعتباريين لنزع الملكية أو التأميم أو التجديد أو الحراسة القضائية أو المصادرة أو أية إجراءات مشابهة إلا في الأحوال وحسب الإجراءات المنصوص عليها في قانون البلد المضيف . و يجب ألا تكون هذه الإجراءات تمييزية أو مبررة بأسباب غير المصلحة العامة .

(2) يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية لذوي الحقوق تعويضا عادلا ومنصفا يساوي مبلغه القيمة السوقية للاستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه التدابير أو أعلن عنها للعموم .

(3) يتعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلا للاداء ودفعه بدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة اشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الأتفة الذكر . وفي حالة تأخير في الأداء تحتسب عن التعويض فائدة بسعر السوق ابتداء من تاريخ استحقاقها ولغاية تاريخ الاداء . ويزدى التعويض للمستثمرين بعطة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية .

#### المادة الخامسة

##### التعويض عن الخسائر

ان مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خسائر من جراء حرب او نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر يستفيدون من قبل هذا الأخير من معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه او لمستثمري أي دولة ثالثة . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية أخرى تتعلق بتلك الخسائر .

## المادة السادسة التحويلات

- 1) يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الاخر حرية تحويل ما يلي على سبيل المثال لا للحصر:
- أ - رأس المال المستثمر بما فيه العوائد المعاد استثمارها أو أي مبلغ اضافي يهدف الى صيانة الاستثمار ؛
- ب - صافي الارباح وأرباح الاسهم والفوائد والإتاوات أو أية عوائد جارية أخرى ؛
- ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار ؛
- د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار ؛
- هـ - التعويضات المستحقة طبقاً للمادتين الرابعة والخامسة من هذه الاتفاقية ؛
- و - الاجور والرواتب والمكافآت الاخرى التي تعود الى مواطني احد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل في اقليم الطرف المتعاقد الاخر، وذلك طبقاً لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد .
- 2) تتم التحويلات المشار اليها في الفقرة -1- بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل وبسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل ، وذلك وفقاً لأنظمة الصرف المعمول بها في البلاد المضيف.

## المادة السابعة الحلول محل المستثمر

- 1) اذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين ، بموجب ضمان قانوني أو تعاقد يغطي المخاطر غير التجارية لاستثمار في اقليم الطرف المتعاقد الآخر ، فان هذا الأخير يعترف للمؤمن بالحلول محل المستثمر في كافة الحقوق والمستحقات المعوض عنها .
- 2) بناء على الضمان الممنوح للاستثمار المعني ، يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يحل المؤمن محله .

- (3) بالرغم مما ورد في الفقرات السابقة من هذه المادة ، فإن الطول محل المستثمر يكون بعد موافقة مسبقة من الدولة المعنية وذلك فقط عن الدفعيات التي تتم بعد نفاذ هذه الاتفاقية .
- (4) كل نزاع ينشأ بين احد الطرفين المتعاقدين ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر ، تتم تسويته وفقا لأحكام المادة الثامنة من هذا الاتفاق .

### المادة الثامنة

#### تسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات

- (1) ان أي نزاع يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الاخر تتم تسويته بقدر الامكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع .
- (2) واذا تعذرت تسوية هذا النزاع بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ تبليغه كتابة ، يعرض النزاع باختيار المستثمر :
- أ - اما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار في اقليمه ؛
- ب - واما للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي انشئ بموجب " الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول اخرى " المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965 .
- ويعتبر هذا الاختيار نهائيا وملزما للمستثمر .
- (3) لا يمكن لاحد الطرفين المتعاقدين ، طرف في النزاع ، ان يثير اعتراضا في أية مرحلة من اجراءات التحكيم او تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى ان مستثمر الطرف الأخر في النزاع قد حصل على تعويض يغطي جزئيا اوكلها خسائره بموجب تأمين .
- (4) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا الى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يتم الاستثمار في اقليمه ، وكذلك مبادئ القانون الدولي والقواعد المتعلقة بتنازع القوانين ، وأحكام هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار ، .
- (5) تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع ، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقا لقانونه الوطني .

### المادة التاسعة

#### تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

- 1) تتم بقدر الامكان ، تسوية النزاعات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين ، فيما يخص تفسير او تطبيق هذا الاتفاق بالطرق الدبلوماسية .
- 2) اذا تعذر حل هذا النزاع في ظرف ستة أشهر من تاريخ بدء المفاوضات يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين .
- 3) تتكون هيئة للتحكيم على الشكل التالي :  
يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى ، لها علاقات دبلوماسية مع كلا الطرفين المتعاقدين ، كرئيس لهيئة التحكيم .  
ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر ، ابتداء من تاريخ ابلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنيته في عرض النزاع على هيئة التحكيم.
- 4) اذا لم تراعى الأجال المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة ، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة .  
وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين او اذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بالتعيينات الضرورية ، وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين او إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى العضو الأكثر اقدمية في محكمة العدل الدولية الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات المذكورة .
- 5) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس أحكام هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي وتتخذ القرارات بأغلبية الاصوات ، وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين .
- 6) تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بطرق عملها ومكان التحكيم ما لم يتم الاتفاق على غير ذلك بين الطرفين المتعاقدين.
- 7) يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في عملية التحكيم .  
اما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين .

## المادة العاشرة التطبيق

تستفيد من أحكام هذا الاتفاق الاستثمارات المنجزة قبل وبعد دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، طبقا لقوانين وانظمة هذا الاخير .

## المادة الحادية عشرة

### الدخول حيز التنفيذ ومدة السريان

- 1) يعرض هذا الاتفاق على المصادقة ويدخل حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوما من تاريخ استلام آخر الاخطارين المكتوبين باتمام الطرفين المتعاقدين للاجراءات الدستورية المعمول بها في كل منهما.
- 2) يظل هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشرينسنوات تجدد تلقائيا لمدد مماثلة. ويمكن لأي من الطرفين المتعاقدين انهاء العمل به في نهاية السنوات العشر الأولى أو نهاية أية فترة تمديد، وذلك باخطار الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في انهاء العمل بأحكام هذا الاتفاق ، وذلك قبل ستة اشهر من انتهاء الفترة.
- 3) تبقى الاستثمارات المنجزة وفقا لأحكام هذا الاتفاق خاضعة له لمدة عشر سنوات أخرى من تاريخ انتهاء العمل به .

وحرر بدبي بتاريخ 9 فبراير 1999 ميلادية من نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن

حكومة دولة الامارات العربية المتحدة

عن

حكومة المملكة المغربية

■ EGYPTE

- **Dahir n° 1-98-82 du 10 rabii II 1419 (4 août 1998) portant publication de l'accord fait à Rabat le 7 moharrem 1418 (14 mai 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Égypte relatif à l'encouragement et à la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 7 moharrem 1418 (14 mai 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Égypte relatif à l'encouragement et à la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir l'accord fait à Rabat le 7 moharrem 1418 (14 mai 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Arabe d'Égypte relatif à l'encouragement et à la protection des investissements.

*Fait à Rabat, le 10 rabii II 1419 (4 août 1998).*

Pour contreseing :  
Le Premier ministre,  
Abderrahman Youssoufi.

---

(1) *B.O.* n° 4618 du 3 septembre 1998.

Le texte de l'accord est publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4618 du 11 jourmada I 1419 (3 septembre 1998).

ظهير شريف رقم 1.98.82 صادر في 10 ربيع الآخر 1419  
 (4 أغسطس 1998) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في  
 7 محرم 1418 (14 ماي 1997) بين حكومة المملكة المغربية  
 وحكومة جمهورية مصر العربية بشأن تشجيع وحماية  
 الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 7 محرم 1418 (14 ماي 1997)  
 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مصر العربية بشأن  
 تشجيع وحماية الاستثمارات :

ونظرا لتبادل استيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية ، عقب ظهيرنا الشريف هذا ، الاتفاق الموقع  
 بالرباط في 7 محرم 1418 (14 ماي 1997) بين حكومة المملكة المغربية  
 وحكومة جمهورية مصر العربية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.

وحرر بالرباط في 10 ربيع الآخر 1419 (4 أغسطس 1998)

وقعه بالعطف :

الوزير الأول ،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*

**اتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مصر العربية  
 بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مصر العربية المشار  
 إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ؛



4 - تعني عبارة «إقليم» :

أ - بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأعماق الباطنية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقا للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية (الجرف القاري).

ب - بالنسبة لجمهورية مصر العربية : أراضي جمهورية مصر العربية وتشمل المنطقة الاقتصادية الخالصة التي تتمتع منفردة بالولاية عليها بما في ذلك قاع البحر وما تحت سطح الأرض مما تمارس عليه حقوق السيادة أو السلطة بموجب القانون الدولي.

المادة الثانية

### تشجيع وحماية الاستثمار

1 - يقبل كل طرف متعاقد ويشجع في إقليمه ، وفقا لقوانينه وأنظمتها استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، ويخلق الظروف الملائمة لهذه الاستثمارات.

2 - يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، ويوفر لها الحماية والأمن الكاملين ، ولا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعرقل تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة على إقليمه أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها.

ويضمن كل من الطرفين المتعاقدين احترام الالتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

3 - إن الاستثمارات التي تخضع لمقتضيات اتفاق خاص بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تخضع لأحكام ذلك الاتفاق الخاص ما دامت توفر شروطا أكثر أفضلية من أحكام هذا الاتفاق.

تتمتع عوائد الاستثمار في حالة إعادة استثمارها طبقا لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي.

المادة الثالثة

### معاملة الاستثمارات

1 - يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري أية دولة ثالثة.

2 - يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها ، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة.

3 - يقدم كل من الطرفين المتعاقدين التسهيلات والتصاريع اللازمة للدخول والخروج والإقامة والعمل للمستثمر ولتنصل أعمالهم اتصالا دائما أو مؤقتا بالاستثمار من خيرا وإداريين وقنيين وعمال ، وذلك وفقا للتشريعات والقوانين المعمول بها في البلد المضيف.

رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما وتعميقه لما فيه مصلحة البلدين ، وخاصة عن طريق استثمارات مستثمري أحد البلدين في إقليم البلد الآخر :

وإدراكا منهما لأهمية تبادل تشجيع وحماية الاستثمار ومدى مساهمة ذلك في حفز تدفق رؤوس الأموال والمبادرات الخاصة لزيادة الرخاء الاقتصادي بكلا البلدين :

قد اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق :

1 - تعني عبارة «استثمار» كل أنواع الأصول التي يمتلكها أحد مستثمري طرف متعاقد وتستثمر في إقليم الطرف المتعاقد الآخر وفقا للقوانين والأنظمة المعمول بها في كل منهما ، وعلى وجه الخصوص :

أ - الأملاك العقارية والمنقولة وكذا حقوق الملكية الأخرى مثل الرهون العقارية وحقوق الامتيازات والرهون الأخرى.

ب - الأسهم والسندات وكل أشكال المساهمات في الشركات.

ج - الاستحقاقات النقدية أو أية حقوق تعاقدية ذات قيمة مالية.

د - حقوق الملكية الصناعية والفكرية وتشمل حقوق النشر وبراءات الاختراع والعلامات والتصاميم الصناعية والعلامات التجارية والمعرفة التقنية وأية حقوق أخرى مماثلة.

هـ - الامتيازات المخولة بموجب القانون أو بمقتضى عقد بما في ذلك امتيازات التنقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها.

وأي تغيير يطرأ على الشكل الذي استثمرت به الأصول لا يؤثر على طابعها الاستثماري.

2 - تعني عبارة «مستثمر» :

أ - كل شخص طبيعي يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية المصرية طبقا للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين.

ب - كل شخص اعتباري تأسس طبقا للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ويوجد مقره في إقليم هذا الطرف المتعاقد.

ج - كل كيان قانوني تأسس طبقا لقانون دولة ثالثة ويخضع بصفة مباشرة أو غير مباشرة لمراقبة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين أو لكيان قانوني يوجد مقره ونشاطه الاقتصادي الفعلي في إقليم هذا الطرف المتعاقد.

وذلك عندما يقوم أحد المشار إليهم أعلاه باستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر.

3 - تعني عبارة «عوائد» المبالغ الصافية الناتجة عن الاستثمارات وخاصة منها الأرباح والفوائد وأرباح الأسهم والإتاوات والأرباح.

- أ - رأس المال المستثمر بما فيه العوائد المعاد استثمارها أو أي مبلغ إضافي يهدف إلى صيانة الاستثمار.
- ب - الأرباح وأرباح الأسهم والفوائد والإتاوات أو أية عوائد جارية أخرى.
- ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار.
- د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار.
- هـ - التعويضات المستحقة طبقاً للمادتين الرابعة والخامسة.
- و - الأجور والرواتب والمكافآت الأخرى التي تعود إلى مواطني أحد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، وذلك طبقاً لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد.
- 2 - تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة - 1 - بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل ويسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل ، وذلك وفقاً لأنظمة الصرف المعمول بها في البلد المضيف.

#### المادة السابعة

##### الحلول محل المستثمر

- 1 - إذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين بموجب ضمان قانوني أو تعاقدي يغطي المخاطر غير التجارية لاستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، فإن هذا الأخير يعترف للمؤمن بالحلول محل المستثمر في كافة الحقوق والمستحقات المعوض عنها.
- 2 - بناء على الضمان الممنوح للاستثمار المعني يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يحل المؤمن محله.
- 3 - كل نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر ، تتم تسويته وفقاً لأحكام المادة الثامنة من هذا الاتفاق.

#### المادة الثامنة

##### تسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات

- 1 - إن أي نزاع يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته بقدر الإمكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع.
- 2 - وإذا تعذرت تسوية هذا النزاع بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ تبليغه كتابة يعرض النزاع باختيار المستثمر :
- أ - إما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار في إقليمه.
- ب - وإما للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي أنشئ بموجب «الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى» المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965.
- ويعتبر هذا الاختيار نهائياً وملزماً للمستثمر.

4 - إن أحكام هذا الاتفاق المتعلقة بالمعاملة الأكثر أفضلية الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو دولة ثالثة لا تلزم أحد الطرفين المتعاقدين بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر أية معاملة أو مزايا أو أفضلية ناتجة عن ما يلي :

- أ - أي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة للتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو أي اتفاق دولي مماثل أو أي شكل من أشكال التنظيمات الاقتصادية الإقليمية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضواً فيها أو ينضم إليها مستقبلاً.
- ب - أي اتفاق أو ترتيب دولي أو أي تشريع محلي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي.
- ج - أية مساعدات من الحكومة تخصصها لمستثمريها في إطار برامج وأنشطة التنمية الوطنية.

#### المادة الرابعة

##### نزع الملكية والتعويض

- 1 - إن إجراءات التأميم ونزع الملكية أو أي إجراء آخر له نفس الأثر المشار إليها فيما بعد بنزع الملكية التي قد يتخذها أحد الطرفين المتعاقدين تجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر يجب ألا تكون تمييزية أو غير مبررة بأسباب غير المصلحة العامة.
- 2 - يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية لذوي الحقوق تعويضاً عادلاً ومنصفاً يساوي مبلغه القيمة السوقية للاستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه التدابير أو أعلن عنها للعموم.
- 3 - يتعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلاً للاداء ودفعه بدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الألفه الذكر. وفي حالة التأخير في الاداء ، تحسب عن التعويض فائدة بسعر السوق ابتداء من تاريخ استحقاقها ولغاية تاريخ الاداء. ويؤدى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية.

#### المادة الخامسة

##### التعويض عن الخسائر

إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت باستثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر يستفيدون من قبل هذا الأخير بمعاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة.

ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية أخرى تتعلق بتلك الخسائر.

#### المادة السادسة

##### التحويلات

- 1 - يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، بعد أدائهم للواجبات الضريبية ، حرية تحويل ما يلي :

## المادة العاشرة

## التطبيق

تستفيد من أحكام هذا الاتفاق الاستثمارات المنجزة بالعملات القابلة للتحويل بعد دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين وأنظمة هذا الأخير.

## المادة الحادية عشرة

## الدخول حيز التنفيذ ومدة السريان

1 - يعرض هذا الاتفاق على المصادقة ويدخل حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوما من تاريخ استلام آخر الإخطارين المكتوبين بإتمام الطرفين المتعاقدين للإجراءات الدستورية المعمول بها في كل منهما. ويحل محل الاتفاق المبرم بين البلدين في القاهرة بتاريخ 4 جمادى الثانية 1396 هـ الموافق 3 يونيو 1976 م.

2 - يظل هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات تجدد تلقائيا لمدد مماثلة.

ويمكن لأي من الطرفين المتعاقدين إنهاء العمل به في نهاية السنوات العشر الأولى أو في نهاية أية فترة تمديد ، وذلك بإخطار الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهاء العمل بأحكام هذا الاتفاق ، وذلك قبل ستة أشهر من انتهاء الفترة.

3 - تبقى الاستثمارات المنجزة وفقا لأحكام هذا الاتفاق خاضعة له لمدة عشر سنوات أخرى من تاريخ انتهاء العمل به.

حرر بالرباط بتاريخ 7 محرم 1418 هجرية الموافق 14 مايو 1997 ميلادية من أصلين باللغة العربية.

عن حكومة جمهورية مصر العربية :  
د. كمال الجنزوري ،  
رئيس مجلس الوزراء.

عن حكومة المملكة المغربية :  
عبد الطيف الفيلالي ،  
الوزير الأول  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون.

3 - لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين ، طرف في النزاع ، أن يثير اعتراضا في أية مرحلة من إجراءات التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى أن مستثمر الطرف الآخر في النزاع قد حصل على تعويض يغطي جزئيا أو كليا خسائره بموجب تأمين.

4 - تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يتم الاستثمار في إقليمه ، وكذا القواعد المتعلقة بتنازع القوانين وأحكام هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار ، وكذا مبادئ القانون الدولي.

5 - تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع. ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقا لقانونه الوطني.

## المادة التاسعة

## تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

1 - تتم ، بقدر الإمكان ، تسوية النزاعات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين فيما يخص تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق بالطرق الدبلوماسية.

2 - إذا تعذر حل هذا النزاع في ظرف ستة أشهر من تاريخ بدء المفاوضات يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين.

3 - تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي :

يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم. ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر ، ابتداء من تاريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنيتها في عرض النزاع على هيئة التحكيم.

4 - إذا لم تحترم الأجل المحددة في الفقرة - 3 - من هذه المادة يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يجمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بالتعيينات الضرورية. وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات المذكورة.

5 - تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس أحكام هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ القرارات بأغلبية الأصوات وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين.

6 - تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بطرق عملها ومكان التحكيم ما لم يتم الاتفاق على غير ذلك بين الطرفين المتعاقدين.

7 - يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في عملية التحكيم. أما مصاريف الرئيس وبإقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين.

❑ ESPAGNE

- **Dahir n° 1-04-133 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant publication de l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Madrid le 11 décembre 1997, entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne (1)**

[...]

### **Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le royaume du Maroc et le Royaume de l'Espagne**

Le Royaume du Maroc et le Royaume de l'Espagne dénommés ci-après « les Parties Contractantes »,

Désireux de développer et d'approfondir la coopération économique et industrielle à long terme, en particulier la création de conditions favorables pour les investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;

Reconnaissant la nécessité de protéger les investissements des investisseurs des deux Parties Contractantes et de stimuler le flux d'investissements et d'initiatives d'affaires en vue de la prospérité économique des deux Parties Contractantes ;

Sont convenus de ce qui suit :

#### **Article 1 : Définitions**

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne toute sorte d'actifs, et plus particulièrement, mais non exclusivement, les suivants :
  - a) les actions, les titres, les obligations et toutes autres formes de participation même minoritaires dans les entreprises ;
  - b) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, usufruits et droits analogues ;
  - c) les créances et droits à toutes autres prestations ayant une valeur économique ;

---

(1) *B.O.* n° 5532 du 7 juin 2007.

- d) les droits de propriété intellectuelle, procédés techniques, le know-how et les fonds de commerce ;
- e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation des ressources naturelles y compris celles qui se situent dans la zone maritime des parties contractantes.

Aucune modification de la forme dans laquelle les actifs ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'investissement au sens du présent Accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur dans le pays hôte.

De même on considérera comme investissements les investissements réalisées indirectement sur le territoire ou dans la zone maritime de l'une des parties contractantes par des entreprises qui soient effectivement contrôlés par des investisseurs de l'autre partie contractante.

2. Le terme « investisseur » désigne tout national ou entreprise d'une partie contractante qui effectue des investissements sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre partie contractante.
  - a) Le terme « national » désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des parties contractantes ;
  - b) le terme « entreprise » désigne toute personne morale constituée sur le territoire ou dans la zone maritime de l'une des parties contractantes conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social.
3. Le terme « revenu » désigne toute recette rapportée par un investissement tel que défini ci-dessus, et particulièrement, mais non exclusivement, bénéfices, dividendes, intérêts, plus-value et redevances.
4. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties Contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties Contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties Contractantes et sur lesquels elles ont ou peuvent avoir, en conformité avec le droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

## **Article 2 : Promotion et admission**

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à encourager et à créer des conditions favorables pour la réalisation des investissements sur son territoire ou dans sa zone maritime par les investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à sa législation.

2. Chacune des Parties Contractantes s'engage, conformément à sa législation, à faciliter sur son territoire et dans sa zone maritime la réalisation des investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante.
3. A cet effet, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées, dans le cadre de la réglementation en vigueur, pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

### **Article 3 : Protection**

1. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre partie contractante devront recevoir à tout moment un traitement juste et équitable en accord avec les principes du droit international et feront l'objet d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder auxdits investissements un traitement non moins favorable que celui qui est requis par le droit international.
2. Aucune des Parties Contractantes n'entravera, par des mesures injustifiées et discriminatoires, la gestion, l'entretien, l'utilisation, l'extension, la jouissance, la vente et, le cas échéant, la liquidation desdits investissements. Chacune des Parties Contractantes s'acquitte de tout engagement contractuel qu'elle prend avec un investisseur de l'autre partie contractante dans le cadre d'un investissement.

### **Article 4 : Traitement national et clause de la nation la plus favorisée**

1. Chacune des Parties Contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs ou aux investisseurs d'un Etat tiers, si celui-ci est plus avantageux.
2. Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde à ses investisseurs ou aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association, présente ou future, dans une union douanière, une union économique, un marché commun ou toute autre organisation économique d'intégration régionale, ou en vertu d'une convention de non double imposition fiscale ou de toute autre convention ou législation interne dans le domaine fiscal.

### **Article 5 : Expropriation**

1. La nationalisation, l'expropriation ou toutes autres mesures d'effet équivalent (ci-après dénommées « expropriation »), qui pourraient être prises par les autorités

de l'une des Parties Contractantes et touchant les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante, devront être prises exclusivement pour des raisons d'utilité publique, selon une procédure légale et sur une base non discriminatoire. Ces mesures doivent donner lieu au paiement à l'investisseur d'une indemnité adéquate et effective.

2. Le montant de l'indemnité sera égal à la juste valeur du marché de l'investissement exproprié immédiatement avant la date de l'expropriation ou avant que l'imminente expropriation ne soit connue du public. La première de ces deux dates sera retenue et considérée ci-après « date d'évaluation ».
3. La juste valeur de marché sera calculée dans une monnaie librement convertible au taux de change normal officiellement applicable pour cette monnaie à la date de l'évaluation. Cette indemnité produit, dès la date de l'expropriation jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux du marché approprié. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable.
4. L'investisseur affecté a le droit, dans le cadre de la législation en vigueur de la Partie Contractante qui réalise l'expropriation, de faire recours à la justice ou à toute autre autorité compétente de ladite Partie Contractante pour une prompte révision de son cas, en vue de déterminer si l'évaluation de son investissement est conforme aux dispositions du présent article.

#### **Article 6: Dédommagement pour pertes**

1. Les investisseurs de l'une des parties contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout conflit armé, troubles sociaux, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre partie contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un pays tiers en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.
2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe (1) du présent article, un investisseur d'une partie contractante qui dans les situations visées dans ce paragraphe, subit une perte sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie Contractante résultant de:
  - a) la réquisition de son investissement ou partie de son investissement par les forces armées ou les autorités de l'autre partie contractante, ou



- b) la destruction de son investissement ou partie de son investissement par les forces armées ou les autorités de l'autre partie contractante non requise par la nécessité de la situation, bénéficiera de ladite partie contractante d'une restitution ou compensation qui sera dans chacun des cas prompte, adéquate et effective. Les paiements qui en découlent seront effectués sans délai et librement transférables.

#### **Article 7: Transferts**

1. Chaque Partie contractante garantit aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le libre transfert des paiements liés à leurs investissements et en particulier mais pas exclusivement, les suivants :
  - a) Le capital initial et les montants additionnels pour maintenir ou accroître l'investissement ;
  - b) Les revenus d'investissement, tel qu'ils ont été définis dans l'article 1 ;
  - c) Les versements nécessaires pour le remboursement de prêts régulièrement contractés ;
  - d) Les indemnités ou les compensations prévues dans les articles 5 et 6 ;
  - e) Le produit de la vente ou de la liquidation, totale ou partielle, d'un investissement ;
  - f) Les salaires et autres rémunérations du personnel engagé à l'étranger en rapport avec un investissement ;
  - g) Les paiements dus au titre du règlement d'un différend résultant de l'application des dispositions des articles 11 et 12 du présent Accord.
2. Les transferts visés au présent article sont effectués sans retard en monnaie librement convertible et au taux de change en vigueur à la date du transfert et sans préjudice des obligations fiscales des investisseurs.
3. Les Parties Contractantes s'engagent à accorder aux transferts mentionnés dans le présent article un traitement non moins favorable que celui accordé aux transferts liés aux investissements réalisés par les investisseurs de la Nation la plus favorisée.

#### **Article 8: Subrogation**

Si une des Parties Contractantes ou toute autre entité désignée par elle effectue un paiement en faveur de l'un de ses investisseurs, en vertu d'un contrat d'assurance ou d'une garantie accordée contre des risques non commerciaux pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie Contractante, cette dernière reconnaît la subrogation de tout droit ou action dudit investisseur en faveur de la première Partie Contractante ou de l'entité désignée par elle, ainsi que le droit de la première Partie Contractante ou de l'entité désignée par elle d'exercer, par voie de subrogation, tout droit ou action dans la même mesure que l'investisseur

initial. Cette subrogation permettra à la première Partie Contractante ou l'entité désignée par elle d'être bénéficiaire direct de tout paiement par indemnisation ou compensation auxquels aurait droit l'investisseur initial.

### **Article 9: Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties Contractantes dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

### **Article 10: Autres obligations**

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties Contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie Contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent Accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent Accord.

### **Article 11: Règlement des différends entre l'une des parties contractantes et les investisseurs de l'autre partie contractante**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur:
  - a) soit à un tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire ou la zone maritime de laquelle l'investissement a été effectué;
  - b) soit au tribunal *ad hoc* constitué selon le Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations-Unies pour le Droit Commercial International;
  - c) soit au Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « Convention pour le Règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.
3. Aucune des Parties Contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur a perçu ou percevra une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.

4. Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au différend, sur le territoire ou la zone maritime de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
5. Les décisions arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie Contractante s'engage à exécuter ces décisions en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 12 : Règlement des différends entre les Parties Contractantes**

1. Tout différend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties Contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut d'un règlement à l'amiable dans un délai de six mois à compter de la date du début des négociations, le différend sera soumis, à la demande de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes à un tribunal d'arbitrage.
3. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante: chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres choisissent ensemble un troisième arbitre, ressortissant d'un Etat tiers, qui sera nommé comme Président du tribunal par les Parties Contractantes. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le Président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
4. Si les délais fixés au paragraphe (3) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour internationale de Justice, qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.
5. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord, d'autres Accords en vigueur entre les Parties Contractantes et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.
6. A moins que les Parties Contractantes n'en disposent autrement, le tribunal d'arbitrage fixe lui-même sa propre procédure.

7. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties Contractantes.

### **Article 13: Champ d'application**

Le présent Accord s'applique aux investissements effectués conformément à la législation de la Partie Contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé avant ou après son entrée en vigueur.

### **Article 14: Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours à compter de la date où les deux Parties Contractantes se seront notifiées mutuellement l'accomplissement des procédures constitutionnelles internes requises pour son entrée en vigueur. Il restera en vigueur pour une durée initiale de dix ans.
2. Il sera tacitement prorogé après l'expiration de la durée visée au paragraphe (1) à moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce, auquel cas, son expiration deviendra effective une année après la notification de sa dénonciation.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de quinze ans à compter de ladite expiration.

### **Article 15: Disposition additionnelle**

Le présent Accord annule et remplace, à compter de son entrée en vigueur, l'Accord conclu entre le Royaume de L'Espagne et le Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé à Madrid le 27 septembre 1989.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Madrid le 11 décembre 1997.

En deux originaux, chacun en langue espagnole, arabe et française, les trois textes faisant également foi.



▣ ESTONIE

- **Dahir n° 1-10-135 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de l'Accord fait à New York le 25 septembre 2009 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de l'Estonie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à New York le 25 septembre 2009 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de l'Estonie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à New York le 25 septembre 2009 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de l'Estonie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.

*Fait à Casablanca, le 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

---

(1) *B.O.* n° 6232 du 20 février 2014.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6232 du 20 rabii II 1435 (20 février 2014).

ظهير الشريف رقم 1.10.135 صادر في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013) بنشر الاتفاق الموقع  
بنيويورك في 25 سبتمبر 2009 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية استونيا بشأن تشجيع  
وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بنيويورك في 25 سبتمبر 2009 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية  
استونيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل ؛  
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بنيويورك في 25 سبتمبر 2009  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية استونيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.  
وحرر بالدار البيضاء في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

\* \*



**اتفاق**  
**بين حكومة المملكة المغربية**  
**وحكومة جمهورية استونيا**  
**بشان تشجيع وحماية الإستثمارات على وجه التبادل**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية استونيا، المشار إليهما فيما يلي بـ "الطرفين المتعاقدين"،  
 رغبة منهما في تدعيم التعاون الاقتصادي بينهما من أجل المصلحة المتبادلة للبلدين؛

وعزما منهما على خلق والحفاظ على ظروف ملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب  
 الطرف المتعاقد الآخر؛

و اعترافا منهما بأن تشجيع وحماية الإستثمارات على أساس هذا الاتفاق سيساهمان في تحفيز مبادرة الأعمال و  
 التنمية الاقتصادية لمصلحة الطرفين المتعاقدين

اتفقتا على ما يلي :

**المادة 1**

**تعريف**

لأغراض هذا الاتفاق :

1. إن عبارة " مستثمر " تعني كل شخص طبيعي أو معنوي ينتمي إلى أحد الطرفين المتعاقدين والذي يستثمر فوق  
 تراب الطرف المتعاقد الآخر :

(أ) إن عبارة «شخص طبيعي» تعني كل شخص ذاتي يحمل جنسية أي طرف متعاقد طبقا لقوانينه؛

(ب) إن عبارة «شخص معنوي» تعني كل كيان تم إنشاؤه وفقا لقوانين وأنظمة أحد الطرفين المتعاقدين  
 والذي يوجد مكتب تسجيله و إدارته المركزية و مقر أعماله الرئيسي فوق تراب ذلك الطرف المتعاقد.

2. إن عبارة «استثمار» تعني كل أنواع الأصول المستثمرة والتي لها علاقة بأنشطة اقتصادية من طرف مستثمر  
 أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لقوانين وأنظمة هذا الأخير وتشمل على وجه  
 الخصوص، لا الحصر:

(أ) الممتلكات المنقولة وغير المنقولة، أو أي حقوق الملكية الأخرى مثل الرهون و الرهون الحيازية أو حقوق  
 مشابهة؛

(ب) الأسهم، و القيم و سندات الشركات أو أي نوع من المساهمة في شركة ما؛

(ج) الديون النقدية أو حق تقديم أية خدمة ذات قيمة اقتصادية مرتبطة باستثمار؛

(د) حقوق الملكية الفكرية بما فيها حقوق المؤلف، البراءات و التراخيص والعلامات التجارية والأسماء التجارية  
 والطرق التقنية و التصاميم الصناعية و المهارات؛

(هـ) حقوق ممارسة أنشطة اقتصادية و تجارية بما في ذلك الامتيازات من أجل التنقيب أو الزراعة أو استخراج أو  
 استغلال الموارد الطبيعية.

أي تعديل في الشكل القانوني الذي تم به استثمار الأصول لا يؤثر على الطابع الاستثماري لهذه الأخيرة اعتباراً أن ذلك التغيير قد تم وفقاً لقوانين و تنظيمات الطرف المتعاقد الذي تم إنجاز الاستثمار على ترابه.

3. إن عبارة "مداخل" تعني المبالغ الناتجة عن الاستثمارات وتضمن على وجه الخصوص، لا الحصر، الأرباح والفوائد و عوائد الرساميل و الأرباح الموزعة و المستحقات أو المكافآت.

4 إن عبارة "تراب" تعني :

أ) بالنسبة للمملكة المغربية، تراب المملكة المغربية بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية، طبقاً للقانون الدولي، كمناطق يمكن أن تمارس ضمنها المملكة المغربية حقوقها المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية .

ب) بالنسبة لجمهورية استونيا، تراب جمهورية استونيا بما فيه البحر الإقليمي وكذلك أية منطقة بحرية متاخمة للحدود الخارجية للبحر الإقليمي والتي تمارس فيها جمهورية استونيا طبقاً للقانون الدولي، حقوق السيادة.

5. إن عبارة "عملة قابلة للتحويل" تعني أية عملة يحددها صندوق النقد الدولي كعملة قابلة للتداول بحرية طبقاً لمواد اتفاقية صندوق النقد الدولي و أي تغيير يترتب عنها.

## المادة 2

### تشجيع وحماية الاستثمارات

1. يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع، فوق ترابه، الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويقبل هذه الاستثمارات طبقاً لقوانينه وأنظمتها.

2. يعتبر توسيع، تغيير أو تحويل استثمار منجز طبقاً للقوانين والتنظيمات الجاري بها العمل في الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بمثابة استثمار جديد.

3. تمنح الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر من قبل هذا الأخير معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يتطلبها القانون الدولي وتتمتع هذه الاستثمارات بحماية وأمن كاملين.

4. تتمتع مداخل الاستثمار، في حالة إعادة استثمارها طبقاً لقوانين وتنظيمات الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بنفس الحماية الممنوحة للاستثمار الأصلي.

5. إن الإجراءات التي يتعين اتخاذها من جانب أي طرف متعاقد لأسباب تتعلق بالأمن العام، النظام العام أو الصحة العمومية أو بحماية البيئة لا يمكن اعتبارها بمثابة معاملة أقل أفضلية في إطار المعنى المقصود في هذه المادة.

## المادة 3

### معاملة الاستثمارات

1. يمنح كل طرف متعاقد فوق ترابه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها، في ظروف مشابهة، لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري دولة ثالثة، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر المعني بالأمر.

2. يمنح كل طرف متعاقد فوق ترابه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر فيما يخص تسيير أو صيانة أو استعمال أو التمتع أو التصرف في استثماراتهم معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها في ظروف مشابهة لمستثمريه أو مستثمري دولة ثالثة، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر المعني بالأمر.

3. لا يمكن تفسير مقتضيات هذه المادة المتعلقة بمنح معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمري دولة ثالثة بكيفية تلزم أحد الطرفين المتعاقدين منح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الاستفادة من أية معاملة أو تفضيل أو امتياز بموجب:

- أ- أي منطقة تبادل حر أو اتحاد جمركي أو سوق مشتركة أو اتحاد نقدي أو اقتصادي حاليا أو لاحقا أو اتفاقية دولية مماثلة يكون حاليا أو لاحقا أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيها أو أي نوع آخر من التعاون الإقليمي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيه حاليا أو لاحقا، أو
- ب- أية اتفاقية أو ترتيب دولي يتعلق كلياً أو جزئياً بالجباية والذي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيه حاليا أو لاحقا.

#### المادة 4

##### نزح الملكية

1. إن استثمارات مستثمري أي طرف من الطرفين المتعاقدين والمنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لا تنزع ملكيتها، ولا تأم أو تخضع، من جهة أخرى، لأي إجراءات لها نفس أثر سلب الملكية (المشار إليها في ما بعد بـ " نزح الملكية ") إلا:
  - أ- لغرض المصلحة العامة،
  - ب- على أساس غير تمييزي،
  - ج- وطبقاً للمسطرة القانونية، و
  - د- مرافقة بدفع تعويض سريع، ملائم و فعلي.
2. يعادل مبلغ هذا التعويض القيمة السوقية الحقيقية للاستثمار الذي تم نزح ملكيته مباشرة قبل نزح الملكية أو الإعلان عنها للعموم، أيهما أسبق.
3. يؤدي التعويض بدون تأخير غير مبرر. في حالة تأخير في الأداء تترتب عن التعويض فائدة تحسب بسعر السوق ابتداء من تاريخ الاستحقاق، حسب التشريع الوطني، إلى تاريخ الأداء. ويكون التعويض مستحقاً فعلياً كما يتم تحويله بحرية.
4. للمستثمر المتضرر الحق، طبقاً لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي اتخذ قرار نزح الملكية، في مراجعة سريعة لحالته.

#### المادة 5

##### التعويض عن الخسائر

إذا لحقت بالاستثمارات المنجزة من قبل مستثمري أي طرف متعاقد فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر خسائر من جراء حرب أو أي نزاع مسلح آخر أو حالة طوارئ وطنية أو ثورة أو حالة عصيان أو اضطراب مدني أو شغب أو أي حدث مشابه، يستفيد المستثمرون من لدن الطرف المتعاقد الأخير، فيما يخص الاسترجاع أو التعويض أو أي حل آخر، من معاملة لا تقل عن تلك التي يمنحها الطرف المتعاقد الأخير لمستثمريه أو مستثمري أية دولة ثالثة و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية للمستثمر المعني بالأمر. تكون المبالغ المدفوعة حرة التحويل بعملة قابلة للصرف بحرية.

#### المادة 6

##### التحويلات

1. يسمح كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم لواجباتهم الجبائية، بتحويل المبالغ المتعلقة باستثماراتهم. وتشمل هذه التحويلات على وجه الخصوص لا الحصر:
  - أ- رأس المال والمبالغ الإضافية اللازمة لصيانة وزيادة الاستثمار؛
  - ب- مداخيل الاستثمار كما هي مبينة في المادة 1؛
  - ج- المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار؛
  - د- العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار؛

• - التعويضات المدفوعة طبقاً للمادتين 4 و5؛

- و - مكسبات كل شخص طبيعي ينتمي إلى أحد الطرفين المتعاقدين ويعمل في إطار استثمار ما فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه،  
 ز - الاداءات الناتجة عن تسوية نزاع بمقتضى المادة 8.

2. تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بعملة قابلة للتحويل، دون تأخير، و بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وبمقتضى القوانين والأنظمة الجاري بها العمل فوق تراب الطرف المتعاقد الذي أنجزت فيه الاستثمارات.

## المادة 7

### الحلول محل المستثمر

1. إذا قام طرف متعاقد أو وكالة يعينها لذلك (المشار إليه فيما يلي بـ "المؤمن") بسداد تعويض لمستثمريه بموجب عقد تأمين أو ضمان يغطي المخاطر غير التجارية المتعلقة باستثمار ما فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، فإن الطرف المتعاقد الأخير يقر:  
 (أ) بحلول المؤمن محل المستثمر، سواء عن طريق القانون أو عن معاملة قانونية، في جميع الحقوق و المطالبات الناتجة عن ذلك الاستثمار، و  
 (ب) بأن المؤمن له، بموجب الحلول محل المستثمر، أهلية ممارسة هذه الحقوق والقيام بهذه المطالبات، وتحمل الالتزامات المتعلقة بالاستثمار.  
 2. إن الحقوق و المطالبات المتنازل عنها للمؤمن لا يمكن أن تتعدى الحقوق و المطالبات الأصلية للمستثمر.  
 3. أي نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين و المؤمن يحل طبقاً لمقتضيات المادة 8 من هذا الاتفاق.

## المادة 8

### تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمار بين أحد الطرفين المتعاقدين

#### و مستثمر الطرف المتعاقد الآخر

1. إن أي خلاف ينشأ بين مستثمر طرف متعاقد و الطرف المتعاقد الآخر بخصوص إحدى واجبات هذا الأخير بمقتضى هذا الاتفاق وبمعلقة باستثمار مستثمر الطرف الأول تتم تسويته، بقدر الإمكان، بالتراضي عن طريق المفاوضات بين طرفي النزاع .  
 2. إذا تعذرت تسوية هذا الخلاف طبقاً لمقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ طلب أي طرف في النزاع التسوية بالتراضي، يحق للمستثمر عرض الحالة على :  
 (أ) محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه،  
 (ب) مركز التحكيم الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمار الذي أنشئ بموجب "الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورحاباً دول أخرى"، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965.  
 (ج) محكمة تحكيم تنشأ لهذا الغرض طبقاً لقواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي.  
 في حالة اختيار المستثمر عرض الخلاف على محكمة محلية أو على التحكيم كما هو منكرور بالفقرات الفرعية (أ)،(ب) و(ج) أعلاه، فإن هذا الاختيار يكون نهائياً بالنسبة للمستثمر.  
 3. يمنح كل طرف متعاقد موافقته النهائية على أن تعرض النزاعات على التحكيم الدولي المذكور في الفقرات الفرعية (ب) و (ج).

4. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد، والذي هو طرف في النزاع، و الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بما في ذلك القواعد المتعلقة بتنازع القوانين، ومقتضيات هذا الاتفاق وقواعد و المبادئ المقبولة عالميا للقانون الدولي.
5. لا يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين، والذي هو طرف في النزاع، أن يثير اعتراضا، في أية مرحلة من مراحل التحكيم، أو تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى أن المستثمر و الذي هو الطرف المعارض في النزاع، قد حصل على تعويض يغطي جزئيا أو كليا خسائره بموجب ضمان أو عقد تأمين .
6. يكون قرار التحكيم نهائيا وملزما بالنسبة لطرفي النزاع، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذا القرار طبقا لقوانينه الوطنية.

## المادة 9

### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1. إن أي خلاف ينشأ بين الطرفين المتعاقدين يتعلق بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق تتم تسويته بقدر الإمكان عن طريق المفاوضات .
2. إذا تعذر تسوية الخلاف في ظرف ستة أشهر، يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين حسب مقتضيات هذه المادة.
3. تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي: خلال شهرين من التوصل بطلب التحكيم، يعين كل طرف متعاقد عضوا في هيئة التحكيم. هذان العضوان يختاران معا بعد ذلك عضوا ثالثا من رعايا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم (المشار إليه فيما يلي بـ "الرئيس"). يتعين تعيين الرئيس خلال ثلاثة أشهر من تاريخ تعيين العضوين الآخرين.
4. إذا لم تتم التعيينات الضرورية خلال الأجل المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين، إذا لم يتفق على غير ذلك، بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية. إذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه الوظيفة، يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية، وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لمهمته، يدعى العضو الذي يليه أقدمية في المنصب في محكمة العدل الدولية و الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات الضرورية .
5. تتخذ هيئة التحكيم قرارها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق والقواعد و المبادئ المقبولة عالميا للقانون الدولي.
6. تحدد هيئة التحكيم مسطرتها الخاصة إلا إذا اتفق الطرفان المتعاقدان على غير ذلك.
7. تتخذ القرارات بأغلبية الأصوات وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين.
8. يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه و الذين يمثلونه في إجراءات التحكيم. أما المصاريف الأخرى، بما فيها تلك المتعلقة بالرئيس، فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين .

## المادة العاشرة 10

### تطبيق قواعد أخرى

إذا كانت هناك قضية تخضع في نفس الوقت لهذا الاتفاق ولاتفاق دولي آخر يكون فيه كلا الطرفين المتعاقدين أعضاء، ليس في هذا الاتفاق ما يمنع أي طرف متعاقد أو أي من مستثمريه الذين قاموا باستثمارات فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر من الاستفادة من القواعد الأكثر أفضلية بالنسبة لقضيته.

## المادة 11

### تطبيق الاتفاق

يطبق هذا الاتفاق على الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لقوانينه وتنظيماته، قبل أو بعد دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على أي نزاع متعلق بالاستثمار نشب أو أي دعوى تم تسويتها قبل دخوله حيز التنفيذ.

## المادة 12

### دخول حيز التنفيذ، مدة الصلاحية، تعديل وإنهاء

1. يبلغ الطرفين المتعاقدين بعضهما البعض كتابيا وعبر الطرق الدبلوماسية بأن الإجراءات الدستورية الضرورية لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ قد اكتملت. يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوما من تاريخ التوصل بأخر إشعار.

2. يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة أولية من عشر سنوات. بعد ذلك، يبقى ساري المفعول لمدد متتالية من عشر سنوات إلا إذا، على الأقل سنة قبل انتهاء أي مدة مولية، أبلغ أي طرف متعاقد الطرف المتعاقد الآخر نيته في إلغاء الاتفاق.

3. يمكن لكل طرف متعاقد إبلاغ الطرف المتعاقد الآخر بنيته في تعديل الاتفاق في أي وقت ولكن ليس قبل انتهاء خمس سنوات من دخوله حيز التنفيذ، وذلك بإشعار كتابي عبر الطرق الدبلوماسية ستة شهور مسبقا. يعدل الاتفاق بعد تراضي كلا الطرفين المتعاقدين. إذا تعذر الوصول لتراضي فإن الطرف المتعاقد المعني بالأمر يتمتع بحق إلغاء الاتفاق. في هذه الحالة يعتبر الاتفاق منتهيا.

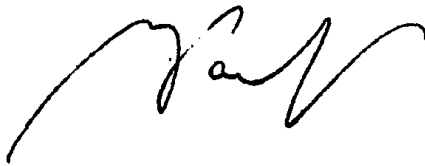
4. فيما يخص الاستثمار المنجز قبل تاريخ انتهاء هذا الاتفاق فإن مقتضيات هذا الاتفاق تبقى سارية المفعول لمدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ إنهاء العمل به.

و (إشهادا على ذلك، تم التوقيع على هذا الاتفاق من طرف الموقعين أسفله المفوضين على التوالي من طرف حكومتهما .

وحرر بنيوبيورك في 25 سبتمبر 2009، في نظيرين أصليين باللغات العربية والإستونية والإنجليزية و للصوص نفس الحجية. في حالة وجود اختلاف في تأويل مقتضيات هذا الاتفاق يرجح النص الإنجليزي .

عن حكومة جمهورية استونيا

عن حكومة المملكة المغربية






❑ ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE



- **Dahir n° 1-91-117 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication du Traité et du Protocole y relatif faits à Washington le 22 juillet 1985 entre le Royaume du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

### **Traité entre le Royaume du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le Royaume du Maroc

et

Les Etats-Unis d'Amérique

(ci-après dénommés les Parties)

Désireux de promouvoir une plus grande coopération économique entre eux, notamment en ce qui concerne les investissements des ressortissants et des sociétés d'une Partie sur le territoire de l'autre Partie ;

Reconnaissant qu'un accord sur le traitement devant être accordé à de tels investissements stimulera le flux de capitaux privés et le développement économique des deux Parties ;

Convaincus que le développement des relations économiques entre les deux pays est de nature à créer des conditions favorables pour les investisseurs de chacune des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie ;

Rappelant que les deux Parties ont déjà conclu un accord par un échange de lettres en date du 31 mars 1961, accord amendé par un échange de lettres signées le 2 octobre 1963, et relatives aux garanties d'investissement pouvant être accordées par le Gouvernement des Etats-Unis pour certains projets d'investissement, ledit accord étant toujours en vigueur ;

---

(1) *B.O.* n° 6124 du 7 février 2013.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6121 du 16 rabii I 1434 (28 janvier 2013).

Ont décidé de conclure un Traité concernant l'encouragement et la protection réciproques de l'investissement et

Sont convenus de ce qui suit :

## Article I

### I. Aux fins du présent Traité

1. Le terme « Parties » signifie le Royaume du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique.
2. Le terme « société » signifie toute personne morale, y compris toute société, toute compagnie, toute association ou toute autre organisation dûment fondée, constituée ou dûment organisée de toute autre façon, que la personne morale soit ou ne soit pas dûment organisée dans un but lucratif, qu'elle soit de propriété privée ou publique ou organisée en société à responsabilité limitée ou illimitée.
3. Le terme « société d'une Partie » signifie
  - a) dans le cas du Royaume du Maroc, une société dûment fondée, constituée ou autrement organisée aux termes des lois et des règlements du Royaume du Maroc dans laquelle
    - (i) les personnes physiques ressortissantes du Royaume du Maroc ou
    - (ii) le Royaume du Maroc ou ses organismes ou agents ont un intérêt substantiel ;
  - b) dans le cas des Etats-Unis, une société dûment fondée, constituée ou autrement organisée aux termes des lois et règlements des Etats-Unis ou de leurs subdivisions politiques dans laquelle
    - (i) les personnes physiques ressortissantes des Etats-Unis ou
    - (ii) les Etats-Unis (ou leurs subdivisions politiques) ou leurs organismes ou agents ont un intérêt substantiel.

Chaque Partie se réserve le droit de refuser à l'une quelconque de ses propres sociétés ou à une société de l'autre Partie les avantages du présent Traité sauf en ce qui concerne la reconnaissance du statut juridique et l'accès aux tribunaux, si des ressortissants de tout pays tiers ont la propriété ou le contrôle de ladite société, à condition que chaque fois qu'une Partie décide que les avantages du présent Traité ne devraient pas être accordés à une société de l'autre Partie pour cette raison, elle entreprenne promptement des consultations avec l'autre Partie pour rechercher une solution mutuellement satisfaisante à cette question.

4. Le terme « Investissement » signifie un investissement appartenant à ou contrôlé par un ressortissant ou une société de l'une des Parties et inclut :
  - a) les apports financiers sous forme de devises ou de bénéfices réinvestis effectués en tant que participation au capital d'une société ou pour acquérir des actions ou tout autre intérêt dans une société ;

- b) d'autres apports financiers ou en nature, effectués en tant que participation au capital d'une société ou pour acquérir des actions ou tout autre intérêt dans une société;
  - c) les droits de propriété intellectuelle et industrielle, les droits d'auteur, les brevets, les marques de fabrique, les noms commerciaux, les plans industriels, les secrets et procédés commerciaux et la clientèle;
  - d) la prestation de services et l'octroi de licences et de permis délivrés aux termes de la loi ou d'un contrat, y compris ceux délivrés pour la fabrication et la vente de produits;
  - e) tout droit conféré par la loi ou par des contrats, y compris les droits de rechercher ou d'utiliser des ressources et les droits de fabriquer, d'utiliser et de vendre des produits;
  - f) les biens corporels et incorporels;
  - g) les hypothèques, les privilèges et les nantissements; et
  - h) les créances financières et commerciales qui sont liées à un investissement.
5. L'expression « propriété ou contrôle » signifie propriété ou contrôle direct ou indirect, y compris la propriété ou le contrôle exercé par l'intermédiaire de filiales ou de sociétés affiliées. En cas de désaccord, les deux Parties entreprendront des consultations.
6. Le terme « ressortissant » d'une Partie signifie une personne physique qui est ressortissante d'une Partie aux termes de ses lois.
7. Le terme « produit » signifie un montant provenant directement ou indirectement d'un investissement, tel que :
- a) les revenus du capital, notamment les bénéfices, les dividendes, les superdividendes et les loyers;
  - b) les revenus provenant de la vente totale ou partielle ou de la liquidation d'un investissement, y compris la plus-value;
  - c) les droits d'auteur, la gestion, l'assistance technique et autres redevances;
  - d) les paiements aux termes de contrats, y compris les paiements d'intérêts ou d'amortissement relatifs à des prêts financiers ou commerciaux.

## Article II

1. Chaque Partie permet sur son territoire les investissements et les activités y afférentes des ressortissants et des sociétés de l'autre Partie sur une base non moins favorable que celle qu'elle accorde dans des situations similaires aux investissements de ressortissants et sociétés de pays tiers et, dans le cadre de ses lois et règlements, non moins favorable que celle qu'elle accorde dans des situations similaires aux investissements de ses propres ressortissants et sociétés.

2. Chaque Partie accorde à ces investissements, une fois établis, et aux activités y afférentes, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde dans des situations similaires aux investissements de ses propres ressortissants et sociétés ou aux investissements de ressortissants et sociétés de tout pays tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
3. L'investissement de ressortissants ou de sociétés de l'une ou l'autre des Parties reçoit à tout moment un traitement juste et équitable et jouit d'une pleine protection et sécurité sur le territoire de l'autre Partie, de manière compatible avec le Droit international. Ni l'une ni l'autre des deux Parties ne porte en aucune façon, par des mesures arbitraires et discriminatoires, atteinte à la gestion, au fonctionnement, au maintien, à l'utilisation, à la jouissance, à l'acquisition, à l'expansion ou au dessaisissement d'un investissement effectué par des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie.

Chaque Partie s'acquitte de toute obligation qu'elle peut avoir contractée en ce qui concerne l'investissement de ressortissants ou sociétés de l'autre Partie.

4. Sous réserve des lois relatives à l'entrée et au séjour des étrangers :
  - a) les ressortissants de l'une ou l'autre des Parties sont autorisés à entrer dans le territoire de l'autre Partie et à y rester aux fins de l'établissement, de la création, de la direction, de l'administration ou des conseils à dispenser relativement aux opérations d'un investissement auquel lesdits ressortissants ou une société de la première Partie qui les emploie ont consacré ou sont sur le point de consacrer des capitaux importants ou d'autres ressources.
  - b) les sociétés qui sont constituées ou autrement organisées aux termes des lois ou règlements de l'une des Parties et qui sont des investissements de ressortissants ou de sociétés de l'autre Partie sont autorisées à engager, sur le territoire de la première Partie, les cadres supérieurs de leur choix, quelle que soit leur nationalité.
5. Chaque Partie s'efforcera de ne pas imposer, comme condition de l'établissement de l'investissement, aux ressortissants et aux sociétés de l'autre Partie, l'obligation d'exporter sa production ou d'acheter des produits locaux, et ce sans porter préjudice à ses programmes généraux d'importation ni à sa politique économique nationale.
6. Chaque Partie publie toutes les lois et tous les règlements qui concernent ou affectent les investissements effectués sur son territoire par les ressortissants ou les sociétés de l'autre Partie. Les pratiques, procédures administratives et les prononcés de jugement de la Partie peuvent être consultés par les investisseurs de l'autre Partie.
7. Afin de maintenir un climat favorable pour les investissements effectués sur son territoire par des ressortissants ou sociétés de l'autre Partie, chaque Partie

prend les mesures nécessaires pour faire valoir les droits desdits ressortissants ou desdites sociétés en ce qui concerne les accords d'investissement, les autorisations d'investissement et les biens. Chaque Partie accorde aux ressortissants ou aux sociétés de l'autre Partie, suivant des modalités non moins favorables que celles qu'elle accorde dans des situations similaires à ses propres ressortissants ou sociétés ou à des ressortissants ou sociétés de tout pays tiers, le traitement le plus favorable étant retenu, le droit d'accès à ses cours de justice, aux tribunaux et organismes administratifs et à toutes instances exerçant autorité de jugement, ainsi que le droit d'utiliser les compétences des personnes de leur choix qui, à tous autres égards, sont qualifiées aux termes des lois et règlements de l'instance concernée pour affirmer des réclamations et faire valoir des droits en ce qui concerne les investissements.

### Article III

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure publique ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par l'une des Parties à l'encontre des investissements, appartenant à des ressortissants ou sociétés de l'autre Partie, ne doivent être ni discriminatoires ni motivées par des raisons autres que l'utilité publique. Toutes ces mesures ne sont prises que par des actes juridiques assurant des garanties de procédure régulière.
2. Lorsque de telles mesures sont prises, chaque Partie verse promptement une indemnité juste et effective aux ressortissants ou sociétés de l'autre Partie.
3. L'indemnisation est l'équivalent de la valeur intégrale de l'investissement exproprié à la date de l'expropriation.
4. Un ressortissant ou une société de l'une ou l'autre des Parties, qui affirme que tout ou partie de son investissement effectué sur le territoire de l'autre Partie a été exproprié, a droit à un prompt examen par les autorités judiciaires ou administratives compétentes de ladite autre Partie afin de déterminer si ladite expropriation s'est produite et, dans l'affirmative, si l'indemnisation y relative est conforme aux principes énoncés dans le présent article.
5. Les ressortissants ou sociétés de l'une des Parties dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie souffrent des dommages résultant d'une guerre ou d'un autre conflit armé ou de troubles civils, reçoivent en matière de restitution ou d'indemnisation un traitement non moins favorable que celui que ladite autre Partie accorde à ses propres ressortissants ou sociétés ou aux ressortissants ou sociétés de tout pays tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.

### Article IV

1. Chaque Partie permet le prompt transfert des revenus d'un investissement.

2. Dans la mesure où un ressortissant ou une société de l'une ou l'autre des Parties n'a pas fait un autre arrangement avec les autorités compétentes de l'autre Partie sur le territoire de laquelle se trouve l'investissement dudit ressortissant ou de ladite société, les transferts effectués en vertu du présent article sont autorisés en monnaie convertible. Ces transferts sont effectués au taux de change appliqué aux transactions commerciales dans le pays à partir duquel les transferts sont effectués.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, l'une ou l'autre des Parties peut maintenir des lois et des règlements a) exigeant la déclaration du transfert de monnaie b) prélevant des impôts sur le revenu par des moyens tels que la retenue à la source applicable aux dividendes ou autres transferts et c) prescrivant ou maintenant des procédures régissant les transferts liés aux investissements. De plus, l'une ou l'autre des Parties peut protéger les droits des créanciers ou assurer l'exécution de jugement dans les actions en justice, grâce à l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de sa loi.

#### Article V

1. A la demande écrite de l'une ou l'autre des Parties, les Parties tiennent promptement des consultations destinées à examiner l'interprétation ou l'application du Traité ou à régler tout différend relatif audit Traité.
2. Si une Partie demande par écrit que l'autre Partie fournisse des renseignements en sa possession sur les investissements effectués sur son territoire par des ressortissants ou des sociétés de la Partie demanderesse, l'autre Partie doit alors, conformément à ses lois et règlements et en tenant dûment compte du caractère confidentiel des affaires, s'efforcer d'établir les procédures et arrangements appropriés pour la communication de tous renseignements de ce genre.

#### Article VI

1. Aux fins du présent article, un différend relatif à un investissement est défini comme un différend concernant:
  - a) l'interprétation ou l'application d'un accord d'investissement entre une Partie et un ressortissant ou une société de l'autre Partie ou
  - b) une plainte concernant une violation présumée de tout droit conféré ou établi par le présent Traité en matière d'investissement.
2. Dans le cas où un différend relatif à un investissement survient entre une Partie et un ressortissant ou une société de l'autre Partie, les parties au différend cherchent d'abord à régler le différend par la consultation et la négociation. Si le différend ne peut pas être réglé au moyen de ces consultations et négociations, le différend est alors soumis pour règlement conformément aux procédures de règlement de différends applicables dont les parties sont convenues à l'avance.

Toute procédure de règlement de différends concernant l'expropriation et stipulée dans l'accord d'investissement demeure exécutoire et est applicable conformément aux termes de l'accord d'investissement et des dispositions pertinentes des lois nationales ainsi que des accords internationaux concernant l'application des décisions arbitrales.

3. a) La société ou le ressortissant concerné peut convenir par écrit de soumettre le différend au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (« Centre ») aux fins de règlement par conciliation ou par arbitrage exécutoire à tout moment après les six mois suivant la date à laquelle le différend est intervenu à condition que :
    - (i) le différend ne soit pas, pour une raison quelconque, soumis par le ressortissant ou la société pour règlement conformément à toute procédure de règlement de différend applicable et préalablement approuvée par les parties au différend ; et
    - (ii) a) dans le cas d'un différend entre les Etats-Unis et un ressortissant ou une société du Royaume du Maroc, la société ou le ressortissant concerné n'ait pas porté le différend devant les cours de justice ou les tribunaux ou organismes administratifs de la juridiction compétente de la Partie qui est partie au différend ;  
ou
    - (ii) b) dans le cas d'un différend entre le Royaume du Maroc et un ressortissant ou une société des Etats-Unis, le différend ait été porté devant la cour de justice ou le tribunal administratif ou l'institution ayant juridiction première aux termes des lois du Royaume du Maroc et 1) ladite cour, ledit tribunal ou ladite institution ait rendu un jugement définitif ou 2) un an se soit écoulé depuis la date à laquelle l'instance a été introduite devant ladite cour, ledit tribunal ou ladite institution.
  - b) Chaque Partie consent à la soumission d'un différend relatif aux investissements au Centre aux fins de règlement par conciliation ou arbitrage exécutoire.
  - c) La conciliation ou l'arbitrage exécutoire de tels différends se fait conformément aux dispositions de la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et R ressortissants d'autres Etats, et aux statuts et règlements du Centre.
4. Dans toute procédure judiciaire concernant un différend relatif aux investissements, une Partie ne peut faire valoir, à titre de défense, que la société ou le ressortissant concerné a reçu ou recevra d'une autre source, en vertu d'un contrat d'assurance ou de garantie, une indemnité ou autre compensation, pour tout ou partie des dommages allégués.
  5. Aux fins du présent article, toute société dûment fondée, aux termes des lois et des règlements de l'une ou l'autre des Parties, qui, avant l'événement ou les

événements donnant lieu au différend, était un investissement de ressortissants ou de sociétés de l'autre Partie, est traitée comme un ressortissant ou une société de ladite autre Partie, conformément à l'article 25 2) b) de la Convention.

## Article VII

1. Tout différend qui oppose les Parties en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Traité et qui n'est pas réglé par voie de consultations ou par d'autres voies diplomatiques, est soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, à un tribunal d'arbitrage aux fins de décision exécutoire conformément aux règlements applicables du Droit international. Le tribunal arrêtera ses propres règles de procédure. Toutefois, pour des problèmes non résolus par le tribunal ou par le présent Traité, et en l'absence de toute autre procédure d'arbitrage convenue entre les Parties, les Règlements modèles sur la Procédure d'Arbitrage adoptés en 1958 par la Commission des Nations Unies pour le Droit international tels que recommandés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans la Résolution 1262 (XIII) seront appliqués.
2. Dans les deux mois suivant la réception d'une demande, chaque Partie nomme un arbitre. Les deux arbitres ainsi nommés choisissent un troisième arbitre comme Président, lequel est ressortissant d'un Etat tiers.
3. A moins qu'il n'en soit convenu autrement, toutes les soumissions sont effectuées et toutes les audiences sont tenues dans les six mois suivant la date de la sélection du troisième arbitre et le Tribunal rend sa décision dans les deux mois suivant la plus récente des deux dates, à savoir la date des soumissions définitives ou la date de clôture de l'audience.
4. Les dépenses du Président, des autres arbitres, et les autres dépenses liées à la procédure sont supportées en parties égales par les Parties, à moins que le Tribunal n'en dispose autrement.

## Article VIII

1. Le Présent Traité ne constitue ni une substitution ni un préjudice ni une dérogation de toute autre sorte en ce qui concerne :
  - a) les lois, les règlements, les pratiques ou procédures administratives ou les prononcés de jugement de l'une ou l'autre des Parties,
  - b) les obligations juridiques internationales ou
  - c) les obligations prises par l'une ou l'autre des Parties, y compris celles qui figurent dans un accord d'investissement ou une autorisation d'investissement, existant les uns ou les autres soit à la date d'entrée en vigueur du présent Traité ou par la suite, donnant droit aux investissements ou aux activités y afférentes des ressortissants



ou des sociétés de l'autre Partie de bénéficier d'un traitement plus favorable que celui qui est accordé par le présent Traité dans des situations similaires.

2. Le présent Traité ne remplace ni n'annule aucun accord entre les deux Parties, en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du présent Traité.

### Article IX

1. Le présent Traité n'exclut pas l'application par l'une ou l'autre des Parties sur son territoire des mesures internes, nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la moralité publics ou la protection de la paix ou de la sécurité internationale ou de ses propres intérêts essentiels en matière de sécurité.
2. Le présent Traité n'empêche aucune des deux Parties de prescrire des formalités spéciales se rapportant à l'établissement d'investissements sur son territoire par des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie, mais de telles formalités ne portent pas atteinte au fond des droits énoncés dans le présent Traité.

### Article X

1. Le présent Traité est soumis à ratification par chacune des Parties conformément à ses procédures constitutionnelles.
2. Le présent Traité entre en vigueur trente (30) jours après la date d'échange des instruments de ratification. Il reste en vigueur pendant une période de dix (10) ans et continue de l'être à moins qu'il ne soit dénoncé conformément aux dispositions du Paragraphe 3 du présent article.
3. L'une ou l'autre des Parties peut, en donnant préavis écrit d'un (1) an à l'autre Partie, dénoncer le présent Traité à la fin des dix (10) années initiales ou à tout moment après cette date.
4. En cas de dénonciation, le présent Traité reste applicable aux investissements couverts par ce Traité pendant une période supplémentaire de dix (10) ans après la date de dénonciation.
5. Le présent Traité, après échange préalable de notes diplomatiques, peut être amendé d'un commun accord.

L'amendement entre en vigueur pour les deux Parties dans les mêmes conditions constitutionnelles que le présent Traité.

\*  
\* \*

## Protocole

1. Le présent Traité s'applique aux subdivisions politiques des Etats-Unis.
  2. a) En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 de l'article II, le Royaume du Maroc se réserve le droit :
    - (i) de n'accorder des aides, dons, prêts, assurances et garanties qu'à ses propres ressortissants ou sociétés, dans le cadre des activités et des programmes de développement national ;
    - (ii) d'accorder aux ressortissants ou sociétés d'un pays tiers des avantages requis en vertu de sa participation ou de son association à un marché commun, une union douanière, une zone de libre-échange.
  - b) En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 de l'article II, les Etats-Unis se réservent le droit de limiter la mesure dans laquelle des ressortissants ou des sociétés du Royaume du Maroc ou leurs investissements peuvent procéder, sur le territoire des Etats-Unis, à l'établissement ou au fonctionnement des investissements ou acquérir des intérêts y relatifs dans les domaines suivants :

Transports aériens, transports maritimes et côtiers, opérations bancaires, assurances, énergie et production énergétique, utilisation des terres et des ressources naturelles, propriété de biens immobiliers, services de radiodiffusion-télévision et services télégraphiques et téléphoniques, services par câble sous-marin et communications par satellites. Les Etats-Unis se réservent également le droit de limiter la mesure dans laquelle les ressortissants ou les sociétés du Royaume du Maroc ou leurs investissements peuvent avoir qualité pour bénéficier de dons ou de programmes d'assurances ou de prêts gouvernementaux. A l'exception de la propriété de biens immobiliers, le traitement accordé par les Etats-Unis aux investissements de ressortissants ou de sociétés du Royaume du Maroc n'est pas moins favorable que celui accordé dans des situations similaires aux investissements de ressortissants ou sociétés de tout pays tiers. Le droit de procéder à l'exploitation minière sur le Domaine public des Etats-Unis est subordonné aux droits réciproques accordés aux ressortissants ou sociétés des Etats-Unis sur le territoire du Royaume du Maroc.
  - c) Chaque Partie convient de notifier à l'autre Partie, avant ou à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, toutes lois, tous règlements ou toutes décisions limitant la mesure dans laquelle les ressortissants ou sociétés de l'autre Partie peuvent procéder, sur son territoire, à l'établissement ou au fonctionnement des investissements et acquérir des intérêts y relatifs.
3. Le traitement accordé par les Etats-Unis aux ressortissants ou sociétés du Royaume du Maroc aux termes des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article II est, dans tout Etat, tout territoire, toute possession ou toute subdivision politique ou administrative des Etats-Unis, le traitement accordé aux sociétés

fondées, constituées ou dûment organisées dans d'autres Etats, territoires, possessions ou subdivisions politiques ou administratives des Etats-Unis.

4. En ce qui concerne l'article IV, les investissements du type décrit au paragraphe 4 a) de l'article I du présent Traité qui sont effectués au Royaume du Maroc, et sont financés par des apports en devises ou sous forme de bénéfices réinvestis, peuvent être effectués librement. Toutefois, ces investissements devraient donner lieu à un prompt compte rendu à l'autorité marocaine chargée du contrôle des changes. Si les bénéfices réinvestis reviennent à un ressortissant américain résidant au Royaume du Maroc, l'investisseur doit obtenir l'approbation prévue au paragraphe ci-dessous.

Pour les investissements décrits au paragraphe 4 b) de l'article I, financés par tous autres apports, financiers ou en nature, la prestation de services et d'assistance technique en général, tels que décrits au paragraphe 4 c) et d), et les transactions décrites au paragraphe 4 e) de l'article I, l'investisseur doit obtenir l'approbation de l'autorité marocaine chargée du contrôle des changes.

Les transferts liés aux types d'investissements susmentionnés sont autorisés si les procédures requises par l'autorité marocaine chargée du contrôle des changes sont accomplies.

Les transferts relatifs aux investissements des ressortissants américains résidant au Royaume du Maroc seront réalisés conformément aux lois et règlements en vigueur au Royaume du Maroc.

5. Les dispositions des articles VI et VII ne s'appliquent pas à un différend soulevé en raison a) de programmes de l'Export-Import Bank of the United States concernant le crédit à l'exportation, le cautionnement ou l'assurance ou b) d'autres arrangements officiels concernant le crédit, le cautionnement ou l'assurance en vertu desquels d'autres moyens de régler des différends ont été convenus par les Parties.
6. En ce qui concerne les questions d'imposition soulevées aux termes de l'article II ou comportant la communication d'informations prévue à l'article V, les dispositions qui prévalent sont celles de la Convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu, conclue le 1<sup>er</sup> août 1977 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Royaume du Maroc.
7. Conformément aux stipulations de l'article II (3), le présent Traité s'applique aux investissements existants au moment de son entrée en vigueur, pourvu qu'une telle application soit compatible avec les dispositions spécifiques d'accords ou contrats approuvés au moment où l'investissement a été réalisé.

8. Aux fins de l'article III paragraphe 3, la valeur intégrale n'est pas affectée par un préavis ou une annonce publique par le Gouvernement de l'acte d'expropriation.

L'indemnisation comporte, le cas échéant, un montant compensatoire du retard qui peut se produire dans le paiement à compter de la date de l'expropriation. Le prompt transfert de l'indemnisation au taux de change appliqué aux transactions commerciales, est garanti en vue de maintenir la valeur de l'indemnisation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité.

Fait en double exemplaire à Washington, ce vingt-deuxième jour de juillet 1985, dans les langues arabe, anglaise et française, les trois textes faisant également foi.



❑ ETHIOPIE

- **Dahir n° 1-17-29 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 04-17 portant approbation de l'Accord fait à Addis-Abeba le 19 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 04-17 portant approbation de l'Accord fait à Addis-Abeba le 19 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Saâd Dine El Otmani.

\*  
\* \* \*

(1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

**Loi n° 04-17 portant approbation de l'Accord fait à Addis-Abeba le 19 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'accord fait à Addis-Abeba le 19 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.





❑ FINLANDE

- **Dahir n° 1-02-157 du 18 rabii II 1424 (19 juin 2003) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 1<sup>er</sup> octobre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Finlande concernant la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

### **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Finlande concernant la promotion et la protection réciproques des investissements**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Finlande

Dénommés ci-après « Parties contractantes »

Désireux de développer et d'approfondir la coopération économique et industrielle ;

Désireux de créer et de maintenir des conditions favorables pour les investissements des investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

Reconnaissant que la protection de ces investissements sur la base d'un accord stimulera les flux d'investissements et les initiatives d'affaires en vue de la prospérité économique des deux Parties contractantes ;

Sont convenus de ce qui suit :

#### **Article premier : Définitions**

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout avoir et tout apport direct ou indirect acquis ou établis par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le

---

(1) *B.O.* du 20 novembre 2003.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5159 du 15 ramadan 1424 (10 novembre 2003).

territoire de l'autre Partie contractante conformément aux lois et règlements de cette dernière, notamment mais pas exclusivement :

- a) la propriété des biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques et gages, sûretés réelles, usufruit, location bail et droits similaires;
  - b) les actions, valeurs et toutes autres formes de participation dans des entreprises;
  - c) les créances monétaires et droits à toutes autres prestations ayant une valeur économique;
  - d) les droits de propriété intellectuelle et industrielle, y compris les droits d'auteurs, les brevets, les marques de fabrique, les noms commerciaux, les franchises, les dessins industriels, les procédés techniques, le savoir-faire et la clientèle;
  - e) les concessions commerciales accordées par la loi ou par contrat, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.
2. Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère « d'investissement » au sens du présent accord.
3. Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué.
4. Le terme « investisseur » désigne :
- a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou finlandaise en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou de la République de Finlande respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante;
  - b) toute personne morale, telles que les sociétés, les entreprises, firmes et organisations ou associations commerciales, ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de la République de Finlande et constituée conformément à la législation marocaine ou finlandaise respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.
5. Le terme « revenus » désigne les montants rapportés par les investissements tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances ou autre revenu légal.
6. Le terme « territoire » désigne :
- a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer;

- b) pour la République de Finlande: toutes zones terrestres ou maritimes incluant les zones maritimes sur lesquelles la République de Finlande exerce, conformément au droit international, les droits souverains ou une juridiction.

### **Article 2: Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.
2. L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlement en vigueur de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué, sont considérées comme un nouvel investissement. Néanmoins, les conditions d'admission applicables à ce nouvel investissement ne peuvent pas être moins favorables que celles applicables à l'investissement initial.
3. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.
4. Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

### **Article 3: Traitement des investissements**

1. Chaque Partie contractante assure sur son territoire aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable pour l'investisseur étant retenu.
2. Chaque Partie contractante, assure sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable pour l'investisseur étant retenu.
3. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu

de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

#### **Article 4: Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toutes autres mesures ayant un effet équivalent qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique. Les mesures devront être effectuées selon la procédure légale.
2. La Partie contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché international à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

#### **Article 5: Dédommagement pour pertes**

1. les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.
2. Sans préjudice du paragraphe 1 de cet article, les investisseurs d'une Partie contractante qui, à l'occasion des événements visés dans ce paragraphe, subissent, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des pertes résultant de la réquisition ou de la destruction de leurs biens par les forces armées ou par les autorités, non causée par des opérations de combat ou non requise par la nécessité de la situation, bénéficieront de la part de l'autre Partie contractante d'une indemnisation ou restitution prompte, adéquate et effective.

### Article 6: Transferts

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, assure à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment, mais pas exclusivement:
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts et intérêts relatifs à l'investissement;
  - d) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement;
  - e) des indemnités dues en application des articles 4 et 5;
  - f) d'une quotité appropriée des salaires et autres rémunérations revenant aux citoyens d'une Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante au titre d'un investissement; et
  - g) des paiements résultants du règlement des différends.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert et seront effectués sans aucune restriction ou retard, en monnaie librement convertible.
3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

### Article 7: Subrogation

1. Si une Partie contractante ou son organisme désigné (l'assureur) effectue un paiement à son propre investisseur en vertu d'une garantie couvrant les risques non commerciaux accordée à un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette dernière reconnaîtra la subrogation à l'assureur de tous les droits et réclamations découlant d'un tel investissement et reconnaîtra que l'assureur est habilité à exercer les droits et à faire valoir des réclamations dans la même étendue que l'investisseur initial.
2. Tout différend en matière de subrogation entre une Partie contractante et l'assureur sera réglé conformément aux dispositions de l'article 10 du présent accord.

### Article 8: Règles applicables

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des

conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

### **Article 9: Autres obligations**

1. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec l'autre Partie contractante des engagements spécifiques dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements spécifiques sont aussi régis par le présent accord.
2. Chacune des Parties contractantes assure à tout moment le respect des engagements qu'elle aura pris envers les investisseurs de l'autre Partie contractante.

### **Article 10: Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis au choix de l'investisseur:
  - a) soit à un tribunal compétent de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué;
  - b) soit à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la «Convention pour le Règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats», ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.
  - c) soit à un tribunal d'arbitrage *ad hoc* qui, sauf autrement convenu entre les parties au différend, sera établi conformément aux règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI).

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis au tribunal susmentionné ou à l'une des procédures d'arbitrage.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une assurance.
4. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement



est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.

5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 11 : Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut d'un tel règlement, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties contractantes; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante :  
Chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres choisissent ensemble un troisième arbitre, ressortissant d'un Etat tiers, qui sera nommé président du tribunal par les Parties contractantes. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le vice-président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le vice-président possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice, qui n'est ressortissant d'aucune des Parties contractantes, sera invité à procéder auxdites nominations.
6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties contractantes.

7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
8. Chaque Partie contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

### **Article 12: Application**

Le présent accord couvre également les investissements effectués avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

### **Article 13: Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties contractantes de leurs procédures constitutionnelles respectives.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans, à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité. Il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat le 1<sup>er</sup> octobre 2001 en deux originaux, chacun en langues arabe, finnoise, anglaise et française, les quatre textes faisant également foi. En cas de divergence, les textes français et anglais prévaudront.



❑ FRANCE

- **Dahir n° 1-96-184 du 16 safar 1420 (1<sup>er</sup> juin 1999) portant publication de l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, fait à Marrakech le 13 janvier 1996 (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, fait à Marrakech le 13 janvier 1996 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, fait à Marrakech le 13 janvier 1996.

*Fait à Rabat, le 16 safar 1420 (1<sup>er</sup> juin 1999).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*  
Abderrahman Youssoufi.

\*  
\* \*

---

(1) *B.O.* n° 4708 du 15 juillet 1999.

## Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Française

ci-après dénommés « les Parties contractantes » ;

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements marocains en France et français au Maroc ;

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

### Article premier : Pour l'application du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :
  - a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous les autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, gages, cautionnements et droits analogues ;
  - b) les actions, primes d'émission et autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;
  - c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;
  - e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Le présent accord s'applique aux investissements effectués conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas

contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme « investisseur » désigne tout national ou société d'une Partie contractante qui effectue des investissements sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante :
  - a) Le terme « national » désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes ;
  - b) Le terme « société » désigne toute personne morale constituée sur le territoire ou dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire ou la zone maritime de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.
3. Le terme « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

4. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et la plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

## Article 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

## Article 3

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable en accord avec les principes du Droit international, aux investissements des investisseurs de l'autre Partie et à faire en sorte qu'aucune mesure arbitraire ou discriminatoire ne limite l'application de ce principe.

#### Article 4

Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs, ou le traitement accordé aux investisseurs de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées, dans le cadre de la réglementation en vigueur, pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou en vertu d'une convention de non double imposition fiscale ou de toute autre convention dans le domaine fiscal.

#### Article 5

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.
2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale à la veille du jour où ces mesures sont prises ou connues du public.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable et versée sans retard. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés aux taux d'intérêts de marché approprié.

3. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenus sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la nation la plus favorisée.



## Article 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

## Article 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre de cette réglementation, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

## Article 8

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de la Partie contractante impliquée dans le différend, soit à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Une fois qu'un investisseur a soumis le différend à la juridiction compétente de la Partie contractante impliquée dans le différend ou au C.I.R.D.I., le choix de l'une ou l'autre de ces procédures reste définitif.

#### **Article 9**

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses investisseurs, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ceux-ci.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir soit au C.I.R.D.I., soit à la juridiction compétente de la Partie contractante impliquée dans le différend, ou à poursuivre les actions engagées soit devant le C.I.R.D.I., soit devant la juridiction compétente de la Partie contractante impliquée dans le différend, jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### **Article 10**

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

#### **Article 11**

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.
2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.
3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante:  
Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.
4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si

le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties.

### Article 12

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de quinze ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

### Article 13

Le présent accord annule et remplace, à compter de son entrée en vigueur, l'accord conclu entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur la protection, l'encouragement et la garantie réciproques des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signé à Rabat le 15 juillet 1975.

Fait à Marrakech, le 13 janvier 1996 en deux originaux, chacun en langue arabe et en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le gouvernement  
du Royaume du Maroc

Mohamed Kabbaj,  
*Ministre des finances et  
des investissements extérieurs.*

Pour le gouvernement  
de la République Française

Jean Arthuis,  
*Ministre de l'économie  
et des finances.*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de vous préciser que l'interprétation de cet accord est la suivante :

En ce qui concerne l'article 3 :

- a) Le principe de traitement juste et équitable exclut toute restriction abusive ou discriminatoire, notamment à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures discriminatoires ayant un effet analogue ;
- b) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur le Ministre,

Me référant à votre lettre ainsi libellée

« Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de vous préciser que l'interprétation de cet accord est la suivante :

En ce qui concerne l'article 3 :

- a) Le principe de traitement juste et équitable exclut toute restriction abusive ou discriminatoire, notamment à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures discriminatoires ayant un effet analogue ;

- b) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération. »

J'ai l'honneur de vous confirmer par la présente lettre l'accord du Gouvernement de la République française sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

▣ GABON

- **Dahir n° 1-06-162 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Libreville le 21 juin 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République gabonaise portant sur la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

## **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Gabonaise portant sur la Promotion et la Protection Réciproques des Investissements**

### **Préambule**

Le gouvernement du Royaume du Maroc d'une part,  
et

Le gouvernement de la République gabonaise d'autre part,  
ci-après dénommés les « Parties Contractantes » ;

Désireux de créer les conditions favorables à l'accroissement des investissements et d'intensifier la coopération économique entre les Parties Contractantes sur la base de l'égalité de traitement et des avantages mutuels ;

Considérant que la promotion et la protection réciproques des investissements sont susceptibles de stimuler l'initiative économique privée et d'accroître la prospérité des deux pays ;

Déterminés à créer les conditions visant à favoriser le développement des investissements de chaque Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Sont convenus de ce qui suit :

---

(1) *B.O.* n° 6036 du 5 avril 2012.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6032 du 29 rabii II 1433 (22 mars 2012).

## Article 1 : Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissement » désigne toutes sortes d'avois investis par les investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux lois et règlements de cette dernière. Il inclut, notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, les privilèges, les usufruits, les cautionnements et les droits analogues ;
  - b) les actions, les valeurs, parts et obligations de sociétés, ainsi que toutes autres formes de participation dans lesdites sociétés ;
  - c) les prêts et créances et tous autres droits à prestation ayant une valeur économique liés à un investissement ;
  - d) les droits de propriété intellectuelle et industrielle, notamment les droits d'auteur, les brevets, les dessins industriels, les marques et noms déposés, les droits commerciaux et la clientèle ;
  - e) les concessions conférées par la loi ou par contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, l'extraction ou l'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avois ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère « d'investissement » au sens du présent Accord.

2. Le terme « investisseur » désigne :
  - a) toute personne physique ayant la nationalité gabonaise ou marocaine en vertu de la législation de la République Gabonaise ou du Royaume du Maroc respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
  - b) toute personne morale ayant son siège social sur le territoire de la République Gabonaise ou du Royaume du Maroc et constituée conformément à la législation gabonaise ou marocaine respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.
3. Le terme « revenus » désigne les montants, rapportés par, un investissement et notamment, mais pas exclusivement, les bénéfices, intérêts, dividendes et redevances.
4. Le terme « territoire » désigne :
  - a) pour la République Gabonaise: le territoire national, ainsi que la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales et sur lesquels le Gabon exerce, en conformité avec le droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.



- b) pour le Royaume du Maroc: le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer.

## **Article 2: Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie Contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement, en cas de leur réinvestissement conformément aux lois et règlements de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

## **Article 3: Traitement national et clause de la nation la plus favorisée**

1. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements des investisseurs de tout Etat tiers.
2. Chaque Partie Contractante accorde sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers.

3. Sans préjudice de ce qui est prévu au paragraphe 2 ci-dessus, le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas aux avantages, préférences ou privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou son association à une zone de libre-échange, union économique ou douanière, marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

#### **Article 4: Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère (désignées ci-après par « expropriation ») qui pourraient être prises par l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique et prises conformément à une procédure légale.
2. La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard injustifié, une indemnité prompte, adéquate et effective, dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises de manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêts aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité jusqu'à la date de paiement et sera versée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

#### **Article 5: Dédommagement pour pertes**

1. Les investisseurs d'une Partie Contractante dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie Contractante ont subi des dommages pour cause de guerre ou autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection ou émeute, bénéficient de la part de cette dernière Partie Contractante d'un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou tout autre règlement.
2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, les investisseurs de l'une des Parties Contractantes ayant subi dans n'importe laquelle des situations susmentionnées, des pertes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, résultant :

- (i) de la saisie, par les autorités de l'autre Partie Contractante, de biens leur appartenant ;
- (ii) de la destruction de biens leur appartenant par les autorités de l'autre Partie Contractante qui n'aurait pas été imposée par la situation ;

auront droit à une compensation correspondante. Les paiements au titre de ce qui précède seront effectués dans les délais convenus et seront librement transférables.

#### **Article 6 : Transferts**

1. Chaque Partie Contractante garantit aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert des paiements afférents à leurs investissements. Les transferts seront effectués dans une monnaie librement convertible, sans retard injustifié et incluront notamment mais pas exclusivement :
  - a) le capital ou tout montant supplémentaire destiné à maintenir ou accroître l'investissement ;
  - b) les bénéfices, intérêts, dividendes, redevances et autres revenus courants ;
  - c) les fonds nécessaires au remboursement des emprunts relatifs aux investissements ;
  - d) le produit de la vente ou de la liquidation des investissements ;
  - e) les indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - f) les salaires et autres rémunérations revenant aux ressortissants d'une Partie Contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert et en vertu de la réglementation des changes en vigueur.

#### **Article 7 : Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Le transfert des sommes résultant de la subrogation ci-dessus sera régi par les dispositions de l'article 6 du présent Accord.
4. Tout différend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 8 du présent Accord.

**Article 8 : Règlement des différends entre un investisseur et une partie contractante**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable par consultations ou négociations entre les parties au différend.
2. Si le différend n'est pas réglé dans un délai de six (6) mois à compter de la date de sa notification écrite par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis, à la demande de l'investisseur :
  - a) soit aux juridictions nationales de la Partie Contractante, partie au différend ;
  - b) soit à l'arbitrage international, dans les conditions décrites au paragraphe ci-dessous.
3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend peut être porté devant l'un des organes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur ;
  - a) au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 Mars 1965 ;
  - b) à un tribunal d'arbitrage *ad hoc* établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.).

A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à l'arbitrage international visé ci-dessus.

4. Aucune des Parties Contractantes, partie au différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
5. L'organe d'arbitrage statue sur la base des dispositions du présent Accord, du droit national de la Partie Contractante partie au différend, y compris les règles relatives aux conflits des lois, des termes des accords particuliers qui seraient éventuellement conclus entre une Partie Contractante et l'investisseur au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international en la matière.
6. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires à l'égard des parties au différend. Chaque Partie Contractante les exécute conformément à sa législation nationale.

**Article 9 : Règlement des différends entre les parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé, dans la mesure du possible, par voie diplomatique.

2. Lorsqu'un différend ne peut être réglé par voie diplomatique dans les six (6) mois qui suivent le début des négociations, il est soumis, à la requête de l'une des Parties Contractantes, à un tribunal arbitral.
3. Le tribunal arbitral est constitué *ad hoc* de la manière suivante: chaque Partie Contractante désigne un arbitre et les deux (2) arbitres choisissent un ressortissant d'un Etat tiers comme Président du tribunal arbitral. Les arbitres seront désignés dans les trois (3) mois et le Président dans les cinq (5) mois à compter de la date de réception de l'avis d'arbitrage.
4. Si, dans les délais spécifiés au paragraphe 3 du présent article, les nominations nécessaires n'ont pas été faites, l'une ou l'autre des Parties Contractantes peut, en l'absence de tout autre accord, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires. Si le Président est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes ou s'il est empêché pour quelque raison que ce soit de s'acquitter de cette fonction, le Vice-Président est invité à procéder auxdites nominations.  

Si le Vice-Président est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes ou ne peut s'acquitter de cette fonction, le membre de la Cour Internationale de Justice qui suit dans l'ordre d'ancienneté, et qui n'est ressortissant d'aucune des deux Parties Contractantes, est invité à procéder aux nominations nécessaires.
5. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du droit international. Il prend ses décisions à la majorité des voix. La décision est définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.
6. Le tribunal détermine sa propre procédure.
7. Chaque Partie Contractante supporte les frais afférents à son propre arbitre et à sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais afférents au Président ainsi que tous autres frais sont supportés à parts égales par les Parties Contractantes.

#### **Article 10 : Consultations**

Les Parties Contractantes pourront, en cas de besoin, tenir des consultations concernant l'application de cet Accord. Ces consultations devront se tenir sur proposition de l'une ou l'autre des Parties Contractantes, à un moment et un lieu convenus de commun accord par voie diplomatique.

#### **Article 11 : Application**

Le présent Accord s'applique à tous les investissements effectués avant ou après son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux lois et règlements

de cette dernière. Toutefois, le présent Accord ne s'applique pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

### **Article 12: Autres obligations**

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des Conventions Internationales existantes ou souscrites par les Parties Contractantes dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.
2. Chaque Partie Contractante s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investissements effectués sur son territoire par les investisseurs de l'autre Partie Contractante.
3. Aucune des dispositions du présent Accord ne peut être interprétée comme empêchant une Partie Contractante de prendre toutes mesures nécessaires à la protection de ses intérêts essentiels en matière de sécurité, d'environnement, de santé publique ou de prévention des maladies affectant les animaux et les végétaux. Il reste entendu que ces mesures ne doivent pas être appliquées d'une manière arbitraire ou injustifiée, ni constituer une restriction déguisée au commerce international ou à l'investissement.

### **Article 13: Dispositions finales**

1. Le présent Accord abroge la Convention relative à la Protection, à l'Encouragement et la Garantie des Investissements signée à Libreville le 13 janvier 1979.

Il entre en vigueur 30 jours à compter de la date de réception de la dernière des deux notifications écrites relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes, des procédures constitutionnelles requises à cet effet dans leur pays respectif.

2. Le présent Accord restera en vigueur pour une période de dix ans et sera reconduit tacitement pour la même période, à moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Libreville le 21 juin 2004, en deux originaux, chacun en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc  
*Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération*  
Mohamed Benaïssa

Pour le Gouvernement de la République Gabonaise  
*Le Ministre des Affaires Etrangères,  
de la Coopération et de la Francophonie*  
Jean Ping

❑ GAMBIE



- **Dahir n° 1-09-272 du 5 moharrem 1433 (1<sup>er</sup> décembre 2011) portant publication de l'Accord fait à Banjul le 20 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Gambie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Banjul le 20 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Gambie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Banjul le 20 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Gambie relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.

*Fait à Midelt, le 5 moharrem 1433 (1<sup>er</sup> décembre 2011).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abbas El Fassi.

---

(1) *B.O.* n° 6106 du 6 décembre 2012.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6101 du 4 moharrem 1434 (19 novembre 2012).

- اعترافاً منهما بأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل على أساس هذا الاتفاق من شأنهما أن ينشطا مبادرات الأعمال الفردية ويزيدا من الرخاء لكلا الطرفين المتعاقدين،  
اتفقتا على ما يلي :

#### المادة الأولى

##### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق :

- 1- «الاستثمارات» تعني كل أنواع الأصول المستثمرة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقاً لقوانين وأنظمة هذا الأخير، وتشمل على وجه خاص، لا للحصر :  
أ ) ( الممتلكات المنقولة وغير المنقولة وكذا باقي حقوق الملكية الأخرى مثل الرهون العقارية والضمانات العينية والرهون التجارية والحقوق المشابهة ؛  
ب ) ( الأسهم والقيم والسندات وكل أشكال المساهمات الأخرى في المقاولات ؛  
ج ) ( الديون النقدية وحقوق تقديم كل الخدمات ذات قيمة اقتصادية ناتجة عن عقد ؛  
د ) ( حقوق الملكية الصناعية والفكرية، بما فيها حقوق المؤلف والعلامات المودعة والبراءات والتصاميم الصناعية والطرق التقنية والمهارات والأسرار التجارية والأسماء التجارية وكل الحقوق المشابهة الأخرى ؛  
هـ ) ( الامتيازات الممنوحة في إطار القانون أو العقد، بما فيها الامتيازات من أجل التنقيب على الموارد الطبيعية أو استخراجها أو استغلالها.  
إن أي تعديل في الشكل القانوني الذي تم به استثمار أو إعادة استثمار الأصول لا يؤثر على طابعها الاستثماري بالمعنى الوارد في هذا الاتفاق.

2- «المستثمرون» تعني بالنسبة لكل طرف متعاقد :

- أ ) شخص ذاتي يحمل جنسية طرف متعاقد بموجب قوانينه ويقوم بإنجاز استثمار فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ؛  
ب ) شخص معنوي يوجد مقره فوق تراب طرف متعاقد وتأسس طبقاً لقوانين هذا الطرف المتعاقد ويقوم بإنجاز استثمار فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ؛  
3- «مداخيل» تعني المبالغ الصافية من الضريبة الناتجة عن الاستثمارات وتشمل على وجه خاص لا للحصر الأرباح والفوائد وأرباح الرساميل والأرباح الموزعة والمستحقات.

**ظهير الشريف رقم 1.09.272 صادر في 5 محرم 1433 (فاتح ديسمبر 2011) ينشر الاتفاق الموقع ببانجول في 20 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غامبيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.**

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع ببانجول في 20 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غامبيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل ؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع ببانجول في 20 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غامبيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

وحرر ببعدت في 5 محرم 1433 (فاتح ديسمبر 2011).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة .

الإمضاء : عباس الفاسي.

\*  
\*  
\*

#### اتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غامبيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غامبيا المشار إليهما فيما يلي «بالطرفين المتعاقدين» :

- رغبة منهما في تعميق التعاون الاقتصادي من أجل المنفعة المتبادلة لكلا الطرفين المتعاقدين ؛
- عزمهما على خلق ظروف ملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر والحفاظ عليها ؛

(أ) اتحاد جمركي حالي أو لاحق أو منطقة للتبادل الحر أو اتفاق نقدي أو اتفاقات دولية مشابهة بما فيها الأشكال الأخرى للتعاون الاقتصادي الجهوي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضواً فيه أو ينضم إليه مستقبلاً ؛

(ب) اتفاقية دولية أو توافق متعلق بالجمالية.

#### المادة الرابعة

#### التعويض من الخسائر

1- إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين تلحق استثماراتهم أضراراً أو خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو مظاهرة أو أحداث أخرى مشابهة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، يستفيدون من لدن هذا الأخير فيما يخص الاسترجاعات أو التعويضات أو المكافآت أو أي تسوية أخرى من معاملة عادلة ومنصفة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها الطرف الآخر للمستثمري أو لمستثمري أية دولة أخرى.

2- دون المساس بالفقرة 1 من هذه المادة، يمنع كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر تعويضاً أو استرجاعاً للخسائر التي لحقت استثماراتهم فوق ترابه من جراء الأحداث المشار إليها في تلك الفقرة والنتيجة عن مصادرة أو تدمير ممتلكاتهم من طرف القوات أو السلطات شريطة أن لا تدعيها ضرورة الوضع.

#### المادة الخامسة

#### نزاع الملكية والتعويض

1- لا يمكن نزاع ملكية أو تأميم استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر أو أن تكون موضع إجراءات أخرى لها نفس الأثر كنزع الملكية (المشار إليها فيما بعد «بنزع الملكية») إلا لأسباب الصالح العام وطبقاً لمسطرة قانونية وعلى أسس غير تمييزية وأن تكون مصحوبة بتعويض فوري وملئم وفعلي.

2- يعادل مبلغ التعويض القيمة السوقية العادية للاستثمار المعني مباشرة قبل إتمام عملية نزع الملكية أو الإعلان عنها للعموم، ويؤخذ بأسبقها.

3- يؤدي التعويض بدون تأخير غير مجبر. وفي حالة تأخير في الأداء تحسب عن التعويض فائدة بالسعر التجاري العادي إلى تاريخ الأداء.

#### المادة السادسة

#### التحويلات

1- يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم للواجبات الجبائية، حرية تحويل الأداء المتعلقة باستثماراتهم وتتم هذه التحويلات بعملة قابلة للتحويل وبدون تأخير غير مبرر وتشمل على وجه خاص لا للحصر :

4- «تراب» تعني :

(أ) بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية بما فيه المنطقة البحرية الواقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية، طبقاً للقانون الدولي، كمنطقة يمكن أن تطبق ضمنها قوانين المملكة المغربية المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية.

(ب) بالنسبة لجمهورية غامبيا : التراب بما فيه المياه الإقليمية وأية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية تمارس جمهورية غامبيا ضمنها حقوقاً سيادية أو قضائية طبقاً للقوانين الدولية والداخلية ذات الصلة.

#### المادة الثانية

#### تشجيع وحماية الاستثمارات

1- يشجع ويوفر كل من الطرفين المتعاقدين المناخ الملائم لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويقبل هذه الاستثمارات طبقاً لقوانينه وأنظمتهم.

تعتبر الزيادة في حجم الاستثمار أو تغييره أو تحويله طبقاً للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل في البلد المضيف استثماراً جديداً.

2- تستفيد استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين على الدوام من معاملة عادلة ومنصفة وتتمتع بحماية وأمن كاملين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقاً لهذا الاتفاق.

لا يمكن لأي طرف متعاقد أن يتخذ، بأي شكل من الأشكال، إجراءات لا معقولة أو تمييزية من شأنها أن تعيق تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر فوق ترابه أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التخلي عنها.

تتمتع مداخل الاستثمار وفي حالة إعادة استثمارها طبقاً لقانون الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي.

#### المادة الثالثة

#### معاملة الاستثمارات

1- يوفر كل طرف متعاقد فوق ترابه لاستثمارات الطرف المتعاقد الآخر معاملة عادلة ومنصفة، لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري أية دولة أخرى.

2- يوفر كل طرف متعاقد فوق ترابه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التخلي عنها معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة أخرى.

3- لا يمكن تفسير مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة بكيفية تلزم أحد الطرفين المتعاقدين منح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة أو تفضيلاً أو امتيازاً يمكن له منحه بموجب :

ج) على هيئة تحكيم تنشأ لهذا الغرض وفقا لقواعد التحكيم للجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي.

2- لهذا الغرض يمنح كل طرف متعاقد موافقته النهائية على أن يعرض أي نزاع متعلق بالاستثمارات على المحكمة أو على مسطرة التحكيم المشار إليهما أعلاه.

3- لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين، طرف في النزاع، أن يثير اعتراضا في أية مرحلة من مراحل التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي يدعى أن مستثمر الطرف الآخر في النزاع قد حصل على تعويض بموجب عقد تأمين يغطي جزئيا أو كليا خسائره.

4- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يوجد الاستثمار فوق ترابه، بما فيها القواعد المتعلقة بتنازع القوانين، ومقتضيات هذا الاتفاق ومقتضيات الاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بين المستثمر والطرف المتعاقد بشأن الاستثمار وكذا مبادئ القانون الدولي.

5- تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع. ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذه القرارات طبقا لقوانينه وأنظمتها.

#### المادة التاسعة

##### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1- تتم بقدر الإمكان تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين بخصوص تأويل أو تطبيق هذا الاتفاق بالتفاوض عبر الطرق الدبلوماسية.

2- إذا تعذرت تسوية الخلاف في ظرف ستة أشهر ابتداء من الشروع في المفاوضات يعرض الخلاف بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين على هيئة تحكيم تنشأ لهذا الغرض.

3- تكون هيئة التحكيم على الشكل التالي : يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم، ويتم تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر، ابتداء من تاريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنيه في عرض النزاع على هيئة التحكيم.

4- إذا لم تتم التعيينات في الأجل المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة، يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة. إذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته مهمته يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية. وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته كذلك مهمته، يدعى العضو الموالي في الأقدمية في محكمة العدل الدولية، الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين ليقوم بالتعيينات المذكورة.

أ) الرأسمال أو مبلغ تكميلي يهدف إلى صيانة الاستثمار أو الزيادة فيه ؛

ب) المداخل كما تم تعريفها في المادة 1 من هذا الاتفاق ؛

ج) المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمارات ؛

د) العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية الاستثمار ؛

هـ) التعويضات المستحقة طبقا للمادتين 4 و 5 من هذا الاتفاق ؛

و) الأجور والرواتب الأخرى التي تعود إلى رعايا أحد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر برسم استثمار ما .

2- تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل ووفقا لأنظمة الصرف الجاري بها العمل لدى الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه.

3- تساوي الضمانات المنصوص عليها في هذه المادة على الأقل تلك الممنوحة لمستثمري الدولة أكثر رعاية الذين يوجدون في وضعية مشابهة.

#### المادة السابعة

##### الطول محل الاستثمار

1- إذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين، بموجب ضمان قانوني أو تعاقدي يغطي المخاطر غير التجارية للاستثمارات، فإن الطرف المتعاقد الآخر يعترف للمؤمن بالطول محل الاستثمار في حقوقه المعوض عليها .

2- طبقا للضمان الممنوح للاستثمار المعني يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يخل المؤمن محله.

3- لا تفوق الحقوق والمطالبات التي تم بشأنها الطول محل الاستثمار الحقوق والمطالبات الأصلية للمستثمر.

4- تتم تسوية النزاعات بين أحد الطرفين المتعاقدين ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر طبقا لمقتضيات المادة 8 من هذا الاتفاق.

#### المادة الثامنة

##### تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات

1- إن أي خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، تتم تسويته بقدر الإمكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع.

إذا تعذرت تسوية هذا الخلاف في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ عرض طلب التسوية، يعرض الخلاف باختيار المستثمر :

أ) على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، أو

ب) على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي أنشئ بموجب «الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى» المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965، أو

2- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات ويتواصل مفعوله لفترات متتالية مدة كل واحدة منها عشر سنوات ما لم يتم إنهاؤه بإشعار مكتوب من أحد الطرفين المتعاقدين ستة أشهر على الأقل قبل انتهاء الفترة الجارية.

3- بالنسبة للاستثمارات المنجزة قبل تاريخ انتهاء الاتفاق، تبقى مقتضيات المواد من 1 إلى 12 سارية المفعول لمدة عشر سنوات من تاريخ الانتهاء.

وإشهادا على ذلك تم التوقيع على هذا الاتفاق من طرف الموقعين أسفله المفوضين على التوالي من طرف حكومتيهما.

وحرر ببينجول في 20 فبراير 2006، في نظيرين أصليين كل واحد منهما باللغتين العربية والإنجليزية وللنصين نفس الحجية.

عن حكومة المملكة المغربية :	عن حكومة جمهورية غامبيا :
محمد بن عيسى،	لمين كايا باجو،
وزير الشؤون الخارجية والتعاون.	كاتب الدولة في الشؤون الخارجية.

5- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات. ويكون القرار نهائيا وملزما بالنسبة للطرفين المتعاقدين. ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذه القرارات طبقا لقوانينه وأنظمتها.

6- تتخذ هيئة التحكيم مسطرتها الخاصة.

7- يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في مسطرة التحكيم. أما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين.

#### المادة العاشرة

#### تطبيق أحكام أخرى

إذا تضمنت مقتضيات قانون أحد الطرفين المتعاقدين، أو التزاماتهما وفقا للقانون الدولي حالا كانت أو مستقبلا بالإضافة لهذا الاتفاق، أحكاما عامة أو خاصة تخول استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الاستفادة من معاملة أكثر تفضيلا من تلك التي يوفرها هذا الاتفاق، فلهذه الأحكام الأولوية في التطبيق لكونها أكثر تفضيلا من مقتضيات الاتفاق.

#### المادة الحادية عشرة

#### التزامات أخرى

1- يمكن لمستثمري أحد الطرفين المتعاقدين أن يبرموا اتفاقات خاصة مع الطرف المتعاقد الآخر شريطة أن لا تتعارض مقتضياتها مع هذا الاتفاق وتخضع الاستثمارات المنجزة بموجب هذه الاتفاقات لهذا الاتفاق كذلك.

2- يحترم كل طرف متعاقد الالتزامات التي تعهد بها اتجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

#### المادة الثانية عشرة

#### التطبيق

يطبق هذا الاتفاق على الاستثمارات المنجزة قبل أو بعد تاريخ دخوله حيز التنفيذ غير أنه لا يطبق على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ.

#### المادة الثالثة عشرة

#### دخول الاتفاق حيز التنفيذ، مدة صلاحيته

#### وإنهاء العمل به

1- يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بعد ثلاثين يوما من تاريخ إشعار الطرفين المتعاقدين بعضهما البعض كتابة باستكمال إجراءاتهما الدستورية لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ ويتم الدخول حيز التنفيذ 30 يوما بعد آخر إشعار.

❑ GRANDE-BRETAGNE

- **Dahir n° 1-01-326 du 19 moharrem 1423 (3 avril 2002) portant publication de l'accord fait à Rabat le 30 octobre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la promotion et la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 30 octobre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la promotion et la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 30 octobre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la promotion et la protection des investissements.

*Fait à Agadir, le 19 moharrem 1423 (3 avril 2002).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) *B.O.* n° 5040 du 19 septembre 2002.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5037 du 1<sup>er</sup> rejev 1423 (9 septembre 2002).

ظهير شريف رقم 1.01.326 صادر في 19 من محرم 1423 (3 أبريل 2002) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 30 أكتوبر 1990 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية بشأن إنعاش وحماية الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 30 أكتوبر 1990 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية بشأن إنعاش وحماية الاستثمارات ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 30 أكتوبر 1990 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية بشأن إنعاش وحماية الاستثمارات.

وحرر بأكادير في 19 من محرم 1423 (3 أبريل 2002).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*



## التصاف

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى  
وأيرلندا الشمالية

بشأن

الاعمال وحماية الاستثمارات

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وأيرلندا الشمالية (( المسميتان فيما بعد بالطرفين المتعاقدين )) :

- رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لنمو استثمارات رعيا كل دولة فوق تراب الدولة الأخرى .

- واعترافا بأن التشجيع والحماية المتبادليين للاستثمارات بمقتضى اتفاق دولي سيساهمان في تنشيط المبادرة في ميدان الأعمال وسيزيدان في رفاهية البلدين .

اتفقتا على ما يلي :

### المادة الأولى

#### تعريفات

لاغراض هذا الاتفاق :

1- يدل مصطلح " الاستثمارات " على كل الاستثمارات كيفما كانت طبيعتها المنجزة وفقا للقوانين والانظمة الجاري بها العمل فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين ولاسيما ، وليس على سبيل الحصر:

1- الاموال المنقولة وغير المنقولة ، وحقوق الملكية الأخرى كالرهون والامتيازات ورهون الحياة ،

- 2 - القيم ، والاسهم والحصص وسندات الشركات والممتلكات  
في املاك هذه الشركات ،
- 3 - المستحقات ، وكذا جميع الحقوق المرتبطة بكل الاداءات  
التعاقدية ذات قيمة مالية ،
- 4 - حقوق الملكية الفكرية والعناصر غير المجسدة ،
- 5 - الامتيازات التجارية المخولة من طرف القانون او العقد  
بما في ذلك الامتيازات من اجل التنقيب واستخراج واستغلال  
الموارد الطبيعية ،

ان ابي تغيير يطرأ على الشكل الذي استثمرت فيه الاموال  
لا يمس بطابعها الاستثماري .

ب - يدل مطلق " مداخيل " على المبالغ الناتجة عن  
هذه الاستثمارات والمتضمنة على الخصوص وليس على سييل  
الحصر ، الارباح والفوائد ، وفوائد القيمة وإيرادات الاسهم  
والآتاوات ، والاتعاب .

ج - ويدل مطلق " رعايا " على:

- 1 - فيما يخص المملكة المغربية : كل شخص ذاتي يحمل  
الجنسية المغربية بمقتضى التشريع الجاري به العمل  
بالمملكة المغربية وكذا كل شخص معنوي او شركة اشخاص او  
ابي جمعية اخرى او كيان اخر يحدد التشريع المذكور نظامه  
القانوني.
- 2 - فيما يخص المملكة المتحدة : كل شخص ذاتي يكون وضعه  
القانوني كأحد رعايا المملكة المتحدة ناتجا عن التشريعات  
الجاري بها العمل في المملكة المتحدة وكذا كل شخص معنوي  
او شركة اشخاص او جمعية اخرى او كيان اخر تم تكوينه او انشاؤه  
وفقا للتشريع الجاري به العمل فوق كل جزء من المملكة المتحدة  
او ابي تراب يسري عليه مفعول هذا الاتفاق وفقا لمقتضيات  
المادة 12.

د - يدل مصطلح " تراب " على:

- 1 - فيما يخص المملكة المغربية: تراب المملكة المغربية، بما في ذلك كل منطقة بحرية واقعة خارج المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي عينت أو يمكن تعيينها فيما بعد، بواسطة تشريعات المملكة المغربية، وفقا للقانون الدولي، كمنطقة يمكن بداخلها ممارسة حقوق المملكة المغربية المتعلقة بالعماق البحر وباطن الارض وكذا الموارد الطبيعية.
- 2 - فيما يخص المملكة المتحدة: بريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية، بما في ذلك كل منطقة بحرية واقعة خارج المياه الإقليمية للمملكة المتحدة والتي عينت أو يمكن تعيينها فيما بعد بواسطة التشريع الوطني للمملكة المتحدة، وفقا للقانون الدولي، كمنطقة يمكن بداخلها ممارسة حقوق المملكة المتحدة المتعلقة بالعماق البحر وباطن الارض وكذا الموارد الطبيعية، وكذا أي تراب يسري عليه مفعول هذا الاتفاق وفقا لمقتضيات المادة 12.

### المادة الثانية

#### إنعاش وحماية الاستثمارات

- 1 - يقبل ويشجع كل واحد من الطرفين المتعاقدين، فوق ترابه، وفقا لتشريع، استثمارات رعايا الطرف المتعاقد الآخر ويعمل على خلق الظروف الملائمة لهذه الاستثمارات.
- 2 - يضمن كل واحد من الطرفين المتعاقدين، فوق ترابه، معاملة عادلة ومنصفة وكذا حماية شاملة وأمانا للاستثمارات التي قام بها رعايا الطرف المتعاقد الآخر، ولا يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين أن يضر بواسطة إجراءات تمييزية، بتسيير وصيانة واستعمال والتمتع أو تفويت استثمارات أنجزت فوق ترابه من لدن رعايا الطرف المتعاقد الآخر. ويحترم كل واحد من الطرفين المتعاقدين أي التزام يكون قد تعهد به فيما يخص استثمارات رعايا الطرف الآخر.

3 - إن الاستثمارات التي هي موضع التزام خاص من قبل أحد الطرفين المتعاقدين بالنسبة لرعايا الطرف المتعاقد الآخر، تبقى منظمة بموجب شروط هذا الالتزام إذا كانت مقتضياته أكثر تفضيلاً من مقتضيات هذا الاتفاق .

### المادة الثالثة

#### شروط الدولة الأكثر رعاية والمعاملة الوطنية

- 1 - يمنح كل طرف متعاقد، فوق ترابه، لاستثمارات أو مداخيل استثمارات رعايا الطرف الآخر، رعاية لا تقل، افضلية عن التي يمنحها لاستثمارات أو مداخيل رعاياه أو استثمارات أو مداخيل رعايا أية دولة ثالثة .
- 2 - ويمنح كل طرف متعاقد، فوق ترابه، لرعايا الطرف المتعاقد الآخر فيما يخص تسيير وصيانة واستعمال، والتمتع وتغويت استثماراتهم، رعاية لا تقل افضلية عن التي يمنحها لرعاياه أو رعايا أية دولة ثالثة .

### المادة الرابعة

#### استثناءات

إن مقتضيات هذا الاتفاق المتعلقة بمنح رعاية لا تقل تفضيلاً عن التي تمنح لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين أو أية دولة ثالثة، لا يمكن تأويلها بشكل يلزم طرفاً متعاقداً بأن يبسط على جميع رعايا الطرف المتعاقد الآخر منافسة أية معاملة أو أي تفضيل أو امتياز تكون ناتجة عن:

- أ - أي اتحاد جمركي أو أي اتفاق دولي مماثل حالي أو مستقبلي انضم إليه أو يمكن أن ينضم إليه أحد الطرفين المتعاقدين، أو
- ب - أي اتفاق أو توافق دولي يتعلق كلياً أو في معظم أجزائه بالضريبة أو أي تشريع وطني يتعلق كلياً أو في معظم أجزائه بالضريبة، أو

ج - اية مساعدات تخصصها الحكومة لرعاياها في إطار برامج وأنشطة التنمية الوطنية .

### المادة الخامسة

#### التعويض عن الخسارات

1 - إن رعايا أحد الطرفين المتعاقدين الذين تعرضوا استثماراتهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لخسارة ناتجة عن اضطرابات مدنية ، أو حرب ، أو نزاع مسلح بين هذا الطرف المتعاقد الآخر وبلد ثالث يحطون على معاملة لا تفلح فضلية عن تلك التي يمنحها الطرف المتعاقد الآخر المذكور لرعاياه أو رعايا اية دولة ثالثة ، ويؤخذ بهذه المعاملة الأكثر فضلية فيما يخص الارجاع والمكافأة والتعويض اوية تسوية اخرى تتعلق بالخسارات المذكورة .

2 - بدون الاخلال بالفقرة ( 1 ) من هذه المادة ، فلن رعايا الطرف المتعاقد الذين يتعرضون لخسارات فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر في اية حالة من الحالات المشار إليها في الفقرة المذكورة ، على اثر مصادرة تتم باسم هذا الطرف المتعاقد الآخر ، يحطون على ارجاع أو تعويض مناسب .

3 - تكون الاداءات المقدمة لهذا السبب خاصة للتحويل عاجلا .

### المادة السادسة

#### نزعم الملكية

1 - إن اجراءات التأميم ، ونزعم الملكية أو اية اجراءات اخرى ذات مفعول مماثل التي قد يتخذها احد الطرفين المتعاقدين في حق استثمارات رعايا الطرف المتعاقد الآخر ، يجب ان لا تكون تمييزية ولا تتخذ

لا اعتبارات أخرى غير المنفعة العامة . وببمنح ، في المقابل ، الطرف المتعاقد الذي يتخذ هذه الاجراءات تعويضا عادلا ومنصفا يساوي مبلغه القيمة الفعلية للاستثمار مباشرة قبل اتخاذ الاجراءات المذكورة أو الاعلان عنها . يكون مبلغ التعويض المذكور قابلا لانجاز الفعلي وللتحويل ، ويؤدى عاجلا خلال ثلاثة اشهر على الاقل ابتداء من تاريخ تنفيذ الاجراءات المذكورة . للمواطن المعني ، بمقتضى تشريع الطرف المتعاقد الذي اتخذ هذه الاجراءات ، الحق في مراجعة عاجلة لفضيته وفي تقييم لاستثماراته من لدن المحاكم المختصة لهذا الطرف . وذلك طبقا للمبادئ المنصوص عليها في هذه الفقرة .

2 - عندما يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بنزع ممتلكات أحد رعاياه والذي يعتبر شخصا معنويا كما هو مشار إليه في المقطع (1) من الفقرة (ج) من المادة الاولى ، أو في المقطع (2) من الفقرة (ج) من المادة الاولى - أيهما يكون تطبيقه أنسب - والذي يمتلك فيه رعايا الطرف المتعاقد الآخر حصصا ، فعلى الطرف المتعاقد الاول التحقق من أن مقتضيات الفقرة (1) من هذا الفصل يمتد تطبيقها إلى الحد الضروري لضمان تعويض عادل ومنصف عن استثمارات رعايا الطرف المتعاقد الآخر المالكين للحصص المذكورة .

### المادة السابعة

#### ترحيل الاستثمارات والمداخيل

يضمن كل طرف متعاقد لرعايا الطرف المتعاقد الآخر تحويل استثماراتهم ومداخيلهم ، مع احتفاظ كل طرف متعاقد ، في ظروف مالية أو اقتصادية استثنائية ، بما فيها الصعوبات الاستثنائية لميزان الاداءات وخلال فترة محدودة ، بحق ممارسة هذا الطرف بانصاف وحسن نية السلطات التي يخولها له تشريعها ، غير أن هذه السلطات لا تستعمل

كحاجز أمام تحويل المداخيل؛ فيما يتعلق بمنتوج البيسم  
أو تصفية الاستثمارات يضمن كل طرف متعاقد تحوييــــــــــــل  
20 بالمائة سنويا على الأقل وتتم التحويلات عاجلا بعملية  
قابلة للصرف وبالسعر المطبق في تاريخ التحويــــــــــــل  
وذلك طبقا لتنظيمات الصرف الجاري بها العمل.

### المادة الثامنة

#### ضمان الاستثمارات

يمكن لكل واحد من الطرفين المتعاقدين أن يستمر،  
وفقا لتشريعهم ومسطراته الادارية ، وفي منح ضمانات  
بالنسبة الى الاستثمارات المنجزة فوق تراب الطرف  
الأخر ضد الاخطار التي يعتبرها الطرف المتعاقد لاول مناسبة .

### المادة التاسعة

#### الاحلال

1 - في حالة ما إذا أنجز أحد الطرفين المتعاقدين  
أو الجهاز المعين من قبله أداء في نطاق ضمانات تتعلق  
باستثمار أنجز فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر،  
فإن هذا الطرف الأخير يعترف بالتخلي لفائدة الطرف  
المتعاقد الاول أو الجهاز المعين من قبله بموجب تشريع  
أو إجراء قانوني عن جميع حقوق وديون الطرف المعوض  
وبأنه لهذا الطرف المتعاقد الاول أو الجهاز المعين من قبله  
الحق ، بمقتضى الاحلال ، في ممارسة هذه الحقوق ووضع  
هذه الديون موضع التنفيذ في نفس وضع الطرف المعوض .

2 - للطرف المتعاقد الاول أو الجهاز المعين من

قبله الحق في جميع الحالات ، في نفس المعاملة فيما  
يخص الحقوق والديون المكتسبة بموجب التخلي أو كسل  
الاداءات المحصل عليها نتيجة الحقوق والديون  
المذكورة التي كان من حق الطرف المعوض الحصول عليها  
بموجب هذا الاتفاق بخصوص الاستثمار المعني ومداخيله  
المقابلة .

3 - إن كل الآداءات التي يحصل عليها الطرف المتعاقد الاول أو الجواز المعين من قبله نتيجة حقوق وديون مكتسبة تبقى تحت تصرف الطرف المتعاقد الاول المذكور لتسديد كل المصاريف الجارية فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.

### المادة العاشرة

اللجوء إلى المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات

1 - يقبل كل واحد من الطرفين المتعاقدين أن يعرض أي نزاع ذي صيغة قانونية بين أحد الطرفين المتعاقدين ومواطن من الطرف المتعاقد الآخر يتعلق باستثمار أنجز من قبل المواطن المذكور فوق تراب الطرف الاول على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات (( المسمى فيما يلي بالمركز)) بهدف التسوية عن طريق التوفيق أو التحكيم وفقا لاتفاقية الخاصة بتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات بين دول ورعايا دول أخرى المفتوحة للتوقيع بواشنطن بتاريخ 18 مارس 1965.

إن أية شركة تم تكوينها وإنشائها حسب مفهوم التشريع الجاري به العمل فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين والتي كانت أغلبية حصصها بحوزة رعايا الطرف المتعاقد الآخر قبل وقوع النزاع المذكور، تعتبر لاغراض الاتفاقية ووفقا للمقطع ( ب ) من الفقرة (2) من مادتها 25 كأحد رعايا الطرف المتعاقد الآخر. فإذا ما قلام مثل هذا النزاع وقبل المواطن المعني كتابة طرحه على المركز من أجل تسوية بالتوفيق أو التحكيم حسب مفهوم الاتفاقية ، فإن بإمكان أي من الطرفين بدء المسطرة بتوجيه طلب بهذا الشأن إلى الكاتب العام للمركز وفقا لمقتضيات المادتين 28 و 36



من الاتفاقية ، وفي حالة عدم الاتفاق حول المسطرة الأكثر ملائمة ، التوفيق أو التحكيم ، فإن المواطن المعني مرخص للاختيار. وليس بإمكان الطرف المتعاقد ، الطرف في النزاع ، التعرض في أية مرحلة من مراحل المسطرة أو من مراحل تنفيذ لقرار تحكيمي بحجة أن المواطن الذي هو الطرف الآخر قد حصل على تعويض عن بعض أو كل خسائره نتيجة عقدة تأمين.

2 - لا يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين أن يتابع بواسطة الطرق الدبلوماسية نزاعا سيف عرضه على المركز إلا :

- أ - إذا قرر الكاتب العام للمركز أو لجنة توفيقية أو محكمة تحكيمية كونها المركز ، بأن هذا النزاع لا يدخل في اختصاصات المركز ، أو
- ب - إذا تناسى الطرف المتعاقد الآخر مراعاة أو احترام القرار التحكيمي الصادر عن محكمة تحكيمية .

### المادة الحادية عشرة

#### النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

- 1 - إن النزاعات بين الطرفين المتعاقدين المتعلقة بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق ، تنتم تسويتها ، إن أمكن ذلك ، بالطرف الدبلوماسية .
- 2 - إذا تعذرت تسوية نزاع بين الطرفين المتعاقدين ، فسوف يعرض بعد ذلك بطلب أحد الطرفين المتعاقدين على محكمة تحكيمية .
- 3 - تكون هذه المحكمة التحكيمية على الشكل التالي وذلك بشأن كل حالة يعين كل واحد من الطرفين المتعاقدين في أجل شهرين ابتداء من تاريخ التوصل بطلب التحكيم ،

عضوا في المحكمة ، ثم يختار هذان العضوان أحد رعايا دولة ثالثة يسمى رئيسا للمحكمة بعد موافقة الطرفين المتعاقدين . ويتم تعيين الرئيس في أجل شهرين ابتداء من تاريخ تسمية العضوين الآخرين .

4 - إذا لم تتم التعيينات اللازمة في الأجال المنصوص عليها في الفقرة (3) من هذه المادة ، فيامكان أحد الطرفين المتعاقدين ، في غياب أي اتفاق آخر، أن يطلب من رئيس محكمة العدل الدولية القيام بالتعيينات اللازمة ، وإذا كان الرئيس من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا تعذر عليه القيام بهذه المهمة لاي سبب آخر ، فيطلب من نائب الرئيس القيام بالتعيينات اللازمة ، وإذا كان نائب الرئيس من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين أو تعذر عليه هو أيضا القيام بهذه المهمة، فيطلب من العضو الاول من محكمة العدل الدولية الذي يتبعه في الترتيب ، والذي يشترط الا يكون من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين القيام بالتعيينات اللازمة .

5 - تحدد المحكمة التحكيمية المسطرة الخاصة بها وتتخذ قرارها بأغلبية الاصوات ويعتبر مثل هذا القرار نهائيا ويلزم قانونيا كلا الطرفين المتعاقدين ويتحمل كل واحد من الطرفين المتعاقدين المصاريف المستحقة لفائدة عضوه في المحكمة ومن أجل تمثيله في المسطرة التحكيمية وتفتسم بالنسبة بين الطرفين المتعاقدين المصاريف الخاصة بالرئيس والمصاريف الأخرى . غير أن المحكمة بإمكانها ، في قرارها أن تأمر بأن يتحمل أحد الطرفين المتعاقدين نسبة أعلى من المصاريف ، ويكون هذا القرار ملزما بالنسبة لكلا الطرفين المتعاقدين .

### المادة الثانية عشرة

#### الامتداد الاقليمي

عند دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ أو في أي وقت بعد دخوله حيز التنفيذ ، يمكن بسط مقتضيات هذا الاتفاق بموجب اتفاق يتم بين الطرفين المتعاقدين في شكل تبادل مذكرات ، ليشمل الجزر الانجليزية النورماندية وجزيرة مان التي تعتبر حكومة المملكة المتحدة مسؤولة عن علاقاتها الدولية .

### المادة الثالثة عشرة

#### استثمارات منجزة قبل دخول الاتفاق حيز التنفيذ

- 1 - يطبق الاتفاق أيضا على الاستثمارات التي أنجزت فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين ، طبقا لتشريع ، من قبل زعابا الطرف المتعاقد الآخر ، قبل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ .
- 2 - بخصوص حالات التحويل المنصوص عليها في المادة 7 من هذا الاتفاق ، فإن الاستثمارات المنجزة قبل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ من قبل مواطنين من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر تستفيد من هذه المقتضيات في حالة ما إذا أنجزت عن طريق عملة قابلة للصرف .
- 3 - بخصوص حالات التحويل المتعلقة بالاستثمارات المنجزة قبل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ والتي أنجزت بعملة غير قابلة للصرف ، فإنها تستفيد من مقتضيات تنظيم الصرف في مجال الاستثمارات .

### المادة الرابعة عشرة

#### الدخول الى حيز التنفيذ

" يدخل هذا الاتفاق الى حيز التنفيذ مؤقثا في تاريخ التوقيع عليه ، ويشعر كل طرف متعاقد ، كتابة ، الطرف الآخر باستكمال الاجراءات الدستورية المطلوبة فوق ترابه للدخول النهائي لهذا الاتفاق الى حيز التنفيذ . ويدخل هذا الاتفاق نهائيا الى حيز التنفيذ في تاريخ تلقي اخر الاشعارين " .

### المادة الخامسة عشرة

#### مدة الصلاحية والالغاء

يبرم هذا الاتفاق لمدة عشرة سنوات . ويظل ساري المفعول ما لم يتم الاشعار كتابة سنة من قبل ، بالغاء من لدن احد الطرفين المتعاقدين للطرف المتعاقد الآخر .

في حالة الالغاء ، تظل مقتضيات هذا الاتفاق سارية المفعول لمدة عشر سنوات بالنسبة للاستثمارات المنجزة في ابي وقت قبل الغائه ، دون الاخلال بتطبيق قواعد القانون الدولي العام بعد ابتداء المدة المذكورة .

وارثباتا لذلك ، وقع المفوض لهما قانونيا من لدن حكومتيهما على هذا الاتفاق .

وحرر في نظيرين أصليين بالرباط يوم 10 ربيع الثاني 1411 الموافق لـ 30 أكتوبر 1990 باللغتين العربية والانجليزية ، والتصين نفس الحجة .

عن

حكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية .

عن

حكومة المملكة المغربية .



□ GRÈCE

- **Dahir n° 1-99-263 du 8 rabii II 1421 (11 juillet 2000) portant publication de l'accord fait à Athènes le 16 février 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Hellénique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

### **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Hellénique concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc,  
et  
Le Gouvernement de La République Hellénique,  
dénommés ci-après les « Parties contractantes »,

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements,

Sont convenus de ce qui suit:

#### **Article premier : Définitions**

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect dans toutes sociétés ou entreprises de quelque secteur d'activité économique que ce soit et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruits et droits similaires ;

---

(1) *B.O.* du 15 mars 2001.

- b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
- c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
- d) les droits d'auteur, marques, brevets, procédés techniques ;
- e) les concessions de droit public pour la prospection et l'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissements » au sens du présent accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur dans le pays hôte.

2. Le terme « investisseurs » désigne :

- a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou hellénique en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou de la République Hellénique respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
- b) toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de la République Hellénique et constituée conformément à la législation marocaine ou hellénique respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

3. Le terme « revenus » désigne les montants nets rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement, les bénéfices, intérêts, dividendes, redevances y compris les redevances de licences dont les contrats ont été approuvés par les autorités compétentes dans la mesure où la réglementation du pays hôte l'exige.

4. Le terme « territoire » désigne :

- a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
- b) pour la République Hellénique : le territoire sous sa souveraineté y compris la mer territoriale ainsi que les zones sous-marines et les autres espaces maritimes, sur lesquels la République Hellénique exerce, en conformité avec le droit international, des droits souverains ou une juridiction.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encourage les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet sur son territoire ces investissements conformément à sa législation.



2. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficient d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire de l'autre Partie contractante. Chaque Partie contractante s'engage à assurer que la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante ne soient pas entravées par des mesures injustifiées ou discriminatoires.
3. Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie contractante, les revenus de tel réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement initial.
4. Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

### **Article 3 : Traitement des investissements**

1. Aucune des Parties contractantes n'assujettira, sur son territoire, les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements des investisseurs de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
2. Aucune des Parties contractantes n'assujettira, sur son territoire, les investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
3. Néanmoins, le traitement visé aux paragraphes 1 et 2 ne s'étend pas aux privilèges qu'une Partie contractante peut accorder aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une union économique, une union douanière, un marché commun, une zone de libre-échange, une organisation économique régionale à caractère international ou du fait de ses engagements conformément à une convention de prévention de double imposition fiscale ou de toute autre convention en matière d'impôts.

### **Article 4 : Expropriation - compensation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de

l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique, La Partie contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant-droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. Le montant de l'indemnité correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques. En, cas de retard de paiement, les indemnités porteront intérêt aux conditions du marché à compter de la date de leur exigibilité, L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et transférable conformément à la réglementation en vigueur.

2. Les Investisseurs de chacune des Parties contractantes dont les investissements subiraient des dommages à l'occasion d'une guerre ou autre conflit armé, d'un état national, de troubles ou d'émeutes, survenant sur le territoire de l'autre. Partie contractante, bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnités compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

#### **Article 5: Les transferts**

1. Chacune des Parties contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert en monnaie convertible de leurs avoirs liquides nets relatifs à un investissement et en particulier, mais pas exclusivement :
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire provenant d'apports en devises ou de bénéfices réinvestis visant à maintenir ou accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts ou autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ;
  - d) des redevances ;
  - e) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement effectué en devises ou financé par des bénéfices réinvestis, y compris les plus-values du capital investi ;
  - f) des indemnités dues en application de l'article 4.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, et en vertu de la réglementation des changes en vigueur.
3. Les garanties prévues aux paragraphes 1 et 2 sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

**Article 6: Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non-commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent accord.

**Article 7: Autres obligations**

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation ou la réglementation nationale de l'une des Parties contractantes, ou par les obligations internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.
2. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec l'autre Partie contractante des engagements particuliers dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements particuliers sont, pour le surplus, régis par le présent accord.

**Article 8: Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, autant que possible, entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de

cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

5. Si les délais fixés au paragraphe 4, n'ont pas été observés, le président de la Cour internationale de justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le président de la Cour internationale de justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou s'il est autrement empêché d'exercer cette fonction, le vice-président ou, en cas de son empêchement, le membre le plus ancien de la Cour internationale de justice peut être invité, sous les mêmes conditions, à procéder aux désignations.
6. Le tribunal d'arbitrage statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du droit international généralement admis.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
8. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix : elles sont définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
9. Chaque Partie contractante supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes.

#### **Article 9 : Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Si des différends relatifs à un investissement surgissent entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante, ils seront, autant que possible, réglés à l'amiable entre les Parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les Parties au différend dans les six mois à compter de la date de notification écrite, le différend est soumis à la requête de l'investisseur concerné :
  - soit aux juridictions nationales de la Partie contractante impliquée dans le différend ;
  - soit à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.) créé par la convention pour les règlements des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, à ce que l'investisseur, partie adverse au différend, ait

perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.

4. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent accord, des termes de l'accord particulier qui serait intervenu au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les Parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 10 : Investissements intérieurs**

Le présent accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, en conformité avec les lois et règlements de cette dernière. Néanmoins, le présent accord ne s'applique pas aux différends qui pourraient être nés avant son entrée en vigueur.

#### **Article 11 : Entrée en vigueur et période de validité**

1. Le présent accord entre en vigueur trente jours à compter de la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifié l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans leurs pays respectifs. Il reste en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité initial, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins douze mois avant la date d'expiration de la validité en cours.
2. Les investissements effectués antérieurement à l'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Athènes, le 16 février 1994, en deux originaux, chacun en langues arabe, grecque et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence, le texte français prévaudra.

## ❑ GUINÉE-BISSAU

- **Dahir n° 1-16-69 du 17 chaabane 1437 (24 mai 2016) portant promulgation de la loi n° 52-15 portant approbation de l'Accord fait à Bissau le 28 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 52-15 portant approbation de l'Accord fait à Bissau le 28 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 17 chaabane 1437 (24 mai 2016).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 6474 du 16 juin 2016.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6473 du 7 ramadan 1437 (13 juin 2016).

**Loi n° 52-15 portant approbation de l'Accord fait à Bissau le 28 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Bissau le 28 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.





□ HONGRIE

- **Dahir n° 1-98-132 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 12 décembre 1991 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 12 décembre 1991 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 12 décembre 1991 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Tanger, le 28 moharrem 1421 (3 mai 2000).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*  
Abderrahman Youssoufi.

\*  
\* \* \*

(1) *B.O.* n° 4810 du 6 juillet 2000.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4806 du 19 rabii I 1421 (22 juin 2000).

## Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc,

et

Le Gouvernement de la République de Hongrie,

dénommés ci-après les « Parties contractantes »,

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel accord en vue d'améliorer les contacts d'affaires et de renforcer la confiance dans le domaine des investissements,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article 1

1. Le terme « investissements » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect dans toutes sociétés ou entreprises de quelque secteur d'activité économique que ce soit, et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, marques, brevets, procédés techniques, noms commerciaux et tout autre droit de propriété industrielle ainsi que les fonds de commerce
  - e) les concessions de droit public.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissements » au sens du présent accord.

Ces investissements doivent être effectués conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte.

2. Le terme « investisseurs » désigne :
  - a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou hongroise en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou de la République de Hongrie respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
  - b) toute personne morale, constituée conformément à la législation marocaine ou hongroise, ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de

la République de Hongrie respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

3. Le terme « revenus » désigne les montants rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes, tantièmes, redevances de licence dont les contrats ont été approuvés par les autorités compétentes du pays hôte dans la mesure où sa réglementation l'exige.

## Article 2

1. Chacune des Parties contractantes encourage les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante, et admet sur son territoire ces investissements conformément à sa législation.
2. Le présent accord s'applique aux investissements liés à une activité économique et effectués sur le territoire de chacune des Parties contractantes par des investisseurs de l'autre Partie contractante à partir de l'entrée en vigueur du présent accord.
3. Le présent accord ne s'étend pas aux privilèges accordés par une des Parties contractantes à tout Etat tiers en vertu d'une convention de prévention de double imposition fiscale ou de toute autre convention en matière d'impôts.

## Article 3

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer sur son territoire aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver leur gestion, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance ou leur liquidation.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouissent d'une sécurité et d'une protection constantes, qui sont au moins égales à celles dont jouissent les investisseurs de la nation la plus favorisée.
3. Néanmoins, le traitement et la protection visés aux paragraphes 1 et 2 ne s'étendent pas aux privilèges qu'une Partie contractante peut accorder exclusivement à ses propres investisseurs dans le cadre de ses plans de développement nationaux et aux privilèges qu'elle peut accorder aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une union économique, une union douanière, un marché commun, une zone de libre échange ou une organisation économique régionale à caractère international.

## Article 4

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ne pourront être

expropriés ni soumis à d'autres mesures de dépossession directe ou indirecte ayant un effet similaire que si les conditions suivantes sont remplies :

- a) les mesures sont prises dans l'intérêt public et selon une procédure légale ;
  - b) elles ne sont ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier tel que visé à l'article 7, paragraphe 2 ;
  - c) elles sont assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité dont le montant devra correspondre à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques. Cette indemnité sera payée aux investisseurs et transférée en monnaie convertible sans délai injustifié et en tout cas dans un délai normalement nécessaire pour accomplir les formalités administratives.
2. Les investisseurs de chacune des Parties contractantes dont les investissements subiraient des dommages à l'occasion d'une guerre ou autre conflit armé, d'un état d'urgence national, de troubles ou d'émeutes, survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements.

L'indemnisation due en application du présent paragraphe sera payée conformément aux dispositions du paragraphe 1/c.

3. Ce traitement s'applique aux investisseurs de chacune des Parties contractantes, titulaires de toute forme de participation dans quelque entreprise que ce soit sur le territoire de l'autre Partie contractante.
4. Dans tous les cas, chaque Partie contractante accorde sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement au moins égal à celui attribué aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

## Article 5

1. Chacune des Parties contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie contractante, sans délai injustifié, et en tout cas dans un délai normalement nécessaire pour accomplir les formalités administratives, le transfert en monnaie convertible de leurs avoirs liquides relatifs à un investissement, et en particulier mais pas exclusivement :
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts contractés initialement en devises convertibles ;
  - d) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - e) des indemnités dues en application de l'article 4.

2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, en vertu de la réglementation de change en vigueur.
3. Les garanties prévues aux paragraphes 1 et 2 sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

#### Article 6

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non-commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investisseur de l'autre partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent accord.

#### Article 7

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation ou la réglementation nationale de l'une des Parties contractantes, ou par les obligations internationales existantes ou souscrites par les parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables sauf pour les exceptions stipulées par le paragraphe 3 de l'article 3.
2. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec l'autre Partie contractante des engagements particuliers dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements particuliers sont, pour le surplus, régis par le présent accord.

#### Article 8

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, autant que possible, entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée de représentants des parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la partie la plus diligente.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
5. Si les délais fixés au paragraphe 4 n'ont pas été observés, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
6. Le tribunal d'arbitrage statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du droit international généralement admis.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
8. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix elles sont définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
9. Chaque Partie contractante supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes.

## Article 9

1. Tout différend entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante relatif à l'expropriation, la nationalisation ou toutes autres mesures similaires touchant les investissements, fait l'objet d'une notification écrite accompagnée d'un aide-mémoire détaillé adressée par l'investisseur de l'une des Parties contractantes à l'autre Partie contractante dans la mesure du possible, ce différend est réglé à l'amiable entre parties.
2. Si le différend ne peut être réglé dans un délai de six mois à compter de la date de la notification écrite visée au paragraphe 1, il est soumis à l'arbitrage du Centre International pour le règlement des différends relatifs aux investissements C.I.R.D.I. créé par la « convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.
3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait



perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 6.

4. L'organisme d'arbitrage statue sur la base :
  - des dispositions du présent accord ;
  - des règles et principes du droit international généralement admis.
5. Les sentences d'arbitrage sont définitives et obligatoires pour les parties au différend, chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

## Article 10

1. Le présent accord entre en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifiées que les procédures constitutionnelles requises dans leurs pays respectifs sont accomplies. Il reste en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins douze mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.
2. En cas de dénonciation, les investissements effectués dans le cadre du présent accord et antérieurement à son expiration lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat le 12 décembre 1991, en double original, en langues arabe, hongroise et française, les trois textes faisant également foi.

En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

□ INDONÉSIE

- **Dahir n° 1-98-156 du 7 ramadan 1423 (12 novembre 2002) portant publication de l'Accord fait à Djakarta le 14 mars 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Indonésie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Djakarta le 14 mars 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Indonésie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Djakarta le 14 mars 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Indonésie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements.

*Fait à Rabat, le 7 ramadan 1423 (12 novembre 2002).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Driss Jettou.

---

(1) *B.O.* n° 5108 du 15 mai 2003.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5106 du 6 rabii I 1424 (8 mai 2003).

ظهير شريف رقم 1.98.156 صادر في 7 رمضان 1423 (12 نوفمبر 2002) بنشر الاتفاق الموقع  
بجاكرتا في 14 مارس 1997 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أندونيسيا  
بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بجاكرتا في 14 مارس 1997 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة  
جمهورية أندونيسيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بجاكرتا في 14 مارس 1997  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أندونيسيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.

وحرر بالرباط في 7 رمضان 1423 (12 نوفمبر 2002).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

\*

\* \*

## اتفاق

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية اندونيسيا  
بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات

----

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية اندونيسيا المشار اليهما فيما يلي ب  
« الطرفين المتعاقدين » :

اعتبارا منهما لعلاقات الصداقة والتعاون القائمة بين البلدين وشعبيهما ،  
ورغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما ، وخاصة  
عن طريق استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في اقليم الطرف المتعاقد الآخر ،  
وادر اكا منهما لاهمية تشجيع وحماية الاستثمارات ومدى مساهمة ذلك في حفز تدفق  
الرساميل ومبادرات الأعمال وزيادة الرخاء الاقتصادي لكلا البلدين ؛

اتفقتا على مايلي :

### المادة الأولى

### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق :

1) تعني عبارة « استثمار » : كل انواع الأصول التي يستثمرها مستثمرو أحد الطرفين  
المتعاقدين في اقليم الطرف المتعاقد الآخر وفقا للقوانين والانظمة المعمول بها في اقليم هذا  
الاخير، وتشمل على سبيل المثال وليس الحصر :

أ - الاملاك العقارية والمنقولة ، وكذا حقوق الملكية الاخرى مثل الرهون العقارية  
والرهون التحبازية وحقوق الامتياز على الدين ؛

ب - الأسهم وانسندات وكل اشكال المساهمات في الشركات ؛

ج - الاستحقاقات النقدية أو أي حقوق تعاقدية ذات قيمة مالية ؛

د - حقوق الملكية الفكرية والصناعية وبراءات الاختراع والعلامات والتصاميم

الصناعية والعلامات التجارية والزبائن والمعرفة التقنية وأي حقوق اخرى مساثلة ؛

هـ - الامتيازات السخولة من طرف القانون أو بمقتضى عقدة بما فيها امتيازات

التقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها.

ان أي تغيير بظراً على الشكل القانوني الذي استثمرت به الاصول أو اعيد استثمارها لا يؤثر على الطابع الاستثماري لهذه الاصول وفق هذا الاتفاق .

2 ( تعني عبارة : « مستثمر » بالنسبة لكلا الطرفين المتعاقدين :

أ - كل شخص ذاتي ، يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية الاندونيسية طبقاً للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ؛

ب - كل شخص معنوي أو كيان تأسس طبقاً للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ويمارس نشاطه الفعلي في اقليم هذا الطرف المتعاقد ؛

3 ( تعني عبارة « مداخيل » : المبالغ الصافية من الضرائب الناتجة عن الاستثمارات ومنها على سبيل المثال وليس الحصر : الأرباح والفوائد وأرباح الاسهم والمكاسب الرأسمالية و الأتاوات والأتعاب .

4 ( ان مقتضى عبارة « بدون تأخير » يعتبر مستوفى فيما اذا تم انجاز التحويل ضمن الاجل المتعارف عليه عادة في التطبيقات المالية الدولية .

5 ( تعني عبارة « اقليم » :

أ ) بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها او سيتم تعيينها فيما بعد بموجب قوانين المملكة المغربية وفقاً للقانون الدولي كمنطقة يمكن ان تمارس في نطاقها حقوقها المتعلقة باعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية ؛

ب ) بالنسبة لجمهورية اندونيسيا: اقليم جمهورية اندونيسيا كما هو محدد في قوانينها .

#### المادة الثانية

#### تشجيع وحماية الاستثمار

1 ( يشجع كل طرف متعاقد في اقليمه مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويخلق الظروف الملائمة لهم ، ويقبل استثماراتهم وفقاً لقوانينه وانظمتهم .

2 ( تمنح استثمارات مستثمري كلا الطرفين المتعاقدين باستمرار معاملة عادلة ومنصفة، وباستثناء الاجراءات الضرورية للحفاظ على النظام العام ، فانها تتمتع بالحماية والامس اللازمين في اقليم الطرف المتعاقد الآخر .

3) أ- أي توسيع أو تعديل أو تغيير في الاستثمار يتم طبقاً للقوانين واللائحة المعمول بها في إقليم الطرف الذي أقيم فيه هذا الاستثمار ، يعتبر استثماراً جديداً .

ب- تتمتع مداخيل الاستثمار، في حالة إعادة استثمارها طبقاً للقوانين السارية المفعول في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين ، بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي .

### المادة الثالثة

#### معاملة الاستثمار

1) يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لاستثمارات مستثمري أي دولة ثالثة ، ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية.

2) يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها ، معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمري أي دولة ثالثة ، ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية.

3) ان مقتضيات هذا الاتفاق المتعلقة بالمعاملة الأكثر افضلية الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو دولة ثالثة لا تلزم أحد الطرفين المتعاقدين بتمتع مستثمري الطرف المتعاقد الآخر بأي معاملة أو مزية أو افضلية ناتجة عن:

أ - أي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة للتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو أي اتفاق دولي مماثل أو أي شكل من أشكال التنظيمات الاقتصادية الجهوية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضواً فيها أو ينضم إليها مستقبلاً ؛

ب- أي اتفاق دولي أو ترتيب يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي ؛

### المادة الرابعة

#### نزاع الملكية والتعويض

(1) ان اجراءات التأميم أو نزع الملكية أو اي اجراء آخر من الاجراءات ذات الأثر المماثل ، المشار اليها فيما بعد بنزع الملكية ، التي قد يتخذها أحد الطرفين المتعاقدين تجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، يجب أن لا تكون تمييزية أو مبررة بأسباب غير المصلحة العامة .

(2) يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بمثل هذا الاجراء تعويضا عادلا ومنصفا . ويكون مبلغ هذا التعويض مساويا للقيمة السوقية للاستثمار الذي نزعت ملكيته في تاريخ نزع الملكية أو عند الاعلان عنها للعموم .

(3) يتعين ان يكون مبلغ التعويض المذكور قابلا للاداء ويتم دفعه بدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة اشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الأنفة الذكر . وفي حالة تأخير في الأداء تؤدي عن التعويض فائدة بالسعر التجاري العادي انذني يتم الاتفاق عليه بين الطرفين ، وتحتسب هذه الفائدة ابتداء من تاريخ الاستحقاق الى غاية تاريخ الاداء . ويؤدي التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية .

### المادة الخامسة

#### التعويض عن الخسائر

ان مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو احداث اخرى مشابهة في اقليم الطرف المتعاقد الآخر يستفيدون من لدن هذا الاخير من معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه او لمستثمري أي دولة ثالثة ، ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية اخرى تتعلق بتلك الخسائر .



### المادة السادسة

#### التحويلات

1 ( ) يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد اداء الضرائب طبقا لقوانينه وأنظمته، حرية التحويل للأصول المستثمرة، ومنها على سبيل المثال وليس الحصر :

- أ - رأس المال المستثمر أو أي مبلغ اضافي يستخدم لصيانة الاستثمار أو توسيعه ؛
- ب - الارباح وأرباح الاسهم والفوائد والأتاوات أو أي مداخيل جارية أخرى ؛
- ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار ؛
- د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار ؛
- هـ - التعويضات المستحقة طبقا للمادتين 4 و 5 ؛
- و - الاجور والرواتب والمكافآت الاخرى التي تعود الى مواطني احد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل في اقليم الطرف المتعاقد الاخر برسم استثمار ما ، وذلك طبقا لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد .

2 ( ) تتم التحويلات المشار اليها في الفقرة 1 بدون تأخير و بعملة قابلة للتحويل وبسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل .

### المادة السابعة

#### الحلول محل المستثمر

1 ( ) اذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين ، بموجب ضمان قانوني أو تعاقد يغطي المخاطر غير التجارية لاستثمار في اقليم الطرف المتعاقد الآخر ، فان هذا الأخير يعترف للمؤمن بالحلول محل المستثمر في كافة الحقوق والمستحقات المعوض عنها .

2 ( ) بناء على الضمان الممنوح للاستثمار المعني ، يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان يحق للمستثمر أن يمارسها .

3 ( ) كل نزاع ينشأ بين احد الطرفين المتعاقدين ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر ، تتم تسويته وفقا لمقتضيات المادة 8 من هذا الاتفاق .

### المادة الثامنة

#### تسوية الخلافات بين المستثمرين والطرفين المتعاقدين

1 ( أ ) أي خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته بقدر الإمكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع .

2 ( ب ) اذا تعذرت تسوية هذا الخلاف بالتراضي في ظرف ستة (6) أشهر ابتداء من تاريخ تبليغه المكتوب ، يعرض الخلاف باختيار المستثمر :

أ - اما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه ؛  
ب - واما للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي انشئ بموجب الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول اخرى ، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965 .

في حالة ما اذا عرض أحد الطرفين الخلاف على المحكمة المختصة للطرف المتعاقد الذي يوجد الاستثمار في اقليمه أو على التحكيم الدولي ، فإن هذا الاختيار يكون نهائيا .

3 ( ج ) لا يمكن لاحد الطرفين المتعاقدين ، طرف في النزاع ، ان يثير اعتراضا في أية مرحلة من إجراءات التحكيم او تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى ان المستثمر ، الطرف الآخر في النزاع ، قد حصل على تعويض يغطي جزئيا او كليا خسائره بموجب تأمين تعاقدي .

4 ( د ) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا الى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يقع الاستثمار في اقليمه ، بما فيها القواعد المتعلقة بتنازع القوانين ، ومقتضيات هذا الاتفاق ومقتضيات الاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار ، وكذا مبادئ القانون الدولي .

5 ( هـ ) تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع ، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذه القرارات طبقا لقانونه الوطني .

### المادة التاسعة

#### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1 ( ) تتم بقدر الامكان تسوية الخلافات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين ، فيما يخص تأويل او تطبيق هذا الاتفاق بالطرق الدبلوماسية .

2 ( ) اذا تعذر حل الخلاف بين الطرفين المتعاقدين في ظرف ستة (6) اشهر يعرض ، بناء على طلب احدهما على هيئة للتحكيم ، وذلك باتفاقهما .

3 ( ) تتكون هيئة التحكيم لكل حالة على حدة على الشكل التالي :

- خلال ثلاثة (3) اشهر من التوصل بطلب التحكيم ، يعين كل طرف متعاقد حكما .  
- يختار الحكمان معا عند ذلك حكما من رعايا دولة ثالثة يعين رئيسا لهيئة التحكيم بموافقة الطرفين المتعاقدين .

- يعين رئيس هيئة التحكيم خلال شهرين من تاريخ تعيين الحكامين الآخرين .

4 ( ) اذا لم تتم التعيينات اللازمة خلال الأجال المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة ، يقوم احد الطرفين المتعاقدين ، في حالة عدم حصول اتفاق آخر ، بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة . واذا كان رئيس محكمة العدل الدولية من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين او اذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية ، واذا كان نائب الرئيس بدوره من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين او اذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى العضو الأكثر اقدمية في محكمة العدل الدولية ، الذي لا ينتمي لرعايا احد الطرفين المتعاقدين ليقوم بالتعيينات المذكورة .

5 ( ) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الاصوات . وتكون هذه القرارات نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين . و يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيئه في مسطرة التحكيم ، اما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فتتسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين .  
و تحدد هيئة التحكيم مسطرتها الخاصة بها .

### المادة العاشرة

#### تطبيق هذا الاتفاق

1) يطبق هذا الاتفاق على استثمارات مستثمري المملكة المغربية في إقليم الجمهورية الاندونيسية التي تم قبولها طبقا للقوانين الخاصة بالاستثمار الاجنبي وأي قوانين تعديها أو تحل محلها؛ وعلى استثمارات مستثمري الجمهورية الاندونيسية في إقليم المملكة المغربية التي تم قبولها طبقا للقوانين الخاصة بالاستثمار الاجنبي وأي قوانين تعديها أو تحل محلها.

2) يغطي هذا الاتفاق كذلك ، فيما يخص تطبيقه مستقبلا، الاستثمارات المنجزة قبل سريانه بالعملة القابلة للتحويل من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الاخر ، طبقا لقوانين وانظمة هذا الاخير ، غير ان هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ .

### المادة الحادية عشرة

#### تطبيق مقتضيات أخرى

إذا كانت مقتضيات قانون أحد الطرفين المتعاقدين أو التزاماتهما في اطار قانون دولي يوجد حاليا أو سيوجد مستقبلا بين الطرفين المتعاقدين ، بالإضافة لهذا الاتفاق ، يتضمن احكاما عامة أو خاصة ، تمنح الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرو الطرف المتعاقد الآخر معاملة أكثر أفضلية من تلك التي يمنحها هذا الاتفاق ، فان تلك الأحكام تطبق ما دامت أكثر أفضلية من أحكام هذا الاتفاق.

### المادة الثانية عشرة

#### المشاورات والتعديلات

يمكن لكلا الطرفين المتعاقدين ان يطلب اجراء مشاورات حول أي موضوع يتعلق بهذا الاتفاق ، ويولي الطرف الآخر عنايته لهذه المشاورات ويوفر لها الظروف الملائمة.

يمكن تعديل هذا الاتفاق في أي وقت، اذا دعت الضرورة لذلك ، باتفاق الطرفين.

### المادة الثالثة عشرة

#### الدخول حيز التنفيذ ، مدة الصلاحية ونهاية الاتفاق

1) يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في اليوم الثلاثين (30) بعد تاريخ التوصل بأخر الاشعارين اللذين تم بواسطتهما اعلام الطرفين المتعاقدين بعضهما البعض باستكمال الاجراءات الدستورية للدخول حيز التنفيذ لهذا الاتفاق.

2) يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر (10) سنوات ، ويتجدد تلقائيا تلقائيا لمدة عشر (10) سنوات اخرى إلى أن يعلم أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر كتابة عن نيته في إنهاء ستة أشهر على الأقل قبل تاريخ انتهاء مدة صلاحيته.

3) وبالنسبة للاستثمارات المقامة قبل تاريخ انتهاء مدة صلاحية هذا الاتفاق، فإن مقتضياته تبقى سارية المفعول لمدة عشر (10) سنوات أخرى ابتداء من تاريخ انهاء العمل به على هذه الاستثمارات.

ولهذا الغرض، فإن الموقعين اسفله، المفوض لهما قانونيا من طرف حكومتيهما، قد وقعا على هذا الاتفاق.

حرر بجاكرتا في يوم 14 مارس من سنة 1997.

في، نظيرين اصليين باللفات الأندونيسية والعربية والإنجليزية، ولكل النصوص نفس الحجية، وعند الخلاف يعتمد النص الإنجليزي.

عن حكومة  
جمهورية أندونيسيا

عن حكومة  
المملكة المغربية

□ IRAN

- **Dahir n° 1-02-148 du 10 rabii I 1424 (12 mai 2003) portant publication de l'Accord fait à Téhéran le 26 chaoual 1421 (21 janvier 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique d'Iran relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Téhéran le 26 chaoual 1421 (21 janvier 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique d'Iran relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Téhéran le 26 chaoual 1421 (21 janvier 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique d'Iran relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements.

*Fait à Rabat, le 10 rabii I 1424 (12 mai 2003).*

Pour contresigner :

*Le Premier ministre,*

Driss Jettou.

---

(1) *B.O.* n° 5158 du 6 novembre 2003.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5153 du 23 chaabane 1424 (20 octobre 2003).

## المادة الأولى تصاريص

لأغراض هذا الاتفاق فإن اللفاظ التالية تصدق بها المعاني الواردة بعده :

1] لفظ "مستثمر" يعني كل أنواع الملكية أو الأصول التي يتم استثمارها من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر وفقا للقوانين والأنظمة المعمول بها في إقليم هذا الأخير (المشار إليه فيما يلي بالطرف المتعاقد المضيف) ، وتشمل على الخصوص :

- أ - الملكية العقارية والمنقولة ، وكذا الحقوق المرتبطة بها مثل الرهون العقارية والرهون الحيازية وحقوق الارتفاق ؛
- ب - الأسهم وكل أنواع المساهمات في الشركات ؛
- ج - الحقوق النقدية أو أي حقوق ذات قيمة مالية ؛
- د - حقوق الملكية الصناعية والفكرية مثل براءات الاختراع والتصاميم ذات المنفعة والتصاميم أو النماذج الصناعية و العلامات التجارية والأسماء والمعرفه النقدية والزيائن ؛
- هـ - حقوق التنقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها وكذا حقوق الاعمال المخولة من طرف القانون أو بمقتضى عدة أو بواسطة قرار صادر عن السلطة طبقا للقانون.

2- يعني لفظ "مستثمر" بالنسبة لكلا الطرفين المتعاقدين الأشخاص المشار إليهم فيما يلي الذين يقومون باستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر :

- أ- الأشخاص الطبيعيون الذين يعتبرون مواطنين طبقا لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين ولا يحملون جنسية الطرف المتعاقد الآخر ؛
- ب- الكيانات القانونية لكلا الطرفين المتعاقدين التي تأسست وتدمجت طبقا لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين ويوجد مقرها ونشاطها الاقتصادي الفعلي في إقليم نفس هذا الطرف المتعاقد.

3- يعني لفظ "مداخيل" المبالغ الصافية من الضرائب الناتجة بصفة قانونية عن الاستثمارات مثل الأرباح والتكاليف المالية وأرباح الأسهم والتفاوتات والممولات.

4- تعني عبارة "إقليم" :

- أ- بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب قوانين المملكة المغربية وفقا للقانون الدولي كمنطقة يمكن أن تمارس في نطاقها حقوقها المتعلقة بأصناف البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية ؛
- ب- بالنسبة لجمهورية إيران الإسلامية : تراب جمهورية إيران الإسلامية بما فيه المناطق البحرية وكذا الجرف القاري، وأصناف البحار وتحت قاع البحر والفضاء الجوي والمناطق الاقتصادية الخاصة التي تمارس في نطاقها الجمهورية الإسلامية الإيرانية السيادة أو الولاية القضائية.

ظهر شريف رقم 1.02.148. صابر في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003) بنشر الاتفاق الموقع بطهران في 26 من شوال 1421 (21 يناير 2001) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الإيرانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وإليه)

يعلن من ظهرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بطهران في 26 من شوال 1421 (21 يناير 2001) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الإيرانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بطهران في 26 من شوال 1421 (21 يناير 2001) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الإيرانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

وحرر بالرباط في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003).

وقته بالمطف :

الوزير الأول.

الإمضاء : إدريس جطو.

\*

\*\*

## اتفاق

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الإيرانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

----

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الإيرانية المشار إليهما فيما يلي بـ "الطرفين المتعاقدين" :

رغبة منهما في توسيع التعاون الاقتصادي لهما فيه المصالحة المشتركة للدولتين ؛

وعزما منهما على استخدام مواردهما الاقتصادية والتسهيلات الممكنة في مجال الاستثمارات وكذلك في خلق الظروف الملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ،

وإدراكا منهما لضرورة تشجيع وحماية استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ،

اتفقا على ما يلي :



### المادة السادسة نزاع الملكية والتعويض

1) لا تخضع استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين لاجراءات نزاع الملكية أو التنازع أو أي اجراء مشابه من قبل الطرف المتعاقد الآخر إلا بسبب المصلحة العامة، وذلك طبقا للقانون المعمول به وعلى أسس غير تمييزية، ومقابل أداء تعويض فعلي وفوري.

2) يجب أن يكون مبلغ التعويض مساويا للقيمة السوقية للاستثمارات مباشرة قبل اتخاذ اجراء نزاع الملكية أو التنازع أو المصادرة أو اعلانها. ويخضع أي تأخير في أداء هذا التعويض من قبل الطرف الذي قام باجراء نزاع الملكية للتنظيمات البنكية الجاري بها العمل لدى هذا الطرف المتعاقد.

### المادة السابعة الخصم

إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ، مشابهة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، بمنحون من لدن هذا الأخير معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أي دولة ثالثة، ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية فيما يتعلق بالتعويضات والاسترجاعات والمكافآت المتعلقة بتلك الخسائر.

### المادة الثامنة

#### التحويل والاعادة إلى الوطن

1) يضمن كل طرف متعاقد طبقا للقانون والتنظيمات المتعلقة بالاستثمارات المعنية في هذا الاتفاق ان تتم جميع التحويلات التالية، الصافية من الضرائب، بحرية وبدون تأخير :

- المداخيل كما هي محددة في الفقرة (3) من المادة (1) ؛
  - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية لاستثمار ؛
  - الائاتات والمعمولات الخاصة باتفاقات نقل التكنولوجيا ؛
  - المبالغ المودعة طبقا للمادتين 6 و 7 ؛
  - مستحققات القروض الخاصة باستثمار وكذا أي تكاليف أخرى متعلقة به؛
  - الاجور والرواتب والمكافآت الأخرى التي تعود الى مواطني أحد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر برسم استثمار ما ؛
  - الاداءات الناجمة عن خلاف متعلق باستثمار.
- 2) تتم التحويلات مباشرة بعملة قابلة للتحويل وبسعر الصرف الرسمي المعمول به في تاريخ اجراء التحويل.

### المادة التاسعة الطول محل المستثمر

إذا تم دفع تعويض بموجب نظام الضمان يغطي المخاطر غير التجارية لاستثمار، فإن الطرف المتعاقد الذي أقيم الاستثمار في إقليمه يجب عليه :

### المادة الثانية تشجيع الاستثمارات

1) يشجع كل طرف متعاقد مواطنيه على الاستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، ويخلق لهم الظروف الملائمة لذلك.

2) يشجع كل طرف متعاقد مواطني الطرف المتعاقد الآخر على الاستثمار في إقليمه ويخلق لهم الظروف الملائمة لهذه الاستثمارات.

### المادة الثالثة قبول الاستثمارات

1) يقبل كل طرف متعاقد في إقليمه، وفقا لقوانينه ونظمته، استثمارات الاشخاص الطبيعيين والكيانات القانونية للطرف المتعاقد الآخر .

2) يمنح كل طرف متعاقد، بعد قبول استثمار كل التراخيص الضرورية لاتجاز الاستثمار، وذلك طبقا لقوانينه ونظمته.

### المادة الرابعة حماية ومعاملة الاستثمارات

1) يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويوفر لها الحماية والأمن الكاملين. ولا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعرقل تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المعقامة على إقليمه أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها.

2) تمنح استثمارات المواطنين والكيانات القانونية لأحد الطرفين المتعاقدين المعقامة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، حماية قانونية كاملة ومعاملة عادلة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أي دولة ثالثة، أيهما أفضل.

3) يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها، معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه، أو لمستثمري أي دولة ثالثة، أيهما أفضل.

4) لا يلتزم كلا الطرفين المتعاقدين بأن يمنح لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر نفس الحقوق والامتيازات التي يمنحها لمستثمر أو أكثر من أي دولة ثالثة بمقتضى اتفاق موجود أو سيجد مستقبلا ينشئ منطقة للتجارة الحرة أو اتحاد جمركي أو سوق مشتركة أو أي تنظيم إقليمي مشابه و/ أو وفقا لاتفاق منع الازدواج الضريبي.

### المادة الخامسة المقتضيات الأكثر افضلية

على الرغم من النصوص الواردة في هذه الاتفاقية، فإن أي مقتضيات أكثر افضلية يتفق عليها أو يتم الاتفاق عليها لاحقا بين احد الطرفين المتعاقدين وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تكون مطبقة.

(3) إذا عرض الخلاف أولاً على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أقيم الاستثمار على إقليمه، فإنه ما دام كذلك، لا يمكن عرضه على التحكيم إلا باتفاق الطرفين، وفي حالة ما إذا صدر حكم نهائي فلا يمكن عرضه على التحكيم.

(4) المحاكم الوطنية لا تكون لها صلاحية القضاء بشأن أي خلاف معروف على التحكيم. إلا أن مقتضيات هذه الفقرة لا تحول دون سعي الأطراف الرابع لتطبيق قرار التحكيم من قبل المحاكم الوطنية.

(5) يعين الطرف المتعاقد الذي أقيم الاستثمار فوق إقليمه، أو مستثمر لومستثمري الطرف المتعاقد الآخر الذي يرغب في عرض الخلاف على التحكيم، عضواً بواسطة اشعار مكتوب يبعث به إلى الطرف الآخر. ويعين الطرف الآخر عضواً خلال ستين يوماً من تاريخ تسلم الإشعار، وبين العضوان معاً حكماً خلال ستين يوماً من تاريخ آخر تعيين. وفي حالة ما إذا فشل كلا الطرفين في تعيين العضوين خلال الفترة المذكورة أو إذا لم يتفقا على تعيين الحكم، فإن كلا الطرفين يمكنه أن يطلب من رئيس محكمة العدل الدولية تعيين العضوين أو تعيين الحكم، حسب الحالة. وعلى أية حال فإن الحكم الذي يعين يجب أن يكون من رعايا دولة لها علاقات دبلوماسية مع الطرفين المتعاقدين.

(6) لا يمكن لأي طرف متعاقد، طرف في الخلاف وفي أي وقت، ومهما كان الأمر خلال التحكيم أو تنفيذ قرار التحكيم، أن يقدم حصانته كدفاع.

(7) تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة للطرفين في النزاع ويمكن أن ينفذ الحكم من طرف المحاكم الوطنية للطرف المتعاقد المقام الاستثمار على إقليمه.

#### المادة الثالثة عشرة

##### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

(1) تتم تسوية جميع الخلافات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين المتعلقة بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق، أولاً، بواسطة المشاورات الودية، وفي حالة عدم الاتفاق، فإن كلا من الطرفين المتعاقدين، يمكنه، مع مراعاة قوانينه وتنظيماته، عرض الخلاف على لجنة للتحكيم تتكون من ثلاثة أعضاء اثنين منهما يعينان من قبل الطرفين المتعاقدين والثالث الحكم، ويبلغ الطرف الآخر بواسطة اشعار.

في حالة عرض الخلاف على التحكيم، يعين كل طرف متعاقد عضواً خلال 60 يوماً من تاريخ استلام الإشعار ويعين العضوان المعينان من قبل الطرفين المتعاقدين الحكم خلال 60 يوماً من تاريخ آخر تعيين. وإذا لم يعين أحد الطرفين المتعاقدين عضواً أو إذا لم يتفق العضوان على تعيين الحكم خلال نفس الأجل، يمكن لأحد الطرفين دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بتعيين عضو الطرف الذي لم يعينه أو بتعيين الحكم، حسب ما تقتضيه الحالة.

ويجب أن يكون الحكم من رعايا دولة لها علاقات دبلوماسية مع الطرفين المتعاقدين في وقت التحكيم.

(أ) أن يعترف للمؤمن بالحوال محل المستثمر، في حقوقه؛  
(ب) لا يجوز للمؤمن أن يمارس أي حقوق أخرى غير الحقوق التي كان يحق للمستثمر أن يمارسها؛  
(ج) كل نزاع ينشأ بين مؤمن والطرف المتعاقد المضيف تتم تسويته وفقاً لمقتضيات المادة 12 من هذا الاتفاق.

#### المادة المائتة

##### احترام الالتزامات

يضمن كل طرف متعاقد احترام الالتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

#### المادة الحادية عشرة

##### تطبيق الاتفاق

(1) وسيطق هذا الاتفاق مستقبلاً فقط على الاستثمار وإعادة الاستثمار الذي تولى عليه السلطات المختصة لدى الطرف المتعاقد المضيف.

السلطة المختصة في المملكة العربية هي:  
وزارة الاقتصاد والمالية والخاصة والسياحة  
الرباط / المغرب.

السلطة المختصة في الجمهورية الإسلامية الإيرانية هي:

المنظمة المكلفة بالاستثمار والمعونة الاقتصادية والتقنية لايران (O.I.T.A.I)

15 ساحة كوردا

طهران / إيران

(2) وسيطق هذا الاتفاق كذلك على الاستثمارات المنجزة قبل سريته، شريطة قبولها من طرف السلطة المؤهلة للطرف المتعاقد المضيف.

#### المادة الثانية عشرة

##### تسوية الخلافات بين احد الطرفين

##### المتعاقدين ومستثمر الطرف المتعاقد الآخر

(1) في حالة ما إذا حصل خلاف بين احد الطرفين المتعاقدين الذي أقيم الاستثمار على إقليمه، وواحد أو أكثر من مستثمري الطرف المتعاقد الآخر بشأن استثمار ما، يعمل الطرف المتعاقد المقام على إقليمه الاستثمار والمستثمر أو المستثمرين، على تسوية الخلاف أولاً بالطرق الودية عن طريق المفاوضات والمشاورات.

(2) إذا تعذر حصول اتفاق بين الطرفين المتعاقدين المقام على إقليمه الاستثمار والمستثمر أو المستثمرين داخل ستة أشهر ابتداءً من تاريخ تبليغ أحد الطرفين الآخر، فإن كلا منهما يمكنه عرض الخلاف على المحاكم المختصة لدى الطرف المتعاقد الذي أقيم الاستثمار على إقليمه، أو أن يعرض الخلاف، مع مراعاة قوانينه وأنظمتها، على لجنة للتحكيم من ثلاثة أعضاء تشكل وفقاً للفقرة الخامسة اللاحقة.

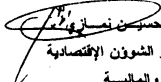
الى أن يبلغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر كتابة قبل ستة أشهر عن الغائه أو إنهائه.

(3) بالنسبة للاستثمارات المنجزة أو المقبولة قبل انتهاء صلاحية هذا الاتفاق تبقى مقتضيات جميع مواد سارية المفعول لمدة عشر سنوات من تاريخ إنهائه .  
ولهذا الغرض ، فإن الموقعين أدناه ، المفوض لهم قانونا من طرف حكومتهما ، قد وقعا على هذا الاتفاق .

وحرر في طهران بتاريخ 26 شوال 1421 هـ ، الموافق لـ 21 يناير 2001 في نظيرين أصليين باللغات العربية والفارسية والإنجليزية ، وللنصوص الثلاث نفس الحجية ، وفي حالة الخلاف في التأويل يرجح النص الإنجليزي .

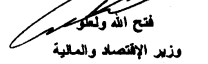
عن حكومة

الجمهورية الإسلامية الإيرانية

  
حسین نمازی  
وزير الشؤون الاقتصادية  
والمالية

عن حكومة

المملكة المغربية

  
فتح الله  
وزير الاقتصاد والمالية  
والخصوصية والسياحة

(2) في حالة تعيين الحكم من طرف محكمة العدل الدولية، وإذا حال رئيس محكمة العدل الدولية عائق دون ممارسته لهذه المهمة أو إذا كان من رعايا أحد لطرفين المتعاقدين، يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية لأجراء هذه التحيينات، إذا كان نائب الرئيس أيضا من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين أو حاله عائق دون ممارسته لهذه المهمة، يدعى العضو الأكثر أقدمية في هذه المحكمة والذي لا يكون من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتحيينات المذكورة.  
إن قرارات لجنة التحكيم إلزامية للطرفين المتعاقدين.

(3) باستثناء مقتضيات أخرى قد يتفق عليها الطرفان المتعاقدان، فإن هيئة التحكيم تحدد مسطرتها ومكان التحكيم .

(4) تعتبر قرارات هيئة التحكيم ملزمة للطرفين المتعاقدين.

المادة الرابعة عشرة

صلاحية الاتفاق ودخوله حيز التنفيذ

(1) تصادق على هذا الاتفاق السلطات المختصة لكلا الطرفين المتعاقدين وفقا قوانينهما وتنظيماتهما.

(2) يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ لمدة عشر سنوات بعد مرور ثلاثين يوما من تاريخ التوصل بأخر اشعار للطرفين المتعاقدين عن دخوله حيز التنفيذ طبقا للقوانين والتنظيمات المعمول بها لديه. بعد مرور هذه المدة، يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول

▣ ITALIE

- **Dahir n° 1-99-257 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de l'accord relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements fait à Rabat, le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements fait à Rabat, le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.

*Fait à Rabat, le 15 safar 1421 (19 mai 2000).*

Pour contreseing:

*Le Premier ministre,*  
Abderrahman Youssoufi.

\*  
\* \* \*

---

(1) *B.O.* n° 4881 du 3 août 2000.

## Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la République Italienne

ci-dessous dénommés « les Parties contractantes »,

Désirant créer, les conditions favorables pour une plus grande coopération économique entre eux, et en particulier en ce qui concerne les investissements de la part des investisseurs d'une Partie contractante dans le territoire de l'autre Partie contractante ;

Reconnaissant que l'encouragement et la protection réciproques, sur la base des accords internationaux, de tels investissements contribueront à stimuler l'initiative des entrepreneurs et accroître la prospérité des deux Parties contractantes,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article 1 : Définitions

Aux sens du présent accord,

1. Le terme « investissement » désigne toutes les catégories de biens investis après l'entrée en vigueur du présent accord par une personne physique ou morale, y compris le gouvernement d'une Partie contractante, dans le territoire de l'autre Partie contractante, conformément aux lois et règlements de ladite partie. Le terme « investissement » comprend notamment mais pas exclusivement :
  - a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tout autre droit de propriété tels que les hypothèques, privilèges, gages, usufruits, liés à l'investissement ;
  - b) les actions, titres et obligations ou autres droits ou intérêts et titres d'Etat ou d'organismes publics ;
  - c) les créances capitalisées, y compris les revenus réinvestis, ainsi que les droits à toute prestation contractuelle ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, marques de fabrique, brevets, procédés techniques et autres droits de propriété intellectuelle et industrielle, savoir faire, secrets commerciaux, noms commerciaux et fonds de commerce ;
  - e) tout droit de nature économique conféré par la loi ou par contrat, et toute licence et concession conformes aux lois et règlements en vigueur, y compris le droit de prospection, extraction et exploitation des ressources naturelles ;
  - f) capitaux et apports additionnels de capitaux employés pour le maintien et/ou l'accroissement de l'investissement ;
  - g) les éléments cités en c), d) et e) ci-dessus doivent faire l'objet de contrats approuvés par l'autorité compétente.

2. Le terme « investisseur » désigne toute personne physique ou morale d'une Partie contractante au sens de sa législation qui effectue des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante :
  - a) le terme personne physique désigne, pour chacune des Parties contractantes, une personne physique ayant la nationalité de la partie concernée, conformément à sa législation ;
  - b) le terme personne morale désigne, pour chacune des Parties contractantes, toute entité ayant son siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et reconnue par celle-ci conformément à sa législation. Le terme personne morale comprend notamment les organismes publics, sociétés de personnes ou de capitaux, fondations, associations, indépendamment du fait que leur responsabilité soit ou non limitée.
3. Le terme « revenus » comprend les sommes obtenues par un investissement, y compris notamment mais pas exclusivement, les profits, intérêts, bénéfices de capitaux, dividendes d'actions, droits d'exploitation.
4. Le terme « territoire » désigne :
  - a) pour le Royaume du Maroc: le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
  - b) pour la République italienne: le territoire de la République italienne délimité par les frontières terrestres y compris « les zones maritimes ». Celles-ci comprennent les zones maritimes et sous-marines sous la souveraineté de l'Italie et sur lesquelles celle-ci exerce, conformément au droit international, les droits souverains et juridictionnels.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investisseurs de l'autre Partie contractante à effectuer des investissements sur son territoire et autorisera ces investissements conformément à ses lois et règlements en vigueur.
2. Chacune des Parties contractantes assurera un traitement juste et équitable aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante. Chacune des Parties contractantes assurera la gestion, le maintien, l'utilisation, la jouissance ou l'affectation des investissements sur son territoire des investisseurs de l'autre Partie contractante contre toutes mesures injustifiées ou discriminatoires.

**Article 3 : Clause de la nation la plus favorisée et traitement national**

1. Chacune des Parties contractantes accorde sur son territoire aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui réservé aux investissements et aux revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs d'un Etat tiers.
2. Chacune des Parties contractantes réserve aux investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est de la gestion, le maintien, l'utilisation, la jouissance ou l'affectation de leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un Etat tiers.
3. Les investisseurs des deux Parties contractantes ne peuvent se prévaloir du traitement national pour bénéficier des aides, dons, prêts, assurances et garanties accordés par le gouvernement de l'une des Parties contractantes exclusivement à ses propres ressortissants ou sociétés dans le cadre des activités des programmes de développement national.
4. Les investisseurs des deux Parties contractantes ne peuvent se prévaloir du traitement accordé aux investisseurs d'un Etat tiers par les deux Parties contractantes dans le cadre d'une union douanière, un marché commun, une zone de libre échange, un accord régional ou sous-régional, un accord économique international multilatéral, un accord conclu entre une Partie contractante et un Etat tiers afin d'éviter la double imposition ou pour faciliter le commerce frontalier.

**Article 4 : Indemnisations pour dommages ou pertes**

1. Au cas où les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes subiraient des dommages du fait de guerres, conflits armés, états d'urgence, ou autres événements analogues dans le territoire de l'autre Partie contractante, ils reçoivent une indemnisation juste et adéquate pour la perte subie de la part de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a subi ladite perte.
2. Les investisseurs des deux Parties contractantes bénéficieront, pour ce qui est des questions prévues au présent article de cet accord, du même traitement réservé aux investisseurs de la Partie contractante ou, en tout cas, d'un traitement non moins favorable que celui réservé aux investisseurs d'un Etat tiers.

**Article 5 : Nationalisation ou expropriation**

1. Les investisseurs des deux Parties contractantes ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure permanente ou temporaire qui limite le droit de propriété, de possession, de contrôle ou de jouissance de leurs investissements à moins que les lois et règlements en vigueur ou une décision judiciaire n'en disposent autrement.



2. Les investissements des deux Parties contractantes ou de leurs investisseurs ne peuvent être nationalisés ou expropriés ou objets de mesures ayant des effets équivalents à la nationalisation ou à l'expropriation sur le territoire des deux Parties contractantes, sauf si ces mesures sont prises :
  - à des fins d'utilité publique ;
  - sur une base non discriminatoire et conformément à une procédure légale ;
  - et contre un dédommagement prompt, juste et adéquat.

#### **Article 6 : Transfert des capitaux et des revenus**

1. Chacune des Parties contractantes garantira dans le cadre de ses lois et règlements en vigueur, et après l'acquittement des obligations fiscales, le transfert en devises convertible au taux de change applicable à la date du transfert, de ce qui suit :
  - a) le produit de la vente ou de la liquidation totale ou partielle d'un investissement ;
  - b) les bénéfices nets, intérêts, dividendes, rémunérations pour l'assistance et les services techniques, ou autres profits courants issus des investissements ;
  - c) le remboursement des prêts et intérêts y relatifs ;
  - d) les économies sur les traitements et salaires versés aux ressortissants de l'autre Partie contractante en raison du travail et des services effectués en relation avec un investissement ;
  - e) les indemnités visées à l'article 4, paragraphe 1, et à l'article 5, paragraphe 2 ;
  - f) les paiements effectués au titre de l'article 7.
2. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 du présent Accord, les Parties contractantes s'engagent à accorder aux transferts prévus au paragraphe (1) du présent article, le même traitement réservé aux transferts résultant des investissements effectués par un Etat tiers.
3. Les transferts visés au paragraphe 1 seront effectués sans retard injustifié et en tout cas dans un délai de six mois, à compter de la demande de transfert, et sous réserve que les obligations fiscales aient été acquittées.

#### **Article 7 : Subrogation**

Si une Partie contractante accorde une garantie contre les risques non commerciaux pour un investissement effectué par ses investisseurs dans le territoire de l'autre Partie contractante, et effectue le paiement à ces investisseurs sur la base de la garantie, l'autre Partie contractante devra reconnaître le transfert du droit de ces investisseurs à la première Partie contractante et la subrogation de celle-ci n'ira pas outre les droits originaux des investisseurs. Pour le transfert des paiements à effectuer à la Partie contractante en vertu de cette subrogation, l'on appliquera les articles 4, 5 et 6.

**Article 8 : Règlement des différends sur les investissements**

1. Tous les différends ou divergences, y compris les différends relatifs au montant de l'indemnisation à verser en cas d'expropriation, nationalisation ou mesures analogues, entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante concernant un investissement dudit investisseur sur le territoire de la première Partie contractante devront, dans la mesure du possible, être réglés à l'amiable.
2. Si les différends ne peuvent être réglés à l'amiable dans un délai de six mois à compter de la date de la requête, présentée par écrit, l'investisseur concerné pourra soumettre le différend soit :
  - a) à la juridiction compétente de la Partie contractante concernée ;
  - b) à un tribunal arbitral *ad hoc*, conformément au règlement arbitral de la commission de l'ONU sur le droit commercial international ;
  - c) au Centre international pour le règlement des différends sur les investissements (CIRDI) pour la mise en oeuvre des procédures d'arbitrage, visées par la convention de Washington du 18 mars 1965, sur le règlement des différends liés aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.
3. Les deux Parties contractantes s'abstiendront de traiter, par les voies diplomatiques, toute question relative à un arbitrage ou à une procédure judiciaire en cours, tant que ces procédures ne seront pas terminées et qu'une des parties en cause n'ait obtenu le jugement du tribunal arbitral ou du tribunal ordinaire désigné, dans les délais d'exécution fixés dans le jugement ou dans les délais à établir autrement, sur la base de la réglementation du droit international ou national applicable en l'espèce.

**Article 9 : Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends entre les Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation et l'application du présent accord devront, dans la mesure du possible, être réglés à l'amiable grâce à des consultations entre les deux Parties contractantes par voie diplomatique.
2. Si ces différends ne peuvent être réglés dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des deux Parties contractantes les a notifiés par écrit à l'autre Partie contractante ils seront alors soumis, sur demande de l'une des deux parties, à un tribunal arbitral *ad hoc* conformément aux dispositions du présent article.
3. Le tribunal arbitral sera composé de la manière suivante : chacune des Parties contractantes désignera un membre de ce tribunal dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la requête d'arbitrage. Ensuite, les deux membres choisiront un ressortissant d'un Etat tiers, qui agira en qualité de

président (ci-de suite dénommé président). Le président devra être désigné dans un délai de trois mois à compter de la date de désignation des deux membres.

4. Si dans les délais prévus au paragraphe (3) du présent article, une des deux parties n'a pas désigné son arbitre ou si les arbitres n'ont pas trouvé un accord sur le président, le président de la Cour internationale de justice procède à la demande de l'une des deux parties à la nomination. S'il devait s'agir d'un ressortissant de l'une des deux Parties contractantes, ou s'il lui était impossible d'exercer cette fonction, le vice-président procédera à la désignation. Si le vice-président est lui-même un ressortissant de l'une des deux Parties contractantes ou s'il lui était impossible d'exercer cette fonction, le membre de la Cour internationale de justice suivant par rang d'ancienneté, ressortissant d'un Etat tiers, effectuera la nomination.
5. Le tribunal arbitral décidera à la majorité des voix. Ses décisions sont opposables aux Parties contractantes. Chacune des Parties contractantes supportera les frais de son propre arbitre et les frais relatifs à sa consultation au cours de toute la procédure arbitrale. Les frais concernant le président et toutes les autres charges seront supportés de manière égale par les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral établira ses propres procédures.

#### **Article 10 : Relations entre les Parties contractantes**

Les dispositions contenues dans le présent accord seront appliquées indépendamment de l'existence ou non des relations diplomatiques ou consulaires entre les Parties contractantes.

#### **Article 11 : Application d'autres normes**

1. Lorsqu'une situation est régie tant par le présent accord que par un autre accord international auquel adhèrent les deux Parties contractantes, ou par le droit international en général, le présent accord n'interdit pas à l'une des deux Parties contractantes ou à ses investisseurs de bénéficier du traitement le plus favorable à cette situation.
2. Au cas où le traitement prévu par une Partie contractante à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante, conformément à ses lois, à ses règlements ou à d'autres dispositions ou contrats spécifiques, serait plus favorable que celui prévu par le présent accord, le traitement le plus favorable est appliqué sauf pour les exceptions stipulées par les paragraphes 3 et 4 de l'article 3 du présent accord.

#### **Article 12 : Entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur à la date à laquelle chacune des deux Parties contractantes notifiera à l'autre Partie contractante l'accomplissement des procédures constitutionnelles nécessaires pour son entrée en vigueur.

**Article 13 : Durée et échéance**

1. Le présent accord restera en vigueur pour une période de dix (10) ans et sera renouvelé pour une période ou des périodes équivalentes, à moins que l'une des deux Parties contractantes ne le dénonce par écrit un an avant son échéance.
2. En ce qui concerne les investissements effectués avant la date d'échéance du présent accord, les dispositions des articles 1 à 11 resteront en vigueur pour une période supplémentaire de 10 ans, à compter de la date d'échéance du présent accord.

En foi de quoi, les soussignés, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat le 18 juillet 1990 en deux originaux en langues arabe, italienne et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation le texte français prévaudra.

\*  
\*   \*

Le ministre des affaires étrangères  
et de la coopération du Royaume du Maroc  
A

Monsieur le ministre des affaires étrangères  
de la République italienne

Monsieur le ministre,

Me référant à l'accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements, signé le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit.

Dans l'attente de l'entrée en vigueur dudit accord, selon les procédures prévues par l'article 12, le Royaume du Maroc a décidé d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, aux investisseurs italiens toutes les facilités et les garanties prévues par l'accord.

Si votre gouvernement accepte cette proposition la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma très haute considération.

*Rome, le 26 novembre 1991.*

signé :  
Abdellatif Filali.

\*  
\*   \*

*Rome, 26 novembre 1991*

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de recevoir votre lettre du 26 novembre 1991 libellée comme suit :

« Me référant à l'accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements signé le 18 juillet 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit.

Dans l'attente de l'entrée en vigueur dudit accord, selon les procédures prévues par l'article 12, le Royaume du Maroc a décidé d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, aux investisseurs italiens toutes les facilités et les garanties prévues par l'accord.

Si votre gouvernement accepte cette proposition la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma très haute considération. »

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du gouvernement de la République italienne.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Signé :

Gianni de Michelis.

*Ministre des affaires étrangères de la République italienne.*

S.E.

M. Abdellatif Filali.

*Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération  
du Royaume du Maroc.*

## □ JORDANIE

- **Dahir n° 1-99-03 du 3 hija 1420 (10 mars 2000) portant publication de la convention relative à l'encouragement et à la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie faite à Rabat, le 21 safar 1419 (16 juin 1998) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention relative à l'encouragement et à la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie faite à Rabat, le 21 safar 1419 (16 juin 1998) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités requises pour la mise en vigueur de ladite convention,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention relative à l'encouragement et à la protection des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie faite à Rabat, le 21 safar 1419 (16 juin 1998).

*Fait à Rabat, le 3 hija 1420 (10 mars 2000).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) B.O. n° 4796 du 18 mai 2000.

Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4796 du 14 safar 1421 (18 mai 2000).

## اتفاقية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية  
المشار إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين،

رغبة منهما في توسيع التعاون الاقتصادي وتعميقه لما فيه مصلحة  
البلدين، وعلى وجه الخصوص، في إيجاد ظروف مواتية لاستثمارات  
المستثمرين من أي من الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد  
الآخر؛

وإقرارا منهما بالحاجة إلى حماية استثمارات مستثمري كلا  
الطرفين المتعاقدين، وإلى تحفيز تدفق الاستثمارات والمبادرات الفردية  
في العمل التجاري لغاية ازدهار الاقتصاد؛ لدى كلا الطرفين  
المتعاقدين،

اتفقتا على ما يلي :

## المادة الأولى

## تعريف

لأغراض هذه الاتفاقية :

1 - تعني عبارة «استثمار» : كل أنواع الأصول التي يمتلكها أحد  
مستثمري طرف متعاقد وتستثمر في إقليم الطرف المتعاقد الآخر وفقا  
للقوانين والأنظمة المعمول بها في كل منهما، وعلى وجه الخصوص :

(أ) الأموال المنقولة وغير المنقولة وغيرها من حقوق الملكية كالرهونات  
العقارية والحيازية والكفالات ؛

(ب) أسهم الشركات وسنداتها والأوراق المالية والحصص في ملكية  
الشركات ؛

(ج) الحق في مبلغ نقدي أو الحق في أي التزام بعمل ذي قيمة مالية ؛

ظهير شريف رقم 1.99.03 صادر في 3 ذي الحجة 1420 (10 مارس 2000)  
بنشر الاتفاقية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات بين حكومة  
المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية الموقعة بالرباط  
في 21 من صفر 1419 (16 يونيو 1998).

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات بين حكومة  
المملكة المغربية وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية الموقعة بالرباط في  
21 من صفر 1419 (16 يونيو 1998) ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاقية  
المذكورة،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية عقب ظهورنا الشريف هذا، الاتفاقية  
بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية  
وحكومة المملكة الأردنية الهاشمية الموقعة بالرباط في 21 من  
صفر 1419 (16 يونيو 1998).

وحرر بالرباط في 3 ذي الحجة 1420 (10 مارس 2000).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول ،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*



2 - يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، وفيما عدا الإجراءات الضرورية للحفاظ على الأمن العام، تتمتع هذه الاستثمارات بحماية وأمن كاملين وشاملين، ولا يجوز لأي طرف متعاقد أن يعرقل إدارة أو تسيير أو استقلال أو مراقبة هذه الاستثمارات عن طريق تدابير تصفية أو تمييزية.

#### المادة الثالثة

##### أحكام النواة الأكثر رعاية

1 - تحظى استثمارات المستثمرين من أي من الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر بمعاملة عادلة ومنصفة ولا تقل في أفضليتها عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمريه أو مستثمري أية دولة ثالثة.

2 - المستثمرون من طرف متعاقد والذين تصاب استثماراتهم في إقليم الطرف المتعاقد الآخر بخسائر ناجمة عن الحرب أو أي نزاع مسلح آخر أو ثورة أو حالة طوارئ على المستوى القومي أو ترمد أو عصيان أو اضطرابات أو أحداث شبيهة أخرى في إقليم الطرف المتعاقد الآخر يجب أن يمنحهم الطرف المتعاقد الآخر فيما يخص بإعادة الأوضاع إلى ما كانت عليه، أو رد الخسائر أو التعويض أو أية تسوية أخرى، معاملة لا تقل في رعايتها عن المعاملة التي يمنحها ذلك الطرف المتعاقد للمستثمرين التابعين له أو للمستثمرين التابعين لأية دولة ثالثة أيهما أكثر رعاية وتكون المدفوعات الناتجة حرة التحويل.

3 - إن معاملة الدولة الأكثر رعاية يجب ألا تقسر بحيث تلزم طرفا متعاقدًا بأن يمنح المستثمرين والاستثمارات التابعة للطرف المتعاقد الآخر الميزات الناتجة عن أي اتحاد جمركي أو اقتصادي قائم حالياً أو سينشأ مستقبلاً، أو عن منطقة تجارة حرة أو مؤسسة اقتصادية إقليمية يكون، أو قد يصعب، أي من الطرفين المتعاقدين عضواً فيها، ولا يجب أن تتعلق تلك المعاملة، بأية ميزة يولجها أي من الطرفين المتعاقدين لمستثمرين من بلد ثالث بموجب اتفاقية حول الازدواج الضريبي أو اتفاقيات أخرى على أساس متبادل بشأن أمور الضرائب.

#### المادة الرابعة

##### نزح الملكية

لا يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين اتخاذ إجراءات لنزع الملكية أو التأميم ضد استثمارات أي مستثمر من الطرف المتعاقد الآخر إلا تحت الظروف التالية :

1 - أن تكون هذه الإجراءات متخذة لغاية مشروعة ووفق تطبيق صحيح للقانون ؛

2 - أن تكون هذه الإجراءات غير متحيزة ؛

3 - أن تكون هذه الإجراءات مقرونة بمخصصات لدفع تعويض عاجل وفعال، على أن تكون قيمة التعويض مساوية لقيمة الاستثمارات الساندة في السوق وقت الإبلاغ عن اتخاذ قرار نزع الملكية وعلى أن تكون

(د) حقوق الملكية الصناعية والفكرية وتشمل الحقوق المتعلقة بالنشر وبراءات الاختراع والعلامات التجارية والأسماء التجارية والتصاميم الصناعية والأسرار التجارية وعمليات التصنيع التقني والمعرفة الحرفية والسمعة التجارية ؛

(هـ) امتيازات الأعمال التجارية الممنوحة بقانون أو عقد، وتشمل امتيازات البحث عن الموارد الطبيعية أو تنميتها أو استخراجها أو استغلالها ؛

أي تغيير في شكل الأموال المستثمرة لا يؤثر في تصنيفها كاستثمارات شريطة ألا يخالف هذا التغيير تشريعات وقوانين الطرف المتعاقد الذي أقيم الاستثمار على إقليمه.

2 - تعني كلمة «عوائد» : المبالغ الصافية التي تجني من استثمار وتشمل على وجه الخصوص لا الحصر الأرباح والفوائد والريع وحصص أرباح الأسهم والعوائد والأتعاب.

3 - تعني كلمة «مستثمر» :

(أ) كل شخص طبيعي، يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية الأردنية طبقاً للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ؛

(ب) أية شركة ذات شخصية اعتبارية أو مشاركة أو اتحاد شركات أو منظمة أو جمعية أو مشروع مؤسس أو منشأ وفق القوانين المعمول بها لدى كل طرف متعاقد.

4 - تعني كلمة «إقليم» :

(أ) بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأعماق الباطنية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقاً للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية (الجرف القاري) ؛

(ب) بالنسبة للمملكة الأردنية الهاشمية : جميع الأراضي المكونة للمملكة الأردنية الهاشمية وتشمل المنطقة الاقتصادية التي يتمتع الأردن بالولاية عليها بما في ذلك قاع البحر وما تحت سطح الأرض مما يمارس عليها حقوق سيادية أو سلطة بموجب القانون الدولي.

5 - تعني عبارة «عملة قابلة للتحويل الحر» :

دولار الولايات المتحدة الأمريكية أو الجنيه الاسترليني أو المارك الألماني أو الفرنك الفرنسي أو الين الياباني أو أية عملة أخرى شائعة الاستعمال للوفاء النقدي في المعاملات الدولية وشائعة التداول في أسواق الصرف الرئيسية الدولية.

#### المادة الثانية

##### تشجيع وحماية الاستثمارات

1 - يشجع كل من الطرفين المتعاقدين وبإيبيء ظروفًا مواتية للمستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر لاستثمار رؤوس الأموال في إقليمه ويقبل مثل هذه الاستثمارات وفق قوانينه وأنظمتها.

3 - إذا اختار أحد رعايا أي من الطرفين المتعاقدين رفع الدعوى أمام إحدى الجهتين المنصوص عليهما في البند «2» السابق، تعذر عليه بعد ذلك رفعها أمام الجهة الأخرى.

4 - لحل الخلاف، يطبق القانون الوطني للطرف المتعاقد الذي يوجد الاستثمار محل النزاع على إقليمه، والأحكام المتعلقة بتنازع القوانين وأحكام هذا الاتفاق، ونصوص الالتزام الخاص الذي يمكن أن يكون هذا الاستثمار قد منح بموجبه وكذلك مبادئ القانون الدولي ذات العلاقة.

5 - تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقاً لقانونه الوطني.

#### المادة السابعة

#### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1 - في حالة نشوء أي خلاف يتعلق بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية تحاول حكومتا الطرفين المتعاقدين تسوية الخلاف بالطرق الدبلوماسية.

2 - إذا تعذر تسوية الخلاف وفقاً للبند «1» أعلاه خلال ستة أشهر من تاريخ بدء المفاوضات يتم عرض الخلاف بناءً على طلب أحد الطرفين المتعاقدين على هيئة تحكيم خاصة.

3 - تتكون هيئة التحكيم لكل حالة خاصة بالطريقة التالية :

- يقوم كل طرف متعاقد بتعيين حكم واحد ويختار الحكمان أحد رعايا دولة ثالثة رئيساً لهيئة التحكيم. ويتم تعيين الحكمين خلال ثلاثة أشهر والرئيس في مدة أقصاها خمسة أشهر ابتداءً من تاريخ استلام إعلان التحكيم ؛

- إذا تعذر تشكيل أعضاء الهيئة التحكيمية خلال المدد المنصوص عليها، وفي غياب أي اتفاق آخر، يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة، إلا إذا كان حاملاً لجنسية أحد الطرفين المتعاقدين، أو تعذر عليه القيام بهذه المهمة لأي سبب آخر، فيمكن لنائبه الأقدم في الوظيفة والذي لا يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أن يقوم بالتعيينات اللازمة.

4 - تصدر هيئة التحكيم قراراتها على أساس احترام القانون وأحكام هذه الاتفاقية وكذلك مبادئ القانون الدولي.

5 - تحدد هيئة التحكيم بنفسها الإجراءات الخاصة بها وتتخذ الهيئة قراراتها بأغلبية الأصوات وتكون هذه القرارات نهائية وملزمة للطرفين.

6 - يتحمل كل طرف متعاقد المصاريف المتعلقة بالحكم الذي يعينه وكذلك المصاريف المتعلقة بتمثيله ويتقاسم الطرفان المتعاقدان بالتساوي المصاريف المتعلقة بالرئيس وكذلك المصاريف الأخرى.

التعويضات قابلة للتحويل بحرية وبعملة قابلة للاستعمال الحر لدى الطرف المتعاقد، وأي تأخير في دفع التعويض تحسب له فائدة بسعر السوق السائد في المعاملات التجارية عند تاريخ أداء التعويض.

#### المادة الخامسة

#### التحويل الحر

1 - يسمح كل من الطرفين حسب القوانين والأنظمة المعمول بها لديه، ودون تأخير لا مبرر له، بتحويل ما يلي بأية عملة قابلة للاستعمال الحر :

(أ) الأرباح الصافية وأرباح الأسهم، والعوائد، والمساعدات الفنية، والأرباح الفنية، والفائدة وغير ذلك من الدخل الجاري الناتج عن استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ؛

(ب) عوائد البيع أو التصفية الجزئية أو الكلية لأي استثمار تابع لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ؛

(ج) الأموال المخصصة لسداد الدين والقرض المقدمة من مستثمرين من طرف متعاقد إلى مستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر مما اعتبره الطرفان استثماراً.

(د) دخول ومكتسبات مواطني أي من الطرفين المتعاقدين المستخدمين والمسموح لهم بالعمل فيما يتصل باستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر.

2 - تكون أسعار صرف العملة المطبقة على التحويلات المذكورة في الفقرة «1» من هذه المادة هي نفس أسعار صرف العملة السائدة في وقت التحويل وحسب أسعار الصرف التي يحددها صندوق النقد الدولي وذلك في حالة تعدد أسعار الصرف في الدولة المضيفة.

3 - يتعهد الطرف المتعاقد الذي وظفت الاستثمارات في أراضيه بمعاملة التحويلات المشار إليها في الفقرة «1» من هذه المادة معاملة في أفضليتها للمعاملة التي يمنحها للتحويلات الناتجة عن استثمارات من أي بلد ثالث.

#### المادة السادسة

#### تسوية الخلافات بين المستثمر والدولة المضيفة

1 - كل خلاف يتعلق بالاستثمارات بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمر من الطرف المتعاقد الآخر يسوى ويقرر المستطاع بتراضي الطرفين المعنيين.

2 - إذا لم تتم تسوية الخلاف بتراضي الطرفين في مدة ستة أشهر من تاريخ رفعه من أحد الطرفين في الخلاف، فإنه يمكن أن يرفع بطلب من المستثمر إما إلى :

- السلطات القضائية المحلية للطرف المتعاقد المضيف للاستثمار ؛

- المركز الدولي لتسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات، وذلك طبقاً للاتفاقية الدولية الخاصة بتسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات التي تنشأ بين الدول ورعايا دول أخرى والمعروضة للتوقيع بواشنطن بتاريخ 18 مارس 1965.

3 - لاي من الطرفين المتعاقدين الحق في إنهاء هذه الاتفاقية في نهاية مدتها أو في أي وقت بعد انقضاء مدة السنوات العشر الأولى وذلك بإشعار خطي يقدمه إلى الطرف المتعاقد الآخر قبل سنة من تاريخ الإنهاء المقصود.

4 - في خصوص الاستثمارات التي سبقت في إقامتها أو في الحصول عليها تاريخ إنهاء هذه الاتفاقية، تبقى جميع أحكام المواد الأخرى من هذه الاتفاقية سارية المفعول مدة عشر سنوات من تاريخ الإنهاء.

وإثباتاً لذلك قام الموقعان أدناه المفوضان حسب الأصول كل عن حكومته بتوقيع هذه الاتفاقية.

حررت في نظيرين أصليين باللغة العربية في الرباط بتاريخ 21 من صفر 1419 هجرية الموافق 16 يونيو/حزيران 1998 ميلادية.

عن حكومة المملكة الأردنية الهاشمية :  
وزير الصناعة والتجارة،  
هاني الملقى.

عن حكومة المملكة المغربية :  
وزير الاقتصاد والمالية،  
فتح الله والعلى.

## المادة الثامنة

### انتقال الحقوق

إذا دفع أحد الطرفين المتعاقدين مبلغاً لاي من مستثمريه بموجب ضمان منحه له ضد مخاطر غير تجارية في شأن استثمار، فعلى الطرف المتعاقد الآخر وبدون إخلال بحقوق الطرف المتعاقد الأول بموجب المادة «6»، أن يعترف بتحويل أي حق أو ملكية للمستثمر أو الشركة المستثمرة إلى الطرف المتعاقد الأول وبحلول الطرف المتعاقد الأول محل المواطن أو الشركة في كافة الحقوق والالتزامات.

## المادة التاسعة

### مجال التطبيق على الاستثمارات

تطبق هذه الاتفاقية على الاستثمارات القائمة التي وظفها أو يوظفها مستثمرون من أي من الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر وفق تشريعاته وقوانينه وأنظمته قبل سيريان هذه الاتفاقية. بيد أن هذه الاتفاقية لا تسري على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل سيريان مفعولها.

## المادة العاشرة

### العمل بالاتفاقية ومدتها وإنهاؤها

1 - تصبح هذه الاتفاقية نافذة المفعول بعد مضي ثلاثين يوماً من تاريخ الإشعار الأخير الدال على استيفاء كلا الطرفين المتعاقدين لمتطلباتهما الدستورية اللازمة لنفاذ هذه الاتفاقية.

2 - تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة عشر سنوات وتجدد تلقائياً لمدد أخرى مماثلة ما لم يتم إنهاؤها وفقاً للفقرة «3» من هذه المادة.

□ KOWEÏT

- **Dahir n° 1-99-311 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de la convention faite à Koweït le 30 chaoual 1419 (16 février 1999) entre le Royaume du Maroc et l'Etat de Koweït pour l'encouragement et la protection réciproque des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention faite à Koweït le 30 chaoual 1419 (16 février 1999) entre le Royaume du Maroc et l'Etat de Koweït pour l'encouragement et la protection réciproque des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention faite à Koweït le 30 chaoual 1419 (16 février 1999) entre le Royaume du Maroc et l'Etat de Koweït pour l'encouragement et la protection réciproque des investissements.

*Fait à Agadir, le 29 rabii I 1422 (22 juin 2001).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) *B.O.* n° 4952 du 15 novembre 2001.

Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4949 du 19 chaabane 1422 (5 novembre 2001).

وإدراكا منهما بأن التشجيع والحماية المتبادلة لئلا هذه الاستثمارات سيكون حافزا لتنشيط المبادرة التجارية ولزيادة الرخاء في كلتا الدولتين المتعاقدين ؛  
فقد اتفقتا على ما يلي :

#### المادة (1)

##### تعريفات

لأغراض هذه الاتفاقية ، وما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك ؛  
أ - يعني مصطلح "استثمار" كافة أنواع الأصول التي يمتلكها أو يسيطر عليها مستثمر تابع لإحدى الدولتين المتعاقدين بطريقة مباشرة أو غير مباشرة ، وتستمر في إقليم الدولة المتصادقة الأخرى وفقا للقوانين والأنظمة المعمول بها لدى هذه الدولة . ويشمل هذا المصطلح على وجه الخصوص لا الحصر:

أ - الأموال المنقولة وغير المنقولة وأية حقوق ملكية متعلقة بها مثل الإيجار والرهونات وامتيازات الدين والرهونات الحيازية وحقوق الانتفاع وحقوق مماثلة أخرى ؛

ب - شركة أو مشروع تجاري أو مشروع مشترك أو حصص أو أسهم ، والأشكال الأخرى من المساهمة في الملكية والسندات وسندات الدين، والأشكال الأخرى من حقوق الدين في شركة أو مشروع تجاري أو مشروع مشترك، والديون الأخرى والقروض والأوراق المالية التي يصدرها أي مستثمر تابع لدولة متعاقدة؛

ج - مطالبات بأموال ومطالبات لأي أصول أخرى أو أداء وفقا لعقد ذو قيمة اقتصادية؛

د - حقوق الملكية الفكرية والصناعية وتشمل دون حصر، حقوق الطبع والنشر والعلامات التجارية وبراءات الاختراع والتصاميم والنماذج الصناعية والعمليات الفنية والخبرة والأسرار التجارية والأسماء التجارية والشهرة وأية حقوق أخرى مماثلة ؛

هـ - أي حق يقرر بموجب قانون أو عقد أو بمقتضى أي تراخيص أو تصاريح تمنح وفقا لقانون، بما في ذلك حقوق التنقيب والاستكشاف والاستخراج أو الاستغلال للموارد الطبيعية وحقوق تصنيع واستعمال وبيع المنتجات وحقوق ممارسة أنشطة اقتصادية وتجارية أخرى أو تقديم خدمات.

أي تغيير في الشكل الذي استثمرت به الأصول أو تم إعادة استثمارها سوف لن يؤثر في طبيعتها كاستثمار.

ظهير شريف رقم 1.99.311 صادر في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001) بنشر الاتفاقية الموقعة بالكويت في 30 من شوال 1419 (16 فبراير 1999) بين المملكة المغربية ودولة الكويت للتشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالكويت في 30 من شوال 1419 (16 فبراير 1999) بين المملكة المغربية ودولة الكويت للتشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاقية المذكورة ؛

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالكويت في 30 من شوال 1419 (16 فبراير 1999) بين المملكة المغربية ودولة الكويت للتشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات.

وحرر بأكادير في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)

وقعه بالمطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*

#### اتفاقية

بين المملكة المغربية ودولة الكويت

للتشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

-\*-

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة دولة الكويت (مشارا إليهما فيما بعد بالدولتين المتعاقدين) ؛

رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي فيما بينهما وعلى الخصوص للاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون تابعون لدولة متعاقدة في إقليم الدولة المتصادقة الأخرى؛

- 2 — تقوم كل من الدولتين المتعاقبتين، بالنسبة للاستثمارات المقبولة في إقليمها، بمنح هذه الاستثمارات السراخيص والتصاريح الضرورية، بالمقدار المسموح به ووفقا للأسس والشروط المحددة بقوانينها ونظمها.
- 3 — تعمل كل من الدولتين المتعاقبتين، وفقا لقوانينها ونظمها بتقديم التسهيلات والتصاريح اللازمة للدخول والخروج والإقامة والعمل للمستثمر ولن تتصل أعمالهم اتصالا دائما أو مؤقتا بالاستثمار من خسران وإداريين وفنيين وعمال .

#### المادة (3)

##### حماية الاستثمارات

- 1 — تتمتع استثمارات مستثمري أي من الدولتين المتعاقبتين بالحماية والأمان الكاملين في إقليم الدولة المتعاقدة الأخرى على نحو يتوافق مع مبادئ القانون الدولي المعترف بها وأحكام هذه الاتفاقية . و فيما عدا الإجراءات الضرورية للحفاظ على الصحة العامة أو الأمن العام أو البيئة ، لن تقوم أي من الدولتين المتعاقبتين بأي شكل كان باتخاذ إجراءات تعسفية أو تمييزية تؤدي إلى الإضرار بمثل هذه الاستثمارات بما في ذلك الاستعمال والتمتع في إدارة وتنمية وصيانة وتوسع الاستثمارات.
- 2 — تسمى كل دولة متعاقدة إلى أقصى حد يمكن إلى تجنب متطلبات الإنجاز كشرط لإنشاء وتوسعة وصيانة واستعمال والتمتع بالاستثمارات ، وهي المتطلبات التي تشترط تنفيذ الالتزام بتصدير البضائع المنتجة ، أو تلك التي تفرض على وجه التحديد شراء البضائع أو الخدمات محليا أو تلك التي تفرض أية متطلبات مشابهة . كما تعمل على عدم اتخاذ أي إجراءات ذات تأثير تمييزي ضد استثمارات مستثمري الدولة المتعاقدة الأخرى .
- 3 — يتعين على كل من الدولتين المتعاقبتين مراعاة أي التزام أو تعهد قد تكون طرفا فيه يتعلق باستثمارات مستثمرين تابعين للدولة المتعاقدة الأخرى في إقليمها.

#### المادة (4)

##### معاملة الاستثمارات

- 1 — تضمن كل دولة متعاقدة في كل الأوقات للاستثمارات، التي يقوم بها في إقليمها مستثمرون تابعون للدولة المتعاقدة الأخرى معاملة عادلة ومنصفة. ولا تكون تلك المعاملة أقل رعاية عن تلك التي تمنحها في ظروف مماثلة للاستثمارات الخاصة بمستثمريها أو مستثمري أية دولة ثالثة، أيهما تكون أكثر رعاية.

وينطبق أيضا مصطلح "استثمار" على "العائدات" التي يعاد استثمارها .

2 — يعني مصطلح "مستثمر" بالنسبة لدولة متعاقدة:

- أ— شخص طبيعي يحمل جنسية تلك الدولة المتعاقدة طبقا لقوانينها النافذة ؛
- ب — حكومة تلك الدولة وهيئاتها ومؤسساتها؛
- ج — أي شخص اعتباري أو كيان آخر تم تأسيسه بصورة قانونية بموجب قوانين ونظم تلك الدولة المتعاقدة ؛ وأي كيان تم تأسيسه خارج سلطة الدولة المتعاقدة كشخص اعتباري ويكون مملوكا أو مسيطرا عليه من قبل تلك الدولة المتعاقدة أو أي من مواطنيها أو أي كيان ينشأ في نطاق سلطتها.
- 3 — يعني مصطلح "عائدات" المبالغ الصافية التي يحققها استثمار، بغض النظر عن الشكل الذي تدفع به، وتتضمن علسى وجه الخصوص لا الحصر، الأرباح والفوائد والأرباح الرأسمالية وأرباح الأسهم والأرباح وأصناف الإدارة والمساعدة الفنية أو مدفوعات أو رسوم أخرى والمدفوعات العينية أيما كان نوعها.
- 4) يعني مصطلح "إقليم" :

- بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأعماق الباطنية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقا للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارد الطبيعة ( الجرف القاري) .
- بالنسبة لدولة الكويت: إقليم دولة الكويت ويشمل أي منطقة خارج البحر الإقليمي لدولة الكويت والتي وفقا للقانون الدولي تحددت أو يجوز فيما بعد تحديدها وفقا لقانون دولة الكويت كمنطقة يجوز لدولة الكويت أن تمارس فيها حقوق السيادة أو الولاية ؛
- 5) يعني مصطلح "عملة قابلة للتحويل بحرية" أي عملة يحددها صندوق النقد الدولي من فترة إلى أخرى كعملة تستعمل بحرية وفقا لأحكام صندوق النقد الدولي وأي تعديلات عليها.

#### المادة (2)

##### قبول وتشجيع الاستثمارات

- 1 — تقوم كل من الدولتين المتعاقبتين وفقا لقوانينها ونظمها النافذة بقبول وتشجيع الاستثمارات في إقليمها، والتي يقوم بها مستثمرون تابعون للدولة المتعاقدة الأخرى .

إلا لغرض يتعلق بمصلحة عامة لتلك الدولة المتعاقدة وعلى أساس عدم التمييز ووفقا لإجراءات قانونية معمول بها بصفة عامة .

2 - تشمل عبارة " نزع الملكية " اتخاذ أي إجراءات أخرى مثل تجريد أو تقييد الاستثمار ، أو البيع الإلزامي لجميع أو جزء من الاستثمار ، أو مصادرته للأموال التي ينتج عنها حرمان المستثمر في الواقع من ملكيته أو سيطرته على ممتلكاته الجوهرية في استثماره والتي قد ينتج عنها خسارة أو ضرر للقيمة الاقتصادية للاستثمار .

3 - تمنح الدولة المتعاقدة التي قامت بسنح الملكية لذوي الحقوق تعويضا عادلا ومنصفا و فوريا . وتبلغ قيمة هذا التعويض القيمة الفعلية للاستثمار المنزوع ملكيته ، ويتم تحديده على أساس القيمة السوقية العادلة للاستثمار المنزوع ملكيته في الوقت الذي يسبق مباشرة إجراء نزع الملكية أو الذي أصبح فيه نزع الملكية الوشيك الحدوث معروفا بصورة علنية ، أيهما يكون الأسبق . ويعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلا للأداء ، ودفعه بدون تأخير . وفي حالة التأخير غير المرير في الأداء ، تحسب عن التعويض فائدة بسعر السوق ابتداء من تاريخ استحقاقها ولغاية تساريخ الأداء . ويزدى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية .

4 - إذا كانت القيمة السوقية العادلة المذكورة أعلاه لا يمكن التأكيد منها بسهولة ، فإن التعويض يتم تحديده بناء على مبادئ منصفة أخذنا في الاعتبار كافة العوامل والظروف المتعلقة به مثل رأس المال المستثمر وطبيعة و فترة الاستثمار ، و قيمة الإحلال ، و الزيادة في قيمة الاستثمار و العائدات التجارية و قيمة التدفق النقدي المحتمل و القيمة الدفترية و الشهرة التجارية .

#### المادة (7)

##### تحويل المدفوعات المتعلقة بالاستثمارات

1 - تضمن كل من الدولتين المتعاقبتين للمستثمرين التابعين للدولة المتعاقدة الأخرى حرية تحويل المبالغ المتعلقة بالاستثمار ، بما في ذلك :

أ - رأس المال الأصلي أو أي راسمال إضافي لصيانة وإدارة و تنمية الاستثمار ؛

ب - العائدات ؛

ج - المدفوعات بموجب عقد ، بما في ذلك سداد أصل الدين و مدفوعات الفائدة المستحقة المؤداة بموجب اتفاقية قرض ؛

د - الأتاوات و الرسوم الخاصة بالحقوق المشار إليها بالمادة 1 الفقرة (د) ؛

2 - تمنح كل دولة متعاقدة مستثمري الدولة المتعاقدة الأخرى فيما يتعلق باستثمارهم بما في ذلك الاستعمال والتمتع وإدارة وتنمية وصيانة والتوسع و التصرف في هذه الاستثمارات ، معاملة لا تقل رعايته عن تلك التي تمنحها لمستثمريها أو لمستثمري أية دولة ثالثة ، أيهما تكون أكثر رعاية .

3 - بالرغم من ذلك ، لا تفسر أحكام هذه المادة على أنها تلزم دولة متعاقدة بأن تقدم للمستثمرين التابعين للدولة المتعاقدة الأخرى ميزة أو معاملة أو تفضيل أو امتياز ينتج عن :

أ - أي اتحاد جغري أو اتحاد اقتصادي أو منطقة تجارة حرة أو اتحاد نقدي أو أي شكل آخر لترتيب اقتصادي إقليمي أو أي اتفاق دولي آخر مماثل تكون أي من الدولتين المتعاقبتين طرفا أو قد تصبح طرفا فيه ؛

ب - أي اتفاق دولي أو إقليمي أو اتفاقية ثنائية أو ترتيب آخر مماثل وأي تشريع محلي يتعلق كلياً أو بصفة رئيسية بالضرائب ؛

ج - أية مساعدات من الحكومة تخصصها لمستثمريها في إطار برامج و أنشطة التنمية الوطنية .

#### المادة (8)

##### التعويض عن الضرر أو الخسائر

يمنح المستثمرون التابعون لإحدى الدولتين المتعاقبتين الذين تتعرض استثماراتهم في إقليم الدولة المتعاقدة الأخرى لأضرار أو خسائر بسبب حرب أو أي نزاع مسلح آخر أو حالة طوارئ أو ثورة أو اضطرابات أو أعمال شغب أو أحداث أخرى مماثلة ، معاملة من قبل الدولة المتعاقدة الأخيرة ، فيما يخص إعادة الأوضاع إلى ما كانت عليه أو برد الخسائر أو بالتعويض أو بأي تسوية أخرى ، لا تقل رعايته عن تلك التي تمنحها الدولة المتعاقدة الأخيرة لمستثمريها أو للمستثمرين التابعين لأي دولة ثالثة ، أيهما تكون أكثر رعاية .

#### المادة (6)

##### نزع الملكية

1 - إن الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون تابعون لأي من الدولتين المتعاقبتين في إقليم الدولة المتعاقدة الأخرى ، عند تأميمها أو نزع ملكيتها أو سلب حيازتها أو إخضاعها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة ، لإجراءات ذات أثر يعادل التأميم أو نزع الملكية أو سلب الحيازة ( مشاراً إليها مجتمعة فيما بعد ب " نزع الملكية " ) من قبل الدولة المتعاقدة الأخرى ؛ يجب ألا يتم



2 - إذا تعذر تسوية تلك المنازعات خلال ستة أشهر من تاريخ طلب أي من طرفي النزاع للتسوية الودية عن طريق تسليم إعطاف كتابي للطرف الآخر، فإن النزاع يعرض للحل باختيار المستثمر طرف النزاع بإحدى الوسائل التالية :

أ - طبقا لأية إجراءات مناسبة لتسوية النزاع متفق عليها مسبقا ؛  
ب - على محكمة مختصة للدولة المتعاقدة التي أنجز الاستثمار في إقليمها ؛

ج - وفقا لأحكام الفصل الخاص في تسوية المنازعات من الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في الدول العربية لسنة 1980 ؛  
د - تحكيم دولي طبقا للقرارات التالية من هذه المادة .

3 - في حالة اختيار المستثمر عرض النزاع للتسوية على تحكيم دولي، فإنه يتعين على المستثمر أيضا تقديم موافقته الخطية على عرض النزاع للتسوية بواسطة إحدى الجهتين التاليتين :

أ - المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار ( المركز ) ، الذي

تم إنشاؤه بناء على اتفاقية تسوية منازعات الاستثمار بين الدول ومواطني الدول الأخرى المفتوحة للتوقيع في واشنطن في 18 مارس 1965 ( اتفاقية واشنطن ) في حالة كون الدولتين المتعاقدين طرفين في اتفاقية واشنطن وانطبق اتفاقية واشنطن على النزاع ؛

ب - محكمة تحكيم يتم تعيينها بناء على قواعد التحكيم الخاصة بأية هيئة تحكيم يتم الاتفاق عليها بين طرفي النزاع .

4 - تتخذ هيئة التحكيم قرارها استنادا إلى القانون الوطني للدولة المتعاقدة الطرف في النزاع التي يتم الاستثمار في إقليمها، والقواعد المتعلقة بتنازع القوانين، وأحكام هذه الاتفاقية والاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار، ومبادئ القانون الدولي .

5 - تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة لكل من طرفي النزاع، وتقوم كل من الدولتين المتعاقدين بتنفيذ أي حكم مثل هذا فوراً، وتقوم بالتخضاد الإجراءات اللازمة لتنفيذ القرار لتلك الأحكام في إقليمها .

6 - يجب أن لا تدفع دولة متعاقدة بمصانعتها في أية إجراءات قضائية أو إجراءات تحكيمية أو خلاف ذلك، أو في تنفيذ أي قرار أو حكم يتعلق بنزاع استثمار بين دولة متعاقدة ومستثمر تابع للدولة المتعاقدة الأخرى.

كما لا يمكن لإحدى الدولتين المتعاقدين، طرف في النزاع، أن تشير اعتراضا في أية مرحلة من إجراءات التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى أن المستثمر الطرف الآخر في النزاع قد تسلم أو سوف يتسلم تعويضاً يغطي جزئياً أو كلياً خسائره أو أضراره بموجب تأمين .

هـ - المعاهدات المستحقة من البيع أو التصفية لجميع أو جزء من الاستثمار ؛

و - الأموال المكتسبة والمكافآت الأخرى للعاملين المتعاقدين معهم من الخارج والذين لهم صلة بالاستثمار، وذلك وفقاً للقوانين والأنظمة المعمول بها في إقليم الدولة المضيفة ؛

ز - مدفوعات التعويض طبقاً للمادتين 5 و 6 ؛

ح - المدفوعات المشار إليها بالمادة 8 ؛

ط - المدفوعات الناشئة عن تسوية المنازعات .

2 - يتم تنفيذ تحويل المدفوعات الواردة بموجب الفقرة 1 دون تأخير أو قيود، وبعملة قابلة للتحويل بحرية، ما عدا في حالة المدفوعات العينية.

3 - تتم التحويلات وبدون أي تمييز، بسعر الصرف المحدد من البنك المركزي في الدولة التي يتم فيها التحويل، وفي حالة تطبيق أكثر من سعر صرف واحد في هذه الدولة يطبق السعر الأفضل للمستثمر .

#### المادة (8)

##### الحلول محل المستثمر

1 - إذا قامت دولة متعاقدة أو وكالتها المعنية أو أي جهة أخرى معينة من قبلها (الطرف الضامن) تأسست أو تم إنشاؤها في تلك الدولة المتعاقدة بتسديد دفعة بموجب تعويض أو ضمان ضد أخطار غير تجارية تعهدت به يتعلق باستثمار في إقليم الدولة المتعاقدة الأخرى ( الدولة المضيفة )، فإن على الدولة المضيفة الاعتراف :

أ - بحق الطرف الضامن بموجب القانون أو اتفاق قانوني بالحلول محل المستثمر في كل الحقوق والمطالبات الناتجة عن مثل هذا الاستثمار،  
ب - بحق الطرف الضامن في ممارسة هذه الحقوق وتنفيذ تلك المطالبات والالتزامات المتعلقة بالاستثمار .

2 - كل نزاع ينشأ بين إحدى الدولتين المتعاقدين والطرف الضامن لاستثمار مستثمر تابع للدولة المتعاقدة الأخرى، تتم تسويته وفقاً لأحكام المادة (9) من هذه الاتفاقية .

#### المادة (9)

##### تسوية المنازعات بين دولة متعاقدة ومستثمر

1 - المنازعات التي تنشأ بين دولة متعاقدة ومستثمر تابع للدولة المتعاقدة الأخرى فيما يتعلق باستثمار يعود للأخير في إقليم الدولة المذكورة أولاً، يتم تسويته بقدر الإمكان بالطرق الودية .

6 - تحدد محكمة التحكيم الإجراءات الخاصة بما فيما يتعلق بكافة الأمور الأخرى .

#### المادة (11)

##### العلاقات بين الدولتين المتعاقبتين

تطبق أحكام هذه الاتفاقية بصرف النظر عن وجود علاقات دبلوماسية أو قنصلية بين الدولتين المتعاقبتين .

#### المادة (12)

##### تطبيق الأحكام الأخرى

إن الاستمرارات التي تخضع لمقتضيات اتفاقية خاصة بين إحدى الدولتين المتعاقبتين ومستطري الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع لأحكام تلك الاتفاقية الخاصة ما دامت توفر شروطاً أكثر أفضلية من أحكام هذه الاتفاقية .

#### المادة (18)

##### نطاق الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على جميع الاستمرارات ، سواء الموجود منها في تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ أو التي تمت بعد ذلك التاريخ من قبل مستطري أي من الدولتين المتعاقبتين في إقليم السندولة المتعاقدة الأخرى ، على أن أحكام هذه الاتفاقية لا تسري على المنازعات التي تكون قد نشأت قبل نفاذها ، وذلك ما لم يتفق طرفي النزاع على خلاف ذلك .

#### المادة (14)

##### الدخول حيز النفاذ و المدة و الإنهاء

1 - تقوم كل من الدولتين المتعاقبتين بإخطار الدولة المتعاقدة الأخرى باستيفائها للمتعطلات المستوية اللازمة لدخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ، و تدخل الاتفاقية حيز النفاذ في اليوم الثلاثين بعد تاريخ استلام آخر إخطار .

2 - تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة عشرين سنة تجدد تلقائياً لمدة مماثلة . ويمكن لأي من الدولتين المتعاقبتين إنهاء العمل بها في نهاية فترة النفاذ الأولى أو نهاية أية فترة تمديد، وذلك بإخطار الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهاء العمل بأحكام هذه الاتفاقية ستة أشهر قبل انتهاء المدة الأولى أو أي مدد لاحقة .

#### المادة (10)

##### تسوية المنازعات بين الدولتين المتعاقبتين

1 - تقرم الدولتان المتعاقبتان ، بقدر الإمكان ، بتسوية أي نزاع يتعلق بتفسير أو بتطبيق هذه الاتفاقية من خلال المشاورات أو القنوات الدبلوماسية .

2 - إذا لم يتم تسوية النزاع خلال ستة أشهر من تاريخ طلب عقد تلك المشاورات أو من تاريخ طلب تسويته عبر القنوات الدبلوماسية من قبل أي من الدولتين المتعاقبتين ، وما لم تتفق الدولتان المتعاقبتان كتابة على خلاف ذلك ، فإنه يجوز لأي من الدولتين المتعاقبتين عن طريق إخطار كتابي للدولة المتعاقدة الأخرى ، عرض النزاع على محكمة تحكيم تعقد لهذا الغرض وفقاً للأحكام التالية من هذه المادة .

3- تشكل محكمة التحكيم على النحو التالي : تعين كل من الدولتين المتعاقبتين عضواً واحداً و يتفق هذان العضوان على مواطن من دولة ثالثة ليكون رئيساً لها . ويتم تعيين هذين العضوين خلال ثلاثة أشهر والرئيس خلال خمسة أشهر من تاريخ إخطار أي من الدولتين المتعاقبتين الدولة المتعاقدة الأخرى بنيتها في عرض النزاع على محكمة تحكيم .

4 . إذا لم تراخ السدد المحددة في الفقرة 3 أعلاه ، فإنه يجوز لأي من الدولتين المتعاقبتين في غياب أي ترتيب آخر ، أن تدعو رئيس محكمة العدل الدولية لإجراء التعيينات اللازمة . فإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية من مواطني إحدى الدولتين المتعاقبتين أو وجد مانع يجوز دون أدائه للمهمة المذكورة ، فيطلب من نائب رئيس محكمة العدل الدولية ، إجراء التعيينات اللازمة . و إذا كان نائب رئيس محكمة العدل الدولية من مواطني إحدى الدولتين المتعاقبتين أو وجد مانع يجوز دون أدائه للمهمة المذكورة ، فيطلب من عضو محكمة العدل الدولية الذي يليه في الأقدمية والذي لا يكون من مواطني إحدى الدولتين المتعاقبتين إجراء التعيينات اللازمة .

5 - تتخذ محكمة التحكيم قرارها بأغلبية الأصوات . ويتخذ هذا القرار طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية ولقواعد القانون الدولي المعترف بها ، ويكون نهائياً و ملزماً لكل من الدولتين المتعاقبتين . و تتحمل كل من الدولتين المتعاقبتين أتعاب عضو محكمة التحكيم المعين من جانب تلك الدولة المتعاقدة وكذلك أتعاب ممثلها في إجراءات التحكيم . أما أتعاب الرئيس وكذلك أي تكاليف أخرى لتتمثلها كلتا الدولتين المتعاقبتين مناصفة بينهما .

و إسهادا على ذلك ، قام المفوضون المعينون لكلا الدولتين المتعاقدتين بالتوقيع على هذه الاتفاقية .

حررت في الكويت في هذا اليوم ثلاثون من شهر شوال 1419 هجرية الموافق ليوم 16 من شهر فبراير 1999 ميلادية ، من نسختين أصليتين باللغة العربية ، ولكل من النسختين حجية متساوية .

عن  
دولة الكويت :  
علي سالم العلي،  
وزير المالية ووزير المواصلات.

عن  
المملكة المغربية :  
فتح الله ولعلو،  
وزير الاقتصاد والمالية .

3 - فيما يتعلق بالاستثمارات التي أقيمت قبل تاريخ إنهاء هذه الاتفاقية، فإن أحكامها تظل سارية المفعول لمدة 10 سنوات من تساريخ إنهاء العمل بها .

4 - تحل هذه الاتفاقية مباشرة بعد دخولها حيز النفاذ ، محل الاتفاقية الموقعة بين المملكة المغربية ودولة الكويت في مجال الاستثمار و التنمية في الرباط بتاريخ 3 أبريل 1980 ، كما تحل محل اتفاق التعاون الاقتصادي و التجاري و الفني الموقع بين حكومة دولة الكويت و حكومة المملكة المغربية في الكويت بتاريخ 26 مايو 1989 في حدود المواضيع التي تعالجها هاتين الاتفاقيتين .

□ LIBAN

- **Dahir n° 1-98-161 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de l'accord fait à Rabat le 27 safar 1418 (3 juillet 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Liban relatif à l'encouragement et à la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 27 safar 1418 (3 juillet 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Liban relatif à l'encouragement et à la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 27 safar 1418 (3 juillet 1997) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Liban relatif à l'encouragement et à la protection des investissements.

*Fait à Agadir, le 29 rabii I 1422 (22 juin 2001).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) *B.O.* n° 4952 du 15 novembre 2001.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4949 du 19 chaabane 1422 (5 novembre 2001).

ظهير شريف رقم 1.98.161 صادر في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)  
 ينشر الاتفاق الموقع بالرباط في 27 من صفر 1418 (3 يوليو 1997)  
 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية اللبنانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 27 من صفر 1418 (3 يوليو 1997) بين حكومة المملكة المغربية  
 وحكومة الجمهورية اللبنانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات ؛  
 ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 27 من صفر 1418  
 (3 يوليو 1997) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية اللبنانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.  
 وحرر باكادير في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف.

\*

\* \*

## اتفاق

### بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية اللبنانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية اللبنانية المشار إليهما فيما بعد  
بالطرفين المتعاقدين ؛

رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما وتعميقه لما  
فيه مصلحة البلدين ، وخاصة عن طريق استثمارات مستثمري أحد البلدين في إقليم  
[ أراضي ] البلد الآخر ؛

وإدراكا منهما لأهمية تبادل تشجيع وحماية الاستثمار ومدى مساهمة ذلك في  
حفز تدفق رؤوس الأموال والمبادرات الخاصة لزيادة الرخاء الاقتصادي بكلا البلدين ؛

قد اتفقتا على ما يلي :

#### المادة الأولى

##### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق :

1- تعني عبارة " استثمار " كل أنواع الأصول التي يمتلكها أحد مستثمري طرف  
متعاقدا وتستثمر في إقليم [ أراضي ] الطرف المتعاقد الآخر وفقا للقوانين والأنظمة المعمول  
بها في كل منهما ، وعلى وجه الخصوص :

أ- الأملاك العقارية والمنقولة وحقوق الملكية الأخرى مثل الرهون العقارية وحقوق الامتيازات والضمانات والرهون الأخرى .

ب- الأسهم والحصص وكل أشكال المساهمات في الشركات.

ج- الإستحقاقات النقدية كالديون أو السندات أو أية حقوق تعاقدية ذات قيمة مالية .

د- حقوق الملكية الصناعية والفكرية و تشمل حقوق الطبع والنشر وبراءات الاختراع والعلامات والنماذج والتصاميم الصناعية والعلامات التجارية والمعرفة التقنية والحقوق الأخرى المماثلة التي تقرها قوانين الطرفين المتعاقدين .

هـ - الامتيازات المخولة بموجب القانون أو بمقتضى عقد بما في ذلك امتيازات التنقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها وكذلك جميع الحقوق الأخرى التي تعطى وفقاً لقرار السلطة طبقاً للقانون .

وأي تغيير يطرأ على الشكل الذي استثمرت به الأصول لا يؤثر على طابعها الإستثماري .

2- تعني عبارة " مستثمر " :

أ- كل شخص طبيعي يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية اللبنانية طبقاً للقانون المعمول به لدى كل من الطرفين المتعاقدين.

ب- كل شخص اعتباري تأسس طبقاً للقانون المعمول به لدى كل من الطرفين المتعاقدين ويوجد مقره في إقليم [ أراضي ] هذا الطرف المتعاقد .

ج- كل كيان قانوني تأسس طبقاً لقانون دولة ثالثة ويخضع بصفة مباشرة أو غير مباشرة لمراقبة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين أو لكيان قانوني يوجد مقره ونشاطه الاقتصادي الفعلي في إقليم [ أراضي ] هذا الطرف المتعاقد .

وذلك عندما يقوم أحد المشار إليهم أعلاه باستثمار في إقليم [ أراضي ] الطرف المتعاقد الآخر .



3- تعني عبارة " مداخيل " [عائدات] المبالغ الصافية الناتجة عن الاستثمارات وخاصة منها الأرباح والفوائد وأرباح الأسهم وأرباح رأس المال والإتاوات والأتعاب .

4- تعني عبارة " إقليم " [ أراضي ] :

- أ- بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأعماق الباطنية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقا للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية [ الجرف القاري ] .
- ب- بالنسبة للجمهورية اللبنانية : أراضي الجمهورية اللبنانية بما في ذلك المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخاصة وكذلك الجرف القاري الذي يمتد خارج حدود المياه الإقليمية التي تمارس عليها الجمهورية اللبنانية، وفقا للقانون الداخلي والقانون الدولي، السيادة وحقوق السيادة والولاية القانونية .

## المادة الثانية

### تشجيع وحماية الاستثمار

- 1- يقبل كل طرف متعاقد ويشجع في إقليمه [ أراضي ]، وفقا لقوانينه وأنظمتها استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، ويخلق الظروف الملائمة لهذه الاستثمارات
- 2- يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، ويوفر لها الحماية والأمن الكاملين ، ولا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعرقل تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة على إقليمه [ أراضي ] أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها .
- ويضمن كل من الطرفين المتعاقدين احترام الالتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر .

3- إن الاستثمارات التي تخضع لمقتضيات اتفاق خاص بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تخضع لأحكام ذلك الاتفاق الخاص ما دامت توفّر شروطاً أكثر أفضلية من أحكام هذا الاتفاق .  
تتمتع مداخيل [ عائدات ] الاستثمار في حالة إعادة استثمارها طبقاً لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي .

### المادة الثالثة

#### معاملة الاستثمارات

- 1- يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه [ أراضيه ] لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري أية دولة ثالثة .
- 2- يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه [ أراضيه ] لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة .
- 3- يقدم كل من الطرفين المتعاقدين التسهيلات والتصاريح اللازمة للدخول والخروج والإقامة والعمل للمستثمر ولمن تتصل أعمالهم اتصالاً دائماً أو مؤقتاً بالاستثمار من خبراء وإداريين وفنيين وعمال، بصرف النظر عن جنسيتهم، وذلك وفقاً للتشريعات والقوانين المعمول بها في البلد المضيف.
- 4- إن أحكام هذا الاتفاق المتعلقة بالمعاملة الأكثر أفضلية الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو دولة ثالثة لا تلزم أحد الطرفين المتعاقدين بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر أية معاملة أو مزايا أو أفضلية ناتجة عن ما يلي :

- أ- أي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة للتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو أي اتفاق دولي مماثل أو أي شكل من أشكال التنظيمات الاقتصادية الإقليمية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيها أو ينضم إليها مستقبلا .
- ب- أي اتفاق أو ترتيب دولي أو أي تشريع محلي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي .
- ج- أية مساعدات من الحكومة تخصصها لمستثمريها في إطار برامج وأنشطة التنمية الوطنية .

### المادة الرابعة

#### نزع الملكية والتعويض

- 1- إن إجراءات التأميم ونزع الملكية أو أي إجراء آخر له نفس الأثر، المشار إليها فيما بعد بنزع الملكية ، التي قد يتخذها أحد الطرفين المتعاقدين بصورة مباشرة أو غير مباشرة تجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر يجب ألا تكون تمييزية أو مبررة بأسباب غير المصلحة العامة .
- 2- يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية لذوي الحقوق تعويضا عادلا ومنصفا يساوي مبلغه القيمة السوقية للاستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه التدابير أو اليوم الذي جرى فيه إعلام العموم | الجمهور | بنزع الملكية .
- 3- يتعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلا للأداء ودفعه بدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الأنفة الذكر. وفي حالة التأخير في الأداء، تحتسب عن التعويض فائدة بسعر السوق ابتداء من تاريخ استحقاقها ولغاية تاريخ الأداء ويؤدى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بعملة.

## المادة الخامسة

### التعويض عن الخسائر

إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت باستثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة في إقليم [ ارضي ] الطرف المتعاقد الآخر يستفيدون من قبل هذا الأخير من معاملة لاتقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة ثالثة. ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية فيما يخص الاستراتيجيات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية أخرى تتعلق بتلك الخسائر .

## المادة السادسة

### التحويلات

- 1- يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم للواجبات الضريبية، حرية تحويل مايلي :
  - أ- رأس المال المستثمر بما فيه العوائد المعاد استثمارها أو أي مبلغ إضافي يهدف إلى صيانة الاستثمار.
  - ب- الأرباح وأرباح الأسهم والفوائد والإتاوات أو أية عوائد جارئة أخرى .
  - ج- المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار أو التزامات تعاقدية أخرى جرى التعهد بها من أجل الاستثمار .
  - د- العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للإستثمار .
  - هـ- التعويضات المستحقة طبقاً للمادتين الرابعة والخامسة .

و- الأجرور والرواتب والمكافآت الأخرى التي تعود إلى الأشخاص الذين رخص لهم بالعمل في الإستثمار في إقليم | أراضي | الطرف المتعاقد الآخر ، وذلك طبقاً لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد .

2- تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة -1- بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل ويسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل ، وذلك وفقاً لأنظمة الصرف المعمول بها في البلد المضيف .

### المادة السابعة

#### الحلول محل المستثمر

1- إذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين بموجب ضمان قانوني أو تعاقدي يغطي المخاطر غير التجارية لاستثمار في إقليم | أراضي | الطرف المتعاقد الآخر، فإن هذا الأخير يعترف للمؤمن بالحلول محل المستثمر في كافة الحقوق و المستحقات المعوض عنها .

2- بناء على الضمان الممنوح للإستثمار المعني يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يحل المؤمن محله، بما في ذلك اللجوء إلى المقاصة .

3- كل نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين و مؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر، تتم تسويته وفقاً لأحكام المادة الثامنة من هذا الإتفاق .

### المادة الثامنة

#### تسوية النزاعات المتعلقة بالإستثمارات

1- إن أي نزاع يتعلق بالإستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته بقدر الإمكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع .

2- إذا تعذرت تسوية هذا النزاع بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ تبليغه كتابة يعرض النزاع باختيار المستثمر :

أ- على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار في إقليمه [ أراضي ]

ب- أو للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي

أنشئ بموجب "الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا

دول أخرى" المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس/ آذار 1965.

ج- أو قواعد التسهيلات الإضافية للمركز الدولي لتسوية نزاعات الاستثمار،

شريطة أن يكون الطرف المتعاقد المتنازع أو الطرف المتعاقد التابع للمستثمر طرفاً في اتفاقية

المركز الدولي لتسوية نزاعات الاستثمار، وليس كلاهما .

د- أو أحكام الفصل الخاص بتسوية المنازعات من الإتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس

الأموال العربية في الدول العربية لسنة 1980 .

ويعتبر هذا الاختيار نهائياً وملزماً للمستثمر .

3- لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين، الطرف في النزاع، أن يثير اعتراضاً في أية

مرحلة من إجراءات التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي بحجة دفاعية مستنداً إلى حصانته

أو بادعوى أن مستثمر الطرف الآخر في النزاع قد حصل على تعويض يغطي جزئياً

أو كلياً خسائره بموجب تأمين.

4- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استناداً إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف

في النزاع الذي يتم الاستثمار في إقليمه [ أراضي ]، والقواعد المتعلقة بتنازع القوانين

وأحكام هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار وكذلك

مبادئ القانون الدولي .

5- تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع . ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقاً لقانونه الوطني .

### المادة التاسعة

#### تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

1- تتم ، بقدر الامكان ، تسوية النزاعات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين فيما يخص تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق بالطرق الدبلوماسية .

2- إذا تعذر حل هذا النزاع في ظرف ستة أشهر من تاريخ بدء المفاوضات يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين .

3- تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي :

يعين كل طرف متعاقد حكماً ويختار الحكمان معا حكماً ثالثاً من رعايا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم . ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر، ابتداء من تاريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنتيجه في عرض النزاع على هيئة التحكيم .

4- إذا لم تحترم الآجال المحددة في الفقرة - 3- من هذه المادة يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة . وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بالتعيينات الضرورية . وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة، يدعى العضو الأكثر أقدامية في محكمة العدل الدولية من غير رعايا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات المذكورة .

5- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس أحكام هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ القرارات بأغلبية الأصوات وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين .

6- تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بطرق عملها ومكان التحكيم ما لم يتم الاتفاق على غير ذلك بين الطرفين المتعاقدين .

7- يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في عملية التحكيم . أما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين .

## المادة العاشرة

### التطبيق

تستفيد من أحكام هذا الاتفاق الاستثمارات المنجزة بالعملات القابلة للتحويل بعد دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم [ أراضي ] الطرف المتعاقد الآخر طبقاً لقوانين وأنظمة هذا الأخير . ولا تطبق أحكامه على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل سريان مفعوله .

## المادة الحادية عشرة

### الدخول حيز التنفيذ ومدة السريان

1- يعرض هذا الاتفاق على المصادقة ويدخل حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوماً من تاريخ استلام آخر الإشعارين الكتابيين بإتمام الطرفين المتعاقدين للإجراءات الدستورية المعمول بها في كل منهما .



- 2- يظل هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات تجدد تلقائيا لمدة مماثلة. ويمكن لأي من الطرفين المتعاقدين إنهاء العمل به في نهاية السنوات العشر الأولى أو نهاية أية فترة تمديد ، وذلك بإخطار الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهاء العمل بأحكام هذا الإتفاق، قبل ستة أشهر من انتهاء الفترة .
- 3- تبقى الاستثمارات المنجزة وفقا لأحكام هذا الإتفاق خاضعة له لمدة عشر سنوات أخرى من تاريخ انتهاء العمل به.

حرر بالرباط بتاريخ 27 صفر 1418 هجرية الموافق 3 يوليوز 1997 ميلادية  
من أصليين باللغة العربية .

عن  
حكومة الجمهورية اللبنانية  
فؤاد السنيورة  
وزير المالية بالوكالة

عن  
حكومة المملكة المغربية  
محمد القباج  
وزير المالية والإستثمارات الخارجية

❑ MACÉDOINE

- **Dahir n° 1-11-62 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 11 mai 2010 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 11 mai 2010 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 11 mai 2010 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.

*Fait à Casablanca, le 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

---

(1) *B.O.* n° 6232 du 20 février 2014.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6232 du 20 rabii II 1435 (20 février 2014).

ظهير شريف رقم 1.11.62 صادر في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 11 ماي 2010 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مقدونيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 11 ماي 2010 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مقدونيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل ؛  
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 11 ماي 2010 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مقدونيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.  
وحرر بالدار البيضاء في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

+

## التفاهات

بين

حكومة المملكة المغربية

وحكومة جمهورية مقدونيا

بشان تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مقدونيا، المشار إليهما فيما يلي ب"الطرفين المتعاقدين"،

رغبة منهما في تدعيم التعاون الاقتصادي بينهما من أجل المصلحة المتبادلة للبلدين،

وعزما منهما على خلق والحفاظ على ظروف ملائمة لاستثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر،

واعترافا منهما بأن تشجيع وحماية الاستثمارات على أساس هذا الاتفاق سيساهمان في تحفيز مبادرة الأعمال وسيدعمان التنمية في كلا الدولتين،

اتفقتا على ما يلي :

### المادة 1

#### تعاريف

لأغراض هذا الاتفاق :

1. "استثمارات" تعني كل أنواع الأصول المستثمرة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي ينجز الاستثمار فوق ترابه وتشمل على وجه الخصوص، لا الحصر:

(أ) الممتلكات المنقولة وغير المنقولة، وأي حقوق الملكية المرتبطة مثل، الرهون والرهون الحيازية والضمانات وحقوق مشابهة تحت القانون؛

(ب) الأسهم والقيم وسندات الشركات وأي نوع من المساهمة في شركات؛

(ج) الديون النقدية وحق تقديم أية خدمة تحت عقد ذي قيمة مالية والقروض المرتبطة مباشرة باستثمار خاص باستثناء:

أ- الديون النقدية التي تنشأ فقط من عقود تجارية لبيع السلع والخدمات و

ب- توسع الديون المرتبطة بمعاملات تجارية، مثل تمويل التجارة؛

(د) حقوق الملكية الفكرية كما هو معرف بها في الاتفاقيات متعددة الأطراف الموقعة تحت إشراف المنظمة العالمية لحقوق الملكية الفكرية، والتي يكون الطرفان المتعاقدان طرفين فيها، بما فيها حقوق المؤلف والبراءات

والعلامات التجارية والأسماء التجارية والإميازات والتصاميم الصناعية والطرق التقنية وحقوق أخرى مشابهة؛

ه) أي حق لممارسة أنشطة اقتصادية ممنوح من طرف القانون أو وفق عقد، بما في ذلك الامتيازات المعطاة وفق القوانين المعمول بها، المنظمة للقيام بهذه الأنشطة بما في ذلك التفقيب أو الزراعة أو استخراج أو استغلال الموارد الطبيعية بما في ذلك تلك المتواجدة في المناطق البحرية الخاضعة للسيادة القانونية لأي من الطرفين.

أي تعديل في الشكل القانوني الذي تم به استثمار أو إعادة استثمار الأصول لا يؤثر على الطابع الاستثماري لهذه الأخيرة اعتباراً أن ذلك التغيير لا يتعارض مع مقتضيات هذا الاتفاق و مع قوانين الطرف المتعاقد الذي تم إنجاز الاستثمار فوق ترابه.

2. "مستثمر" يعني كل شخص طبيعي أو معنوي ينتمي إلى أحد الطرفين المتعاقدين والذي يستثمر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر وفق قوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الأخير:

أ) عبارة "شخص طبيعي" تعني كل شخص ذاتي يحمل جنسية ذلك الطرف المتعاقد طبقاً لقانونه؛

ب) عبارة "شخص معنوي" تعني كل كيان تم إنشاؤه أو تنظيمه فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين وفقاً للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل لدى ذلك الطرف المتعاقد والذي توجد إدارته المركزية وأنشطته الاقتصادية معاً فوق تراب ذلك الطرف المتعاقد.

3. "مدخل" تعني المبالغ الناتجة عن الاستثمارات وتتضمن على وجه الخصوص، لا الحصر، الأرباح والفوائد و عوائد الرساميل و الأرباح الموزعة والمستحقات.

4 تراب" يعني :

- بالنسبة للمملكة المغربية، تراب المملكة المغربية بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية، طبقاً للقانون الدولي، كمنطقة يمكن أن تمارس ضمنها المملكة المغربية حقوقها المتعلقة بأعمق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد؛

- الطبيعية بالنسبة لجمهورية مقدونيا، تراب جمهورية مقدونيا بما فيه الأراضي، والمياه والأجواء والتي يمارس فيها البلد المعني طبقاً للقانون الدولي، حقوقه السيادية وقوانينه.

5. "عملة قابلة للتحويل" تعني عملة مستعملة على نطاق واسع للأداء في إطار معاملات دولية والتي هي قابلة للتحويل على نطاق واسع في أهم أسواق الصرف العالمية.

## المادة 2

### تشجيع وحماية الاستثمارات

1. يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع وخلق ظروف ملائمة فوق ترابه للاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر وبقبل هذه الاستثمارات طبقاً لقوانينه وأنظمتها.

2. كل توسيع أو تحويل لاستثمار أصلي يجب أن ينجز طبقاً للقوانين والتنظيمات الجاري بها العمل في الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه. يعتبر هذا التوسيع أو التحويل بمثابة استثمار جديد بمعنى هذا الاتفاق.

3. تمنح الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، من قبل هذا الأخير، معاملة عادلة ومنصفة طبقاً لمبادئ القانون الدولي، وتتمتع هذه الاستثمارات بحماية وأمن كاملين.

4. لا يحق لأي طرف متعاقد، بأي حال من الأحوال، اتخاذ تدابير غير معقولة أو تمييزية تعوق إدارة أو صيانة أو استخدام أو التمتع أو التصرف من استثمارات مستثمري طرف متعاقد فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.
5. تتمتع مداخيل الاستثمار، في حالة إعادة استثمارها طبقا لقوانين وتنظيمات الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بنفس الحماية الممنوحة للاستثمار الأصلي.
6. لا يمنع أي شيء في هذا الاتفاق أي طرف متعاقد من اتخاذ أي إجراء يعتبر لازما لحماية الأمن العام أو النظام العام أو الصحة العمومية أو لحماية البيئة، شريطة أن لا يتم تطبيق هذه التدابير بطريقة من شأنها أن تشكل وسيلة تعسف أو تمييز غير مبرر.

### المادة 3

#### المعاملة الوطنية و معاملة الدولة الأكثر رعاية

1. يمنح كل طرف متعاقد فوق تراب دولته لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها، في ظروف مشابهة، لاستثمارات مستثمري دولته أو لاستثمارات مستثمري دولة ثالثة، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية بالنسبة للمستثمر المعني بالأمر.
2. يمنح كل طرف متعاقد فوق تراب دولته لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، في ما يخص الأنشطة المرتبطة باستثماراتهم، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها، في ظروف مشابهة، لمستثمري دولته أو مستثمري دولة ثالثة.
3. لا يمكن تفسير مقتضيات هذه المادة المتعلقة بالمعاملة التي لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمري أو مستثمري دولة ثالثة بكيفية تلزم أحد الطرفين المتعاقدين منح استثمارات مستثمري ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر الاستفادة من أية معاملة أو تفضيل أو امتياز بموجب:
- أ- أي اتحاد اقتصادي أو نقدي أو جمركي أو منطقة تبادل حر حاليا أو لاحقا أو اتفاقيات دولية مماثلة أو أي نوع آخر من التعاون الاقتصادي الإقليمي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيه حاليا أو لاحقا، أو
- ب- أية اتفاقية أو ترتيب دولي يتعلق بالجباية.

### المادة 4

#### التعويض عن الخسائر

يحظى مستثمرو أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت باستثماراتهم أضرار أو خسائر ناجمة عن الحرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو تمرد أو اضطراب وطني أو شغب أو أحداث مماثلة أخرى فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر من قبل الطرف المتعاقد الأخير، فيما يتعلق بالاسترجاع أو التعويض، أو أي حل آخر، بمعاملة لا تقل رعاية عن تلك التي يمنحها للمستثمرين من دولته أو لمستثمري أي دولة ثالثة. تحول المبالغ الفائجة المدفوعة، بدون تأخير غير مبرر، بعملة قابلة للتحويل بحرية.

### المادة 5

#### نزاع الملكية والتعويض

1. لا تخضع الاستثمارات المنجزة من قبل مستثمري أي طرف من الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لنزع الملكية، أو للتأميم أو لأي إجراءات لها نفس أثر سلب الملكية (المشار إليها في ما بعد بـ "نزع الملكية") إلا إذا اكتملت الشروط التالية:

- (أ) تكون التدابير قد اتخذت لغرض المصلحة العامة وطبقا للمسطرة القانونية الواجبة،
- (ب) ويتم اتخاذها على أساس غير تمييزي،
- (ج) وتكون مصحوبة بدفع تعويض ملائم و فعلي.

2. يعادل مبلغ هذا التعويض القيمة السوقية الحقيقية للاستثمار الذي تم نزع ملكيته مباشرة قبل اتخاذ هذا الإجراء أو قبل الإعلان عن هذا الإجراء للعموم.
3. يؤدي التعويض بدون تأخير غير مبرر، في حالة تأخير في الأداء تترتب عن التعويض فائدة تحتسب ابتداء من تاريخ الاستحقاق إلى تاريخ الأداء، حسب تشريع الطرف المتعاقد الذي تم إنجاز الاستثمار فوق ترابه. ويكون التعويض مستحقا فعليا كما يتم تحويله، بدون تأخير غير مبرر، بعملة قابلة للتحويل بحرية.

## المادة 6

### التحويلات

1. بالنظر للاستثمارات المنجزة فوق ترابه، من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، يسمح كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم لواجباتهم الجبائية، بتحويل المبالغ المتعلقة باستثماراتهم. وتشمل هذه التحويلات على وجه الخصوص لا الحصر:

- أ - رأس المال والمبالغ الإضافية اللازمة لصيانة وزيادة الاستثمار؛
- ب - مداخيل الاستثمار كما هي مبينة في المادة 1؛
- ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار؛
- د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار؛
- هـ - التعويضات المدفوعة طبقا للمادتين 4 و 5 من هذا لاتفاق؛
- و - مرتبات ومكتسبات أخرى لمواطنين ينتمون إلى أحد الطرفين المتعاقدين والذين سمح لهم بالعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر في إطار استثمار ما،
- ز - الأداءات الناتجة عن تسوية نزاع بمقتضى المادة 8 من هذا لاتفاق.

2. تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بعملة قابلة للتحويل بحرية، دون تأخير غير مبرر، وبسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وبمقتضى القوانين والأنظمة الجاري بها العمل فوق تراب الطرف المتعاقد الذي أجزت فوق ترابه الاستثمارات.

3. على الرغم من الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين، على أساس غير تمييزي، اعتماد أو الإبقاء على تدابير متصلة برأس المال عابر الحدود وعمليات الأداء:

- أ) في حالة صعوبات أو تهديدات خطيرة لميزان الأداءات والمالية الخارجية، أو
- ب) في الحالات التي، في ظروف استثنائية، تسبب تحركات رأس المال أو تهدد بأن تسبب صعوبات خطيرة لإدارة الاقتصاد الكلي، ولاسيما سياسات النقد وأسعار الصرف، أو
- ج) لحماية حقوق الدائنين.

4. التدابير المشار إليها في الفقرة 3 من هذه المادة يجب أن:

- أ) لا تتجاوز ما هو ضروري للتعامل مع الظروف الملصوح عليها في الفقرة 3 من هذه المادة؛
- ب) تكون مؤقتة ويتم إلغاؤها في أقرب وقت تسمح به الظروف، و
- ج) تبلغ فوراً للطرف المتعاقد الآخر.

5. يمنح الطرفان المتعاقدان تحويلات الأداءات المشار إليها في هذه المادة معاملة لا تقل تفضيلا عن تلك الممنوحة لتحويلات الأداءات الناشئة عن الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون من دولة ثالثة.



## المادة 7

## الحلول محل المستثمر

1. إذا قام أي طرف متعاقد أو من يقوم مقامه (المشار إليه فيما يلي بـ "المؤمن") بسداد تعويض لمستثمريه بموجب ضمان أو تأمين يغطي المخاطر غير التجارية المتعلقة باستثمار ما فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، فإن الطرف المتعاقد الأخير يقر بوجوب المؤمن في الالتزام بجميع الحقوق والطلبات التي يمارسها المستثمر المترتبة عن ذلك الاستثمار، ويقر أن المؤمن يسمح له بممارسة هذه الحقوق والقيام بهذه المطالبات كالمستثمر الأصلي.
2. لا يجب أن تتجاوز الحقوق أو المطالبات في حالة الحلول محل المستثمر القيمة الأصلية لحقوق ومطالبات المستثمر.
3. في حالة الحلول محل المستثمر كما ورد في الفقرة الأولى من هذه المادة، لا يحق للمستثمر طلب التعويض ما لم يخصص له من الطرف المتعاقد أو من يقوم مقامه.
4. أي نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين و المؤمن يحل طبقا لمقتضيات المادة 8 من هذا الاتفاق.

## المادة 8

تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمار بين أحد الطرفين المتعاقدين  
و مستثمر الطرف المتعاقد الآخر

1. أي نزاع ينشأ بين مستثمر من أحد الطرفين المتعاقدين والطرف المتعاقد الآخر بشأن انتهاك مزعوم لأحد مقتضيات هذا الاتفاق أو أكثر، في ما يتعلق باستثمار ما، يتم الإشعار به كتابيا، بما في ذلك معلومات مفصلة، من قبل المستثمر إلى الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه. ويجب، قدر الإمكان، على الأطراف المتورطة في النزاع أن تسعى إلى تسوية النزاع وديا أو عن طريق التشاور والتفاوض. ويجوز لهم، بناء على مبادرة من أي منهما، وكجزء من التشاور والتفاوض بينهما، الاتفاق على الاعتماد على إجراءات خارجية غير ملزمة مثل الوساطة.
- إذا تعذرت تسوية هذا الخلاف في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ طلب التسوية، يمكن عرض النزاع وفقا لاختيار المستثمر على:
  - (أ) المحكمة المختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، أو
  - (ب) مركز التحكيم الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمار الذي أنشئ بموجب "الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى"، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965، أو
  - (ج) محكمة تحكيم تنشأ لهذا الغرض طبقا لقواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي.
2. لهذا الغرض، يمنح كل طرف متعاقد موافقته النهائية على أن تعرض النزاعات على التحكيم الدولي المذكور في الفقرات الفرعية (ب) و(ج) من هذه المادة.
3. في حالة اختيار المستثمر عرض الخلاف على المحكمة المختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه أو على التحكيم كما هو مذكور بالفقرات الفرعية، (ب) و(ج) من هذه المادة، فإن هذا الاختيار يكون نهائيا بالنسبة للمستثمر.
4. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد، والذي هو طرف في النزاع، و الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بما في ذلك القواعد المتعلقة بتنازع القوانين، ومقتضيات هذا الاتفاق ومبادئ القانون الدولي المقبولة عالميا.

6. ويكون قرار التحكيم نهائيا وملزما بالنسبة للطرفي النزاع، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذا القرار طبقا لقوانين دولته.

#### المادة 9

#### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1. إن أي خلاف ينشأ بين الطرفين المتعاقدين يتعلق بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق تتم تسويته بقدر الإمكان بين الطرفين المتعاقدين عن طريق المفاوضات عبر القنوات الدبلوماسية.
2. إذا تعذر تسوية الخلاف في ظرف ستة أشهر، يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين حسب مقتضيات هذه المادة.
3. تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي: يعين كل طرف متعاقد عضوا في هيئة التحكيم. هذان العضوان يختاران معا بعد ذلك عضوا ثالثا من رعايا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم. يتعين تعيين أعضاء هيئة التحكيم خلال ثلاثة أشهر والرئيس خلال خمسة أشهر من تاريخ تبليغ أي من الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر بنيتها في طرح النزاع أمام هيئة التحكيم.
4. إذا لم تتم التعيينات الضرورية خلال الأجل المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية. إذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه الوظيفة، يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية، وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهما، يدعى العضو الذي يليه أقدمية في المنصب في محكمة العدل الدولية والذي ليس من رعايا أحد الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات الضرورية.
5. تتخذ هيئة التحكيم قرارها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات. تكون القرارات نهائية وملزمة للطرفين المتعاقدين. يلتزم كل طرف متعاقد بتطبيق هذه القرارات طبقا لقوانين وتنظيمات دولته.
6. تحدد هيئة التحكيم مسطرتها الخاصة.
7. يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه و الذين يمثلونه في إجراءات التحكيم. أما المصاريف المتعلقة بالرئيس وأي مصاريف أخرى فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين.

#### المادة 10

#### مقتضيات أكثر افضلية

إذا تضمن القانون الوطني لأي من الطرفين المتعاقدين أو الالتزامات بموجب القانون الدولي القائم في الوقت الحالي أو مستقبلا بين الطرفين المتعاقدين بالإضافة إلى هذا الاتفاق قاعدة، سواء كانت عامة أو خاصة، تعطي الحق للاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون من الطرف المتعاقد الآخر في معاملة أفضل من تلك التي ينص عليها هذا الاتفاق، تكون هذه القاعدة، إلى الحد الذي هو أكثر ملاءمة، غالبة على هذا الاتفاق.

#### المادة 11

#### مشاورات

بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين، يقبل حالا الطرف المتعاقد الآخر بعقد مشاورات بخصوص تأويل وتطبيق هذا الاتفاق.

## المادة 12

## تطبيق الاتفاق

يطبق هذا الاتفاق على الاستثمارات المنجزة من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لقوانينه وتنظيماته، قبل أو بعد دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على أي نزاع متعلق بالاستثمار نشب أو أي دعوى تخص الاستثمارات تم إيداعها قبل دخوله حيز التنفيذ.

## المادة 13


## الدخول حيز التنفيذ، مدة الصلاحية، التعديل والإنهاء

1. يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ ثلاثين يوما بعد تاريخ آخر إشعار للطرفين المتعاقدين باستكمال الإجراءات الدستورية المطلوبة لديهما لدخول الاتفاق حيز التنفيذ.
  2. يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة أولية من عشر سنوات، ويجدد تلقائيا لمدد متتالية من عشر سنوات، ما لم يشعر أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر، كتابيا، وعلى الأقل سنة قبل انتهاء أي مدة من المدد المتتالية، بنيته في إنهاء هذا الاتفاق.
  3. يجوز تعديل هذا الاتفاق بالتراضي بين الطرفين المتعاقدين. وتدخل التعديلات على الاتفاق حيز التنفيذ وفقا للإجراءات المطلوبة لدخول الاتفاق حيز التنفيذ كما ورد في الفقرة 1 من هذه المادة.
  4. فيما يخص الاستثمارات المنجزة قبل تاريخ انتهاء هذا الاتفاق فإن مقتضيات المواد من 1 إلى 12 من هذا الاتفاق تبقى سارية المفعول لمدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ إنهاء العمل بهذا الاتفاق.
- و إسهادا على ذلك، تم التوقيع على هذا الاتفاق من طرف الموقعين أسفله المفوضين على التوالي من طرف حكومتيهما .

وحرر بالرباط في 11 ماي 2010، في نظيرين أصليين باللغات العربية والمقدونية والإنجليزية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. في حالة الاختلاف في تأويل مقتضيات هذا الاتفاق يرجح النص الإنجليزي.

عن

حكومة جمهورية مقدونيا



عن

حكومة المملكة المغربية



❑ MAURITANIE

- **Dahir n° 1-01-44 du 10 rabii I 1424 (12 mai 2003) portant publication de l'Accord fait à Nouakchott le 10 rabii I 1421 (13 juin 2000) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Nouakchott le 10 rabii I 1421 (13 juin 2000) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Nouakchott le 10 rabii I 1421 (13 juin 2000) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie relatif à l'encouragement et à la protection des investissements.

*Fait à Rabat, le 10 rabii I 1424 (12 mai 2003).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Driss Jettou.

---

(1) *B.O.* n° 5158 du 6 novembre 2003.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5153 du 23 chaabane 1424 (20 octobre 2003).

### المادة الأولى تعريفات

قد اتفقتا على ما يلي :

لأغراض هذا الاتفاق :

١- تعني عبارة "استثمار" : كل أنواع الأصول التي يتم استثمارها فسي بالإسم الطرف المتعاقد الآخر وفقا للقوانين والأنظمة المعمول بسبها وسي كسل منسبها ، وعلى وجه الخصوص :

أ- الأملاك العقارية والمنقولة ، وكذا حقوق الملكية الأخرى مثل الرهن العقاري وحقوق الامتيازات والرهن الأخرى ؛

ب- الأسهم والسندات وكل أشكال المساهمات في الشركات ؛

ج- الاستحقاقات التقديرية أو أية حقوق تعاقدية ذات قيمة مالية ؛

د- حقوق الملكية الصناعية والفكرية وتشمل حقوق النشر وبراءات الاختراع والعلامات والتصاميم الصناعية والعلامات التجارية والمعرفة التقنية ونسبة حقوق أخرى مماثلة ؛

هـ- الامتيازات المخولة بموجب القانون أو بمقتضى عند بما في ذلك امتيازات التقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها .

وأي تغيير يطرأ على الشكل القانوني الذي استندت به الأصول لا يغير على طبيعتها الاستثمارية .

٢- تعني عبارة " مستثمر " :

أ- كل شخص طبيعي ، يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية الموريتانية طبقا للقانون المعمول به لدى كل من الطرفين المتعاقدين ؛

ب- كل شخص اعتباري تأسس طبقا للقانون المعمول به لدى الطرفين المتعاقدين ويوجد مقره في إقليم هذا الطرف المتعاقد ؛

ج- كل كيان قانوني تأسس طبقا لقانون دولة ثالثة ويخضع بمسفة مباشرة أو غير مباشرة لرقابة مواطني أحد الطرفين المتعاقدين أو لكون قانوني يوجد مقره ونشاطه الاقتصادي الفعلي في إقليم هذا الطرف المتعاقد .

ونظرا عندهما يقوم أحد المشار إليهم أعضاء بالاستثمار فسي إقليم الضرف المتعاقد الآخر .

٣- تعني عبارة "عوائد" المبالغ الصافية الناتجة عن الاستثمارات وخاصة منها : الأرباح والفوائد وأرباح الأسهم والإتاوات والانتاج .

٤- تعني عبارة " إقليم " :

أ- بالنسبة للمملكة المغربية : تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأصق اليابضية للمياه المتاخمة لتسوا من المغربية والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يتسارس عليها المغرب طبقا للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقها السيادية سيديت استكشاف واستغلال موارد الطبيعة [ الجرف القاري ] ؛

ب- بالنسبة للجمهورية الإسلامية الموريتانية : تراب الجمهورية الإسلامية الموريتانية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأصق اليابضية للمياه المتاخمة لتسوا من الموريتانية والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي تتسارس عليها موريتانيا طبقا للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقها السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارد الطبيعة [ الجرف القاري ] ؛

### المادة الثانية

#### تشجيع وحماية الاستثمار

١- يقبل كل طرف متعاقد ويشجع في إقليمه ، وفقا لقوانينه وأنظمتيه . استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويخلق الظروف الملائمة لسبه الاستثمارات .

٢- يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة للاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر وفيما عدا الإجراءات الضرورية للحفاظ على الأمن العام تتمتع هذه الاستثمارات بحماية وأمن كاملين وشاملين . ولا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعوقل تسير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر القائمة على إقليمه أو صيانتها أو استثمارها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها .

ظهر شريف رقم 1.01.44 صادر في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003) بنشر الاتفاق الموقع بنواكشوط في 10 ربيع الأول 1421 (13 يونيو 2000) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الموريتانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلن من ظهرنا الشريف هذا ، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بنواكشوط في 10 ربيع الأول 1421 (13 يونيو 2000) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الموريتانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ ،

أصدرنا أمرا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية ، عقب ظهرنا الشريف هذا ، الاتفاق الموقع بنواكشوط في 10 ربيع الأول 1421 (13 يونيو 2000) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الموريتانية بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات.

وحرر بالرباط في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003).

وقه بالمطف :

الوزير الأول ،

الإشضاء : إدريس جطو .

\*

\*

\*

### اتفاق

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الموريتانية

بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات

.....

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية الموريتانية ؛ المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفين المتعاقدين".

– رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما وخاصة عن طريق استثمارات مستثمري أحد البلدين في إقليم البلد الآخر ؛

– وإدراكا منهما لأهمية تبادل تشجيع وحماية الاستثمار ومدى مساهمة ذلك في حفز تنافس رؤوس الأموال والمبادرات الخاصة لزيادة الرخاء الاقتصادي بكل البلدين ؛

### المادة السابعة

#### التحويلات

١- يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، بعد أدائهم للواجبات الضريبية ، حرية تحويل ما يلي :

أ- رأس المال المستثمر بما فيه العوائد المعاد استثمارها أو أي مبلغ إضافي يهدف إلى صيانة الاستثمار ؛

ب- الأرباح وأرباح الأسهم والفوائد والإتاوات أو أية عوائد جارية أخرى ؛

ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار ؛

د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار ؛

هـ- التحويلات المستحقة طبقاً للمعادن الزاوية والغامسة ؛

و- الأجور والرواتب والمكافآت الأخرى التي تعود إلى مواطني أحد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم العمل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، وذلك طبقاً لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد .

٢- تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة ١ - بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل وبسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وذلك وفقاً لأنظمة الصرف المعمول بها في البلد المضيف .

### المادة الثامنة

#### الحلول محل المستثمر

١- إذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين ، بموجب ضمان قانوني أو تعاقدي يغطي المخاطر الغير التجارية لاستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، فإن هذا الأخير يمتنع للمؤمن بالحلول محل المستثمر في كافة الحقوق والممتلكات المعوض عنها .

٢- بناء على الضمان الممنوح للاستثمار المعني ، يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يحل المؤمن محله .

٣- كل نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر ، تتم تسويته وفقاً لأحكام المادة الثامنة من هذا الاتفاق .

### المادة التاسعة

#### تسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات

١- إن أي نزاع يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد واحد ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته بقدر الإمكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع .

٢- وإذا تعذرت تسوية هذا النزاع بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ تباينه كتابة ، يعرض للنزاع باختيار المستثمر :

أ- إما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار في إقليمه ؛

ب- وإما للتحكيم وفقاً لأحكام الفصل الخاص في تسوية المنازعات من الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال العربية في السدول العربية لسنة ١٩٨٠ ؛

ج- وإما للتحكيم على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمار الذي أنشئ بموجب " الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمار بين الدول ورعايا دول أخرى " المقترحة للتوقيع بواشنطن في ١٨ مارس ١٩٦٥ . ولهذا الغرض يمنح كل طرف متعاقد موافقته النهائية على أن يخضع كل نزاع متعلق بالاستثمار لهذه المسطرة من التحكيم .

٣- لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين ، طرف في النزاع ، أن يشير اعتراضاً في أية مرحلة من إجراءات التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي يدعى أن مستثمر الطرف الآخر في النزاع قد حصل على تعويض يغطي جزئياً أو كلياً خسائره بموجب تأمين .

٤- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استناداً إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد ، الطرف في النزاع ، الذي يتم الاستثمار في إقليمه ، وكذا القواعد المتعلقة بتسوية النزاعات والقوانين وأحكام هذا الاتفاق والاتفاقيات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار ، وكذا مبادئ القانون الدولي .

٥- تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع ، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقاً لقانونه الوطني .

ويضمن كل من الطرفين المتعاقدين احترام الالتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر .

٣- إن الاستثمارات التي تخضع لمقتضيات اتفاق خاص بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تخضع لأحكام ذلك الاتفاق الخاص ما دامت توفر شروطاً أكثر أفضلية من أحكام هذا الاتفاق .

تتمتع عوائد الاستثمار في حالة إعادة استثمارها طبقاً للقوانين أحد الطرفين المتعاقدين بنص الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي .

### المادة العاشرة

#### معاملة الاستثمارات

١- يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي تمنحها لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري أية جهة ثالثة .

٢- يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، فيما يخص تسديد استثماراتهم أو صيانتها أو استثمارها أو الانتفاع بها أو التصريف فيها ، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية جهة ثالثة . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية .

٣- إن أحكام هذا الاتفاق المتعلقة بالمعاملة الأكثر أفضلية الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو جهة ثالثة لا تلزم أحد الطرفين المتعاقدين بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر أية معاملة أو مزايا أو أفضلية ناتجة عن ما يلي :

أ- أي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة لتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو أي اتفاق دولي مماثل أو أي شكل من أشكال التنظيمات الاقتصادية الإقليمية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضواً فيها أو ينضم إليها مستقبلاً ؛

ب- أي اتفاق أو أي ترتيب دولي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي .

### المادة الرابعة

#### نزع الملكية والتعويض

١- إن إجراءات التأميم ونزع الملكية أو أي إجراء آخر له نفس الأثر (المشار إليها فيما بعد بنزع الملكية) ، التي قد يتخذها أحد الطرفين المتعاقدين تجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، يجب ألا تكون تمييزية أو مسيرة بأسباب غير المصلحة العامة .

٢- يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية لئول الحقوق تعويضاً عادلاً ومنصفاً يساوي مبالغ القيمة السوقية للاستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه التدابير أو أعلن عنها للعموم .

٣- يتعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلاً للدأء ودفعه بسدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الأتفة الذكر . وفي حالة تأخير في الأداء تعضاف إلى التعويض ، فائدة بسعر السوق ابتداء من تاريخ استحقاقها ولغاية تاريخ الأداء . ويؤدى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية .

### المادة الخامسة

#### التعويض عن الخسائر

إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خسائر من جراء هرب أو نزع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر يستفيدون من قبل هذا الأخير من معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية جهة ثالثة . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية أخرى تتعلق بتلك الخسائر .

الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين أنظمة هذا الأخير ، غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ .

#### المادة الحادية عشرة

#### الدخول حيز التنفيذ ومدته لسريان وإنهاء العمل بالاتفاق

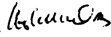
١- يمرض هذا الاتفاق على المصافحة ويدخل حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوما من تاريخ استلام آخر الإخطار بين المكتبين بإتسام الطرفين المتعاقدين للإجراءات الدستورية المعمول بها في كل منهما .  
ويبقى ساري المفعول لمدة ١٠ سنوات وما لم يبد أحد الطرفين المتعاقدين رغبته في إلغائه ضمن أجل ستة أشهر على الأقل قبل انتهاء مدة صلاحيته ، يبقى ساري المفعول لمدة عشر سنوات أخرى . وكلا الطرفين المتعاقدين الحسق في إنهائه بواسطة إشعار مكتوب يتم إبلاغه ستة أشهر على الأقل قبل تاريخ انتهاء مدة صلاحيته .

٢- في حالة إنهاء العمل بهذا الاتفاق فإن أحكامه تبقى سارية المفعول بالنسبة للاستثمارات المنجزة وفقا لأحكامه كما تبقى خاضعة لسه لمدة عشر سنوات أخرى من تاريخ انتهاء العمل به .

وحرر بنواكشوط بتاريخ ١٠ ربيع الأول ١٤٢١هـ الموافق ١٣ يونيو ٢٠٠٠م في تطوين أصليين باللغة العربية .

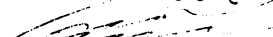
عن  
حكومة الجمهورية الإسلامية الموريتانية  
وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية

محمد ولد الناني



عن  
حكومة المملكة المغربية  
وزير الاقتصاد والمالية

فتح الله ولطو



#### المادة التاسعة

#### تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

١- تتم بقرار الإمكان ، تسوية النزاعات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين ، فيما يخص تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق بالطرق الدبلوماسية .  
٢- إذا تعذر حل هذا النزاع في ظرف ستة أشهر من تساريخ بدء المفاوضات يعرض على هيئة التحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين .  
٣- تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي :  
يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم . ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر ، ابتداء من تساريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنبته في عرض النزاع على هيئة التحكيم .  
٤- إذا لم تحترم الأجل المحددة في الفقرة ٣ من هذه المادة ، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة . وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بالتعيينات الضرورية ، وإذا كان نائب الرئيس يحصل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات المذكورة .  
٥- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس أحكام هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي . وتتخذ القرارات بأغلبية الأصوات . وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين .  
٦- تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بطرق عملها .  
٧- يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثله في عملية التحكيم . أما مصاريف الرئيس وباقى المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين .

#### المادة العاشرة

#### التطبيق

يغطي هذا الاتفاق كذلك فيما يخص تطبيقه مستقبلا الاستثمارات المنجزة بالعملة الصعبة قبل سريانه من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق السزراب





□ NIGERIA

- **Dahir n° 1-17-41 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 17-17 portant approbation de l'Accord fait à Abuja le 3 décembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 17-17 portant approbation de l'Accord fait à Abuja le 3 décembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la promotion et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Saâd Dine El Otmani.

\*  
\* \* \*

(1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

**Loi n° 17-17 portant approbation de l'Accord fait à Abuja le 3 décembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la promotion et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Abuja le 3 décembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria sur la promotion et la protection réciproques des investissements.



❑ POLOGNE

- **Dahir n° 1-99-104 du 23 safar 1420 portant publication de l'accord fait à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

Vu l'accord fait à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

\*  
\* \* \*

### **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc,

et

Le Gouvernement de la République de Pologne,

Dénommés ci-après les « Parties contractantes » ;

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

---

(1) *B.O.* du 21 octobre 1999.

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements, Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties contractantes, Sont convenus de ce qui sont :

### **Article premier : Définitions**

– Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect dans toutes sociétés ou entreprises de quelque secteur d'activité économique que ce soit, et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, marques, brevets, procédés techniques, noms commerciaux et tout autre droit de propriété industrielle, ainsi que les fonds de commerce,
  - e) les concessions de droit public y compris les concessions de recherche d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissement » au sens du présent accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur dans le pays hôte.

Si l'investissement est effectué par un investisseur par l'intermédiaire d'un organisme visé à la lettre c/ de l'alinéa 2, dans lequel il détient une participation au capital, cet investisseur jouira des avantages du présent accord dans la mesure de cette participation indirecte à condition, toutefois, que ces avantages ne lui reviennent pas s'il invoque le mécanisme de règlement des différends prévu par un autre accord de protection des investissements étrangers conclu par une Partie contractante sur le territoire de laquelle est effectué l'investissement.

2. Le terme « investisseur » désigne :

- a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou polonaise en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou de la République de Pologne respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
- b) toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de la République de et constituée conformément à la législation



- marocaine ou polonaise respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ;
- c) les entités juridiques établies, conformément à la législation d'un quelconque pays qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par des nationaux de cette Partie contractante ou par des entités juridiques ayant leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette Partie contractante ; il est entendu que le contrôle exige une part significative de propriété.
3. Le terme « revenus » désigne les montants nets d'impôts rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes et redevances de licence.
4. Le terme « territoire » désigne :
- a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
- b) pour la République de Pologne : le territoire de la République de Pologne y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales de la République de Pologne et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation de la République de Pologne, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits de la République de Pologne relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur

son territoire, des investissements de l'autre Partie contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

### **Article 3 : Traitement des investissements**

1. Chaque Partie contractante assure sur son territoire aux investissements de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, si ce dernier est plus favorable.

Chaque Partie contractante, assure sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

### **Article 4 : Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique.
2. La Partie contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant-droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

**Article 5 : Dédommagement pour pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

**Article 6 : Transferts**

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible et sans retard injustifié des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment :
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement ;
  - d) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - e) des indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - f) d'une quotité appropriée des salaires et autres rémunérations revenant aux citoyens de cette Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de la première Partie contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, et en vertu de la réglementation des changes en vigueur.
3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

**Article 7 : Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.

3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent accord.

### **Article 8 : Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

### **Article 9 : Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les Parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les Parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur :
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué ;
  - b) soit pour arbitrage au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat, partie au présent accord, aura adhéré à celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du

présent accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.

5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 10 : Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

5. Si les délais fixés, au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le président de la Cour internationale de justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le président de la Cour internationale de justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le vice-président de la Cour internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le vice-président possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour internationale de justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.
6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du droit international. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties contractantes.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.

8. Chaque Partie contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

### **Article 11 : Application**

Le présent accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués en devises, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

### **Article 12 : Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties contractantes des procédures constitutionnelles dans leur pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date l'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date l'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat le 24 octobre 1994 en deux originaux, chacun en langues arabe, polonaise et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence le texte français prévaudra.



□ PORTUGAL



- **Dahir n° 1-09-267 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 17 avril 2007 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise concernant la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

### **Accord entre le Royaume du Maroc et la République portugaise concernant la promotion et la protection réciproques des investissements**

Le Royaume du Maroc et la République Portugaise, désignés ci-après : « Parties »

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats ;

Reconnaissant le rôle important des investissements de capitaux privés étrangers dans le processus du développement économique et le droit de chaque Partie de déterminer ce rôle et de définir les conditions dans lesquelles les investissements étrangers pourraient participer à ce processus ;

Reconnaissant que la seule manière d'établir et de maintenir un flux international de capitaux adéquat est d'entretenir mutuellement un climat d'investissement satisfaisant, et, pour ce qui est des investisseurs étrangers, de respecter la souveraineté et les lois du pays hôte ayant juridiction sur eux, d'agir de manière compatible avec les politiques et les priorités adoptées par le pays hôte et de s'efforcer de contribuer à son développement ;

Soucieux de créer et maintenir des conditions favorables à l'investissement de capitaux dans les deux Etats et d'intensifier la coopération entre ressortissants et sociétés, privées ou de droit public, des deux Etats notamment dans les domaines de la technologie, de l'industrialisation et de la productivité ;

Reconnaissant la nécessité de protéger les investissements des ressortissants et sociétés des deux Etats et de stimuler le transfert de capitaux en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Etats ;

---

(1) *B.O.* n° 6018 du 2 février 2012.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6017 du 6 rabii I 1433 (30 janvier 2012).

Désireux d'adapter l'Accord entre le Royaume du Maroc et la République Portugaise concernant la Promotion et la Protection Réciproques des Investissements, signé à Rabat le 18 octobre 1988, aux nouvelles réalités ;

Sont convenus de ce qui suit :

### **Article 1 : Définitions**

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissements » désigne toutes les catégories d'actifs investis par des investisseurs de l'une des Parties au sein du territoire de l'autre Partie, conformément au droit en vigueur dans le territoire de cette dernière, comprenant en particulier, mais pas exclusivement :
  - a) la propriété de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tout autre droit réel tels que hypothèques, droits de gage, usufruits et droits similaires ;
  - b) parts sociales et d'autres formes de participation dans les sociétés et/ou intérêts économiques résultant de l'activité respective qui sont liés à un investissement ;
  - c) les droits de crédit ou d'autres droits ayant une valeur économique ;
  - d) droits d'auteur, droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, dessins industriels, savoir-faire, noms commerciaux et clientèle) ;
  - e) concessions ou autres droits accordés par la loi, dans les termes d'un contrat ou d'un acte administratif, émis par une autorité publique compétente, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles ;
  - f) les biens qui, dans le cadre et en conformité avec la législation et les contrats respectifs de location, sont mis à la disposition d'un loueur au sein du territoire d'une Partie.

Aucune modification dans la forme juridique dans laquelle les investissements ont été réalisés n'affectera leur qualification en tant qu'investissements, dès lors que cette modification intervient en accord avec le droit en vigueur dans la Partie sur le territoire de laquelle les investissements ont été réalisés.

2. Le terme « investisseurs » désigne :
  - a) les personnes physiques dotées de la nationalité de l'une des deux Parties en accord avec le droit en vigueur de cette Partie et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie ; et
  - b) les personnes morales, y compris les entreprises, sociétés commerciales ou autres sociétés ou associations ayant leur siège au sein du territoire de l'une des deux Parties, étant constituées en accord avec le droit en vigueur de cette Partie.
3. Le terme « revenus » désigne les montants générés par des investissements sur une période déterminée, y compris, en particulier, mais pas de façon exclusive,

les profits, les dividendes, les intérêts, les royalties et paiements pour le compte d'assistance technique ou autres montants réalisés en rapport avec l'investissement.

Si les revenus des investissements dans la définition qui leur a été donnée ci-dessus, venaient à être réinvestis conformément au droit en vigueur du pays hôte, les revenus résultant de ce réinvestissement seront également considérés comme des revenus du premier investissement. Les revenus des investissements jouissent de la même protection octroyée aux investissements.

4. Le terme « territoire » désigne :

- a) pour la République Portugaise : Le territoire de la République Portugaise y compris ses eaux intérieures, la mer territoriale ou toute autre zone sur laquelle la République Portugaise exerce sa souveraineté et des droits souverains ou de juridiction en accord avec le Droit International ;
- b) pour le Royaume du Maroc : Le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au Droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle le Royaume du Maroc exerce les droits relatifs au fonds de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles.

## **Article 2 : Application**

Le présent Accord s'applique à l'ensemble des investissements réalisés par des investisseurs de l'une des Parties au sein du territoire de l'autre Partie, avant et après son entrée en vigueur, conformément au droit en vigueur dans cette dernière, à l'exception de différends relatifs aux investissements qui peuvent survenir avant l'entrée en vigueur de cet Accord.

## **Article 3 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties promouvra et encouragera, dans la mesure du possible, la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'autre Partie au sein de son territoire et admettra ces investissements conformément au droit en vigueur dans ce territoire.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement effectuées conformément au droit en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements réalisés par des investisseurs de l'une des Parties au sein du territoire de l'autre Partie, en conformité avec le droit en vigueur dans ce territoire, bénéficient d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire de cette dernière et d'un traitement juste et équitable.

3. Les Parties n'assujettiront pas la gestion, le maintien, l'utilisation, l'usufruit ou la disposition des investissements réalisés sur leurs territoires par des investisseurs de l'autre Partie à des mesures injustifiables, arbitraires ou de caractère discriminatoire.

#### **Article 4: Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée**

1. Les investissements réalisés par des investisseurs de l'une des Parties au sein du territoire de l'autre Partie, ainsi que leurs revenus, font l'objet d'un traitement juste et équitable et non moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie aux investissements de ses propres investisseurs ou d'investisseurs d'Etats tiers.
2. Chacune des Parties accorde aux investisseurs de l'autre Partie en ce qui concerne la gestion, le maintien, l'utilisation, l'usufruit ou la disposition des investissements réalisés sur son territoire, un traitement juste et équitable et non moins favorable à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'Etats tiers.
3. Les dispositions de cet article n'impliquent pas la concession du traitement de préférence ou de privilège par une des Parties aux investisseurs de l'autre Partie qui pourrait être octroyée en vertu de:
  - a) la participation aux zones de libre-échange, unions douanières, marchés communs existants ou futurs et à d'autres accords internationaux similaires, y compris d'autres formes de coopération économique, à laquelle l'une des Parties a adhéré ou viendrait à adhérer ; ou
  - b) d'une convention en vue d'éviter la double imposition ou tout arrangement de nature fiscale.

#### **Article 5: Application d'autres règles**

1. Le présent Accord ne fait pas obstacle au droit de chacune des deux Parties d'appliquer les dispositions pertinentes de son droit fiscal aux contribuables ne se trouvant pas dans une situation identique en ce qui concerne leur lieu de résidence.
2. Si au-delà du présent Accord, les dispositions de la législation de l'une des Parties ou les obligations émanant du droit international en vigueur ou qui viendraient à être en vigueur entre les deux Parties établissaient un régime général ou particulier qui confère aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie un traitement plus favorable que celui prévu par le présent Accord, le traitement le plus favorable prévaudrait.

3. Chaque Partie respectera tout engagement qu'elle aura contracté en ce qui concerne les investissements effectués sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie.

#### **Article 6: Transferts**

1. Chacune des deux Parties, en conformité avec son droit en vigueur, garantit aux investisseurs de l'autre Partie, le libre transfert des fonds en rapport avec les investissements, en particulier, mais non exclusivement :
  - a) du capital et des montants additionnels nécessaires au maintien ou à l'accroissement des investissements ;
  - b) des revenus définis au paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> de cet Accord ;
  - c) des montants nécessaires pour l'utilisation, le remboursement et l'amortissement de prêts, régulièrement contractés qui sont liés à un investissement ;
  - d) du produit résultant de l'aliénation ou de la liquidation totale ou partielle des investissements ;
  - e) des indemnisations ou autres paiements prévus dans les articles 7 et 8 de cet Accord ;
  - f) de tout paiement préliminaire qui pourrait avoir été effectué au nom de l'investisseur en accord avec l'article 9 du présent Accord ;
  - g) des rémunérations des travailleurs étrangers, autorisés à travailler, en rapport avec l'investissement, au sein du territoire de l'autre Partie.
2. Les transferts visés dans cet article sont effectués sans délai, en monnaie convertible, au taux de change applicable à la date du transfert et sans préjudice des obligations fiscales des investisseurs.

A l'effet du présent article, un transfert est réalisé « sans délai » quand ce dernier est effectué dans le temps habituellement nécessaire pour l'exécution des formalités indispensables, qui ne pourront en aucun cas dépasser trois (3) mois à compter de la date de présentation de la demande de transfert remplie en bonne et due forme.

#### **Article 7: Expropriation et indemnisation**

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des deux Parties au sein du territoire de l'autre Partie ne peuvent pas être expropriés, nationalisés ou soumis à d'autres mesures ayant des effets équivalents à l'expropriation ou à la nationalisation (désormais désignées comme « expropriation »), sauf pour des raisons d'utilité publique, selon une procédure légale, sur une base non discriminatoire et en contrepartie d'une indemnité prompte, adéquate et effective.

2. L'indemnité doit correspondre à la valeur du marché des investissements expropriés immédiatement avant que les mesures d'expropriation soient prises ou rendues publiques, la première des deux dates étant retenue.
3. L'indemnité sera payée sans délai et sera librement transférable en devises convertibles. En cas de retard de paiement, elle portera intérêts au taux du marché, à compter de la date d'exigibilité jusqu'à la date de paiement.
4. L'investisseur dont les investissements ont été expropriés aura le droit, en accord avec le droit en vigueur de la Partie dans le territoire où les biens ont été expropriés, à une prompte révision de son cas, auprès d'une autorité judiciaire ou toute autre autorité compétente de ladite Partie et à l'évaluation de ses

#### **Article 8 : Compensation pour pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties qui viendraient à subir des pertes dans les investissements réalisés au sein du territoire de l'autre Partie en raison d'une guerre ou d'autres conflits armés, révolution, Etat d'urgence nationale ou autres événements similaires, bénéficieront de cette Partie d'un traitement non moins favorable à celui accordé par cette Partie aux investissements de ses propres investisseurs ou d'investisseurs d'Etats tiers en ce qui concerne la restitution, les indemnisations ou autres dédommagements. Le traitement le plus favorable pour l'investisseur étant retenu.

#### **Article 9 : Principe de subrogation**

Si l'une des Parties ou toute autre entité désignée par elle effectue des versements à l'un de ses investisseurs, en vertu d'un contrat d'assurance ou d'une garantie accordée contre des risques non commerciaux pour un investissement réalisé sur le territoire de l'autre Partie, la première Partie est subrogée dans les droits et actions de cet investisseur pouvant les exercer dans les mêmes termes et conditions que le titulaire originaire. Cette subrogation permettra à la première Partie ou à l'entité désignée par elle d'être bénéficiaire direct de tout paiement pour indemnisation ou compensation auquel aurait droit l'investisseur initial.

#### **Article 10 : Différends entre les Parties**

1. Les différends qui surgissent entre les Parties relatives à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront, autant que possible, réglés, entre les deux Parties, par des négociations à travers la voie diplomatique.
2. Si les Parties ne parviennent pas à un accord dans un délai de six (6) mois après le début des négociations, le différend sera soumis, à la demande de l'une des Parties, à un Tribunal d'Arbitrage.
3. Le Tribunal d'Arbitrage est constitué *ad hoc*, de la façon suivante :

- a) chaque Partie désigne un arbitre, et ces deux arbitres désignent un troisième arbitre, ressortissant d'un Etat tiers, qui sera nommé comme président du tribunal par les deux Parties ;
  - b) les arbitres seront désignés dans un délai de trois (3) mois et le président dans un délai de cinq (5) mois, à compter de la date à laquelle une des Parties aura fait connaître à l'autre Partie son intention de soumettre le différend à un Tribunal d'Arbitrage ;
  - c) le président du Tribunal d'Arbitrage doit être un ressortissant d'un Etat avec lequel les deux Parties maintiennent des relations diplomatiques.
4. Si les délais fixés au paragraphe 3 du présent article n'ont pas été observés, l'une ou l'autre des Parties peut, en absence de tout autre accord, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires.
  5. Si le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché ou s'il est un ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront du ressort du Vice-Président de la Cour Internationale de Justice. Si celui-ci est empêché ou s'il est un ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront du ressort du membre de la cour suivant immédiatement dans l'ordre hiérarchique, dès lors que ce membre n'est pas un ressortissant de l'une des Parties.
  6. Le Tribunal d'Arbitrage statuera sur la base des dispositions du présent Accord, d'autres Accords en vigueur entre les Parties et des règles et principes du Droit International.
  7. Le Tribunal d'Arbitrage décide à la majorité des voix. Ses décisions seront définitives et obligatoires pour les deux Parties.
  8. Chaque Partie supporte les frais de son arbitre et de sa représentation au cours du procès devant le Tribunal d'Arbitrage. Les frais afférents au président et les autres dépenses seront supportées à parts égales par les Parties.
  9. Le Tribunal d'Arbitrage peut adopter un règlement différent en ce qui concerne les dépenses. Pour tout ce qui concerne les autres domaines, le Tribunal d'Arbitrage définit ses propres règles de procédure.

#### **Article 11 : Différends entre une Partie et un investisseur de l'autre Partie**

1. Les différends entre un investisseur de l'une des Parties et l'autre Partie en rapport avec un investissement seront résolus, à l'amiable, par négociation.
2. Si les différends n'ont pas pu être résolus en accord avec la disposition du paragraphe 1 de cet article dans un délai de six (6) mois à compter de la date de sa notification écrite, chacune des Parties pourrait soumettre le différend :
  - a) aux tribunaux compétents de la Partie sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé ; ou

- b) au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), en vue d'un règlement par conciliation ou arbitrage conformément à la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Nationaux d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 Mars 1965 ; ou
  - c) à un Tribunal d'Arbitrage *ad hoc*, établi en accord avec les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies sur le Droit Commercial International (CNUDCI).
3. La décision de soumettre le différend à l'une des procédures visées au paragraphe précédent est irréversible.
  4. Le Tribunal d'Arbitrage statuera sur la base du droit national de la Partie, partie au différend sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué, y compris les règles relatives aux conflits des lois, des dispositions du présent Accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes du Droit International.
  5. La sentence sera définitive et obligatoire pour les deux Parties et ne fera pas l'objet de quelque recours que ce soit au-delà de ceux prévus par la législation nationale dans le cas de l'alinéa a) ou par la Convention mentionnée dans l'alinéa b) ou par les règles visées dans l'alinéa c) du paragraphe 2 de cet article. Chaque Partie s'engage à exécuter cette sentence en conformité avec le droit en vigueur sur son territoire.

#### **Article 12: Consultations**

Les représentants des deux Parties peuvent, chaque fois qu'il est nécessaire, réaliser des consultations sur tout domaine en rapport avec l'interprétation et l'application de cet Accord. Ces consultations seront réalisées sur proposition de l'une des deux Parties. La date et le lieu de ces consultations seront fixés par voie diplomatique.

#### **Article 13: Entrée en vigueur**

Le présent Accord entrera en vigueur trente (30) jours après la réception de la dernière notification, par écrit et par voie diplomatique, spécifiant que les formalités, requises pour la mise en vigueur d'accords internationaux, prévues par le droit national de chacune des Parties ont été accomplies.

#### **Article 14: Renouvellement et dénonciation**

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de dix ans, renouvelable par tacite reconduction.



2. Après la période initiale de dix (10) ans, chaque Partie pourra dénoncer le présent Accord moyennant un préavis écrit et par voie diplomatique de douze (12) mois.
3. En cas de dénonciation, les dispositions prévues aux articles 1 à 12 ci-dessus s'appliqueront encore pendant une durée de dix (10) ans aux investissements effectués avant la dénonciation.

### **Article 15 : Révocation**

Le présent Accord annule et remplace, à compter de son entrée en vigueur, l'Accord entre le Royaume du Maroc et la République Portugaise concernant la Promotion et la Protection Réciproques des Investissements, signé à Rabat le 18 octobre 1988.

Fait en deux exemplaires originaux, à Rabat, le 17 avril 2007, en langues arabe, portugaise et française, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, la version française prévaudra.

Pour le Royaume du Maroc :

Mohamed Benaïssa  
*Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération*

Pour la République Portugaise :

Manuel Pinho  
*Ministre de l'Economie et de l'Innovation*

❑ QATAR

- **Dahir n° 1-99-313 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de l'accord relatif à l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar fait à Doha le 4 kaada 1419 (20 février 1999) (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord relatif à l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar fait à Doha le 4 kaada 1419 (20 février 1999) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord relatif à l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar fait à Doha le 4 kaada 1419 (20 février 1999).

*Fait à Agadir, le 29 rabii I 1422 (22 juin 2001).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

---

(1) *B.O.* n° 4952 du 15 novembre 2001.

Voir le texte de l'accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4950 du 22 chaabane 1422 (8 novembre 2001).

قد اتفقتنا على ما يلي :

مادة (١١)  
تعريف

في تطبيق أحكام هذا الاتفاق ، تكون للكلمات والعبارات التالية ، المعاني الموضحة قرين كل منها ، مالم يقض السياق معنى آخر :

١- تعني كلمة « استثمار » كل أنواع الأصول وكل مساهمة مباشرة أو غير مباشرة يقوم مستثمرو أحد الطرفين المتعاقدين باستثمارها على إقليم الطرف المتعاقد الآخر طبقاً لقوانين وأنظمة هذا الأخير ، ويشمل ذلك على وجه الخصوص ، لا الحصر مايلي :

- أ - الاموال المنقولة ، وغير المنقولة ، الحقوق العينية مثل الرهن العقاري ، والرهن الهيازية ، والضمانات العينية ، وحقوق الامتياز والانتفاع ، والحقوق المشابهة .
- ب - قيم واسهم وحصص وسندات الشركات .
- ج - الالتزامات والديون وكذلك كل خدمة يقابل ناهجة عن عقد .
- د - حقوق الملكية الفكرية والصناعية بما فيها حقوق المؤلف ، وبراءات الاختراع ، والعلامات التجارية ، والاسماء التجارية ، والتصاميم الصناعية ، وحقوق العمليات والحجرة الفنية ، وحقوق السمعة التجارية ، بالإضافة إلى أسرار التجارة والأعمال .
- هـ - الامتيازات التجارية الممنوحة بمقتضى القانون أو بموجب عقد ، بما فيها عقود الامتياز من أجل التنقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها واستغلالها . مع مراعاة أن أي تعديل في الشكل القانوني للاصول المستثمرة أو المعاد استثمارها لا يؤثر على الطابع الاستثماري لهذه الأصول بالمعنى الوارد في هذا الاتفاق . وتمت هذه الاستثمارات طبقاً للقوانين والأنظمة المعمول بها في البلد المضيف .
- ٢- تعني كلمة « مستثمر » :
- أ - كل شخص طبيعي (ذاتي) ، يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية القطرية طبقاً للتشريع المغربي أو للتشريع القطري ، ويقوم باستثمار على إقليم الطرف المتعاقد الآخر .
- ب - كل شخص اعتباري (معنوي) يوجد مقره بإقليم المملكة المغربية او دولة قطر وتأسس وفقاً للتشريع المغربي أو للتشريع القطري ، يقوم باستثمار على إقليم الطرف المتعاقد الآخر .
- ج - كل كيان قانوني تأسس ، طبقاً للقوانين دولة أخرى ويخضع بصفة مباشرة أو غير مباشرة لمراقبة مواطني أي من الطرفين المتعاقدين أو لكيان قانوني يوجد مقره وانشطته الاقتصادية الفعلية ، على إقليم هذا الطرف المتعاقد .
- د - كما تشمل كلمة « مستثمر » جميع أنواع الاستثمارات التي تقوم بها حكومة المملكة المغربية على إقليم دولة قطر ، وحكومة دولة قطر على إقليم المملكة المغربية .
- ٣- تعني كلمة « العائدات » (الداخلية) المبالغ الصافية من الضرائب التي يدرها استثمار ما خلال فترة معينة ، مثل أرباح الاسهم ، والقوائد ، والاناوات أو الرسوم ، وأي دخل قانوني آخر .

٤- تعني كلمة « إقليم » (تراب) :

- أ - بالنسبة للمملكة المغربية : إقليم المملكة المغربية بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو التي يتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية طبقاً للقانون الدولي كمنطقة يمكن أن تطبق ضمنها قوانين المملكة المغربية المتعلقة بأعمق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية .
- ب - بالنسبة لدولة قطر : إقليم دولة قطر بما في ذلك المياه الإقليمية والجرف القاري التي تزاوّل فيها دولة قطر وفقاً لقوانينها الداخلية والقانون الدولي السيادة الداخلية وحقوق السيادة والاختصاص القضائي .

ظهير شريف رقم 1.99.313 صادر في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001) بنشر الاتفاق بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر الموقع بالودحة في 4 ذي القعدة 1419 (20 فبراير 1999).

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وإيه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا ، أسماء الله وأذن أمره أننا :

بناء على الاتفاق بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر الموقع بالودحة في 4 ذي القعدة 1419 (20 فبراير 1999) :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمراً الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية ، عقب ظهيرنا الشريف هذا ، الاتفاق بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر الموقع بالودحة في 4 ذي القعدة 1419 (20 فبراير 1999).

وحرر بأكادير في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)

وقعه بالخط :

الوزير الأول ،

الإمضاء : عبد الرحمن يوسف .

اتفاق

بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات  
بين  
حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر

إن حكومة المملكة المغربية ،

وحكومة دولة قطر ،

المشار إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ،

رغبة منهما في تعزيز تعاونهما الاقتصادي والمالي وخلق الظروف الملائمة لتشجيع

مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين من أجل الإستثمار على إقليم الطرف المتعاقد الآخر بما يتخدم المصالح المشتركة والمنافع المتبادلة للبلدين الشقيقين ،

وإدراكاً منهما لضرورة حماية إستثمارات كل طرف متعاقد لدى الطرف المتعاقد الآخر سعياً وراء ، حفز تدفق الإستثمارات وتوسيع مجال الأعمال فيما بينهما على النحو الذي يسهم بشكل فعال في تحقيق إزدهارهما ورخائهما .

٣- تنخذ التعابير اللازمة ، وبطريقة ملائمة قبل أو عند إتخاذ إجراء نزاع الملكية ، لتحديد ودفع هذا التعويض . وفي حالة التأخير في الوفاء بالتعويض فإنه يسري عليه فوائد يسعر السوق ابتداءً من تاريخ استحقاقه . ويؤدى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم بحرية بحرية .

#### مادة (٥)

##### تعويض الخسائر

يتمتع مستثمرو أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ ، أو عصيان أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة على إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، بمعاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري الدولة الأكثر رعاية . وذلك فيما يخص جبر الضرر (الإسترجاعات) والتعويضات والمكافآت أو أي تعويضات أخرى . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر تفضيلاً

#### مادة (٦)

##### التحويلات

١- يضمن كل طرف متعاقد ، اقليم على إقليمه استثمارات من مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، لهؤلاء المستثمرين ، بعد ادائهم لإلتزاماتهم الضريبية ، حرية التحويل بعملة قابلة للتحويل ، للموجودات السائلة المتعلقة بهذه الاستثمارات وخاصة منها لا للحصر :

أ - رأس المال أو مبلغ تكميلي يهدف إلى صيانة الاستثمار أو الزيادة فيه .  
ب - الأرباح وأرباح الأسهم والقوائد والمستحققات والعائدات الجارية الأخرى .  
ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار .  
د - العوائد الناتجة عن تصفية كلية أو جزئية للاستثمار .  
هـ - التعويضات المستحقة طبقاً للقوانين (٤) و (٥) من هذه الاتفاقية .  
و - الأرباح والرواتب الأخرى التي تعود إلى مواطني أحد الطرفين المتعاقدين وإلى العاملين لديهم الذين رضخ لهم العمل على إقليم الطرف المتعاقد الآخر برسم استثمار ما . وذلك وفقاً للقوانين وأنظمة الصرف الجاري بها العمل لدى كل طرف متعاقد .

٢- تتم التحويلات المشار إليها في البند (١) بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وفقاً لأنظمة الصرف الجاري بها العمل .  
٣- أن تكون الضمانات المنصوص عليها في هذه المادة لا تقل عن تلك الممنوحة لمستثمريه أو لمستثمري الدولة الأكثر رعاية . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية .

#### مادة (٧)

##### الحلول محل المستثمر

١- إذا تم دفع تعويضات لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين ، بموجب ضمان قانوني أو تعاقدى يغطي المخاطر غير التجارية للاستثمارات ، فإن الطرف المتعاقد الآخر يعترف للمؤمن لديه بالحلول محل المستثمر في حقوقه العوض عنها  
٢- بناءً على الضمان الممنوح للاستثمار المعني ، يحق للمؤمن لديه الذي يحل محل المستثمر ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر لو لم يحل المؤمن محلّه .  
٣- كل نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين والمؤمن لديه الذي حل محل مستثمر الطرف المتعاقد الآخر ، يتم تسويته وفقاً لأحكام المادة (١٠) من هذا الاتفاق .

#### مادة (٨)

##### القواعد الطبقية

إذا تضمنت تشريعات أي من الطرفين المتعاقدين أو التزاماتهم وفقاً للقانون الدولي ، أو المترتبة في تاريخ لاحق فيما بين الطرفين المتعاقدين بالإضافة لهذه

#### مادة (٩)

##### تشجيع وحماية الاستثمارات

١- يشجع كل من الطرفين المتعاقدين مستثمري الطرف المتعاقد الآخر على استثمار رؤوس الأموال على إقليمه . ويقبل هذه الإستثمارات طبقاً لقوانينه وأنظمته . ويعتبر توسيع الاستثمار أو تغييره أو تحويله ، طبقاً للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل في البلد المضيف ، استثماراً جديداً .

٢- تتمتع استثمارات مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين القائمة على اقليم الطرف المتعاقد الآخر بمعاملة عادلة ومنصفة من قبل هذا الاخير . وفيما عدا الإجراءات الضرورية للحفاظ على الأمن العام ، وتتمتع هذه الاستثمارات بحماية وأمن كاملين وشاملين .

وتشهد كل طرف متعاقد ، بأن يضمن لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر القائمة على إقليمه ألا يتعرض تسييرها أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع أو التخلي عنها لأي عائق من جراء تدابير تحكومية أو تمييزية .

تتمتع عائدات الاستثمار ، في حالة إعادة استثمارها طبقاً لقوانين أحد الطرفين المتعاقدين ، بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الاصلي .

٣- يقدم كل من الطرفين المتعاقدين التسهيلات ويمنع التصاريح اللازمة للدخول والخروج والاقامة والعمل للمستثمر ولن تتصل اعطالهم اتصالاً دائماً أو مؤقتاً بآلات استثمار من خيرا . وإداريين وقنيين وعمال وفقاً للقوانين والأنظمة المعمول بها في البلد المضيف .

#### مادة (٣)

##### معاملة الاستثمارات

١- يوفر كل طرف متعاقد لاستثمارات الطرف المتعاقد الآخر القائمة على إقليمه معاملة عادلة ومنصفة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمريه ، أو لاستثمارات الدولة الأكثر رعاية إذا كانت هذه المعاملة الأخيرة أكثر أفضلية . كما يوفر كل طرف متعاقد فوق اقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، فيما يخص الأنشطة المرتبطة باستثماراتهم ، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لمستثمريه ، أو لمستثمري الدولة الأكثر رعاية . ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية .

٢- لا تشمل المعاملة الأكثر رعاية الامتيازات التي يمنحها طرف متعاقد لمستثمري دولة أخرى بموجب مشاركته أو إنضمامه إلى منطقة تجارة حرة أو إلى اتحاد جمركي أو اقتصادي أو إلى سوق مشتركة أو إلى أي شكل من أشكال التنظيمات الاقتصادية الإقليمية أو اتفاق دولي مشابه أو اتفاقية لتفادي الازدواج الضريبي أو أية اتفاقية أخرى في امور الضرائب .

#### مادة (٤)

##### نزاع الملكية وتعويضه

١- إن إجراءات التأميم ونزع الملكية أو أي إجراء له نفس الأثر أو نفس الصيغة (المشار إليها فيما بعد بنزع الملكية) ، التي يمكن أن تنخذ من طرف سلطات أحد الطرفين المتعاقدين تجاه الاستثمارات القائمة من مستثمري الطرف الآخر يجب أن لا تكون تمييزية أو غير مبررة بأسباب غير المصلحة العامة .

٢- يؤدى الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية لدوي الحقوق وبدون تأخير تعويضاً عادلاً ومنصفاً يعادل القيمة الحقيقية للإستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه إجراءات نزع الملكية أو اعلان عنها للعموم .

٤- لا يحق للطرف المتعاقد الذي هو طرف في المنازعة في أي مرحلة من مراحل تسوية نزاعات الاستثمار، التمسك بأي دفوع بحصانته أو بأن المستثمر قد تسلم تعويضاً بموجب عقد تأمين يغطي جميع أو جزء من الأضرار أو الخسائر التي تكبدها .

مادة (١١)

تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين

- ١- يتم تسوية النزاعات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين المتعلقة بتفسير أو تنفيذ أو إنهاء هذه الاتفاقية، بقدر الإمكان، بالطرق الدبلوماسية .
- ٢- إذا لم تتم تسوية النزاع خلال ستة أشهر من تاريخ اثارته من أي من الطرفين المتعاقدين، فإنه يمكن عرضه، بناءً على طلب أي منهما، على هيئة تحكيم للفصل فيه .
- ٣- تشكل هذه الهيئة، في كل حالة على حدة، بالطريقة التالية :  
يعين كل طرف متعاقد مُحكماً واحداً، ويعين المُحكمان المعينان باتفاقهما المشترك مُحكماً ثالثاً يكون من مواطني دولة ثالثة، ويكون هذا المحكم الثالث رئيساً للهيئة .  
ويجب تعيين جميع المحكمين خلال ثلاثة شهور من تاريخ إخطار أي طرف للطرف الآخر بنتيجه في عرض الخلاف على التحكيم .
- ٤- إذا لم يتم تعيين هيئة التحكيم وفقاً للإجراءات المنصوص عليها بالبند (٣) المشار إليه، يدعو أي من الطرفين المتعاقدين، في حالة غياب أي اتفاق آخر، رئيس محكمة العدل الدولية إلى إجراء التعيينات اللازمة . وإذا كان رئيس هذه المحكمة أحد رعايا أي من الطرفين المتعاقدين، أو كان هناك سبب آخر يعوقه عن ممارسة هذه المهمة، فإن نائب الرئيس الأقدم وظيفياً، والذي لا يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين هو الذي يجري هذه التعيينات . وإذا كانت هناك مواعيد تحول دون أداء نائب الرئيس لهذه المهمة أو كان من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين، فإن قرار التعيين يتخذ من قبل عضو المحكمة الذي يليه في المرتبة على ألا يكون من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين .

- ٥- تصدر هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات . وتكون قراراتها نهائية وملزمة قانوناً للطرفين المتعاقدين . ويتم إتخاذها وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية وما تقتضيه من أحكام القانون الدولي .
- ٦- تضع هيئة التحكيم قواعد إجراءاتها، وتقوم بتفسير حكمها بناءً على طلب أي من الطرفين المتعاقدين . ويكون مكان التحكيم مقر المحكمة الدائمة للتحكيم في لاهاي (هولندا) .
- ٧- مالم يتم الاتفاق على خلاف ذلك بواسطة الهيئة، يتحمل كل طرف متعاقد تكاليف مُحكمته وتكاليف تمثيله في إجراءات التحكيم . ويتحمل الطرفان المتعاقدان بالتساوي بينهما المصاريف الخاصة بالرئيس وتكاليف الإجراءات الأخرى .

مادة (١٢)

مجال تطبيق الاتفاق

- يسري هذا الاتفاق على جميع الإستثمارات القائمة قبل سريانته من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين على إقليم الطرف المتعاقد الآخر، طبقاً للقوانين وأنظمة هذا الأخير .
- ومع ذلك فلا يسري هذا الاتفاق على النزاعات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ .

الاتفاقية، أحكاماً، عامة كانت أو خاصة، تخول منح الاستثمارات التي تتم بواسطة المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر معاملة أكثر تفضيلاً من المعاملة التي يوفرها هذا الاتفاق فإنه يجوز تطبيق هذه الأحكام في حدود ما تتضمنه من شروط أكثر تفضيلاً من تلك الواردة في هذا الاتفاق .

مادة (٩)

تعهدات خاصة

- ١- يجوز لمستثمري أحد الطرفين المتعاقدين إبرام تعهدات خاصة مع الطرف المتعاقد الآخر، مالم تتعارض هذه التعهدات مع أحكام هذا الاتفاق . وتبقى الاستثمارات القائمة بموجب هذه التعهدات الخاصة خاضعة لأحكام هذا الاتفاق .
- ٢- يضمن كل من الطرفين المتعاقدين الاحترام الدائم للتعهدات التي التزم بها تجاه مستثمري الطرف المتعاقد الآخر .

مادة (١٠)

تسوية منازعات الاستثمار

- ١- أية منازعة قانونية تنشأ مباشرة عن استثمار بين أي من الطرفين المتعاقدين وأحد مستثمري الطرف الآخر، تتم تسويتها ودياً بين طرفيها المعنيين .
- ٢- إذا لم تتم تسوية هذه المنازعة ودياً خلال ستة أشهر من تاريخ تبليغها كتابةً من أي من طرفي المنازعة، فتمت تسويتها، بناءً على طلب واختيار أي من هذين الطرفين بإحدى الطرق التالية :  
أ- عن طريق المحكمة المختصة في إقليم الطرف المتعاقد المقام الاستثمار على إقليمه .  
ب- بواسطة المركز الدولي لتسوية نزاعات الاستثمار المنصوص عليه في معاهدة تسوية نزاعات الاستثمار بين الدول ومواطني الدول الأخرى الموقعة في واشنطن في ١٩٦٥/٣/١٨م إذا كانت هذه المعاهدة سارية على الطرفين المتعاقدين .  
ج- بواسطة الآلية الإضافية لإدارة إجراءات المصالحة والتحكيم من طرف المركز الدولي لتسوية نزاعات الاستثمار الصادر بها قرار مجلس إدارته في ١٩٧٨/٩/٢٧ .  
د- بواسطة هيئة تحكيم خاصة يتم تشكيلها كما يلي :

- أ) يعين كل طرف من طرفي المنازعة مُحكماً واختار الحكمان بالاتفاق فيما بينهما مُحكماً ثالثاً لرئاسة الهيئة يكون منتصباً بجنسيته لدولة ثالثة . ويجب أن يتم تعيين جميع هؤلاء المحكمين خلال ثلاثة شهور من تاريخ تسلم أحد الطرفين من الطرف الآخر إعلاناً يخطر فيه بنتيجه في رفع النزاع إلى هيئة التحكيم .
- ب) إذا لم تتم التعيينات خلال المدد المحددة في الفقرة السابقة يجوز لأي من الطرفين في غياب أي اتفاق آخر، أن يطلب من الأمين العام للمحكمة الدائمة للتحكيم في لاهاي إجراء التعيينات اللازمة .
- ج) تتخذ الهيئة قراراتها بأغلبية الأصوات . وتكون قراراتها نهائية وملزمة للطرفين ويتم تنفيذها وفقاً للقوانين المحلية . وتتخذ الهيئة قراراتها وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية وقوانين الطرف المتعاقد المقام الاستثمار على إقليمه وقواعد القانون الدولي .

وتضع الهيئة إجراءاتها بما يتماشى مع قواعد القانون الدولي . وتقوم بتفسير حكمها الذي أصدرته بناءً على طلب أي من الطرفين مالم يتم الاتفاق بينهما على خلاف ذلك . ويكون مكان التحكيم مقر المحكمة الدائمة للتحكيم بلاهاي (هولندا) .

- ٣- لا يحق لأي من طرفي منازعة الاستثمار متى اختار إحدى طرق التسوية المذكورة في البند (٢) من هذه المادة، أن يختار أيًا من الطرق الأخرى .

٢- في حالة الإخطار الرسمي بإنهاء هذا الاتفاق نظل أحكام المواد من (١) إلى (١٢) نافذة لفترة عشر سنوات لاحقة بالنسبة للاستثمارات التي أقيمت خلال مدة نفاذه .

حررت هذه الاتفاقية وتم التوقيع عليها في الدورة بتاريخ ٤ ذو القعدة ١٤١٩ هـ الموافق ٢٠ فبراير ١٩٩٩ م ، من نسختين أصليتين باللغة العربية وتكون لكل منها ذات الحجية .

عن حكومة المملكة المغربية :

عبد الله بن حمد العطية .

وزير الطاقة والصناعة والكهرباء والماء ،

عن حكومة دولة قطر :

فتح الله وعلو .

وزير الاقتصاد والمالية .

مادة (١٣)

أحكام نهائية

١- يقوم الطرفان المتعاقدان بالتصديق على هذا الاتفاق . ويدخل حيز التنفيذ بعد مرور ثلاثين يوماً من تاريخ تسلم الإخطار الأخير المتعلق باستكمال الإجراءات الدستورية للتصديق في بلديهما من قبل الطرفين . ويظل هذا الاتفاق نافذاً لفترة مدتها عشر سنوات . وبعد إنتضاء هذه الفترة يحدد الاتفاق لمدة غير محددة ويجوز إنهاؤه في أي وقت بواسطة أي من الطرفين المتعاقدين بإخطار كتابي مسبق مدته (٦) أشهر .

❑ ROUMANIE



- **Dahir n° 1-97-75 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) portant publication de l'accord fait à Rabat le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

**LOUANGE A DIEU SEUL !**

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord fait à Rabat le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la mise en vigueur de l'accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord fait à Rabat le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Tanger, le 28 moharrem 1421 (3 mai 2000).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abderrahman Youssoufi.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 4822 du 17 août 2000.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4820 du 9 jourmada I 1421 (10 août 2000).

## Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc  
et

Le Gouvernement de Roumanie,

Dénommés ci-après « Parties contractantes ».

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements ;

Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux pays,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article premier : Définitions

Aux fins du présent accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif détenu par un investisseur d'une Partie contractante concernant des biens, des droits et des moyens financiers, investis sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément aux lois et règlements de celle-ci et notamment mais pas exclusivement :
  - a) les droits de propriété sur les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous les autres droits réels tels que servitudes, hypothèques, privilèges, gages ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans les sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;
  - c) les bénéfices réinvestis ;
  - d) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - e) les droits de propriété intellectuelle et industrielle tels que droits d'auteur, brevets d'invention, marques de fabrique, de commerce ou de service, noms commerciaux, noms déposés, fonds de commerce et autres droits semblables reconnus par les lois de la Partie contractante ; et
  - f) Les concessions de droit public, y compris les concessions de recherche, d'extraction et d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que tout autre droit conféré par la loi, par contrat ou par décision de l'autorité, publique en application de la loi.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissements » au sens du présent accord à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme « investisseur » désigne :

- a) En ce qui concerne le Royaume du Maroc, toute personne physique ayant la nationalité marocaine en vertu de la législation du Royaume du Maroc et effectuant un investissement sur le territoire de la Roumanie ;
- b) En ce qui concerne la Roumanie, toute personne physique ayant la citoyenneté roumaine, conformément aux lois et règlements en vigueur en Roumanie et effectuant un investissement sur le territoire du Royaume du Maroc ;
- c) Toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de Roumanie et constituée conformément à la législation marocaine ou roumaine respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

3. Le terme « revenus » désigne les montants nets rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement, les bénéfices, intérêts, dividendes, redevances de licence dont les contrats ont été approuvés par les autorités compétentes dans la mesure où la réglementation du pays hôte l'exige.

4. Le terme « territoire » désigne :

- a) pour le Royaume du Maroc, le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
- b) pour la Roumanie, le territoire étant sous sa souveraineté ainsi que la mer, le fond de la mer et son sous-sol, sur lesquels la Roumanie exerce des droits souverains et juridictions.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chaque Partie contractante encourage les investissements effectués sur son territoire par les investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements conformément à sa législation.
2. Les investissements effectués par des investisseurs des l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection

et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie contractante s'engage à assurer que la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

3. Les revenus de l'investissement, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie contractante, les revenus de tel réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement initial.
4. Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante, en vertu du paragraphe 3 de l'article 8 ci-après, sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

### **Article 3: Traitement des investissements**

1. Chaque Partie contractante assurera, sur son territoire, un traitement juste et équitable aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Ce traitement ne sera pas moins favorable que celui accordé par chaque Partie contractante, aux investissements effectués sur son territoire par ses propres investisseurs ou par les investisseurs de tout Etat tiers, si ce dernier traitement est plus favorable.

2. Chaque Partie contractante assure, sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
3. Les dispositions du présent accord concernant le traitement de la nation la plus favorisée ne seront pas interprétées de façon à obliger une Partie contractante d'étendre aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante, les privilèges découlant de son appartenance présente ou future à une union économique ou douanière, une zone de libre échange, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou d'un accord international similaire, ainsi que des conventions tendant à éviter la double imposition fiscale, ou de toute autre convention en matière d'impôts.

### **Article 4: Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de

l'une des Parties contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique.

2. La Partie contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et transférable conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 5 : Dédommagement pour pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

#### **Article 6 : Les transferts**

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment :
  - a) des revenus courants des investissements provenant d'apports en devises, y compris les bénéfices, intérêts, dividendes, royalties ;
  - b) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ;
  - c) d'un capital ou des apports supplémentaires de capitaux, effectués en devises, nécessaires à l'entretien ou au développement des investissements ;
  - d) des indemnités payées en exécution des articles 4 et 5 ;
  - e) du produit de la vente, ou de la liquidation partielle ou totale d'un investissement effectué en devises ou financé par des bénéfices réinvestis.

2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, et en vertu de la réglementation des changes en vigueur.
3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

#### **Article 7 : Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent accord.

#### **Article 8 : Règles applicables**

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes, ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.
2. Chaque fois que, à la suite des lois et d'autres dispositions légales générales, l'une des Parties contractantes a prévu un traitement plus favorable pour les investisseurs de l'autre Partie contractante que celui prévu par le présent accord, ceux-ci bénéficieront de ce traitement favorable.
3. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec l'autre Partie contractante des engagements particuliers dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements particuliers sont également régis par le présent accord.

#### **Article 9 : Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.

2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur :
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué ;
  - b) soit pour arbitrage au centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.) créé par la « convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, à ce que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent accord, des termes des engagements particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 10 : Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre,

qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le président de la Cour internationale de justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le président de la Cour internationale de justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le vice-président de la Cour internationale de justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le vice-président possède la nationalité de l'une des Parties contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour internationale de justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.
6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent accord et des règles et principes du droit international. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties contractantes.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
8. Chaque Partie contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

### **Article 11 : Application**

Le présent accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

### **Article 12 : Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications écrites relatives à l'accomplissement par les deux Parties contractantes des procédures constitutionnelles requises à cet effet dans leurs pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période



de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Rabat le 28 janvier 1994 en deux originaux, chacun en langues arabe, roumaine et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence le texte français prévaudra.

- **Dahir n° 1-09-275 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication du Protocole additionnel fait à Rabat le 26 janvier 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie à l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Rabat le 28 janvier 1994 (1)**

[...]

Vu le Protocole additionnel fait à Rabat le 26 janvier 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie à l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Rabat le 28 janvier 1994 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur du Protocole additionnel précité,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole additionnel fait à Rabat le 26 janvier 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie à l'Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Rabat le 28 janvier 1994.

\*  
\* \* \*

---

(1) *B.O.* n° 6228 du 6 février 2014.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6227 du 3 rabii II 1435 (3 février 2014).

**Protocole additionnel entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la Roumanie à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des Investissements, signé à Rabat, le 28 janvier 1994**

Les représentants du Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la Roumanie

Considérant les intentions de la Roumanie et du Royaume du Maroc d'amender l'Accord entre le Gouvernement de la Roumanie et le Gouvernement du Royaume du Maroc concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Rabat, le 28 janvier 1994 (désigné ci-après «l'Accord»), afin de respecter les obligations de chacune des Parties contractantes découlant de l'appartenance de la Roumanie à l'Union Européenne et de l'appartenance présente ou future du Royaume du Maroc à une Union économique régionale ou continentale;

Reconnaissant le fait que la Roumanie doit éliminer, conformément à l'article 307 du Traité instituant la Communauté Européenne et l'article 6.10 du Traité d'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, les incompatibilités entre le droit communautaire et tous ses accords internationaux signés, y compris celles qui existent dans le texte de l'Accord;

Décidant, par conséquent, de la nécessité d'amender l'Accord pour éliminer les incompatibilités existantes;

Ont convenu de ce qui suit :

**Article I**

Le paragraphe 2 de l'article 2 de l'Accord sera modifié et aura le contenu suivant :

«2. Sans préjudice aux engagements de la Roumanie en vertu de son appartenance à l'Union Européenne et des engagements du Royaume du Maroc en vertu de son appartenance présente ou future à une Union économique régionale ou continentale, les investissements effectués par les investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie Contractante s'engage à assurer que la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire,

des investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne soient pas entravées par des mesures injustifiées ou discriminatoires.»

## Article II

Le paragraphe 3 de l'article 3 de l'Accord sera modifié et aura le contenu suivant :

«3. Les dispositions de l'Accord concernant le traitement non-discriminatoire et le traitement de la nation la plus favorisée ne seront pas appliquées aux privilèges et avantages octroyés par une Partie Contractante en vertu de sa participation ou de son adhésion présente ou future à une union douanière, économique ou monétaire, un marché commun ou une zone de libre-échange aux (i) investisseurs des pays membres d'une telle union, marché commun ou zone de libre-échange, (ii) investisseurs d'un Etat tiers en vertu d'un accord ou un arrangement entre cet Etat tiers et l'union douanière, économique ou monétaire, ou la zone de libre-échange à laquelle appartient ou appartiendra ladite Partie Contractante.

Les dispositions de ce paragraphe s'appliquent au traitement accordé par la Roumanie en vertu de ses obligations en tant que membre de l'Union Européenne».

Après le paragraphe 3 de l'article 3 un nouveau paragraphe 4 sera ajouté ayant le contenu suivant :

«4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de cet article ne s'appliquent pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu d'une convention tendant à éviter la double imposition ou tout autre accord réciproque concernant la fiscalité».

## Article III

Le paragraphe 1 de l'article 6 de l'Accord sera modifié et aura le contenu suivant :

«1. Sans préjudice aux engagements découlant de l'appartenance de la Roumanie à l'union Européenne et de l'appartenance présente ou future du Royaume du Maroc à une Union économique régionale ou continentale, chaque Partie Contractante sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par les investisseurs de l'autre Partie Contractante garantit à ces investisseurs après l'acquittement de leurs obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible des actifs liquides afférents à ces investissements et, notamment, mais pas exclusivement :

- a) des revenus courants des investissements provenant d'apports en devises, y compris les bénéfices, intérêts dividendes, royalties ;
- b) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ;
- c) d'un capital ou des apports supplémentaires de capitaux, effectués en devises, nécessaires à l'entretien ou au développement des investissements ;

- d) des indemnités payées en exécution des articles 4 et 5 ;
- e) du produit de la vente, ou de la liquidation partielle ou totale d'un investissement effectué en devises ou financé par des bénéfices réinvestis».

#### **Article IV**

L'article 12 de l'Accord sera amendé comme suit :

1. Après se paragraphe 1 de l'article 12 un nouveau paragraphe 2 sera ajouté ayant le contenu suivant :

«2. Par dérogation à l'Article 12.1 et afin d'assurer la conformité des dispositions de l'Accord avec les obligations de la Roumanie découlant de son adhésion à l'Union Européenne et/ou des obligations du Royaume du Maroc découlant de son adhésion à une Union économique régionale ou continentale, l'Accord sera amendé à la demande de la Partie Contractante concernée par l'adhésion en question et après consentement des deux Parties Contractantes.

Si un tel consentement ne peut être obtenu, la Partie Contractante concernée se réserve le droit de dénoncer, unilatéralement, l'Accord. Dans ce cas, sa validité de l'Accord cessera à la date de cette adhésion ou, si la dénonciation est intervenue après la date de ladite adhésion, trois mois après la réception par l'autre Partie Contractante de la notification écrite de la dénonciation unilatérale de l'Accord par la Partie Contractante qui a formulé la demande d'amendement ».

2. L'ancien paragraphe 2 de l'article 12 portera le numéro 3 et aura le contenu suivant :

«3. Les investissements effectués antérieurement à la date de l'expiration ou de la notification de la dénonciation du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans (10 ans) à compter de ladite date de l'expiration ou de la notification de la dénonciation de l'Accord.»

#### **Article V**

Le présent Protocole Additionnel fait partie intégrante de l'Accord et sera soumis aux procédures légales requises par les législations respectives des Parties Contractantes pour son entrée en vigueur.

#### **Article VI**

Le présent Protocole Additionnel prendra effet à la date de la réception de la dernière des deux notifications écrites relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes des procédures internes requises pour son entrée en vigueur et il restera en vigueur autant de temps que l'Accord.

Fait à Rabat le 26 janvier 2008, en deux originaux, chacun en langues arabe, roumaine et française, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc :

Taïb Fassi Fihri  
*Ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération*

Pour le Gouvernement de la Roumanie :

Adrian Cioroianu  
*Ministre des Affaires Etrangères*



❑ RUSSIE



- **Dahir n° 1-16-145 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) portant promulgation de la loi n° 32-16 portant approbation de l'Accord fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 32-16 portant approbation de l'Accord fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 21 kaada 1437 (25 août 2016).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,  
Abdel-Ilah Benkiran.*

\*  
\* \* \*

---

(1) *B.O.* n° 6500 du 15 septembre 2016.

**Loi n° 32-16 portant approbation de l'Accord fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Moscou le 15 mars 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.



❑ RWANDA

- **Dahir n° 1-17-32 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 07-17 portant approbation de l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 07-17 portant approbation de l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Saâd Dine El Otmani.

\*  
\* \* \*

(1) B.O. n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

**Loi n° 07-17 portant approbation de l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Kigali le 19 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.



❑ SALVADOR



- **Dahir n° 1-01-281 du 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 21 avril 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Salvador relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 21 avril 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Salvador relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 21 avril 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Salvador relatif à l'encouragement et à la protection réciproque des investissements.

*Fait à Marrakech, le 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Driss Jettou.

---

(1) B.O. n° 5200 du 1<sup>er</sup> avril 2004.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5197 du 30 moharrem 1425 (22 mars 2004).

ظهر شريف رقم 1.01.281 صادر في 9 شوال 1424 (4 ديسمبر 2003)  
بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 21 أبريل 1999 بين حكومة  
المملكة المغربية وحكومة جمهورية السلفادور بشأن تشجيع  
وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 21 أبريل 1999 بين حكومة  
المملكة المغربية وحكومة جمهورية السلفادور بشأن تشجيع وحماية  
الاستثمارات على وجه التبادل ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق  
المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهورنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع  
بالرباط في 21 أبريل 1999 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة  
جمهورية السلفادور بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه  
التبادل.

وحرر بمراكش في 9 شوال 1424 (4 ديسمبر 2003).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

\*

\* \*

**اتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية السلفادور بشأن  
تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية السلفادور المشار  
إليهما فيما يلي بـ «الطرفين المتعاقدين» ،  
رغبة منهما في توطيد تعاونهما الاقتصادي، لمصلحة الطرفين  
المتعاقدين ؛

رغبة منهما في خلق والحفاظ على ظروف ملائمة لاستثمارات  
مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ،  
واعترافا منهما بكون تشجيع وحماية الاستثمارات يساهمان في  
تحفيز مبادرات المقاولين وتحقيق رفاهية الطرفين المتعاقدين ،

ب - بالنسبة لجمهورية السالفادور : «الجال الترابي والبحري والجوي الذي تمارس ضمنه جمهورية السالفادور سيادتها وقضاها طبقا لتشريعها والقانون الدولي».

#### المادة الثانية

##### تشجيع وحماية الاستثمارات

1. يلتزم كل طرف متعاقد، طبقا لقوانينه، بتشجيع وخلق الظروف الملائمة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر فوق ترابه.
2. تعتبر الزيادة في حجم الاستثمار أو تغيير الاستثمار أو تحويله طبقا للقوانين والتنظيمات الجاري بها العمل في البلد المضيف، استثمارا جديدا. إلا أن شروط قبول الاستثمار الجديد لا يمكن أن تكون أقل أفضلية من تلك التي منحت للاستثمار الأصلي.
3. يلتزم كل طرف متعاقد بحماية استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانينه وتنظيماته ولا يمكنه أن يعرقل تسيير واستعمال والانتفاع وتوسيع وبيع وتصفية هذه الاستثمارات باتخاذ إجراءات غير مبررة أو تمييزية. تتمتع مداخيل الاستثمار وكذا المداخيل الناتجة عن إعادة استثمارها بنفس الحماية.
4. تتمتع استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد بمعاملة عادلة ومنصفة.

#### المادة الثالثة

##### معاملة الاستثمارات

1. يمنح كل طرف متعاقد للاستثمارات المنجزة فوق ترابه من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لاستثمارات مستثمريه أو لمستثمري دولة أخرى.
2. يمنح كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر فوق ترابه فيما يخص الأنشطة المتعلقة باستثمارهم، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لمستثمريه أو لمستثمري دولة أخرى.
3. لا تلزم هذه المادة الطرف المتعاقد بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الامتيازات التي قد يمنحها بموجب وحدة اقتصادية أو جمركية أو سوق مشتركة أو منطقة التبادل الحر أو بموجب مشاركته في هذه التنظيمات.
4. لا تلزم هذه المادة الطرف المتعاقد بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة تكون نتيجة اتفاق يتعلق كليا أو أساسا بالازدواج الضريبي.
5. إذا كانت هناك قضية تخضع في نفس الوقت لمقتضيات هذا الاتفاق ولاتفاق دولي آخر يكون الطرفين المتعاقدين طرفان فيه أو للمبادئ العامة للقانون الدولي، لا شيء في هذا الاتفاق يمنع كلا الطرفين أو مستثمريه من الاستفادة من المقتضيات الأكثر أفضلية لهم.
- لا تمنع هذه المادة الأطراف المتعاقدة من اتخاذ أو تمديد صلاحية أو تطبيق كل إجراء يعتبر ملائما لضمان أن تكون الاستثمارات التي تتم فوق ترابها مطابقة لتشريعها المتعلقة بالبيئة.

اتفقتا على ما يلي :

#### المادة الأولى

##### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق :

- أ - إن عبارة «رأس مال - استثمار» المشار إليهما في ما يلي بـ «استثمار» يشمل كل نوع من أنواع الأصول المستثمرة من طرف مستثمر أحد الأطراف المتعاقدة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين وأنظمة هذا الأخير، ويشمل على وجه الخصوص لا الحصر :
  - أ - الممتلكات المنقولة وغير المنقولة وكذا باقي حقوق الملكية، مثل الرهون العقارية والضمانات العينية والرهون الحيازية ؛
  - ب - الأسهم وكل أشكال المساهمات الأخرى في المقاولات المنشأة والمنظمة طبقا لتشريع الطرف الآخر ؛
  - ج - الديون وحقوق تقديم كافة الخدمات الأخرى ذات القيمة الاقتصادية ؛
  - د - حقوق الملكية الفكرية بما فيها حقوق المؤلف وبراءات الاختراع والتصاميم الصناعية أو التجارية والعلامات والطرق التقنية والمهارات والأصول التجارية ؛
  - هـ - كل الحقوق الممنوحة في إطار القانون أو بعقد عام وخاصة الامتيازات المتعلقة بالتنقيب على الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها. لا يؤثر أي تعديل في الشكل القانوني الذي تم في إطاره استثمار الأصول ورؤوس الأموال، على طابعها الاستثماري.
2. إن عبارة «مداخيل» تعني كل المبالغ، الخالصة من الضرائب، المحصلة من استثمار ما، في فترة معينة وخاصة الأرباح وفوائد الديون وعوائد الرساميل والأسهم والأرباح الموزعة والعمولات.
3. إن عبارة «مستثمر» تعني بالنسبة لكل طرف كل شخص ذاتي أو معنوي يستثمر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر :
  - \* إن عبارة شخص ذاتي تعني كل شخص ذاتي يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين وفقا لقوانينه ؛
  - \* \* \* إن عبارة شخص معنوي تشمل الشركات والمقاولات والجمعيات التجارية أو كل كيان مؤسس أو منظم طبقا لتشريع الطرف المتعاقد ويوجد مقره الاجتماعي فوق تراب هذا الطرف.
4. إن عبارة «تراب» تعني :
  - أ - بالنسبة للمملكة المغربية : «تراب المملكة المغربية، بما فيه كل منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو قد يتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية، طبقا للقانون الدولي، كمنطقة يمكن أن تطبق ضمنها قوانين المملكة المغربية المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية».

د - المبالغ اللازمة لتسديد القروض :

هـ - التعويضات المستحقة عن تطبيق المادة 5 :

ز - الأجر والرواتب الأخرى التي تعود لمواطني أحد الطرفين المتعاقدين، الذين رخص لهم بالعمل فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر برسم استثمار ما .

2. تتم التحويلات المشار إليها في المادة الخامسة الفقرة 3 و 4 والمادتين 6 و 7 بدون تأخير، بعملة قابلة للتحويل بحرية، بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل. وتعتبر هذه التحويلات قد تمت بدون أجل حينما تتم في الأجل العادية الضرورية لاستكمال إجراءات التحويل. ولا تتعدى هذه الأجل في كل الأحوال شهرين وتبتدئ من إرسال الطلب.

3 - بالإضافة إلى ما سبق، يمنح كل طرف متعاقد معاملة عادلة وغير تمييزية طبقاً لتشريع في الحالات التالية :

\* الإفلاس، العجز عن الأداء، أو حماية حقوق الدائنين ؛

\* المخالفة الإدارية أو الجنائية ؛

\* ضمانات لتكثيف تنفيذ الحكم ؛

\* عدم الوفاء بالالتزامات الضريبية ؛

\* عدم الوفاء بالالتزامات قانون الشغل.

المادة السابعة

#### الحلول محل المستثمر

1. إذا قام طرف من الأطراف المتعاقدة بإداء تعويض لأحد مستثمريه بموجب ضمان قانوني أو تعاقدية لتغطية المخاطر غير التجارية لاستثمار تم تحقيقه فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، فإن هذا الأخير يعترف للطرف المتعاقد الأول بالاطول محل المستثمر في حقوقه المعوض عنها دون المساس بحقوق الطرف المتعاقد الآخر طبقاً لمقتضيات المادة التاسعة من هذا الاتفاق.

2. تخضع تحويلات هذه الأداءات للمادة الخامسة، الفقرة 3 و 4 والمادة السادسة.

المادة الثامنة

#### تطبيق الاتفاق

يطبق هذا الاتفاق كذلك على الاستثمارات المنجزة، قبل دخوله حيز التنفيذ، من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات المتعلقة باستثمار ما التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ.

المادة التاسعة

#### تسوية الخلافات بين المستثمر والطرف المتعاقد الآخر

1. تتم تسوية كل خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد، وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بقدر الامكان بالتراضي عن طريق المشاورات بين طرفي النزاع.

المادة الرابعة

#### وضعية تنقل وإقامة المستثمرين

يسمح كل طرف متعاقد فوق ترابه بالدخول والإقامة لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر وللأشخاص الذين تم توظيفهم من طرف هؤلاء بهدف إنشاء وتنمية وتسيير أو إدارة الاستثمار الذين استثمروا أو على استعداد لاستثمار رؤوس أموال أو أي ثروات أخرى فوق ترابه، طبقاً لتشريع كل طرف فيما يخص دخول وإقامة الأجانب فوق ترابهما.

المادة الخامسة

#### حماية الملكية

1. تستفيد استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر من حماية وأمن شامل.

2. لا يمكن تأميم أو نزع ملكية استثمارات مستثمري كل طرف متعاقد أو اتخاذ أي إجراء مباشر أو غير مباشر له نفس الأثر للتأميم أو لنزع الملكية فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر إلا بدواعي المنفعة العامة أو المصلحة الاجتماعية وفي هذه الحالة تتخذ تدابير لمنح تعويضات.

3. تعادل هذه التعويضات القيمة السوقية للاستثمارات المعنية، مباشرة قبل نزع الملكية أو الإعلان عنها للعموم. ويكون أداء التعويض دون تأخير ويشمل أداء فائدة بسعر بنكي ابتداء من تاريخ نزع الملكية إلى تاريخ الأداء ويجب أن يكون الأداء ممكناً فعلياً وقابل للتحويل بحرية. يجب أن تتخذ إجراءات التعويض على أبعد تقدير أثناء نزع الملكية أو التأميم.

4. إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين تلحق استثماراتهم المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو حالة طوارئ وطنية أو ثورة أو انتفاضة أو اضطراب أو أي حدث مشابه فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، يستفيدون من لدن هذا الأخير بمعاملة غير تمييزية لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة أخرى، فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تعويضات أخرى عن الضرر.

المادة السادسة

#### التحويلات

1. يمنح الطرف المتعاقد الذي تم الاستثمار فوق ترابه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أداء الواجبات الضريبية، حرية تحويل كل المبالغ المتعلقة بالاستثمارات. وتشمل هذه التحويلات على وجه الخصوص لا للحصر :

أ - رأس المال أو مبلغ إضافي ضروري يهدف إلى صيانة أو تنمية الاستثمار ؛

ب- العوائد ؛

ج- مداخيل بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار ؛

أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه الوظيفة، يتم استدعاء نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية وفي حال تعذر ذلك عليه، يتم استدعاء العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية، الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات المذكورة.

5. ويجب أن يتمتع رئيس هيئة التحكيم بجنسية بلد له علاقات دبلوماسية مع الطرفين المتعاقدين.

6. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي.

7. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات، وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين.

8. يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في مسطرة التحكيم. أما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين إلا إذا قررت هيئة التحكيم غير ذلك.

المادة الحادية عشرة

#### الدخول حيز التنفيذ ومدة الصلاحية والنفاذ

1. يبلغ كل طرف من الأطراف المتعاقدة الطرف الآخر باستكمال الإجراءات الداخلية الضرورية من أجل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بعد مرور 30 يوما من تاريخ ثاني إشعار.

2. يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات. بعد هذه المدة، يبقى ساري المفعول لمدة غير محددة ما لم يبد أحد الطرفين المتعاقدين رغبته في الغائه بواسطة إشعار كتابي يتم تبليغه للطرف المتعاقد الآخر سنة واحدة قبل نهاية مدة صلاحيته.

3. فيما يتعلق بالاستثمارات المنجزة قبل انتهاء العمل بهذا الاتفاق، فإنها تبقى خاضعة لمقتضياته لمدة عشر سنوات ابتداء من تاريخ نهاية صلاحيته.

4. يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول حتى في حالة قطع العلاقات الدبلوماسية بين الطرفين.

وأثباتا لذلك وقع المفوضون، المخول لهم قانونا بذلك من طرف حكومة كل منهما، هذا الاتفاق.

وحرر بالرباط في 21 أبريل 1999 في ثلاثة نفاظر أصلية، باللغات العربية والإسبانية والإنجليزية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. وفي حالة خلاف يرجح النص الإنجليزي.

عن حكومة السالفورد :  
رامون ارستو غونزاليز خيبر  
وزير العلاقات الخارجية.

عن حكومة المملكة المغربية :  
فتح الله وعلو  
وزير الاقتصاد والمالية.

2. إذا تعذرت تسوية هذا الخلاف في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ ابتداء المشاورات، يعرض الخلاف باختيار المستثمر :

أ - إما على المحاكم المختصة أو الإدارية للطرف المتعاقد الذي نشأ الخلاف فوق ترابه ؛

ب - أو لتحكيم المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات، الذي أنشئ بموجب الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965، في حالة ما إذا كان الطرفان المتعاقدان عضوا في هذه الاتفاقية ؛

ج - أو لحكم أو محكمة تحكيمية دولية تنشأ لهذا الغرض طبقا لقواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي. يمكن لطرفي النزاع أن يتفقا كتابيا لتغيير هذه القواعد.

3. عندما يعرض المستثمر الخلاف على المحاكم المختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه أو على محكمة دولية، فإن هذا الاختيار يكون نهائيا.

4. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى مقتضيات هذا الاتفاق ومبادئ وقواعد القانون الدولي في هذا المجال وأحكام القانون الوطني للطرف المتعاقد، الطرف في النزاع، الذي يوجد الاستثمار فوق ترابه بما في ذلك مقتضيات الاتفاقات الخاصة التي يمكن أن تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار.

5. تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لأطراف النزاع وتنفذ هذه القرارات طبقا للتشريع الوطني.

المادة العاشرة

#### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1. تتم تسوية الخلافات التي تقوم بين الأطراف المتعاقدة حول تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق، بقدر الإمكان عن طريق المشاورات أو المفاوضات.

2. وفي حالة تعذر تسوية هذا الخلاف في ظرف ستة أشهر من تاريخ التبليغ، يعرض على هيئة تحكيم تنشأ لهذا الغرض بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين وطبقا لمقتضيات هذه المادة.

3. تتكون هيئة التحكيم من ثلاثة أعضاء على الشكل التالي :

يعين كل طرف متعاقد حكما في ظرف شهرين ابتداء من تاريخ تسلم طلب التحكيم. ويختار الحكمان معا في ظرف 30 يوما ابتداء من تاريخ تعيين آخر حكم من الحكمين الإثنين حكما ثالثا من رعايا دولة أخرى الذي يعين رئيسا لهيئة التحكيم.

4. إذا لم تحترم الأجل المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين باستدعاء رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية

▣ SAO-TOMÉ

- **Dahir n° 1-16-139 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) portant promulgation de la loi n° 15-16 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 25 janvier 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République démocratique de Sao-Tomé et Principe sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 15-16 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 25 janvier 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République démocratique de Sao-Tomé et principe sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 21 kaada 1437 (25 août 2016).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

\*

\* \*

---

(1) *B.O.* n° 6500 du 15 septembre 2016.

**Loi n° 15-16 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 25 janvier 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République démocratique de Sao-Tomé et Principe sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Rabat le 25 janvier 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République démocratique de Sao-Tomé et Principe sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.





## ❑ SÉNÉGAL

- **Dahir n° 1-09-269 du 13 chaoual 1437 (18 juillet 2016) portant publication de l'Accord fait à Dakar le 15 novembre 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Sénégal concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Dakar le 15 novembre 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Sénégal concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Dakar le 15 novembre 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Sénégal concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Tétouan, le 13 chaoual 1437 (18 juillet 2016).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 6496 du 1<sup>er</sup> septembre 2016.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6495 du 25 kaada 1437 (29 août 2016).

## Accord entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Sénégal concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Sénégal ci-après dénommés les « Parties Contractantes » ;

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;

Considérant l'influence bénéfique que pourra exercer un tel Accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements ;

Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties Contractantes ;

**Sont convenus de ce qui suit :**

### Article 1 : Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect dans toutes sociétés ou entreprises de quelque secteur d'activité économique que ce soit, et notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
  - c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - d) les droits d'auteur, marques, brevets, procédés techniques, noms commerciaux et tout autre droit de propriété industrielle, ainsi que les fonds de commerce ;
  - e) les concessions de droit public y compris les concessions de recherche d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'« investissement » au sens du présent Accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur dans le pays hôte.

Si l'investissement est effectué par un investisseur par l'intermédiaire d'un organisme visé à la lettre c/ de l'alinéa 2 ci-dessous, dans lequel il détient une participation au capital, cet investisseur jouira des avantages du présent Accord dans la mesure de cette participation indirecte à condition, toutefois, que ces avantages

ne lui reviennent pas s'il invoque le mécanisme de règlement des différends prévu par un autre Accord de protection des investissements étrangers conclu par une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est effectué l'investissement.

2. Le terme « investisseur » désigne :

- a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou sénégalaise en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou de la République du Sénégal et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- b) toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou de la République du Sénégal et constituée conformément à la législation marocaine ou sénégalaise et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- c) Les entités juridiques, établies conformément à la législation d'un quelconque pays, qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par des nationaux d'une Partie Contractante ou par des entités juridiques ayant leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette Partie Contractante ; il est entendu que le contrôle exige une part significative de propriété.

3. Le terme « revenus » désigne les montants nets d'impôts rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes et redevances de licence.

4. le terme « territoire » désigne :

- a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
- b) pour la République du Sénégal : le territoire de la République du Sénégal, ainsi que les zones maritimes situées au-delà de la limite des eaux territoriales et sur lesquelles la République du Sénégal exerce, conformément au droit international, des droits souverains ou juridictionnels.

## **Article 2 : Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie Contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie Contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie Contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

### **Article 3 : Traitement des investissements**

1. Chaque Partie Contractante assure sur son territoire aux investissements de l'autre Partie Contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, si ce dernier est plus favorable.

Chaque Partie Contractante, assure sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

### **Article 4 : Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère (désignées ci-après par expropriation) qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique.

2. La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur au prix du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

### **Article 5 : Dédommagement pour pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

### **Article 6 : Transferts**

1. Chaque Partie Contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible et sans retard injustifié des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment :
  - a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement ;
  - d) des produits d'une vente ou d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - e) des indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - f) des salaires et autres rémunérations revenant aux citoyens d'une Partie Contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, et en vertu de la réglementation des changes en vigueur.

3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

#### **Article 7 : Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 9 du présent Accord.

#### **Article 8 : Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### **Article 9 : Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur :
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué ;
  - b) soit pour arbitrage au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la « Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 Mars 1965.



A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

3. Aucune des Parties Contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie Contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 10 : Règlement des différends entre les parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties Contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte *ad hoc*, composée des représentants des Parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte *ad hoc* ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties Contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante : chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme Président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le Président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties

Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice, qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.

6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée à la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
8. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties Contractantes.

#### **Article 11 : Application**

Le présent Accord couvre également les investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

#### **Article 12 : Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent Accord sera soumis à la ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes des procédures constitutionnelles dans leurs pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie Contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Dakar le 15 novembre 2006, en deux originaux, chacun en langues arabe et française; les deux textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation le texte français prévaudra.

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc:

Mohamed Benaïssa

*Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération*

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal:

Cheikh Tidiane Gadio

*Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères*

☐ SERBIE

- **Dahir n° 1-14-161 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) portant promulgation de la loi n° 02-14 portant approbation de l'Accord fait à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie sur la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2<sup>e</sup> alinéa),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 02-14 portant approbation de l'Accord fait à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie sur la promotion et la protection réciproques des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Al Hoceima, le 25 chaoual 1435 (22 août 2014).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

\*

\* \*

---

(1) *B.O.* n° 6292 du 18 septembre 2014.

**Loi n° 02-14 portant approbation de l'Accord fait à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie sur la promotion et la protection réciproques des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie sur la promotion et la protection réciproques des investissements.



❑ SLOVAQUIE



- **Dahir n° 1-09-273 du 10 ramadan 1435 (8 juillet 2014) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 14 juin 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovaquie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 14 juin 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovaquie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 14 juin 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovaquie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Rabat, le 10 ramadan 1435 (8 juillet 2014).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

---

(1) *B.O.* n° 6336 du 19 février 2015.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6336 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

ظهیر شریف رقم 1.09.273 صادر في 10 رمضان 1435 (8 يوليو 2014) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 14 يونيو 2007 بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفاكيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بدخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 14 يونيو 2007 بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفاكيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 14 يونيو 2007 بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفاكيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل.

وحرر بالرباط في 10 رمضان 1435 (8 يوليو 2014).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

\* \*

## اتفاق

# بين المملكة المغربية و جمهورية سلوفاكيا بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل

إن المملكة المغربية و جمهورية سلوفاكيا المشار إليهما فيما يلي ب  
"الطرفين المتعاقدين"؛

رغبة منهما في تقوية التعاون الاقتصادي بينهما و ذلك لمصلحة كلتا  
الدولتين؛

وعزما منهما على خلق و الحفاظ على ظروف ملائمة لاستثمارات  
مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر؛

وإدراكا منهما بأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل بمقتضى  
هذا الاتفاق من شأنهما أن ينشطا مبادرات الأعمال في هذا المجال.

اتفقتا على مايلي:

### المادة 1

#### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

1. "إستثمار" يعني كل أنواع الأصول المستثمرة من طرف مستثمري أحد  
الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين وأنظمة الطرف  
المتعاقد الأخير، ويشمل على وجه الخصوص و لا الحصر:

أ- الممتلكات المنقولة وغير المنقولة وكذا باقي حقوق الملكية، مثل  
الرهون، و الضمانات العينية، وحقوق الاستئجار، و الرهون الحيازية، وحقوق  
الانتفاع والحقوق المشابهة؛

ب- الأسهم والقيم والسندات وأي شكل آخر من المساهمة في مقابلة ما؛

ج- الديون النقدية أو حق تقديم أي خدمة ذات قيمة اقتصادية؛

د- حقوق الملكية الفكرية كما هي معرفة في الاتفاقيات المتعددة الأطراف المبرمة تحت رعاية المنظمة العالمية للملكية الفكرية، وذلك إذا كان كلا الطرفين المتعاقدين طرفين في تلك الاتفاقيات، وتشمل، دون الحصر، حقوق الملكية الصناعية و حقوق المؤلف والحقوق المستمدة، و العلامات التجارية، و البراءات، والتصاميم الصناعية والطرق التقنية، والحقوق المتعلقة بالأصناف النباتية والدلالات الجغرافية، والمهارات، و الأسرار التجارية والأسماء التجارية، و الزبانة؛

هـ- الإمتيازات التجارية الممنوحة في إطار القاتون أو بمقتضى عقد بما في ذلك الإمتيازات المتعلقة بالبحث على، أو استخراج أو استغلال الموارد الطبيعية.

لا يؤثر أي تعديل في الشكل القانوني الذي تم في إطاره استثمار الأصول على طبيعتها الاستثمارية.

2. "مداخل" تعني المبلغ الناتج عن الاستثمارات وعلى وجه الخصوص، ولا الحصر، الأرباح، و الفوائد، وأرباح الرساميل، والأرباح الموزعة، والمستحقات، و كل أنواع المكافآت.

3. "مستثمر" يعني كل شخص ذاتي أو معنوي ينتمي إلى أحد الطرفين المتعاقدين والذي يستثمر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر؛

أ- إن لفظ "شخص ذاتي" يعني شخص ذاتي يحمل جنسية ذلك الطرف المتعاقد بموجب قانونه.

ب- إن لفظ "شخص معنوي" يعني كل وحدة مؤسسة أو منظمة طبقاً لقوانين وتنظيمات أحد الطرفين المتعاقدين و التي يوجد مكتبها المسجل أو إدارتها المركزية أو مقر أعمالها الرئيسي فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين. لكن إذا لم تكن لذلك الشخص المعنوي سوى مكتبه المسجل فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين فيجب أن تكون لعملياته علاقة فعلية و متواصلة مع اقتصاد أحد الطرفين المتعاقدين.

4. "تراب" يعني:

أ - بالنسبة للمملكة المغربية: تراب المملكة المغربية بما فيه المنطقة البحرية الواقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب تشريع المملكة المغربية، طبقاً للقانون الدولي، كمنطقة يمكن أن تطبق ضمنها حقوق المملكة المغربية المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية.

ب- بالنسبة لجمهورية سلوفاكيا، المنطقة البرية، والمياه الداخلية والمجال الجوي التي تمارس عليها سيادتها و حقوقها السيادية و ولايتها طبقاً للقانون الدولي.

5. "عملة قابلة للتحويل" تعني العملة المستعملة على نطاق واسع في المعاملات الدولية والمتبادلة على نطاق واسع بأسواق الصرف الدولية.

6. «الصالح العام» يعني ما هو منصوص عليه حسب التشريع الوطني لكل طرف متعاقد.

## المادة 2

### تشجيع و حماية الاستثمارات

1. يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع وخلق الظروف الملائمة لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر قصد إنجاز استثمارات فوق ترابه، و يقبل هذه الاستثمارات طبقاً لقوانينه و تنظيماته.

وتعتبر الزيادة في حجم الاستثمار أو تغيير الاستثمار أو تحويله، طبقاً للقوانين والتنظيمات الجاري بها العمل في الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بمثابة استثمار جديد.

2. تمنح استثمارات مستثمري طرف متعاقد، المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر معاملة عادلة و منصفة و تتمتع بحماية و أمن كاملين وشاملين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.

3. لا يمكن لأي طرف متعاقد أن يتخذ أية إجراءات غير معقولة أو تمييزية من شأنها أن تعرقل تسيير أو صيانة أو استعمال الاستثمارات المنجزة فوق ترابه من طرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر أو الانتفاع بها أو التخلي عنها .

4. تتمتع مداخيل الإستثمار، في حالة إعادة استثمارها طبقاً لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بنفس الحماية الممنوحة للاستثمار الأصلي.

### المادة 3

#### المعاملة الوطنية و معاملة الدولة الأكثر رعاية

1 . يمنح كل طرف متعاقد فوق ترابه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة عادلة و منصفة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها، في نفس الظروف، لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري دولة أخرى، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية.

2. يمنح كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر فيما يخص تسيير أو صيانة أو استعمال الاستثمارات المنجزة فوق ترابه أو الانتفاع بها أو التخلي عنها، معاملة عادلة و منصفة و لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري دولة أخرى، و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية.

3. لا تطبق مقتضيات هذا الاتفاق المتعلقة بالمعاملة الغير التمييزية و معاملة الدولة الأكثر رعاية على الامتيازات الممنوحة من قبل طرف متعاقد بموجب التزاماته:

(أ) المترتبة عن أي اتفاق أو ترتيب دولي يتعلق كلياً أو جزئياً بالنظام الضريبي ،

(ب) بصفته عضواً في وحدة جمركية أو اقتصادية أو نقدية أو سوق مشتركة أو منطقة التبادل الحر.

4. يدرك كلا الطرفين المتعاقدين أن التزامات طرف متعاقد المترتبة عن عضويته في وحدة جمركية أو اقتصادية أو نقدية أو سوق مشتركة أو منطقة التبادل الحر تتضمن الامتيازات الممنوحة:

- لمستثمري أي دولة عضو في تلك الوحدة أو السوق أو منطقة التبادل الحر،

- لمستثمري دول أخرى، بموجب اتفاق دولي أو ترتيب متبادل ميرم أو سيبرم، من طرف تلك الوحدة الجمركية أو الاقتصادية أو النقدية أو السوق المشتركة أو منطقة التبادل الحر مع هذه الدولة الأخرى.

#### المادة 4

##### التعويض عن الخسائر

1. إن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين تلحق استثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح آخر أو حالة طوارئ وطنية أو ثورة أو انتفاضة أو إضراب أو أي أحداث مشابهة تقع فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، يستفيدون من لدن هذا الأخير بمعاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة أخرى، فيما يخص الاسترجاع أو التعويض أو المقاصة أو أشكال أخرى من التسوية و يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية.

2. دون الإخلال بالفقرة (1) من هذه المادة، فإن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين، الموجودين في إحدى الحالات المشار إليها في هذه الفقرة، والذين لحقتهم خسائر فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر ناتجة عن:

- استيلاء على ممتلكاتهم من طرف قوات أو سلطات الطرف المتعاقد الآخر، أو
  - تخريب ممتلكاتهم من طرف قوات أو سلطات الطرف المتعاقد الأخير دون أن يكون هذا التخريب ناتجا عن عمل مسلح أو تطلبته ضرورة الحالة.
- يستفيدون من استرجاع أو تعويض ملائم لا يقل أفضلية عن ذلك الذي يمكن أن يمنح، في نفس الظروف، لمستثمر الطرف المتعاقد الآخر أو لمستثمر أية دولة أخرى.

#### المادة 5

##### نزع الملكية

1. لا يمكن تأميم أو نزع ملكية استثمارات مستثمري طرف متعاقد المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر أو اتخاذ إجراءات لها نفس الأثر كالتأميم ( يشار إليها فيما يلي بنزع الملكية) إلا لأغراض الصالح العام و مقابل تعويض سريع و ملائم و فعلي. و يتخذ نزع الملكية على أساس غير تمييزي و وفقا للمساطر القانونية.

ويساوي مبلغ هذا التعويض القيمة السوقية للاستثمار المنزعة ملكيته مباشرة قبل عملية نزع الملكية أو قبل أن يعلن عنها للعموم مع الأفضلية لأسبق تاريخ. ويكون هذا التعويض قابلا للتحويل بحرية بعملة قابلة للتحويل. ويؤدي التعويض بدون تأخير غير مبرر. وفي حالة تأخير في الأداء، تحسب عن التعويض فائدة بالسعر التجاري ابتداء من تاريخ الاستحقاق إلى تاريخ الأداء.

2. في كلتا حالتها نزع الملكية والتعويض تمنح معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها الطرف المتعاقد لمستثمريه أو لمستثمري أية دولة أخرى.

3. للمستثمر المتضرر الحق، وفقاً لقوانين و أنظمة الطرف المتعاقد الذي أجرى نزع الملكية، في إعادة نظر سريعة من طرف سلطة قضائية لهذا الطرف المتعاقد، فيما يتعلق بشرعية الإجراءات الإدارية لنزع الملكية و بتقييم مبلغ التعويض.

## المادة 6

### التحويلات

1. يضمن كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، بعد أداء الواجبات الضريبية و المالية، حرية تحويل الأداءات المتعلقة باستثماراتهم و تتضمن هذه التحويلات، على وجه الخصوص و لا الحصر:

- أ - رأس المال و المبلغ الإضافي الهادف للحفاظ على أو لتنمية الإستثمار؛
- ب - المداخيل كما هي معرفة بالمادة 1 من هذا الاتفاق؛
- ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالإستثمارات؛
- د - مداخيل بيع و التصفية الكلية أو الجزئية للاستثمارات،
- هـ - التعويضات طبقاً للمادتين 4 و 5،
- ز - الأجور التي تعود لمواطني أو مقيمي الطرف المتعاقد الآخر الذين رخص لهم بالعمل فوق ترابه برسم استثمار ما؛
- و - الأداءات المترتبة عن تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمار.

2. تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بعملة قابلة للتحويل، وبدون تأخير غير مبرر، و بسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل و وفقاً لأنظمة الصرف الجاري بها العمل فوق تراب الطرف المتعاقد الذي أنجزت به الإستثمارات.

3. بالرغم من الفقرتين 1 و 2 أعلاه، يمكن لأي طرف متعاقد أن يتخذ إجراءات متعلقة بتحويل رؤوس الأموال و عمليات الأداء و يواصل تطبيقها:

- أ- في حالة مشاكل بالغة في ميزان الأداءات و المالية الخارجية أو تهديد حدوثها؛ أو
- ب - في حالة ما إذا كانت، في إطار ظروف استثنائية، حركة رؤوس الأموال تشكل أو تهدد بحلول مشاكل بالغة في تسيير الاقتصاد الوطني، وخاصة، السياسة النقدية و سياسة سعر الصرف؛ أو
- ج- في الحالات الإستثنائية المتعلقة بعقوبات اقتصادية.

4. يجب أن تكون الإجراءات المشار إليها في الفقرة 3 من هذه المادة:

- أ- لا تتعدى الإجراءات الضرورية لمواجهة الحالات المذكورة في الفقرة 3 من هذه المادة.

- ب - مؤقتة و يتم إلغاؤها فور سماح الظروف بذلك؛
- ج- أن يتم إشعار الطرف المتعاقد الآخر بها عاجلاً.



## المادة 7

### الحلول محل المستثمر

إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين أو وكالة معينة من طرفه (المشار إليها في ما بعد بالمؤمن) بتسديد أداء لمستثمريه بموجب ضمان أو تأمين ضد المخاطر الغير التجارية يطبق بالاستثمارات المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، فإن الطرف المتعاقد الأخير يعترف للمؤمن بالحلول محل المستثمر في كل الحقوق و المطالبات الناتجة عن مثل هذا الاستثمار، ويعترف بأن المؤمن له أهلية ممارسة تلك الحقوق و تنفيذ المطالبات بنفس الأهمية الممنوحة للمستثمر الأصلي.

## المادة 8

### تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمار بين طرف متعاقد و مستثمر الطرف المتعاقد الآخر

1. إن أي خلاف بين طرف متعاقد و مستثمر الطرف المتعاقد الآخر يتعلق باستثمار ما تتم تسويته، بقدر الإمكان، بطريقة ودية عبر المشاورات و المفاوضات بين أطراف الخلاف.

2. إذا تعذرت تسوية الخلاف خلال سنة (6) أشهر ابتداء من التاريخ الذي تم فيه الإشعار بالخلاف من قبل أحد الطرفين، يمكن عرض الخلاف حسب اختيار المستثمر:

أ- على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه؛

ب- لتحكيم المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات، الذي أنشئ بموجب اتفاقية واشنطن في 18 مارس 1965 المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول و مواطني دول أخرى، وذلك إذا كان كلا الطرفين المتعاقدين طرفا في تلك الاتفاقية؛ أو

ج- على محكمة تحكيم دولية تنشأ لهذا الغرض طبقا لقواعد تحكيم لجنة الأمم المتحدة للقانون التجاري الدولي، ما لم يتفق الطرفان على خلاف ذلك.

ويعطي كل طرف متعاقد موافقته على أن تخضع الخلافات للتحكيم الدولي المنصوص عليه في الفقرتين (ب) و (ج) المشار إليهما أعلاه.

3. لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين، الذي هو طرف في النزاع، أن يثير اعتراضا في أية مرحلة من مراحل التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى أن المستثمر، الذي هو الطرف الآخر في النزاع، قد حصل على تعويض يغطي كليا أو جزليا خسائره بموجب تأمين.

4. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد، الطرف في النزاع، والذي يوجد الاستثمار فوق ترابه، بما في ذلك القواعد المتعلقة بتنزاع القوانين، ومقتضيات هذا الاتفاق، ومقتضيات الاتفاقيات الخاصة التي يمكن أن تبرم بشأن استثمار ما وكذا مبادئ القانون الدولي.

5. تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة لأطراف النزاع. ويلتزم كل طرف متعاقد بالاعتراف بالقرارات وتنفيذها طبقا لقوانينه وأنظمتها الجاري بها العمل في هذا المجال.

## المادة 9

### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

1. يتفق الطرفان على أن يتشاورا مباشرة، بطلب أحدهما، قصد تسوية أي خلاف يتعلق بهذا الاتفاق.

2. وإذا تعذرت تسوية الخلاف في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ المفاوضات، يتم عرضه، بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين، على هيئة التحكيم طبقا لمقتضيات هذه المادة.

3. وتتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي: يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من مواطني دولة أخرى كرئيس لهيئة التحكيم. ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر، ابتداء من تاريخ إبلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر نيته في عرض النزاع على هيئة التحكيم.

4. إذا لم تحترم الأجل المحددة في الفقرة 3 أعلاه، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين باستدعاء رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه الوظيفة، يتم استدعاء نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات للضرورة. وإذا حصل أن نائب الرئيس يحمل هو كذلك جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه الوظيفة، يتم استدعاء العضو الأكثر أقدمية في محكمة العدل الدولية، والذي يجب ألا يكون من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات المذكورة.

5. تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ هيئة التحكيم قرارها بأغلبية الأصوات. ويكون هذا القرار نهائيا وملزما لكلا الطرفين المتعاقدين. وتحدد هيئة التحكيم مساطرها الخاصة.

6. يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في مساطر التحكيم. أما مصاريف الرئيس وباقى المصاريف الأخرى فتقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين.

## المادة 10

### تطبيق مقتضيات أخرى والتزامات خاصة

1. إذا كانت هناك قضية تخضع في نفس الوقت لهذا الاتفاق واتفاق دولي آخر موقع عليه من طرف كلا الطرفين المتعاقدين، لاشيء في هذا الاتفاق يمكن أن يمنع أحد الطرفين المتعاقدين أو أي من مستثمريه يمتلك استثمارات فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، من الاستفادة من المقتضيات الأكثر أفضلية له لهذه الحالة.

2. إذا كانت المعاملة الممنوحة من قبل أحد الطرفين المتعاقدين لاستثمارات و لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، طبقا لقوانينه وأنظمتها أو لمقتضيات عقود خاصة أخرى، أكثر أفضلية من تلك الممنوحة في إطار هذا الاتفاق، يؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية.

## المادة 11

### مشاورات

يتفق الطرفان المتعاقدان على التشاور بينهما، بطلب من أحدهما، حول المسائل المتعلقة بتفسير وتطبيق هذا الاتفاق.

## المادة 12

### تطبيق الاتفاق

يطبق هذا الاتفاق على الاستثمارات المنجزة قبل و بعد دخوله حيز التنفيذ من قبل الطرفين المتعاقدين طبقا لقوانين وأنظمة البلد المتعاقد الذي أنجزت أو ستجوز في ما بعد الاستثمارات فوق ترابه. غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ.

## المادة 13

### الدخول حيز التنفيذ ومدة الصلاحية والإلغاء

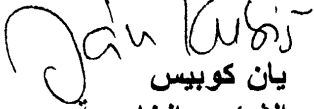
1. يكون هذا الاتفاق موضوع موافقة طبقا للإجراءات التي يتطلبها قانون كلا الطرفين المتعاقدين بخصوص دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ و يدخل حيز التنفيذ بعد مرور تسعين (90) يوما على تاريخ الإشعار المتبادل بين الطرفين المتعاقدين الذي يؤكد أن الإجراءات الدستورية التي يتطلبها القانون من أجل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ ، قد استكملت.

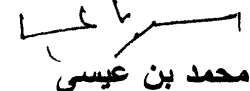
2. ويبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة غير محدودة. و يمكن لكل طرف متعاقد أن ينهي العمل بهذا الاتفاق اثنتا عشر شهرا بعد إرسال إشعار كتابي بذلك.

3 – وفيما يتعلق بالاستثمارات المنجزة قبل تاريخ إنهاء العمل بهذا الاتفاق فإن مقتضيات هذا الاتفاق تبقى نافذة لمدة عشر (10) سنوات ابتداء من تاريخ إنهاء العمل بهذا الاتفاق ما لم يقرر أحد الطرفين المتعاقدين عكس ذلك.

وإثباتا لذلك، قام الموقعان أسفله، المرخص لهما قانونا بذلك، من طرف حكومتيهما، بالتوقيع على هذا الاتفاق.

وحرر بالرباط بتاريخ 14 يونيو 2007 في نظيرين أصليين، باللغات العربية والسلوفاكية والإنجليزية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. وفي حالة خلاف في التأييل يرجح النص الإنجليزي.

عن  
جمهورية سلوفاكيا  
  
يان كوبيس  
وزير الشؤون الخارجية

عن  
المملكة المغربية  
  
محمد بن عيسى  
وزير الشؤون الخارجية  
والتعاون



❑ SOUDAN DU SUD

- **Dahir n° 1-17-64 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 26-17 portant approbation de l'Accord fait à Djouba le 1<sup>er</sup> février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud sur l'encouragement et la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (paragraphe 2),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 26-17 portant approbation de l'Accord fait à Djouba le 1<sup>er</sup> février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud sur l'encouragement et la protection des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Saâd Dine El Otmani.

\*  
\* \* \*

(1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

**Loi n° 26-17 portant approbation de l'Accord fait à Djouba le 1<sup>er</sup> février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud sur l'encouragement et la protection des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Djouba le 1<sup>er</sup> février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud sur l'encouragement et la protection des investissements.





## ❑ SUÈDE

- **Dahir n° 1-99-261 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 26 septembre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Suède sur la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

Vu l'Accord fait à Rabat le 26 septembre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Suède sur la promotion et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précitée,

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 26 septembre 1990 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Suède sur la promotion et la protection réciproques des investissements.

\*  
\*   \*

### **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Suède sur la promotion et la protection réciproques des investissements**

Le gouvernement du Royaume du Maroc, d'une part,  
et

Le gouvernement du Royaume de Suède, d'autre part,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats en vue de favoriser leur développement et leur prospérité ;

---

(1) *B.O.* n° 5744 du 18 juin 2009.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5743 du 21 jourmada II 1430 (15 juin 2009).

Conscients de la nécessité d'accorder un traitement juste et équitable aux investissements des ressortissants et des sociétés de chacune des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante;

Convaincus qu'une protection des investissements désignés ci-dessus est susceptible de promouvoir les relations économiques entre les deux Etats et de stimuler les initiatives aux fins de tels investissements;

Sont convenus de ce qui suit :

### **Article premier**

Au sens du présent Accord :

1. Le terme « investissement » comprend toutes les catégories d'actifs et notamment, mais non exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruits et droits similaires;
  - b) les actions et autres formes de participations dans les sociétés;
  - c) les créances monétaires et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
  - d) les droits d'auteur, droits de propriété industrielle, processus techniques, raisons et noms commerciaux ainsi que le savoir-faire et les fonds de commerce;
  - e) les concessions commerciales de droit public ou découlant d'un contrat, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles;
  - f) les biens d'équipement qui, aux termes d'un accord de crédit-bail, sont mis à la disposition d'un preneur sur le territoire de l'une des Parties Contractantes par un bailleur ressortissant de l'autre Partie Contractante ou une personne morale ayant son siège sur le territoire de ladite Partie Contractante.

Les éléments cités en (c), (d), (e) et (f) doivent faire l'objet au préalable de contrats approuvés par les autorités compétentes dans la mesure où les lois et les règlements du pays hôte l'exigent.

Ces investissements doivent être effectués conformément aux lois et règlements du pays hôte.

2. Le terme « ressortissant » signifie :

- a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc, toute personne physique ayant la nationalité marocaine selon la loi marocaine;
- b) en ce qui concerne le Royaume de Suède, toute personne physique ayant la nationalité suédoise selon la loi suédoise.

3. Le terme « société » signifie :

- a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc, toute société dûment fondée, constituée ou autrement organisée aux termes des lois et règlements du Royaume du Maroc dans laquelle les personnes physiques, ressortissants du Royaume du Maroc, les personnes morales marocaines où le Royaume du Maroc et ses organismes ont un intérêt prépondérant ;
- b) en ce qui concerne le Royaume de Suède, toute personne morale ayant son siège en Suède ou dans laquelle les intérêts suédois sont prédominants.

## Article 2

1. Chacune des Parties Contractantes assurera en permanence un traitement juste et équitable aux investissements des ressortissants et des sociétés de l'autre Partie Contractante et s'abstiendra de toute mesure injustifiée susceptible d'entraver leur gestion, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance, leur vente ou leur liquidation.
2. Chacune des Parties Contractantes encouragera, dans le respect de sa politique générale en ce qui concerne les investissements étrangers, les investissements sur son territoire des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie Contractante et admettra conformément à sa législation de tels investissements.
3. Les investissements réalisés conformément aux lois et règlements de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficieront d'une pleine et entière protection aux termes du présent Accord.

## Article 3

1. Les investissements effectués par des ressortissants ou des sociétés de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante ne devront pas être soumis à un traitement moins favorable que celui accordé aux investissements effectués sur ce territoire par des ressortissants ou des sociétés d'Etat tiers.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe (1), une Partie Contractante ayant conclu avec un ou plusieurs autres Etats un traité relatif à la constitution d'une union douanière ou d'une zone de libre échange ou tout autre traité établissant une coopération économique élargie fondée sur des affinités particulières sera libre d'accorder un traitement plus favorable aux investissements effectués par des ressortissants ou des sociétés de l'Etat ou des Etats qui sont également parties audit traité ou par des ressortissants ou des sociétés de quelques-uns de ces Etats. Une Partie Contractante sera également libre d'accorder un traitement plus favorable aux investissements réalisés par des ressortissants ou des sociétés

d'autres Etats, si un tel traitement est stipulé par des accords bilatéraux conclus avec ces Etats antérieurement à la date de la signature du présent Accord.

3. Les dispositions du paragraphe (1) du présent article ne seront pas interprétées en sorte que l'une des Parties Contractantes soit contrainte d'étendre aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège découlant d'un quelconque accord ou arrangement international se rapportant entièrement ou en majeure partie à la fiscalité ou d'une quelconque législation nationale se rapportant entièrement ou en majeure partie à la fiscalité.

#### Article 4

1. Ni l'une ni l'autre des Parties Contractantes ne devra prendre de mesures de nationalisation ou d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet dépossédant directement ou indirectement, des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie Contractante d'un investissement, des revenus y afférents ou du produit de sa liquidation revenant à l'investisseur, à moins que les conditions suivantes ne soient remplies :
  - a) les mesures sont prises dans l'intérêt général et dans les formes requises par la loi ;
  - b) les mesures ne sont pas discriminatoires, et
  - c) les mesures sont accompagnées par le paiement prompt, adéquat et effectif d'une indemnité, celle-ci étant transférable, conformément aux dispositions de l'article (5) ci-dessous.
2. Les investisseurs de l'une ou l'autre des Parties Contractantes ayant subi la perte d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante à la suite d'une guerre ou de tout autre conflit armé, d'un état d'urgence nationale, d'une révolte, d'une insurrection, ou d'une émeute se verront accorder en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou autre arrangement, un traitement non moins favorable que celui accordé aux investisseurs d'un Etat tiers. Les paiements en découlant seront transférables conformément aux dispositions de l'article (5) ci-dessous.

#### Article 5

1. Chaque Partie Contractante devra, dans le cadre de ses lois et règlements et d'une manière non discriminatoire, permettre le transfert dans toute monnaie convertible et sans délai injustifié mais en tout état de cause dans un laps de temps ne dépassant pas deux mois à compter de la présentation de la demande de transfert :
  - a) des revenus courants afférents aux investissements des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie Contractante, notamment, mais non exclusivement,

- des bénéfiques nets, intérêts, dividendes, redevances et honoraires d'assistance et de services techniques;
- b) du produit de la liquidation totale ou partielle d'un investissement effectué par des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie Contractante;
  - c) des fonds servant à rembourser des emprunts que les deux Parties Contractantes ont reconnus comme étant des investissements;
  - d) des rémunérations des ressortissants de l'autre Partie Contractante qui sont autorisés à travailler sur son territoire en rapport avec un investissement;
  - e) des paiements prévus à l'article (4) ci-dessus.
2. Les deux Parties Contractantes s'engagent à accorder aux transferts visés au paragraphe (1) un traitement non moins favorable que celui accordé aux transferts émanant d'investissements effectués par les ressortissants ou les sociétés de tout Etat tiers.
  3. Tout transfert visé par le présent Accord sera effectué aux taux de change officiels en vigueur au jour de l'opération de transfert.

#### Article 6

Si une des Parties Contractantes ou l'un de ses organes effectue un paiement à l'un quelconque de ses ressortissants ou sociétés dans le cadre d'une garantie qu'elle a donnée à un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cette dernière devra, sans préjudice des droits de la première nommée tels que stipulés de l'article 7, reconnaître le transfert de tous les droits ou titres de ce ressortissant ou de cette société à la première Partie Contractante ou à son organe et la subrogation de la première Partie Contractante ou de son organe dans ses droits ou titres.

#### Article 7

1. Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou l'application du présent Accord devra, si possible, être réglé par la voie diplomatique.
2. Si le différend ne peut être réglé de cette façon dans un délai de six mois, il sera déféré à un tribunal arbitral à la demande de l'une ou l'autre des Parties Contractantes.
3. Un tel tribunal sera constitué dans chaque cas particulier, chacune des Parties Contractantes en désigne un membre, et ces deux membres s'accordent ensuite sur le choix d'un président parmi les ressortissants d'un Etat tiers, en vue de sa nomination par les gouvernements des deux Parties Contractantes. Lesdits membres seront nommés dans un délai de deux mois, et ledit président dans un délai de quatre mois, à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties

Contractantes aura fait connaître à l'autre Partie Contractante son désir de voir le différend porté devant un tribunal arbitral.

4. Si les délais spécifiés au paragraphe (3) n'ont pas été respectés, l'une ou l'autre des Parties Contractantes pourra, en l'absence de tout autre arrangement pertinent, inviter le président de la Cour internationale de justice à procéder aux désignations nécessaires.
5. Si le président est un ressortissant de l'une des deux Parties Contractantes ou s'il est dans l'incapacité de s'acquitter de cette tâche, le vice-président de la Cour internationale de justice sera invité à effectuer les désignations nécessaires. Si à son tour le vice-président est un ressortissant de l'une des deux Parties Contractantes ou si lui aussi est dans l'incapacité de s'acquitter de cette tâche, le membre de la Cour internationale de justice le plus ancien qui n'est ni ressortissant de l'une des deux Parties Contractantes, ni empêché par aucune autre incapacité, sera invité à faire les désignations nécessaires.
6. Le tribunal arbitral tranchera à la majorité des voix et ses décisions seront définitives et obligatoires pour les Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante supportera les frais du procès arbitral afférents au membre du tribunal désigné par elle et à son mandataire en justice. Les frais du président et les frais restants seront supportés à égalité par les deux Parties Contractantes. Toutefois, le tribunal peut ordonner qu'une plus grande part des frais sera à la charge de l'une des Parties Contractantes. A tous autres points de vue, le tribunal arbitral décidera de sa propre procédure.

## Article 8

1. Si un différend d'ordre juridique relatif à un investissement naît entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante, il sera, autant que possible, réglé à l'amiable entre les parties en litige.
2. Si un tel différend ne peut être réglé à l'amiable dans un délai de 4 mois à compter de la date d'une notification faite par l'une des Parties Contractantes en litige, chacune des Parties Contractantes consent à le soumettre, aux fins d'arbitrage au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements dans le cadre de la convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.
3. Pour l'application de cet article, toute personne morale constituée conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes et au sein de laquelle, avant que ne se produise un différend, plus de la moitié du capital appartenant à des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie Contractante, sera traitée, conformément à l'article 25 (2) (b) de ladite convention de Washington, comme une personne morale de cette autre Partie Contractante.



### Article 9

Rien dans le présent Accord ne devra porter préjudice aux droits ou avantages afférents, dans le cadre du droit national ou international, aux intérêts d'un ressortissant ou d'une société de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

### Article 10

Les dispositions de cet Accord s'appliquent également aux investissements effectués sur le territoire d'une Partie Contractante, conformément à sa législation, par des ressortissants ou sociétés de l'autre Partie Contractante avant l'entrée en vigueur de l'Accord.

### Article 11

1. Le présent Accord entrera provisoirement en vigueur à la date de sa signature, et définitivement à la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement, par les deux Parties Contractantes, des formalités constitutionnelles requises sur leurs territoires pour l'entrée en vigueur de cet Accord.
2. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de vingt ans et continuera de rester en vigueur par la suite à moins que, après l'expiration de la période initiale de dix-neuf ans, l'une ou l'autre Partie Contractante ne notifie par écrit à l'autre Partie Contractante son intention de mettre fin à l'Accord. Une telle dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par l'autre Partie Contractante.
3. En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet, les dispositions des articles premier à 10 resteront en vigueur pour une autre période de vingt ans à compter de cette date.

Fait à Rabat le 26 septembre 1990 en deux originaux, en langues arabe, suédoise et française, les trois textes faisant également foi, et en cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

❑ SUISSE

- **Dahir n° 1-91-312 du 18 hija 1415 (18 mai 1995) portant publication de l'accord et du protocole faits à Rabat le 17 décembre 1985 entre le Royaume du Maroc et la Confédération Suisse concernant la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord et le protocole faits à Rabat le 17 décembre 1985 entre le Royaume du Maroc et la Confédération Suisse concernant la promotion et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur desdits accord et protocole,

**A décidé ce qui suit :**

#### **Article unique**

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'accord et le protocole faits à Rabat le 17 décembre 1985 entre le Royaume du Maroc et la Confédération Suisse concernant la promotion et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Rabat, le 18 hija 1415 (18 mai 1995).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abdellatif Filali.

\*

\* \*

(1) *B.O.* n° 4310 du 7 juin 1995.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4309 du 1<sup>er</sup> moharrem 1416 (31 mai 1995).

## Accord entre le Royaume du Maroc et la Confédération Suisse concernant la promotion et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Conseil Fédéral Suisse,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats ;

Reconnaissant le rôle important des investissements de capitaux privés étrangers dans le processus du développement économique et le droit de chaque partie contractante de déterminer ce rôle et de définir les conditions dans lesquelles les investissements étrangers pourraient participer à ce processus ;

Reconnaissant que la seule manière d'établir et de maintenir un flux international de capitaux adéquat est d'entretenir mutuellement un climat d'investissement satisfaisant, et, pour ce qui est des investisseurs étrangers, de respecter la souveraineté et les lois du pays hôte ayant juridiction sur eux, d'agir de manière compatible avec les politiques et les priorités adoptées par le pays hôte et de s'efforcer de contribuer à son développement ;

Soucieux de créer des conditions favorables à l'investissement de capitaux dans les deux Etats et d'intensifier la coopération entre ressortissants et sociétés, privées ou de droit public, des deux Etats notamment dans les domaines de la technologie, de l'industrialisation et de la productivité ;

Reconnaissant la nécessité de protéger les investissements des ressortissants et sociétés des deux Etats et de stimuler le transfert de capitaux en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

### Article premier : Définitions

Aux fins du présent accord :

- a) les « ressortissants » sont les personnes physiques qui, d'après la législation de chacun des Etats contractants, sont considérées comme citoyens de cet Etat ;
- b) les « sociétés » sont :
  - aa. en ce qui concerne la Confédération Suisse, les collectivités, établissements ou fondations ayant la personnalité juridique, ainsi que les sociétés en nom collectif ou en commandite et les autres communautés de personnes sans personnalité juridique, dans lesquels des ressortissants suisses ont, directement ou indirectement, un intérêt prépondérant ;

- bb. en ce qui concerne le Royaume du Maroc, toute société dûment fondée, constituée ou autrement organisée aux termes des lois et règlements du Royaume du Maroc dans laquelle les personnes physiques ressortissantes du Royaume du Maroc ou le Royaume du Maroc et ses organismes ont un intérêt substantiel.
- c) Le terme « investissements » englobe toutes catégories de biens et avoirs et, en particulier, mais non exclusivement :
- aa. la propriété de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, droits de gage, usufruits et droits similaires ;
  - bb. parts sociales et autres formes de participations dans des sociétés ;
  - cc. créances monétaires et droit à toutes prestations ayant une valeur économique ;
  - dd. droits d'auteur, droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, dessins industriels) savoir-faire, noms commerciaux et clientèle ;
  - ee. concessions ou autres droits accordés par les autorités des parties contractantes y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles.
- d) Le terme « revenus » signifie les montants des bénéfices nets ou intérêts liés à un investissement durant une période déterminée.

## **Article 2 : Encouragement, admission**

Chaque partie contractante encouragera, dans la mesure du possible, les investissements effectués sur son territoire par des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante et admettra ces investissements conformément à ses lois, ses ordonnances et règlements.

## **Article 3 : Protection**

Chaque partie contractante protégera sur son territoire les investissements effectués conformément à sa législation par des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante et n'entravera pas, par des mesures injustifiées ou discriminatoires la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, l'extension, la vente et, le cas échéant, la liquidation de tels investissements. Chaque partie contractante s'efforcera de délivrer les autorisations nécessaires en relations avec ces investissements et permettra dans le cadre de sa législation l'exécution de contrats de licence, d'assistance technique, commerciale ou administrative. Chaque partie contractante s'efforcera également, chaque fois que cela sera nécessaire, de donner les autorisations requises en ce qui a trait aux activités de consultants ou d'experts engagés par des ressortissants ou des sociétés de l'autre partie contractante.

#### **Article 4: Traitement**

1. Chaque partie contractante assurera sur son territoire un traitement juste et équitable aux investissements de ressortissants ou de sociétés de l'autre partie contractante.
2. Ce traitement sera non moins favorable que celui accordé par chaque partie contractante à des investissements effectués sur son territoire par ses propres ressortissants ou sociétés ou que celui accordé par chaque partie contractante à des investissements effectués sur son territoire par les ressortissants ou sociétés de la nation la plus favorisée, si ce dernier traitement est le plus favorable.
3. Toutefois, ce traitement ne s'appliquera pas aux privilèges qu'une partie contractante accorde aux ressortissants et sociétés d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une union douanière, un marché commun ou une zone de libre-échange.

#### **Article 5: Transfert**

Chacune des parties contractantes, sur le territoire de laquelle des ressortissants ou des sociétés de l'autre partie contractante ont effectué des investissements, accordera à ces ressortissants ou sociétés, sans retard injustifié, le transfert en devises convertibles des paiements afférents à ces investissements, notamment :

- a) intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) redevances et autres paiements découlant de contrats relatifs aux droits de licence et de l'assistance commerciale, administrative ou technique ;
- c) paiements découlant d'autres contrats, y compris les paiements d'amortissements ou de remboursements de prêts financiers ou commerciaux ;
- d) produit de la vente ou de la liquidation partielle ou totale d'un investissement, y compris les plus-values éventuelles ;
- e) indemnités versées pour cause d'expropriation, de nationalisation ou de mesures ayant le même effet ou le même caractère.

#### **Article 6: Nationalisation / Expropriation**

Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de l'une des parties contractantes à l'encontre des investissements appartenant à des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante devront être conformes aux prescriptions légales et ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que l'utilité publique. La partie contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard injustifié, une indemnité adéquate et effective.

**Article 7: Conditions plus favorables**

Les conditions plus favorables que celles du présent accord qui ont été convenues par l'une des parties contractantes avec des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante ne sont pas affectées par le présent accord.

**Article 8: Principe de subrogation**

Dans le cas où une des parties contractantes a accordé une garantie financière quelconque contre des risques non commerciaux à l'égard d'un investissement effectué par un ressortissant ou une société sur le territoire de l'autre partie contractante, cette dernière reconnaîtra les droits de la première partie contractante en vertu du principe de subrogation dans les droits de l'investisseur si un paiement a été fait sous cette garantie par la première partie contractante.

**Article 9: Arbitrage**

1. Les différends au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent accord seront réglés par la voie diplomatique.
2. Si les deux parties contractantes n'arrivent pas à un règlement dans les neuf mois, le différend sera soumis, à la requête de l'une ou l'autre partie contractante, à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chaque partie contractante désignera un arbitre. Les deux arbitres ainsi désignés nommeront un président qui devra être ressortissant d'un Etat tiers.
3. Si l'une des parties contractantes n'a pas désigné son arbitre et qu'elle n'ait pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre partie contractante de procéder dans les deux mois à cette désignation, l'arbitre sera nommé, à la requête de cette dernière partie contractante, par le président de la Cour internationale de justice.
4. Si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du président dans les deux mois suivant leur désignation, ce dernier sera nommé, à la requête de l'une ou l'autre partie contractante, par le président de la Cour internationale de justice.
5. Si, dans les cas prévus aux paragraphes (3) et (4) de cet article, le président de la Cour internationale de justice est empêché d'exercer son mandat ou s'il est ressortissant de l'une des parties contractantes les nominations seront faites par le vice-président et, si ce dernier est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties contractantes, elles seront faites par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties contractantes.
6. A moins que les parties contractantes n'en disposent autrement, le tribunal fixe lui-même sa procédure.
7. Les décisions du tribunal sont définitives et obligatoires pour les parties contractantes.

**Article 10: Protocole**

Le protocole annexé au présent accord en fait partie intégrante.

**Article 11: Entrée en vigueur, renouvellement, dénonciation**

1. Le présent accord entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront notifiés que les formalités constitutionnelles requises pour la mise en vigueur d'accords internationaux ont été accomplies, il restera valable pour une durée initiale de dix ans, puis par tacite reconduction pour des périodes consécutives de deux ans. Chaque partie contractante pourra dénoncer le présent accord moyennant un préavis écrit de six mois avant la date de son expiration.
2. En cas de dénonciation, les dispositions prévues aux articles 1 à 10 ci-dessus s'appliqueront encore pendant une durée de dix ans aux investissements effectués avant la dénonciation.

Fait à Rabat, le 17 décembre 1985 en quatre originaux, dont deux en langue française et deux en langue arabe. Chaque texte faisant également foi.

Pour le gouvernement du Royaume du Maroc :

Abdellatif Jouahri,  
*Ministre des finances.*

Pour le Conseil Fédéral Suisse :

Adolf Lacher,  
*Ambassadeur de Suisse au Maroc.*

\*

\* \*

**Protocole relatif à l'accord entre le Royaume du Maroc et la Confédération Suisse concernant la promotion et la protection réciproques des investissements**

Les représentants dûment autorisés des deux parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de l'accord :

**Article premier: Investissements antérieurs à l'accord**

1. L'accord s'appliquera également aux investissements effectués sur le territoire d'une partie contractante conformément à sa législation par des ressortissants ou sociétés de l'autre partie contractante avant l'entrée en vigueur de l'accord.



2. Pour les cas de transferts prévus à l'article 5 lettres d) et e) de l'accord, les investissements antérieurs effectués par un ressortissant ou une société suisse au Maroc bénéficieront de ces dispositions dans la mesure où ils auront été financés par des apports en devises convertibles. Pour les cas de transferts prévus à l'article 5 lettres d) et e) de l'accord afférents aux investissements antérieurs effectués par des apports autres qu'en devises convertibles ils bénéficieront des dispositions de la réglementation des changes en matière d'investissements.

### **Article 2: Traitement**

Les ressortissants et sociétés suisses ne pourront pas se prévaloir du traitement national prévu à l'article 4 (alinéa 2) de l'accord pour bénéficier de mesures à caractère incitatif (facilités de crédits, dons, primes d'équipements, garanties ou assurances) accordées par le gouvernement du Royaume du Maroc à ses propres ressortissants ou sociétés en application des lois et règlements en matière de politique de développement national, étant entendu que ces mesures ne remettront pas en cause les investissements des ressortissants ou sociétés suisses.

### **Article 3: Transfert**

Les dispositions de l'article 5 de l'accord ne s'opposent pas à ce que les parties contractantes appliquent leur législation en matière fiscale, ainsi que celle prévoyant des formalités administratives liées aux autorisations requises pour les transferts des paiements afférents aux investissements, ces formalités ne devant toutefois pas entraîner des retards injustifiés.

Fait à Rabat le 17 décembre 1985 en quatre originaux, dont deux en langue française et deux en langue arabe, chaque texte faisant également foi.

Pour le gouvernement du Royaume du Maroc :

Abdellatif Jouahri,  
*Ministre des finances.*

Pour le Conseil Fédéral Suisse :

Adolf Lacher,  
*Ambassadeur de Suisse au Maroc.*

❑ SULTANAT D'OMAN

- **Dahir n° 1-02-141 du 20 moharrem 1424 (24 mars 2003) portant publication de la Convention, faite à Rabat le 14 safar 1422 (8 mai 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman relative à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Rabat le 14 safar 1422 (8 mai 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman relative à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 14 safar 1422 (8 mai 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman relative à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.

*Fait à Rabat, le 20 moharrem 1424 (24 mars 2003).*

Pour contresing :

*Le Premier ministre,*

Driss Jettou.

---

(1) *B.O.* n° 5126 du 17 juillet 2003.

Voir le texte de la convention l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5126 du 16 jourmada I 1424 (17 juillet 2003).

فقد اتفقا على ما يلي :

#### المادة الأولى تعريفات

لأغراض هذه الاتفاقية:

(1) فإن تعبير "استثمار" يعني أي نوع من الأصول التي تنفذ كاستثمار طبقاً لقوانين والوائح الطرف المتعاقد الذي يقبل الاستثمار في إقليمه وهي تشمل على سبيل المثال وليس الحصر:

- أ - الملكية المنقولة وغير المنقولة وأبنة حقوق عينية أخرى مثل الرهون والضمانات وآية حقوق مشابهة.
  - ب - الأسهم والسندات وأصناف الأسهم وآية أنواع أخرى من المصالح في الشركات.
  - ج - الديون المطلوبة نقداً أو المطلوبة تنفيذاً لأي التزام تعاقدي له قيمة اقتصادية.
  - د - العائدات.
  - هـ - حقوق النشر والتأليف وحقوق الملكية الصناعية (مثل براءات الاختراع، والتراخيص، والعلامات التجارية، والنماذج الصناعية) والعلامات الفنية، والأسماء التجارية، والشهرة التجارية.
  - و - الامتيازات التجارية الممنوحة بمقتضى قانون أو بموجب عقد شاملة امتيازات البحث عن الموارد الطبيعية، أو زراعتها، أو استخراجها، أو استغلالها.
- أي تعديل في الشكل الذي يتم فيه استثمار أو إعادة استثمار الأصول يجب ألا يؤثر على أهيئتها كاستثمارات بشرط ألا يكون هذا التعديل متعارضاً مع تشريعات الطرف المتعاقد الذي يتم الاستثمار في إقليمه.
- (2) تعبير "مستثمر" يعني:
- أ - أي شخص طبيعي يحمل جنسية أي من الطرفين المتعاقدين ؛
  - ب - أي شخص قانوني منشأ في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين طبقاً لقوانين ذلك الطرف المتعاقد ؛
- (3) تعبير "عائدات" يعني كافة الأموال الصافية الناتجة من الاستثمار أو إعادة الاستثمار شاملة الاستثمار في المساعدات والخدمات الفنية مثل الأرباح والإتاوات ومكاسب رأس المال وأرباح الأسهم والأرباح والفائدة.
- (4) تعبير "إقليم" يعني تراب المملكة المغربية أو سلطنة عمان والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأصمق الباطنية للمياه المتاخمة لتسواطيه الطرف المتعاقد والموجودة ما وراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها الطسرف المتعاقد طبقاً للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادة بهدف استكشاف واستغلال موارد الطبيعية (الجرف القاري).

#### المادة الثانية

##### تشجيع وحماية الاستثمارات

- (1) على كل طرف متعاقد أن يقوم في إقليمه ومنطقته البحرية - طبقاً لتشريعاته ولأحكام هذه الاتفاقية - بقبول وتشجيع وحماية الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرو الطرف المتعاقد الآخر.
- (2) تتمتع الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون من أحد الطرفين المتعاقدين بالحماية والأمن الكاملين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر .

#### المادة الثالثة

##### المعاملة العادلة والمنصفة

- (1) على كل طرف متعاقد، وطبقاً لمبادئ القانون الدولي، أن يقدم المعاملة العادلة والمنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف الآخر في إقليمه.
- (2) لا يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعرقل تسير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة على إقليمه أو صيانتها أو استغلالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها.

ظهر شريف رقم 1.02.141 صادر في 20 من محرم 1424 (24 مارس 2003) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 من صفر 1422 (8 ماي 2001) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان حول التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعر أمره أننا :  
بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 من صفر 1422 (8 ماي 2001) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان حول التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات ؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهورنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 من صفر 1422 (8 ماي 2001) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان حول التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات.

وحرر بالرباط في 20 من محرم 1424 (24 مارس 2003).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإيضاء : إدريس جطو.

\*

\* \*

#### اتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان

حول التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان ( يشار إليهما فيما يلي بالطرفين المتعاقدين -، ويشار لكل منهما بالطرف المتعاقد -).  
رغبة منهما في توسيع وتقوية التعاون الاقتصادي القائم بين البلدين بما يخدم مصالحهما المشتركة وتهينة المناخ الملائم الذي يؤدي إلى زيادة الاستثمارات من قبيل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر.  
وإدراكاً منهما بأن تشجيع وحماية الاستثمارات سيؤدي إلى تحفيز المبادرات التجارية ونقل رأس المال والتقنية بين البلدين مما يخدم التنمية الاقتصادية فيهما ؛

- أ - الفائدة ، وأرباح الأسهم ، والأرباح ، وغيرها من الدخل الجاري .  
 ب - الأرباح والرسوم .  
 ج - المبالغ اللازمة لسداد القروض التي تم التعاقد بشأنها والمتعلقة بالاستثمار .  
 د - القيمة الناتجة عن التصفية الجزئية أو الكلية للاستثمار بما في ذلك المكاسب الرأسمالية على رأس المال المستثمر .  
 هـ - التعويض مقابل نزع الملكية أو الخسارة كما هو موصوف في المادتين الخامسة والسادسة أعلاه .  
 و - الأرباح والرواتب والمكافآت الأخرى التي تعود إلى مواطني أي من الطرفين المتعاقدين والمصرح لهم بالصل في إقليم الطرف المتعاقد الآخر كنتاج لاستثمار متمد .  
 ز-رأس المال و أي إضافات في رأس المال تكون مستخدمة للحفاظ على الاستثمارات القائمة أو زيادتها أو توسعتها .  
 ح-العائدات .  
 يتم إجراء التحويلات المشبار إليها في الفترات السابقة فوراً بسعر العملة الرسمي السائد في تاريخ التحويل .

#### المادة الثامنة

##### الحصول محل المستثمر

إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين كنتاج لضمان تم منحه مقابل استثمار أقيم في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، بمداد دفعات لمستثمريه ، فإن الطرف المذكور أولاً يكون له في هذه الحالة الحقوق الكاملة للحلول محل المستثمر فيما يتطرق بحقوق وتصرفات ذلك المستثمر . ويجب ألا تؤثر المدفوعات المذكورة على حقوق المستثمر من الضمان في الجوء إلى المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار (ICSID) .

#### المادة التاسعة

##### الالتزام الخاص

الاستثمارات التي تشكل موضوعاً لالتزام خاص لأحد الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بمستثمري الطرف المتعاقد الآخر يجب أن تخضع - بدون الإخلال بأحكام هذه الاتفاقية - لشروط الالتزام المذكور إذا كان الالتزام يتضمن أحكاماً أكثر تفصيلاً عما تحتويه هذه الاتفاقية .

#### المادة العاشرة

##### تسوية المنازعات بين مستثمر وطرف متعاقد

١) تتم تسوية أي نزاع ينشأ بشأن الاستثمارات بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمر من الطرف المتعاقد الآخر بصورة ودية بين الطرفين المعنيين .  
 ٢) إذا لم تتم تسوية النزاع خلال فترة ستة أشهر من تاريخ نشوئه ، يحال النزاع باختيار المستثمر إلى :

- ١- محكمة مخصصة للطرف المتعاقد الذي أجاز الاستثمار في إقليمه ؛ أو التحكيم بواسطة المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار و الذي تم إنشاؤه بموجب اتفاقية تسوية منازعات الاستثمار بين الدول ومواطني الدول الأخرى والموقعة بواشنغتن بتاريخ ١٨ مارس ١٩٦٥ .  
 ولهذا الغرض يمنح كل طرف متعاقد موافقته النهائية على أن يخضع كل نزاع متعلق بالاستثمار لإجراءات التحكيم هذه .  
 ٣) لا يمكن لأحد الطرفين المتعاقدين ، طرف في النزاع ، أن يشير اعتراضاً في أية مرحلة من إجراءات التحكيم أو تنفيذ قرار تحكيمي يدعى إن مستثمر الطرف الآخر في النزاع قد حصل على تعويض يغطي جزئياً أو كلياً خسائره بموجب تأمين .  
 ٤) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استناداً إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يتم الاستثمار في إقليمه ، وكذا القواعد المتعلقة بتدريخ القوانين ، وأحكام هذا الاتفاق والاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار ، وكذا مبادئ القانون الدولي .

٣) تتمتع عوائد الاستثمار في حالة إعادة استثمارها طبقاً للقوانين أحد الطرفين المتعاقدين بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي .

#### المادة الرابعة

##### معاملة الاستثمارات

يمنح كل طرف متعاقد للمستثمرين الثابتهن للطرف المتعاقد الآخر واستثماراتهم معاملة لا تقل أفضلية عما تمنحه للمستثمرين الثابتهن لها واستثمارتهم أو للمستثمرين التساهمين لأي دولة ثالثة واستثماراتهم فيما يتعلق بإدارة وتشغيل وصيانة واستعمال وممارسة الحقوق في بيع وتصفية الاستثمار . هه المعاملة لا تشمل الامتيازات التي يمنحها أحد الطرفين لمواطني وشركات دولة ثالثة بفضل اشتراكه أو انتمسبه إلى منظمة تجارة حرة أو اتحاد جمركي أو سوق مشتركة أو أي شكل من أشكال التعاون الاقتصادي الإقليمي أو أي اتفاق أو ترتيب دولي أو ثنائي متعلق بصفحة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي .

#### المادة الخامسة

##### التأميم ونزع الملكية

١) لا يجوز تأميم استثمارات مستثمري أي من الطرفين المتعاقدين أو نزع ملكيتها أو إخضاعها لأي إجراءات لها نفس آثار التأميم أو نزع الملكية ( بشرار إليها فيما ينسب ب نزع الملكية ) وذلك في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ما لم يتم نزع الملكية من أجل مصلحة عامة لغرض يتفق بالمطالبات الداخلية ، وطبقاً للقوانين المعمول بها في ذلك الطرف المتعاقد وبدون تمييز .

٢) أي إجراءات لنزع الملكية يمكن أن تتخذ ، لا بد وأن تشمل على تعويض فوري وكاف وفعال يتم حسابه على أساس قيمة الاستثمارات السائدة في السوق مباشرة قبل إعلان قرار نزع الملكية أو قبل أن يصبح القرار معروفاً للجمهور . وإذا لم يكن من الممكن التناكث من القيمة الهويقية بسهولة ، يتم تحديد التعويض طبقاً للأصول المتعارف عليها عموماً بالنسبة للتقييم وعلى أساس مبادئ منصفة تأخذ في الاعتبار ، ضمن أمور أخرى ، رأس المال المستثمر ، والإهلاك ، ورأس المال الذي سبق أن تم تحويله للخارج ، وقيمة الإحلال والعناصر الأخرى ذات الصلة .

٣) يعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلاً للأداء ودفعه بدون تأخير في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ تنفيذ التدابير الأتفة الذكر . وفي حالة التأخير في الأداء تحتسب فائدة عن التعويض على أساس سعر الفائدة السائد بين المصارف في لندن المعروف باسم ليبور المطبق على العملة التي تم بها الاستثمار ابتداءً من نهاية الأجل المحدد ولغاية تاريخ الأداء ، على أن لا تمتد هذه الفترة عن ثلاثة أشهر .  
 ٤) يجب دفع التعويض بعملة قابلة للحلول كما يتم تحويله بحرية .

#### المادة السادسة

##### التعويضات

المستثمرون من أحد الطرفين المتعاقدين والذين تتعرض استثماراتهم للخسائر بسبب الحرب أو أي نزاع مسلح آخر أو ثورة أو إعلان الطوارئ على المستوى الوطني أو التمرد الذي يحدث في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ، يجب أن يتمتعوا بالمعاملة من الطرف المذكور مؤخرًا التي لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أي دولة ثالثة ، أيهما أفضل للمستثمرين المعنيين .

#### المادة السابعة

##### التحويلات

على الطرف المتعاقد الذي يقام في إقليمه الاستثمار الخاص بمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، أن يضمن لهؤلاء المستثمرين - بعد أداء التزاماتهم المالية - التحويل الحر على سبيل المثال وليس الحصر للآتي :

٧) يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله فسي عملية التحكيم . أما مصاريف الرئيس وبالمى المصاريف تنقسم مناصفة بين الطرفين المتعاقدين ما لم يقرر الهيئة خلاف ذلك .

#### المادة الثانية عشرة بدء العمل بالاتفاقية ومدتها

١) يعمل بهذه الاتفاقية اعتبارا من تاريخ آخر إخطار يقوم فيسه أي من الطرفين المتعاقدين بإشعار الطرف المتعاقد الآخر كتابة عبر القنوات الدبلوماسية بأنه قام باستيفاء الإجراءات القانونية اللازمة لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ.  
٢) تسري هذه الاتفاقية كذلك على الاستثمارات المنجزة قبل مسبقها من طرف مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين على إقليم الطرف المتعاقد الآخر - طبقا لأنظمة هذا الأخير - على أنها لا تسري على اقتراحت قمتي تكون قد نشأت قبل دخولها حيز التنفيذ.  
٣) تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة عشر سنوات وتستمر نافذة بعد ذلك لفترة أو إزات مماثلة ، إذا لم يخطر أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهاؤها، وذلك قبل عام على الأقل من تاريخ انتهاء ممتها.  
٤) بالنسبة للاستثمارات التي تتم قبل إنهاء الاتفاقية ، فإن لحكم هذه الاتفاقية تنزل نافذة للمفعول لفترة إضافية قدرها ١٥ سنة من تاريخ إنهاء الاتفاقية .  
فما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في مستنقن في هذا اليوم الرابع عشر من شهر صفر من عام ١٤٢٢ للهجري الموافق ٥ / ٨ / ٢٠٠١ بالغة العربية.

عن حكومة سلطنة عمان

عن حكومة المملكة المغربية

أحمد عبد القهي مكي  
وزير الاقتصاد الوطني ونائب رئيس مجلس  
الشؤون المالية

فتح الله ونحو  
وزير الاقتصاد والمالية والعوصمة والسياحة

٥) تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع ، ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقا لقانونه الوطني .

#### المادة الحادية عشرة تسوية المنازعات بين الطرفين المتعاقدين

١) تتم تسوية المنازعات التي تنطوق بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية إذا أمكن عن طريق التفاوض من خلال القنوات الدبلوماسية .

٢) إذا لم تتم تسوية النزاع خلال ستة أشهر اعتبارا من التاريخ الذي أُنشيت فيه المصالحة بواسطة أي من الطرفين المتعاقدين ، فإنه يجوز و بناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين إحالة النزاع إلى هيئة تحكيم .

٣) تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي :

يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان معا حكما ثالثا من رعايا دولة ثالثة لها علاقات دبلوماسية مع كلا الطرفين المتعاقدين كرئيس لهيئة التحكيم . ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة أشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة أشهر ، ابتداء من تاريخ ابلاغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنبته في عرض النزاع على هيئة التحكيم.

٤) إذا لم يتم الإتفاق على المحكمين خلال الأجل المحددة في الفقرة ٣ من هذه المادة ، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة . وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حل عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى نائب الرئيس للقيام بالتعيينات الضرورية . وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حصل عائق دون ممارسته لهذه المهمة ، يدعى العضو الأكثر الأقدمية في محكمة العدل الدولية السذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات المذكورة . وفي كل الأحوال يشترط أن يكون الرئيس من رعايا دولة ثالثة لها علاقات دبلوماسية مع الطرفين.

٥) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس أحكام هذا الإتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي . وتتخذ القرارات بأغلبية الاصوات . وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين.

٦) تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بطرق عملها .



❑ SYRIE



- **Dahir n° 1-02-197 du 20 moharrem 1424 (24 mars 2003) portant publication de la Convention et de son annexe, faites à Damas le 6 chaabane 1422 (23 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République arabe syrienne pour l'encouragement et la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention et son annexe, faites à Damas le 6 chaabane 1422 (23 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République arabe syrienne pour l'encouragement et la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention et de l'annexe précitées,

**A décidé ce qui suit :**

Seront publiées au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention et son annexe, faites à Damas le 6 chaabane 1422 (23 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République arabe syrienne pour l'encouragement et la protection des investissements.

*Fait à Rabat, le 20 moharrem 1424 (24 mars 2003).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre*

Driss Jettou.

(1) *B.O.* n° 5126 du 17 juillet 2003.

Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5125 du 13 jourmada I 1424 (14 juillet 2003).

فقد تطلقتا على مايلي :

### المادة الأولى

#### تعريفات

لأغراض هذه الاتفاقية :

(١) تعني كلمة ( استثمارات ) جميع أنواع الأصول التي يملكها أحد مستثمري طرف متعاقد وتستثمر في إقليم الطرف المتعاقد الآخر في وقت لاحق لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ والذي يقترن بقبول الطرف المضيف بكونه ( استثماراً ) وفقاً لتواقيين وأنظمة تشجيع الاستثمار المرعية لديه .

(٢) تشمل كلمة ( استثمار ) بوجه خاص وليس على سبيل الحصر :

أ- الأموال المنقولة وغير المنقولة المعادة للمشاريع الاستثمارية المشملة بأحد قوانين الاستثمار المرعية في البلد المضيف ، وكذلك الضمانات المتعلقة بها كالأموال العقارية والامتيازات والأروهن الأخرى .

ب- أسهم الشركات وسنداتها والأوراق المالية والحصص في ملكية الشركات والمسوح تداولها وفقاً للتواقيين والأنظمة المرعية في البلدين .

وأي تغيير يطرأ على الشكل القانوني للأصول المستمرة للأشتر على طلبها الاستثماري وذلك وفق الأنظمة المرعية في البلد المضيف

ج- حقوق الملكية الصناعية والفكرية وتشمل الحقوق المتعلقة بالنشر وبراءات الاختراع والعلامات التجارية والأسماء التجارية والتصاميم الصناعية والأسرار التجارية وصعقات التصنيع التقني والمعرفة الحرفية والسمة لتجارية والمستخدمة في مشروع استثمار مرخص وفق أحكام أحد قوانين الاستثمار المرعية لديها .

(٣) تعني كلمة ( مستثمر )

أ- الأشخاص الطبيعيين من جنسية أحد الطرفين المتعاقدين بموجب قوانينه ويمارسون النشاط الاستثماري في إقليم الطرف المتعاقد الآخر وفقاً لتواقيين وأنظمة تشجيع الاستثمار المرعية لديه .

ب- الأشخاص الاعتباريون (الكليات والوحدات المعترف لها بهذه الشخصية ) وفق قوانين الطرف المتعاقد مثل الشركات والمؤسسات العامة والخاصة والمشاركة الذين يمارسون النشاط الاستثماري في بلد الطرف المتعاقد الآخر .

(٤) تعني كلمة ( عوائد ) المبالغ الصافية الناتجة عن الاستثمار وفقاً للتواقيين النافذة في البلد المضيف بما فيها على وجه الخصوص وليس الحصر الأرباح وأرباح الأسهم .

(٥) تعني كلمة ( إقليم )

أ- بالنسبة للمملكة المغربية :

تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي وعلى امتداد البحر والأصقاط الإقليمية للمياه المتاخمة للشواطئ المغربية والموجودة ماوراء المياه الإقليمية والمنطقة الاقتصادية الخالصة والتي يمارس عليها المغرب طبقاً للقانون الداخلي والقانون الدولي حقوقه السيادية بهدف استكشاف واستغلال موارد الطبيعة (الجرف قاري) .

تظهر شريف رقم 1.02.197 صادر في 20 من محرم 1424 (24 مارس 2003) بنشر الاتفاقية وملحقها الموقعين بدمشق في 6 شعبان 1422 (23 أكتوبر 2001) بين المملكة المغربية والجمهورية العربية السورية لتشجيع وحماية الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية وملحقها الموقعين بدمشق في 6 شعبان 1422 (23 أكتوبر 2001) بين المملكة المغربية والجمهورية العربية السورية لتشجيع وحماية الاستثمارات :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية والملحق المذكورين حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهورنا الشريف هذا، الاتفاقية وملحقها الموقعين بدمشق في 6 شعبان 1422 (23 أكتوبر 2001) بين المملكة المغربية والجمهورية العربية السورية لتشجيع وحماية الاستثمارات.

وحرر بالرباط في 20 من محرم 1424 (24 مارس 2003).

وقته بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

\*

\* \*

### اتفاقية

#### بين

### المملكة المغربية والجمهورية العربية السورية

#### لتشجيع وحماية الاستثمارات

إن حكومة المملكة المغربية ،

وحكومة الجمهورية العربية السورية ،

المشار إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ،

رغبة منهما في توسيع التعاون الاقتصادي وتنميته لما فيه مصلحة البلدين ، وإقراراً منهما بضرورة توفير المناخ الاستثماري المناسب لتشجيع مواطنيهما على استثمار جزء من مدخراتهم في إقامة المشاريع الاقتصادية والخدمية في بلد الطرف الآخر ،

به يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها والانتفاع بها أو التصرف بها " معاملة لا تقل لأفضلية " عن تلك التي يمنحها لمستثمريه .

#### المادة الرابعة

##### التأميم ونزع الملكية

(1) لا تخضع استثمارات مستثمري أي من الطرفين المتعاقدين للتأميم أو المصادرة أو لية إجراءات أخرى ذات تأثير مماثل بشكل مباشر أو غير مباشر في إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلا إذا كان ذلك لأغراض عامة وعلى أساس غير تمييزي وفي مقابل دفع تعويض عادل طبقاً للإجراءات القانونية وبدون تأخير لا مبرر له .

(2) يكون التعويض العادل مبنياً على أساس قيمة السوق الحقيقية في اليوم السابق مباشرة لليوم الذي اتخذت فيه إجراءات نزع الملكية أو التأميم .

(3) يمنح الطرف المتعاقد الملزم بمبدأ التعويض مدة ستة أشهر من تاريخ تحديد قيمة التعويض وفي حالة التأخير في الأداء تخضع عن التعويض فائدة بسعر السوق من تاريخ استحقاقها ولغاية تاريخ الأداء .

ويؤدى التعويض للمستثمرين بعملة قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية .

#### المادة الخامسة

##### التعويضات

يعامل المستثمرون القانونيون لأي من الطرفين المتعاقدين ممن تلحق باستثماراتهم خسائر في أراضي الطرف المتعاقد الآخر بسبب نشوب حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ أهلية أو صيaban مدني ، معاملة لا تقل عن تلك المعاملة التي يمنحها الطرف المتعاقد الآخر للمستثمرين من رعاياه فيما يتعلق باسترداد أموالهم أو التعويض عن الأضرار أو التعويضات الأخرى .

#### المادة السادسة

##### تحويل رأس المال والعائدات

يسمح كل من الطرفين المتعاقدين بإعادة تحويل رأس المال المحول وعائداته المستثمرة أصولاً في أرضيه إلى الخارج بنفس العملة التي ورد بها أصلاً أو بأية عملة قابلة للتحويل بحرية وبدون تأخير وفق قوانين وأنظمة الاستثمار النافذة وذلك بعد أداء الواجبات الضريبية ويشمل ذلك على سبيل المثال :

(1) رأس المال المستثمر بما فيه العوائد المعاد استثمارها لغرض صيانة أو زيادة الاستثمار .

(2) الأرباح أو حصة أرباح الأسهم أو العائدات الأخرى المستحقة عن أي استثمار يقوم به مستثمر في البلد المتعاقد الآخر وفق قوانين الاستثمار النافذة فيه .

به بالنسبة للجمهورية العربية السورية :

يقصد بتسيير سورية (الجمهورية العربية السورية) بمطامها الجغرافي . وهي تعني أرض الجمهورية العربية السورية ، بما في ذلك البحر الإقليمي والبر القاري وبلطن الأرض تحتها والفضاء الجوي فوقها وجميع المناطق الأخرى الواقعة خارج المساء الإقليمية السورية، حيث تمارس عليها سورية حق السيادة طبقاً للحقوق الدولية ولتشريعاتها الوطنية لغايات استخراج واستثمار الموارد الطبيعية والحيوية والمنجمية وكافة الحقوق الأخرى التي تتولد في المياه والأرض وتحت قاع البحر .

#### المادة الثانية

##### تشجيع وحماية الاستثمارات

(1) يشجع كل من الطرفين المتعاقدين ويهيئ ظروفًا مواتية للمستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر لاستثمار رؤوس الأموال في إقليمه ويقبل مثل هذه الاستثمارات وفق قوانينه وأنظمتها الوطنية .

(2) يقدم كل من الطرفين المتعاقدين التسهيلات والتدابير اللازمة للدخول والخروج والإقامة والعمل للمستثمر ولمن تتصل أعمالهم اتصالاً دافئاً أو مؤقتاً بالاستثمار من خبراء وإداريين وقنيين وعمال وفقاً للتشريعات والقوانين المعمول بها في البلد المضيف .

(3) يلتزم كل من الطرفين المتعاقدين بمنح معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات المستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر وتتمتع هذه الاستثمارات بالحماية والأمن الكاملين ، كما يلتزم بالالتزام بإدارة أو صيانة أو استخدام أو تحريك أو التمتع أو التنازل عن الاستثمار الذي يقوم به المستثمرون التابعون للطرف المتعاقد الآخر في إقليمه وكذلك الشركات والمشاريع التي تمت فيها هذه الاستثمارات خاضعة لأية إجراءات تمييزية غير مبررة قانوناً .

(4) تتمتع الاستثمارات وعائداتها التي يوظفها الأشخاص الطبيعيون أو الاعتباريون في بلد الطرف المتعاقد الآخر بالتسهيلات والحوافز ولشكالت التشجيع الأخرى بما فيها الإعفاءات من الضرائب والرسوم المنصوص عليها في قوانين وأنظمة الاستثمار المرعية في البلد المضيف للاستثمار التي تم الترخيص لها .

وتستفيد هذه الاستثمارات وعائداتها من المزايا المقررة بموجب الاتفاقية العربية لاستثمار رؤوس الأموال العربية المعقودة في نطاق جامعة الدول العربية لعام 1980 والتعديلات لاحقة بها والتي يكون كل من الطرفين المتعاقدين طرفاً فيها ومصانفاً عليها أصولاً .

#### المادة الثالثة

##### معاملة الاستثمارات

آء كل طرف متعاقد أن يضمن معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر المنشأة وفق قوانين وأنظمة تشجيع الاستثمار لديه ويجب أن تكون هذه المعاملة أقل رعاية من تلك الممنوحة والمطابقة على رعاياه .

إذا لم يحن أحد الطرفين المتعاقدين محكمه ولم يبرأ دعوة الطرف المتعاقد الآخر لإجراء ذلك التحين خلال شهرين يجب تعيين ذلك المحكم بناءً على طلب ذلك الطرف المتعاقد من جانب أمين عام جامعة الدول العربية .

إذا تعرض على كلا المحكمين التوصل إلى اتفاق حول اختيار رئيس الهيئة التحكيمية خلال شهرين بعد تعيينهما يجب تعيين ذلك الرئيس بناءً على طلب أي من الطرفين المتعاقدين من جانب أمين عام جامعة الدول العربية .

مع مراعاة الأحكام الأخرى التي تنق عليها الطرفان المتعاقدان ، تقرر الهيئة التحكيمية إجراءاتها القانونية .

يحمل كل طرف متعاقد نفقات المحكم الذي عينه ونفقات تمثيله في الجلسات التحكيمية ويشترك الطرفان المتعاقدان في تحمل نفقات رئيس الهيئة التحكيمية والنفقات المتبقية بالتساوي .

تكون قرارات الهيئة التحكيمية نهائية وملزمة لكل طرف متعاقد .

### المادة التاسعة

#### الدولة الأكثر رعاية

يمنح كل من الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر معاملة لدولة الأكثر رعاية في مجال تطبيق أحكام هذه الاتفاقية .

للا التزام هذه المعاملة الأكثر رعاية لأحد الطرفين المتعاقدين بمنح مستثمري الطرف الآخر أية معاملة أو مزايا أو أفضلية ناتجة عن مالي :

- 1- اتحاد اقتصادي .
- 2- اتحاد جمركي .
- 3- سوق مشتركة .
- 4- التجارة الحدية .
- 5- أي اتفاق أو ترتيب دولي أو تشريع محلي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي .
- 6- مناطق التجارة الحرة عدا تلك التي يكون فيها كلا البلدين عضواً فيها .

### المادة العاشرة

#### الحصول

- 1- إذا كان المستثمر المرخص به أصولاً لمستثمر من أحد الطرفين المتعاقدين مؤمناً عليه ضد المخاطر غير التجارية بموجب نظام محدث بقانون وبموافقة الطرف المتعاقد الآخر فإن أي حلول للضمان بنجم عن شروط اتفاق الضمان يجب أن يعترف به من قبل الطرف المتعاقد الآخر .
- 2- أن يكون الضمان مخولاً بممارسة أي حقوق أخرى غير تلك التي يكون المستثمر مخولاً بممارستها بموجب أحكام هذه الاتفاقية .
- 3- إن الخلاف بين طرف متعاقد ومثل هذا الضمان يتم تسويته بموجب أحكام المادة السابعة من هذه الاتفاقية .

3) الأموال الناتجة عن التصفية الكلية أو الجزئية لأي استثمار يقوم به مستثمرون من بلد المتعاقد الآخر .

4) سداد أقساط قروض التي يحصل عليها بمعرفة البلد المضيف للاستثمار بالعملة الأجنبية من الخارج بغرض تمويل الاستثمار أو التوسع فيه .

5) الترميزات المنكسورة في المادتين (4 و 5) من هذه الاتفاقية والمدفوعات المتحصلة عن منازعات مرتبطة بالمشروع .

### المادة السابعة

#### تسوية المنازعات بين المستثمر والدولة المضيفة

1- تتم تسوية الخلافات المتعلقة بمختلف أوجه الاستثمار والأنشطة المتصلة بها والمادة لأحد الطرفين المتعاقدين أو رعاياها عن طريق التوفيق .

2- وإذا تعذر تسوية هذا النزاع بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداءً من تاريخ تبليغه كتابية بعرض النزاع باختيار المستثمر على :

أ- إما على التحكيم .

ب- إما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي أجاز الاستثمار في إقليمه .

ج- أو إما على محكمة الاستثمار العربية المحدثه وفق أحكام الفصل السادس من الاتفاقية الموحدة لاستثمار رؤوس الأموال في الدول العربية وملحقها التي وافق عليها المجلس الاقتصادي والاجتماعي العربي بقراره رقم 841 بتاريخ 1980/9/10 .

و- يعتبر هذا الاختيار نهائياً وملزماً للمستثمر .

3- في حال حلول الضمان محل المستثمر في أي من حالات النزاع التي نصت عليها أحكام هذه الاتفاقية في مجال الترميزات عن الاستثمار المرخص به ، فيكون من حق الضمان متابعة إجراءات التحكيم أو رفع الدعوى القضائية أمام القضاء الوطني أو محكمة الاستثمار العربية ويكون له نفس حقوق المستثمر .

4- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استناداً إلى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يتم الاستثمار في إقليمه وكذلك القواعد المتعلقة بتنازع القوانين وأحكام هذا الاتفاق .

5- تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة للطرفي النزاع ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذها طبقاً لقانونه الوطني .

### المادة الثامنة

#### تسوية المنازعات بين الطرفين المتعاقدين

يتم تسوية أي خلاف بين الطرفين المتعاقدين حول تفسير نصوص هذه الاتفاقية بالتشاور بين ممثلي الطرفين المتعاقدين ، أما إذا كان الخلاف ناشئاً عن تطبيق هذه الاتفاقية فيمكن إذا لم يتم التوصل إلى اتفاق ودي بينهما خلال اثني عشر شهراً بعد بدء الخلاف ، بناءً على طلب أحد الطرفين المتعاقدين ، اللجوء إلى هيئة تحكيم من ثلاثة أعضاء .

وعلى كل طرف متعاقد أن يعين محكماً واحداً ويجب على هذين المحكمين أن يعينا رؤساً للهيئة التحكيمية يكون مواطناً من بلد ثالث .

### ملحق بالاتفاقية

استنادا إلى أحكام اتفاقية تشجيع وحماية الاستثمارات المعمودة بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية العربية السورية المعمودة بدمشق بتاريخ ٢٣ تشرين الأول (أكتوبر) ٢٠٠١ م الموافق ٦ شعبان ١٤٢٢ هـ .

اتفق الطرفان المتعاقدان على تشكيل لجنة مشتركة برئاسة الوزيرين المختصين أو من ينوب عنهم وتضم في عضويتها ممثلي الوزارات والجهات المعنية في كلا البلدين .  
يكون من مهامها مايليـــــــــــــــــــــــ :

١- متابعة تنفيذ أحكام هذه الاتفاقية ومعالجة الخلافات والصعوبات التي قد تنشأ أثناء تنفيذها واقتراح الحلول المناسبة لتسويتها بما في ذلك تفسير أحكامها .

٢- بحث الوسائل والسبل التي تؤدي إلى تشجيع الاستثمارات بين الطرفين المتعاقدين .

٣- بحث سبل ووسائل إنشاء وتمويل المشروعات المشتركة في كلا البلدين .

٤- دراسة المقترحات التي تحال إليها من الجهات المعنية في البلدين في مجال تطبيق أحكام الاتفاقية .

٥- القيام بدور توعفي للخلافات المتعلقة بالنشاط الاستثماري والعمل على حلها ودبا بناء على طلب أحد المستثمرين في البلدين .

وتجتمع اللجنة المشتركة بصورة دورية في دمشق والرباط وكلما اقتضت الحاجة لذلك .

حررت ووقعت بدمشق في ٦/شعبان ١٤٢٢ هـ الموافق لـ ٢٣/تشرين الأول(أكتوبر) ٢٠٠١ م .

عن  
حكومة الجمهورية العربية السورية  
وزير الاقتصاد والتجارة الخارجية

الدكتور محمد العمادي

عن  
حكومة المملكة المغربية  
وزير الصناعة والتجارة  
والطاقة والمعادن

مصطفى المنصورى

### المادة الحادية عشرة

#### الدخول في حيز التنفيذ

تصبح هذه الاتفاقية سارية المفعول بعد ( ٣٠ ) يوما من تاريخ آخر الإشعارين باستكمال إجراءات المصادقة عليها وفق القواعد القانونية المعمدة من قبل الطرفين المتعاقدين .

#### المادة الثانية عشرة

##### المدة والانهاء

تسري هذه الاتفاقية لمدة عشر سنوات ، تجدد بعدها تلقائياً لمدة مماثلة ما لم يتم أحد الطرفين المتعاقدين بإخطار الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهائها قبل سنة واحدة من تاريخ انتهاء سريتها ، وتبقى الاستثمارات المنجزة قبل تاريخ إنهائها خاضعة لها لمدة عشر سنوات من تاريخ هذا الإنهاء .

حررت ووقعت بدمشق في ٦/شعبان ١٤٢٢ هـ الموافق لـ ٢٣/تشرين الأول(أكتوبر) ٢٠٠١ م .

عن  
حكومة الجمهورية العربية السورية  
وزير الاقتصاد والتجارة الخارجية

الدكتور محمد العمادي

عن  
حكومة المملكة المغربية  
وزير الصناعة والتجارة  
والطاقة والمعادن

مصطفى المنصورى

## ❑ TCHÉQUIE

- **Dahir n° 1-02-155 du 18 rabii II 1424 (19 juin 2003) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque pour la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque pour la promotion et la protection réciproques des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque pour la promotion et la protection réciproques des investissements.

*Fait à Rabat, le 18 rabii II 1424 (19 juin 2003).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Driss Jettou.

\*  
\* \* \*

(1) *B.O.* n° 5162 du 20 novembre 2003.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5159 du 15 ramadan 1424 (10 novembre 2003).

## Accord entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque pour la promotion et la protection réciproques des investissements

Le Royaume Du Maroc

et

La République Tchèque,

dénommés ci-après « Parties contractantes »

Désireux de renforcer la coopération économique au profit mutuel des deux Etats.

Visant à créer et à maintenir des conditions favorables pour les investissements des investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante, et

Conscients du fait que la promotion et la protection réciproques des investissements, conformément à cet Accord, encouragent les initiatives d'affaires dans ce domaine.

**Sont convenus de ce qui suit :**

### Article premier : Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct investis dans toutes sociétés ou entreprises dans tous les secteurs d'activité économique par un investisseur d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante, conformément aux lois et règlements de cette dernière. il inclut notamment, mais pas exclusivement :
  - a) les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout autre droit de propriété tels que hypothèques, privilèges, gages et droits similaires ;
  - b) actions, titres et obligations des sociétés ou tout autre forme de participations dans une société ;
  - c) créances monétaires ou toutes autres prestations ayant une valeur économique liées à un investissement ;
  - d) droits de propriété intellectuelle liés à un investissement, y compris les droits d'auteur, les marques commerciales, les brevets d'invention, les dessins industriels, les procédés techniques, le Know-how, les secrets commerciaux, les noms commerciaux et la clientèle ;
  - e) les concessions de droit public y compris les concessions de recherche d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles ;

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs sont investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'investissement au sens du présent Accord,

2. Le terme « investisseur » désigne toute personne physique ou morale qui investit sur le territoire de l'autre Partie contractante.



- a) le terme « personne physique » désigne toute personne physique ayant la nationalité de l'une des Parties contractantes conformément à sa législation ;
  - b) le terme « personne morale » désigne toute entité ayant son siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituée conformément à sa législation.
3. Le terme « revenus » désigne les montants nets d'impôts rapportés par un investissement et notamment, mais pas exclusivement, les profits, les intérêts, les revenus du capital, les actions, les dividendes et les redevances.
4. Le terme « territoire » désigne :
- a) pour le Royaume du Maroc: le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
  - b) pour la République Tchèque: le territoire sur lequel la République Tchèque exerce en vertu de la législation tchèque et conformément au droit international ses droits suprêmes.

## **Article 2: Promotion et protection des investissements**

1. Chaque Partie contractante encouragera et créera, pour les investisseurs de l'autre Partie contractante, des conditions favorables pour effectuer des investissements sur son territoire et admettra ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement effectué conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérés comme un nouvel investissement.

2. Les investissements des investisseurs de chaque Partie contractante recevront à tout moment un traitement juste et équitable et jouiront d'une protection et d'une sécurité entières sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Les revenus de l'investissement, et en cas de leur réinvestissement, conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

## **Article 3: Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée**

1. Chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investissements et revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable et non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements

et revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et revenus des investisseurs de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, la maintenance, l'utilisation, la jouissance et la cession de leurs investissements, un traitement juste et équitable et non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou à ceux de tout Etat tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de cet article ne seront pas interprétées de façon à obliger une Partie contractante à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège qu'elle pourrait accorder en vertu :
  - a) d'une union douanière, une zone de libre-échange, une union monétaire ou un accord international similaire visant la création de telles unions ou institutions ou autres formes de coopération régionale auxquelles une Partie contractante adhère ou pourrait adhérer ;
  - b) de tout accord international ou arrangement concernant la fiscalité.

#### **Article 4 : Dédommagement pour pertes**

1. Lorsque les investissements effectués par les investisseurs d'une Partie contractante subissent des pertes dues à une guerre, un conflit armé, un état d'urgence national, une révolte, une insurrection, une émeute ou autres événements similaires sur le territoire de l'autre Partie contractante, ils bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable et non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou autre dédommagement, le traitement le plus favorable étant retenu.
2. Sans préjudice du paragraphe 1 de cet article, les investisseurs d'une Partie contractante qui, à l'occasion des événements visés dans ce paragraphe, subissent, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des pertes résultant :
  - a) de la réquisition de leurs biens par les forces armées ou par les autorités.
  - b) de la destruction de leurs biens, par les forces armées ou par les autorités, non causée par des opérations de combat ou non requise par la nécessité de la situation, bénéficieront d'une indemnisation juste et adéquate pour les pertes subies durant la période de réquisition ou résultant de la destruction des biens. Les paiements y afférents seront librement transférables en monnaie librement convertible et sans retard.

### Article 5: Expropriation

Les investissements des investisseurs de chaque Partie contractante ne seront pas nationalisés, expropriés ou objets de mesures ayant un effet équivalent à la nationalisation ou à l'expropriation (ci-après désignés comme « expropriation ») sur le territoire de l'autre Partie contractante, sauf pour des raisons d'intérêt public. L'expropriation aura lieu selon une procédure légale, sur une base non discriminatoire et sera accompagnée par des dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité juste et équitable. Le montant de l'indemnité correspondra à la valeur du marché de l'investissement exproprié à la veille du jour où l'expropriation est rendue publique. Le paiement de l'indemnité sera effectué sans retard, en monnaie convertible et librement transférable. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt à compter de la date d'expropriation.

### Article 6: Transferts

1. Les Parties contractantes garantiront le libre transfert des avoirs liquides nets relatifs aux investissements. Ces transferts seront effectués en monnaie librement convertible, sans aucune restriction ni retard injustifié. Ces transferts comprennent notamment, mais pas exclusivement :
  - a) un capital ou un montant additionnel destiné à maintenir ou à accroître un investissement ;
  - b) les bénéfices, intérêts, dividendes et autres revenus courants ;
  - c) les fonds nécessaires au remboursement des emprunts relatifs à l'investissement ;
  - d) les redevances et les honoraires ;
  - e) les produits de la vente ou de la liquidation de l'investissement ;
  - f) les indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - g) les salaires et autres rémunérations conformément à la réglementation en vigueur revenant aux ressortissants d'une Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert en vertu de la réglementation des changes en vigueur concernant les obligations procédurales nécessaires.
3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

### Article 7: Subrogation

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle d'une Partie contractante ou de son organisme désigné, couvrant les risques non commerciaux des investissements,

des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.

2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Les réclamations ou les droits subrogés ne seront pas plus étendus que les réclamations ou les droits initiaux de l'investisseur.
4. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 8 du présent Accord.

#### **Article 8 : Règlement des différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis au choix de l'investisseur :
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué ;
  - b) soit pour arbitrage au Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.) créé par la « Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats » ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis à cette procédure d'arbitrage.

3. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. Le tribunal statuera sur la base du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des

termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.

5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 9: Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Tout différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties contractantes par des consultations.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties: celle-ci se réunit sans délai, à la demande de l'une ou de l'autre Partie contractante.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des parties contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante:

Chaque Partie contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat Tiers, comme Président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le Président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties contractantes, sera invité à procéder auxdites nominations.
6. Le Tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties contractantes.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.

8. Chaque Partie contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

#### **Article 10 : Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractantes peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### **Article 11 : Application**

Le présent Accord couvre également, en ce qui concerne son application future, les investissements effectués en devises, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

#### **Article 12 : Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties contractantes des procédures constitutionnelles dans leur pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans, à moins que l'une des Parties contractantes, ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité. Il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat le 11 juin 2001 en deux originaux, chacun en langues arabe, tchèque et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence, le texte français prévaudra.

- **Dahir n° 1-10-136 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication du Protocole additionnel fait à Rabat le 19 mars 2010 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque, portant modification de l'Accord relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole additionnel fait à Rabat le 19 mars 2010 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque, portant modification de l'Accord relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur du Protocole additionnel précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole additionnel fait à Rabat le 19 mars 2010 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque, portant modification de l'Accord relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque.

*Fait à Casablanca, le 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abdel-Ilah Benkiran.

(1) *B.O.* n° 6232 du 20 février 2014.

Voir le texte du Protocole dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6232 du 20 rabii II 1435 (20 février 2014).

ظهير شريف رقم 1.10.136 صادر في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013) بنشر البروتوكول الإضافي الموقع بالرباط في 19 مارس 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك المتعلق بتعديل الاتفاق بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل الموقع بالرباط في 11 يونيو 2001.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على البروتوكول الإضافي الموقع بالرباط في 19 مارس 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك المتعلق بتعديل الاتفاق بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل الموقع بالرباط في 11 يونيو 2001 ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول البروتوكول الإضافي المذكور حيز التنفيذ ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، البروتوكول الإضافي الموقع بالرباط في 19 مارس 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك المتعلق بتعديل الاتفاق بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل الموقع بالرباط في 11 يونيو 2001. وحرر بالدار البيضاء في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013).

وقعه بالمطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

\*

\* \*



**بروتوكول إضافي  
بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك المتعلق بتعديل الاتفاق  
بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك بشأن تشجيع وحماية  
الاستثمارات على وجه التبادل، الموقع بالرباط في 11 يونيو 2001**

إن ممثلي المملكة المغربية وجمهورية التشيك،

اعتبارا لرغبة المملكة المغربية وجمهورية التشيك في تعديل الاتفاق المبرم بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل، الموقع بالرباط بتاريخ 11 يونيو 2001 ( المشار إليه بـ "الاتفاق" ) وذلك لاحترام التزامات كل من الطرفين المتعاقدين و المترتبة عن الانضمام الحالي أو المستقبلي للمملكة المغربية لأي اتحاد اقتصادي إقليمي و عضوية جمهورية التشيك في الاتحاد الأوروبي؛

واعترافا بكون جمهورية التشيك ملزمة، وفقا للمادة 307 من الاتفاق المؤسس للمجموعة الأوروبية، بإزالة عدم التوافق بين قانون المجموعة الأوروبية وكل الاتفاقيات الدولية التي أبرمتها بما في ذلك عدم التوافق الموجود في نص الاتفاق؛

إقرارا، بالتالي، بوجوب تعديل الاتفاق وذلك لإزالة عدم التوافق الموجود.

اتفقوا على ما يلي:

### المادة الأولى

ت حذف الفقرة 3 من المادة 3 من الاتفاق و تعوض بالفقرتين 3 و 4 التاليتين:

«3. إن مقتضيات المادة 3 من الاتفاق المتعلقة بالمعاملة غير التفضيلية ومعاملة الدولة الأكثر رعاية لا تطبق على الامتيازات والمزايا الممنوحة من جانب طرف متعاقد، بموجب مشاركته أو انتمائه الحالي أو المستقبلي لاتحاد جمركي، أو لاتحاد اقتصادي أو نقدي أو لسوق مشتركة أو منطقة تبادل حر إلى، (أ) مستثمري الدول الأعضاء في ذلك الاتحاد أو السوق المشتركة أو منطقة التبادل الحر (ب) مستثمري دولة ثالثة بموجب اتفاق أو توافق بين تلك الدولة الثالثة و الاتحاد الجمركي، أو الاتحاد الاقتصادي أو النقدي، أو منطقة التبادل الحر التي ينتمي إليها أو سينتمي إليها الطرف المتعاقد السالف الذكر.

إن مقتضيات هذه الفقرة تطبق على المعاملة الممنوحة من طرف جمهورية التشيك بموجب التزاماتها كعضو في الاتحاد الأوروبي.

4. إن مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة لا تطبق على الامتيازات التي يمنحها طرف متعاقد لمستثمري دولة ثالثة بموجب اتفاقية تتعلق بتجنب الازدواج الضريبي أو أي اتفاق آخر على وجه التبادل يتعلق بالنظام الجبائي».

### المادة الثانية

تعديل المادة 6 من الاتفاق بإضافة فقرتين جديدتين بعد الفقرة الأولى التي تبقى دون تغيير، وذلك على النحو التالي:

«2. بغض النظر عن مقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة، واعتباراً للالتزامات المرتبطة بتحويل رؤوس الأموال المترتبة عن انضمامه لتجمع اقتصادي إقليمي، يمتلك كل طرف متعاقد الحق في تحديد حرية تحويل الأصول السائلة الصافية المتعلقة بالاستثمارات. تشمل التدابير الحمائية المنصوص عليها في هذه الفقرة:

- التدابير المعتمدة من طرف المجموعة الأوروبية والتي يتعين على جمهورية التشيك احترامها بموجب التزاماتها كعضو في الاتحاد الأوروبي؛
- التدابير المتخذة من لدن أي طرف متعاقد في الحالات التالية:

- (أ) في حالة حدوث صعوبات جسيمة في ميزان الأداوات، وصعوبات متعلقة بالمالية الخارجية أو تهديد بحدوث مثل هذه الصعوبات، أو
- (ب) في ظروف استثنائية، عندما تحدث تحركات رؤوس الأموال أو تهدد بإحداث صعوبات جسيمة في تنفيذ السياسة الماكرواقتصادية.

3. تكون التدابير المتخذة من لدن كل طرف متعاقد بمقتضى الفقرة 2 من هذه المادة:

- (أ) محايدة، وغير تصفية و تتخذ بحسن نية؛
- (ب) لا تتجاوز مدة اللجوء إليها الفترة الضرورية لمواجهة الظروف التي اتخذت من أجلها؛
- (ج) يتم على الفور إخطار الطرف المتعاقد الآخر بشأنها».

ترقم الفقرتان المرقمتان في السابق ب 2 و 3 من المادة 6، على التوالي، ب 4 و 5 دون أن يتم تغيير محتواهما.

### المادة الثالثة

تضاف مادة جديدة مرقمة ب 10 و معنونة ب "مصالح أمنية أساسية" بعد المادة 9 المتعلقة ب" تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقدين" ويكون مضمون نص المادة الجديدة كالآتي:

«1. لا يمكن تأويل أي مقتضى من هذا الاتفاق على أنه يحول دون اتخاذ أي طرف متعاقد للتدابير التي يراها ضرورية لحماية مصالحه الأمنية الأساسية بما في ذلك حماية تخليق الحياة العامة والحفاظ على النظام العام وحماية الصحة العمومية و البيئة.

2. تشمل المصالح الأمنية الأساسية لكل طرف متعاقد، المصالح الأمنية الأساسية التي يتعين على كل طرف من الطرفين المتعاقدين حمايتها بحكم التزاماته بصفته عضوا في اتحاد جمركي، أو اتحاد اقتصادي أو نقدي أو سوق مشتركة أو منطقة للتبادل الحر».

#### المادة الرابعة

يعاد ترقيم المواد المالية للمادة 9، وذلك اعتبارا لإدخال المادة الجديدة رقم 10 في نص الاتفاق.

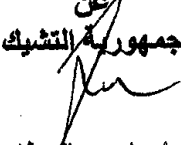
#### المادة الخامسة

يشكل هذا البروتوكول الإضافي جزءا لا يتجزأ من هذا الاتفاق ويخضع للإجراءات القانونية التي تتطلبها التشريعات الخاصة بالطرفين المتعاقدين قصد دخوله حيز التنفيذ.

#### المادة السادسة

يدخل هذا البروتوكول الإضافي حيز التنفيذ في اليوم التسعين (90) من تاريخ استلام آخر الإشعارين المكتوبين المتعلقين باستكمال الإجراءات المطلوبة في التشريع الداخلي لكل طرف متعاقد من أجل دخوله حيز التنفيذ، ويظل ساري المفعول طيلة مدة صلاحية الاتفاق بشأن تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك.

وحرر بالرباط بتاريخ 19 مارس 2010 في نظيرين أصليين باللغات العربية والتشكية والفرنسية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. وفي حالة الاختلاف في التأويل يرجح النص الفرنسي.

عن  
جمهورية التشيك  
  
إدوارد جانووشا  
وزير المالية

عن  
المملكة المغربية  
  
صلاح الدين المزوار  
وزير الاقتصاد و المالية

□ TUNISIE

- **Dahir n° 1-99-24 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention faite à Tunis le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République tunisienne pour l'encouragement et la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Tunis le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République tunisienne pour l'encouragement et la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Tunis le 28 janvier 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République tunisienne pour l'encouragement et la protection des investissements.

*Fait à Rabat, le 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Abbas El Fassi.

---

(1) *B.O.* n° 6184 du 5 septembre 2013.

Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6184 du 28 chaoual 1434 (5 septembre 2013).

**ظهير شريف رقم 1.99.24 صادر في فاتح رمضان 1432 (2 أغسطس 2011) بنشر الاتفاقية  
الموقعة بتونس في 28 يناير 1994 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية  
لتشجيع وحماية الاستثمارات.**

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بتونس في 28 يناير 1994 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة  
الجمهورية التونسية لتشجيع وحماية الاستثمارات ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بتونس في 28 يناير 1994  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية لتشجيع وحماية الاستثمارات.

وحرر بالرباط في فاتح رمضان 1432 (2 أغسطس 2011).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة ،

الإمضاء : عباس الفاسي.

\*

\* \*

## اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية لتشجيع وحماية الاستثمارات

\*\*\*

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية والمشار اليهما في ما بعد "بالطرفين المتعاقدين".

- انطلاقا من هدف تحقيق الاندماج الاقتصادي لدول اتحاد المغرب العربي ،

- ورغبة منهما في توثيق العلاقات الاقتصادية وتكثيف التعاون وتدعيم التنمية في البلدين ،

- واقتناعا منهما بان الحماية المتبادلة للاستثمارات بموجب اتفاق ثنائي من شأنه دفع المبادرات الاقتصادية الخاصة ودعم ازدهار البلدين ،

- وشعورا منهما بضرورة منح معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات رعايا كل من الطرفين المتعاقدين المنجزة بتراب الطرف المتعاقد الآخر .

اتفقتا على ما يلي :

### الفصل 1 : تعاريف

حسب مفهوم هذه الاتفاقية :

1 - تطلق عبارة " استثمارات " على جميع اصناف المكاسب التي تكونت او المعترف بها في تراب البلاد المضيف وفقا لقوانينه وتراثيبه المعمول بها ، وتشمل خاصة وبدون حصر :

أ - الاملاك المنقولة والعقارات وكذلك كل حق عيني آخر كالرهون العقارية والامتيازات والضمانات والحقوق المماثلة .

ب - قيم واسهم وحصص وسندات الشركات وكذلك اي صيغ اخرى للمساهمة في تلك الشركات .

ج - الديون وكذلك كل خدمة بمقابل ناتجة عن عقد .

د - حقوق الملكية الفكرية والعناصر غير المادية المتعلقة باصول تجارية .

هـ - حقوق الامتياز التجارية الممنوحة بموجب قانون او عقد بما في ذلك الحقوق المتعلقة باستخراج واستغلال والبحث عن الموارد الطبيعية .

كل تغيير في شكل الاستثمارات المنجزة لا يؤثر على تصنيفها كاستثمارات شريطة ان لا يكون هذا التغيير مخالفا لتشريع الطرف المتعاقد الذي انجزت الاستثمارات على ترابه .

2 - تطلق عبارة "عائدات" على المبالغ المتولدة من استثمار كالارباح والفوائد والارباح الموزعة على الاسهم والاتوات .

3 - تطلق عبارة "مستثمر" على :

أ - كل شخص طبيعي يحمل جنسية احد الطرفين المتعاقدين بمقتضى التشريع الجاري به العمل في تراب هذا الطرف ويقوم باستثمار في تراب الطرف المتعاقد الآخر .

ب - كل شخص معنوي انشئ طبقا لتشريع احد الطرفين المتعاقدين ويكون مقره الاجتماعي في تراب هذا الطرف ويقوم باستثمار في تراب الطرف المتعاقد الآخر .

4 - تطلق عبارة "تراب" بالنسبة لكل طرف متعاقد على التراب الذي يوجد تحت سيادته بما في ذلك البحر الاقليمي وكذلك مناطق الخصائص البحار والمناطق البحرية الاخرى التي يمارس عليها هذا الطرف المتعاقد حقوق سيادة او ولاية وفقا للقانون الدولي .

## الفصل 2 : تشجيع وحماية الاستثمارات

1 - يشجع كل طرف متعاقد استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الاخر المنجزة على ترابه ويقبل هاته الاستثمارات طبقا لتشريعه .



2 - تتمتع الاستثمارات المنجزة ، من قبل مستثمري احد الطرفين المتعاقدين على تراب الطرف المتعاقد الآخر ، بمعاملة عادلة ومنصفة وكذلك بحماية وامن كاملين ويلتزم كل طرف متعاقد بضمان عدم منع التصرف والاستعمال والتمتع او تصفية استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر على ترابه والعمل على عدم عرقلتها بواسطة اجراءات غير عادلة أو تمييزية .

3 - تتمتع عائدات الاستثمارات وكذلك في حالة اعادة استثمارها ، بنفس حماية الاستثمار الاصلي .

### الفصل 3 : المعاملة الوطنية وحكم الدولة الاكثر رعاية

1 - لا يخضع اي من الطرفين المتعاقدين على ترابه ، استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر الى معاملة تقل امتيازًا عن المعاملة الممنوحة لمستثمريه او لمستثمري اي دولة اخرى ، على ان يتم منح المعاملة الاكثر امتيازًا .

2 - لا يخضع اي من الطرفين المتعاقدين على ترابه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الاخر بالنسبة للانشطة المرتبطة باستثماراتهم الى معاملة تقل امتيازًا عن المعاملة الممنوحة لمستثمريه او لمستثمري اي دولة اخرى على ان يتم منح المعاملة الاكثر امتيازًا .

3 - لا تطبق المعاملة المذكورة على المزايا او الامتيازات التي يمنحها طرف متعاقد لمستثمري دولة اخرى :

أ - بموجب مشاركته او عضويته في اتحاد اقتصادي او جمركي او سوق مشتركة او منطقة تبادل حر او منظمة اقتصادية جهوية .

ب - بموجب اتفاق يتعلق بعدم الازدواج الضريبي او اي اتفاق اخر يتعلق بفرض الضرائب .

### الفصل 4 : التأميم ونزع الملكية

لا يمكن تأميم استثمارات مستثمري احد الطرفين المتعاقدين او نزع ملكيتها او اخضاعها لاجراء له نتيجة مشابهة للتأميم او نزع الملكية الا اذا توفرت الشروط التالية :

أ - يقع اتخاذ تلك الاجراءات لفائدة المصلحة العامة وطبقًا للصيغ التي ينص عليها القانون .

ب - تكون الاجراءات المذكورة غير تمييزية .

ج - يتم مرافقة الاجراءات بدفع تعويض عاجل ومنصف وفعلي . ويجب ان يكون مبلغ التعويض مساويا للقيمة السوقية للاستثمارات المعنية في اللحظة التي تسبق مباشرة اعلان هاته الاجراءات للعموم وينجز التعويض بصفة فعلية وبدون تأخير ويكون مبلغه قابلا للمراجعة حسب الاجراءات القانونية .

#### الفصل 5 : التعويض

ينتفع مستثمرو طرف متعاقد الذين تتعرض استثماراتهم على تراب الطرف المتعاقد الآخر الى خسائر ناتجة عن حرب او نزاع مسلح آخر او ثورة او حالة طوارئ وطنية او حالات اخرى شبيهة ، بمعاملة لا تقل امتيازاً عن المعاملة التي يمنحها الطرف المتعاقد الاخر لمستثمريه او لمستثمري اي دولة اخرى ، وذلك في ما يتعلق بالترجيح او المنح او التعويض او جبر ضرر اخر ، على ان يتم منح المعاملة الاكثر امتيازاً ويدفع التعويض المستحق بموجب هذا الفصل بدون تأخير .

#### الفصل 6 : التحويل

1 - يسمح كل طرف متعاقد بخصوص استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، بتحويل الاستثمار وعائداته بكل حرية .

2 - يشمل هذا التحويل خاصة وبدون حصر :

أ - الارباح والفوائد والارباح الموزعة على الاسهم والفوائد الجارية الاخرى

ب - الدفوعات المنجزة لتسديد قروض تم ابرامها بصفة قانونية .

ج - الاتوات ومكافآت اخرى .

د - محصول البيع او التصفية الكلية او الجزئية للاستثمار بما في ذلك مكاسب رأس المال المستثمرة

هـ - التعويضات المنصوص عليها بالفصلين 4 و 5 اعلاه .

3 - يسمح لرعايا كل من الطرفين المتعاقدين الذين تم السماح لهم في العمل بتراب الطرف المتعاقد الآخر بعنوان استثمار في تحويل حصة مناسبة من اجرتهم الى بلدهم الاصلي طبقاً للتشريع المعمول به .

4 - ينجز التحويل بدون تاخير بواسطة عملة قابلة للتحويل ويسعر الصرف الرسمي المعمول به في تاريخ التحويل حسب الاجراءات المنصوص عليها بتشريع البلد المعني .

### **الفصل 7 : حلول محل**

1 - اذا قام مؤمن بمقتضى ضمان قانوني او تعاقد يغطي المخاطر غير التجارية للاستثمار بدفع تعويضات لمستثمر احد الطرفين المتعاقدين ، فان الطرف المتعاقد الآخر يعترف لهذا المؤمن بحق حلول محل المستثمر المعوض له في حقوقه والتزاماته .

2 - وفقا للضمان الممنوح للاستثمار المعني ، يمكن للمؤمن ممارسة كل الحقوق التي كان سيمارسها او يتحملها المستثمر لو لم يحل هذا المؤمن محله وذلك في حدود حصة المخاطر المغطاة .

### **الفصل 8 : تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين**

1 - يقع بقدر الامكان تسوية اي نزاع ينشا بين الطرفين المتعاقدين في ما يخص تفسير او تطبيق هذه الاتفاقية بالطرق الدبلوماسية .

2 - واذا تعذرت تسوية الخلاف بتلك الطرق خلال ستة اشهر ابتداء من بداية المفاوضات يتم عرضه بطلب من احد الطرفين المتعاقدين على هيئة تحكيم .

3 - تتكون هيئة التحكيم بصفة خاصة كما يلي :

يعين كل طرف متعاقد حكما ويختار الحكمان احد رعايا دولة اخرى رئيسا لهيئة التحكيم . ويتم تعيين الحكمين في بحر ثلاثة اشهر والرئيس في بحر خمس اشهر ابتداء من تاريخ استلام اعلان التحكيم .

4 - اذا لم يقع احترام الاجال المبينة بالفقرة اعلاه وفي غياب اي اتفاق اخر ، يمكن لاي من الطرفين المتعاقدين دعوة الامين العام لمنظمة الامم المتحدة للقيام بالتعيينات اللازمة . فاذا كان الامين العام حاملا لجنسية احد الطرفين المتعاقدين او تعذر عليه القيام بهذه المهمة لاي سبب اخر ، يمكن للامين العام المساعد الاقدم في الوظيفة والذي لا يحمل جنسية احد الطرفين المتعاقدين ان يقوم بالتعيينات اللازمة .

5 - تقرر هيئة التحكيم على اساس احترام القانون واحكام هذه الاتفاقية وكذلك مبادئ القانون الدولي .

6 - تحدد الهيئة بنفسها الاجراءات الخاصة بها وتقوم بتفسير القرار بطلب من احد الطرفين المتعاقدين . تتخذ الهيئة قراراتها باغلبية الاصوات ويكون قرارها نهائيا وملزما بالنسبة للطرفين .

7 - يتحمل كل طرف متعاقد المصاريف المتعلقة بالحكم الذي يعينه وكذلك المتعلقة بتمثيله ويتقاسم الطرفان المتعاقدان بالتساوي المصاريف المتعلقة بالرئيس وكذلك المصاريف الاخرى .

### الفصل 9 : تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات

1 - يقبل كل من الطرفين المتعاقدين عرض كل خلاف له صيغة قانونية ينشأ بينه وبين احد رعايا الطرف المتعاقد الاخر بخصوص استثمار مقام على ترابه ، على المركز الدولي لتسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات قصد تسويته عن طريق التوفيق او التحكيم وذلك طبقا للاتفاقية الدولية الخاصة بتسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات التي تنشأ بين الدول ورعايا دول اخرى والمعروضة للتوقيع بواشنطن بتاريخ 18 مارس 1965 .

2 - يمكن لزعايا احد الطرفين المتعاقدين عرض ، على السلط القضائية المحلية للطرف المتعاقد الاخر المضيف للاستثمار ، كل خلاف له صيغة قانونية ينشأ بينهم وبين الطرف المتعاقد الآخر بخصوص الاستثمار المقام على تراب هذا الاخير .

3 - اذا اختار احد رعايا الطرفين المتعاقدين رفع الدعوى امام احدى الجهتين المنصوص عليهما بالفقرتين 1 و 2 من هذا الفصل ، تعذر عليه بعد ذلك رفعها امام الجهة الاخرى .

### الفصل 10 : تطبيق الاتفاقية

تنطبق هذه الاتفاقية على الاستثمارات المنجزة من قبل رعايا احد الطرفين المتعاقدين بتراب الطرف المتعاقد الاخر وفقا لهوائينه وتراتبته المعمول بها .

### الفصل 11 : دخول الاتفاقية حيز التنفيذ

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد ان يعلم كل طرف الطرف المتعاقد الآخر بان الاجراءات الدستورية اللازمة لهذا الغرض قد وقع القيام بها .

## الفصل 12 : المدق والالغاء

تبقى هذه الاتفاقية نافذة المفعول لمدة عشر سنوات وتظل نافذة المفعول بعد ذلك حتى انتهاء مدة اثنتي عشر شهرا ، ابتداء من تاريخ الغائها من قبل احد الطرفين المتعاقدين عن طريق اشعار كتابي يرسل الى الطرف المتعاقد الآخر ، على ان احكام هذه الاتفاقية تبقى نافذة المفعول مدة عشر سنوات أخرى ابتداء من تاريخ انتهاء العمل بها بالنسبة للاستثمارات التي تم القيام بها اثناء سريان مفعول الاتفاقية وذلك مع مراعاة تطبيق قواعد القانون الدولي بعد انقضاء هذه المدة .

واشهادا على ذلك تم التوقيع على هذه الاتفاقية من قبل الممضين اسفله اللذين يمثلن حكوماتهما الصلاحيات اللازمة لهذا الغرض .

وحررت بتونس في 28 / 01 / 1994 في نسختين اصليتين باللغة العربية لكل منهما نفس قوة الاعتماد .

عن حكومة  
الجمهورية التونسية

عن حكومة  
المملكة المغربية

وزير الاقتصاد الوطني

وزير التجارة الخارجية والاستثمارات

الخارجية والصناعة التقليدية

## ❑ TURQUIE

- **Dahir n° 1-98-155 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 8 avril 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Turquie pour l'encouragement et la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !  
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 8 avril 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Turquie pour l'encouragement et la protection des investissements ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

**A décidé ce qui suit :**

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 8 avril 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Turquie pour l'encouragement et la protection des investissements.

*Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).*

Pour contreseing :

*Le Premier ministre,*

Abbas El Fassi.

---

(1) *B.O.* n° 5766 du 3 septembre 2009.

Voir le texte de l'Accord dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5766 du 13 ramadan 1430 (3 septembre 2009).

ظهير شريف رقم 1.98.155 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بنشر  
الاتفاق الموقع بالرباط في 8 أبريل 1997 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية  
تركيا لتشجيع وحماية الاستثمارات.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 8 أبريل 1997 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة  
جمهورية تركيا لتشجيع وحماية الاستثمارات ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة للعمل بالاتفاق المذكور ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 8 أبريل 1997  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تركيا لتشجيع وحماية الاستثمارات.

وحرر بفاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

وقعه بالمطف :

الوزير الأول ،

الإمضاء : عباس الفاسي.

\*

\* \*



## اتفاق

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تركيا  
لتشجيع وحماية الاستثمارات  
\*\*\*\*\*

ان حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تركيا المشار اليهما فيما بعد  
ب " الطرفين المتعاقدين " ؛

رغبة منهما في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي بينهما  
وخاصة عن طريق استثمارات مستثمري احدى الدولتين في اقليم الدولة الاخرى،  
وادراكا منهما لاهمية تشجيع وحماية الاستثمارات على وجه التبادل ، ومدى  
مساهمة ذلك في حفز تدفق الرساميل ومبادرات الأعمال وزيادة الرخاء لكلا  
الدولتين؛

اتفقتا على مايلي :

## المادة الأولى

تعريف

لاغراض هذا الاتفاق :

1) يعني لفظ " استثمار " كل انواع الاصول التي يتم استثمارها وفقا للقوانين  
والانظمة المعمول بها في اقليم كل من الطرفين المتعاقدين، ومنها على سبيل المثال  
وليس الحصر :

أ- الاملاك العقارية والمنقولة ، وكذا حقوق الملكية الاخرى مثل الرهون  
العقارية والرهون الحيازية وحقوق الامتياز على الدين وكل الحقوق المماثلة كما هي  
محددة طبقا للقوانين والانظمة المعمول بها في اقليم الطرف الذي توجد فيه الملكية؛

ب- الأسهم والسندات وكل اشكال المساهمات في الشركات؛

ج - المداخليل المعاد استثمارها والاستحقاقات النقدية أو أي حقوق أخرى ذات  
قيمة مالية متعلقة باستثمار؛

د- حقوق الملكية الفكرية والصناعية وبراءات الاختراع والعلامات والتصاميم الصناعية والعلامات التجارية والزبائن والمعرفة التقنية واي حقوق اخرى مماثلة؛  
هـ- الامتيازات في ميدان الاعمال المخولة من طرف القانون أو بمقتضى عقدة بما فيها امتيازات التنقيب عن الموارد الطبيعية واستخراجها أو استغلالها.

ان أي تغيير يطرأ على الشكل القانوني الذي استثمرت به الاصول أو أعيد استثمارها لا يؤثر على الطابع الاستثماري لهذه الاصول في مفهوم هذا الاتفاق.

2) يعني لفظ " مستثمر " بالنسبة لكلا الطرفين المتعاقدين :

أ - كل شخص ذاتي، يحمل الجنسية المغربية أو الجنسية التركية طبقا للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين؛

ب - المؤسسات التجارية وجمعيات الأعمال والشركات التي تكتلت أو تأسست طبقا للقانون المعمول به في كل من الطرفين المتعاقدين ويوجد مقرها في اقليم هذا الطرف المتعاقد؛

وذلك كلما قام أحد المشار اليهم أعلاه باستثمار في اقليم الطرف المتعاقد الآخر.

3- يعني لفظ "مداخيل " المبالغ الصافية من الضرائب الناتجة عن الاستثمارات ومنها على سبيل المثال وليس الحصر: الأرباح والفوائد وأرباح الاسهم والمكاسب الرأسمالية والأتاوات والأتعاب.

4- يعني لفظ " اقليم " :

أ) بالنسبة للمملكة المغربية : اقليم المملكة المغربية بما فيه أية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب قوانين المملكة المغربية وفقا للقانون الدولي كمنطقة يمكن أن تمارس في نطاقها حقوقها المتعلقة باعماق البحار وباطن الارض وكذا الموارد الطبيعية؛

ب) بالنسبة لجمهورية تركيا : اقليم جمهورية تركيا ، البحر الاقليمي وكذا أية مناطق بحرية تحت ولايتها أو التي تمارس فيها حقوق السيادة فيما يتعلق بالتنقيب عن الموارد الطبيعية واستغلالها والمحافظة عليها وتديرها ، طبقا للقانون الدولي.

## المادة الثانية

### تشجيع وحماية الاستثمار

1) يقبل كل طرف متعاقد ويشجع في اقليمه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر والانشطة المرتبطة بها، وذلك على أساس الا يقل ذلك افضلية عما يمنح لمستثمري دولة ثالثة في نفس الظروف ، وذلك طبقا لقوانينه وانظمه .

2) يؤمن كل طرف متعاقد معاملة عادلة ومنصفة لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر ويوفر لها الحماية والامن الكاملين، وذلك في اطار الاجراءات الضرورية للحفاظ على الامن العام. ولا يجوز لاي طرف متعاقد أن يتخذ تدابير تمييزية تعرقل تسيير استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر المقامة على اقليمه أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها.

ويعتبر استثمارا جديدا كل توسيع أو تحويل أو تغيير في الاستثمار يتم طبقا للقوانين والانتظمة المعمول بها في البلد المضيف.  
ويضمن كل من الطرفين المتعاقدين احترام الالتزامات التي تعهد بها فيما يتعلق باستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

3) ان الاستثمارات التي تخضع لمقتضيات اتفاق خاص بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف المتعاقد الآخر تخضع لأحكام ذلك الاتفاق الخاص مادامت توفر شروطا أكثر افضلية من أحكام هذا الاتفاق.

تتمتع مداخيل الاستثمار في حالة اعادة استثمارها طبقا للقانون المعمول به لدى الطرفين المتعاقدين، بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي.

## المادة الثالثة

### معاملة الاستثمارات

1) يوفر كل طرف متعاقد في اقليمه لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لاستثمارات مستثمريه أو لاستثمارات مستثمري أي دولة ثالثة. ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية.

2) يوفر كل طرف متعاقد في إقليمه لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يخص تسيير استثماراتهم أو صيانتها أو استعمالها أو الانتفاع بها أو التصرف فيها، معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه، أو لمستثمري أي دولة ثالثة. ويؤخذ بالمعاملة الأكثر أفضلية.

3) ان مقتضيات هذا الاتفاق المتعلقة بمنح معاملة لا تقل أفضلية عن تلك الممنوحة لمستثمري أي طرف متعاقد أو دولة ثالثة لاتلزم أحد الطرفين المتعاقدين بتمتع مستثمري الطرف المتعاقد الأخرى بمعاملة أومزية أو أفضلية ناتجة عن:  
 أ- اي اتحاد اقتصادي أو جمركي أو منطقة للتجارة الحرة أو سوق مشتركة أو اي اتفاق دولي مماثل أو اي شكل من المنظمات الاقتصادية الجهوية التي يكون أحد الطرفين المتعاقدين عضوا فيها أو ينضم إليها مستقبلا ؛  
 ب- أي اتفاق أو توافق دولي يتعلق بصفة كلية أو رئيسية بالنظام الضريبي؛

#### المادة الرابعة

#### نزاع الملكية والتعويض

1) ان اجراءات التأميم ونزع الملكية أو أية اجراءات أخرى لها نفس الأثر، المشار إليها فيما بعد بنزع الملكية، التي قد يتخذها احد الطرفين المتعاقدين تجاه استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، يجب أن لا تكون تمييزية أو غير مبررة بأسباب غير المصلحة العامة.

2) يمنح الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية لذوي الحقوق تعويضاً عادلاً ومنصفاً يساوي مبلغه القيمة السوقية للاستثمار المعني في اليوم السابق لليوم الذي اتخذت فيه التدابير أو أعلن عنها للعموم.

3) يتعين تحديد مبلغ التعويض المذكور وجعله قابلاً للأداء ودفعه بدون تأخير. وفي حالة تأخير في الأداء تحتسب عن التعويض فائدة بالسعر الذي يحدده القانون ابتداء من تاريخ استحقاقها ولغاية تاريخ الاداء. ويؤدى التعويض للمستثمرين بعملية قابلة للتحويل كما يتم تحويله بحرية.

### المادة الخامسة

#### التعويض عن الخسائر

ان مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين لحقت استثماراتهم خسائر من جراء حرب أو نزاع مسلح أو ثورة أو حالة طوارئ وطنية أو انتفاضة أو اضطراب أو أحداث أخرى مشابهة في اقليم الطرف المتعاقد الآخر، يستفيدون من لدن هذا الاخير من معاملة لا تقل افضلية عن تلك التي يمنحها لمستثمريه أو لمستثمري أي دولة ثالثة. ويؤخذ بالمعاملة الأكثر افضلية فيما يخص الاسترجاعات والتعويضات والمكافآت أو أية تسوية أخرى تتعلق بتلك الخسائر.

### المادة السادسة

#### التحويلات

1) يخول كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الاخر، بعد ادائهم للواجبات الجبائية، حرية التحويل للأصول المستثمرة. هذا التحويل يشمل على سبيل المثال وليس الحصر:

أ - رأس المال المستثمر أو أي مبلغ اضافي يهدف الى صيانة الاستثمار أو توسيعه؛

ب - الأرباح وأرباح الأسهم والفوائد والأتاوات أو أية مداخيل جارية أخرى؛

ج - المبالغ اللازمة لتسديد القروض المتعلقة بالاستثمار؛

د - العوائد الناتجة عن بيع أو تصفية كلية أو جزئية للاستثمار؛

هـ - التعويضات المستحقة طبقا للمادتين 4 و5؛

و - الاجور والرواتب والمكافآت الاخرى التي تعود الى مواطني احد الطرفين المتعاقدين الذين رخص لهم بالعمل في اقليم الطرف المتعاقد الاخر برسم استثمارهما، وذلك طبقا لأنظمة الصرف المعمول بها لدى كل طرف متعاقد.

(2) تتم التحويلات المشار إليها في الفقرة 1 بدون تأخير وبعملة قابلة للتحويل وبسعر الصرف المعمول به في تاريخ التحويل وذلك وفقاً لائحة الصرف المعمول بها.

(3) تعادل الضمانات المنصوص عليها في هذه المادة على الأقل تلك الممنوحة لمستثمري الدولة الأكثر رعاية الذين يوجدون في حالات مماثلة.

#### المادة السابعة

##### الطول محل المستثمر

(1) إذا تم دفع تعويض لمستثمر أحد الطرفين المتعاقدين، بموجب ضمان قانوني يغطي المخاطر غير التجارية لاستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، فإن هذا الأخير يعترف للمؤمن بالطول محل المستثمر في كافة الحقوق والمستحقات المعوض عنها.

(2) بناء على الضمان الممنوح للاستثمار المعني، يجوز للمؤمن ممارسة جميع الحقوق التي كان سيمارسها المستثمر.

(3) كل نزاع ينشأ بين أحد الطرفين المتعاقدين ومؤمن استثمار الطرف المتعاقد الآخر، تتم تسويته وفقاً لمقتضيات المادة 8 من هذا الاتفاق.

#### المادة الثامنة

##### تسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات

(1) إن أي خلاف يتعلق بالاستثمارات ينشأ بين طرف متعاقد وأحد مستثمري الطرف المتعاقد الآخر تتم تسويته بقدر الامكان بالتراضي عن طريق المشاورات والمفاوضات بين طرفي النزاع.

(2) وإذا تعذرت تسوية هذا الخلاف بالتراضي في ظرف ستة أشهر ابتداء من تاريخ تبليغه المكتوب، يعرض الخلاف باختيار المستثمر:

أ- إما على محكمة مختصة للطرف المتعاقد الذي انجز الاستثمار فوق ترابه؛

ب (1) - واما على المركز الدولي لتسوية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات الذي انشئ بموجب الاتفاقية المتعلقة بتسوية النزاعات الخاصة بالاستثمارات بين الدول ورعايا دول اخرى، المفتوحة للتوقيع بواشنطن في 18 مارس 1965 ؛ أو (11) - لتحكيم خاص وفقا للقواعد والاجراءات التحكيمية الخاصة بلجنة الامم المتحدة للقانون التجاري الدولي (انسيترال).

(3) لا يمكن لاحد الطرفين المتعاقدين، طرف في النزاع، ان يثير اعتراضا في اية مرحلة من اجراءات التحكيم او تنفيذ قرار تحكيمي بدعوى ان مستثمر الطرف الأخر في النزاع قد حصل على تعويض يغطي جزئيا او كليا خسائره بموجب تأمين.

(4) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها استنادا الى القانون الوطني للطرف المتعاقد الطرف في النزاع الذي يقع الاستثمار في اقليمه، بما فيها القواعد المتعلقة بتنازع القوانين، ومقتضيات هذا الاتفاق ومقتضيات الاتفاقات الخاصة التي تكون قد أبرمت بشأن الاستثمار، وكذا مبادئ القانون الدولي.

(5) تعتبر قرارات التحكيم نهائية وملزمة بالنسبة لطرفي النزاع. ويلتزم كل طرف متعاقد بتنفيذ هذه القرارات طبقا لقانونه الوطني.

#### المادة التاسعة

##### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

(1) تتم تسوية الخلافات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين، فيما يخص تأويل او تطبيق هذا الاتفاق، بقدر الامكان، بالطرق الدبلوماسية.

(2) اذا تعذر حل هذا الخلاف في ظرف ستة اشهر من تاريخ بدء المفاوضات، يعرض على هيئة للتحكيم بناء على طلب أحد الطرفين المتعاقدين.

(3) تتكون هيئة التحكيم على الشكل التالي:

يعين كل طرف متعاقد عضوا في هيئة التحكيم، ويختار العضوان معا حكما ثالثا من رعايا دولة اخرى كرئيس لهيئة التحكيم، ويجب تعيين الحكمين في ظرف ثلاثة اشهر وتعيين الرئيس في ظرف خمسة اشهر، ابتداء من تاريخ ابلاغ احد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر بنيته في عرض النزاع على هيئة التحكيم.

4) إذا لم يتم خلال الأجل المحددة في الفقرة 3 من هذه المادة القيام بالتعيينات الضرورية، يقوم أحد الطرفين المتعاقدين بدعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة، يدعى نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات الضرورية، وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقدين أو إذا حال عائق دون ممارسته لهذه المهمة، يدعى العضو الأكثر اقدمية في محكمة العدل الدولية، الذي لا ينتمي لرعايا أحد الطرفين المتعاقدين، ليقوم بالتعيينات المذكورة.

5) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي. وتتخذ القرارات بأغلبية الاصوات، وتكون نهائية وملزمة بالنسبة للطرفين المتعاقدين.

6) تحدد هيئة التحكيم قواعد خاصة بمسئولياتها.

7) يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف حكمه وتمثيله في مسطرة التحكيم، أما مصاريف الرئيس وباقي المصاريف فيتحملها مناصفة الطرفان المتعاقدان.

#### المادة العاشرة

##### التطبيق

يغطي هذا الاتفاق كذلك فيما يخص تطبيقه مستقبلا الاستثمارات المنجزة بالعملة القابلة للتحويل قبل سريانه من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في اقليم الطرف المتعاقد الاخر، طبقا لقوانين وانظمة هذا الاخير، غير ان هذا الاتفاق لا يطبق على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل دخوله حيز التنفيذ.

#### المادة الحادية عشرة

##### الدخول حيز التنفيذ، مدة الصلاحية وانهاء العمل بالاتفاق

1) يعرض هذا الاتفاق على المصادقة ويدخل حيز التنفيذ بعد مرور 30 يوما من تاريخ التوصل بأخر الاشعارين المكتوبين عن استكمال الطرفين المتعاقدين للاجراءات الدستورية المعمول بها في البلدين.



ويبقى الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات ، ويستمر العمل به ما لم يتم انقضاءه من قبل أحد الطرفين المتعاقدين. ولكل من الطرفين المتعاقدين الحق في الغائه بأشعار مكتوب ستة أشهر على الأقل قبل تاريخ انتهاء مدة صلاحيته الجارية.

(2) وفي حالة انتهاء العمل بهذا الاتفاق تظل مقتضياته سارية المفعول لمدة عشر سنوات على الاستثمارات المنجزة قبل انتهاء العمل به، مع عدم الاخلال بتطبيق قواعد القانون الدولي العام بعد ذلك.

وحرر بالرباط بتاريخ 8 أبريل 1997 في نظيرين أصليين باللغات العربية والتركية والانجليزية ، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. وفي حالة خلاف يرجح النص الانجليزي.

عن

حكومة جمهورية تركيا

عن

حكومة المملكة المغربية

❑ UKRAINE

- **Dahir n° 1-06-165 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 24 décembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements (1)**

[...]

### **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine concernant la promotion et la protection réciproques des investissements**

Le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine, dénommés ci-après « parties Contractantes » ;

- Désireux de développer et d'approfondir la coopération économique et industrielle à long terme, en particulier la création de conditions favorables pour les investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- Reconnaissant la nécessité de protéger les investissements des investisseurs des deux Parties Contractantes et de stimuler le flux d'investissements et d'initiatives d'affaires en vue de la prospérité économique des deux Parties Contractantes ;

Sont convenus de ce qui suit :

#### **Article 1 : Définitions**

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissement » désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect investis par des investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante conformément aux lois et règlements de cette dernière, notamment, mais pas exclusivement :
  - a) la propriété des biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques et gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires ;

---

(1) *B.O.* n° 5778 du 15 octobre 2009.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5776 du 18 chaoual 1430 (8 octobre 2009).

- b) les actions, valeurs et toutes autres formes de participation dans des entreprises ;
- c) les créances monétaires et droits à toutes autres prestations ayant une valeur économique ;
- d) les droits de propriété intellectuelle et industrielle, y compris les droits d'auteurs, les brevets, les marques de fabrique, les noms commerciaux, les dessins industriels, les procédés techniques et le savoir-faire ;
- e) les concessions de droit public conférées par la loi ou par contrat, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'«investissement» au sens du présent Accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur de la Partie Contractante dans laquelle ces investissements sont effectués.

Si l'investissement est effectué par un investisseur par l'intermédiaire d'un organisme visé à la lettre c/ de l'alinéa 2 ci-dessous, dans lequel il détient une participation au capital, cet investisseur jouira des avantages du présent Accord dans la mesure de cette participation indirecte à condition, toutefois, que ces avantages ne lui reviennent pas s'il invoque le mécanisme de règlement des différends prévu par un autre accord de protection des investissements étrangers conclu par une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est effectué l'investissement.

2. Le terme « investisseur » désigne :

- a) toute personne physique ayant la nationalité marocaine ou ukrainienne en vertu de la législation du Royaume du Maroc ou d'Ukraine respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- b) toute personne morale ayant son siège social sur le territoire du Royaume du Maroc ou d'Ukraine et constituée conformément à la législation marocaine ou ukrainienne respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;
- c) les entités juridiques, établies conformément à la législation d'un quelconque pays, qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par des nationaux de cette Partie Contractante ou par des entités juridiques ayant leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette Partie Contractante ; il est entendu que le contrôle exige une part significative de propriété.

3. Le terme « revenus » désigne les montants nets d'impôts rapportés par les Investissements tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances ou autre revenu légal.

4. le terme « territoire » désigne :

- a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et

- qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer ;
- b) pour l'Ukraine: le territoire sous la souveraineté de l'Ukraine ainsi que la mer et les zones maritimes sur lesquelles l'Ukraine exerce conformément au droit international, sa souveraineté, des droits souverains ou une juridiction.

## **Article 2: Promotion et protection des investissements**

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières. Chaque Partie Contractante s'engage à assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de l'autre Partie Contractante ne soient pas entravés par des mesures injustifiées ou discriminatoires.

Les revenus de l'investissement et, en cas de leur réinvestissement conformément à la législation d'une Partie Contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

## **Article 3: Traitement des investissements**

1. Chaque Partie Contractante assure sur son territoire aux investissements de l'autre Partie Contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, si ce dernier est plus favorable.

Chaque Partie Contractante assure, sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu

de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

#### **Article 4: Expropriation et indemnisation**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique.
2. La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant-droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.
4. L'investisseur concerné aura droit, conformément à la législation de la Partie Contractante ayant procédé à l'expropriation, à un prompt examen par une autorité judiciaire de cette Partie Contractante, de la légalité de la procédure administrative d'expropriation et de l'évaluation de l'investissement.

#### **Article 5: Dédommagement pour pertes**

Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

#### **Article 6: Transferts**

1. Chaque Partie Contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, garantit à

ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment, mais pas exclusivement :

- a) d'un capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou à accroître l'investissement ;
  - b) des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants ;
  - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement ;
  - d) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
  - e) des indemnités dues en application des articles 4 et 5 ;
  - f) d'une quotité appropriée des salaires et autres rémunérations revenant aux citoyens d'une Partie Contractante qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante au titre d'un investissement.
2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert, et en vertu de la réglementation des changes en vigueur de chaque Partie Contractante.
  3. Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

#### **Article 7 : Subrogation**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Accord.
4. Les droits ou réclamations subrogés ne seront pas plus étendus que les droits et réclamations originels de l'investisseur.

#### **Article 8 : Règles applicables**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les

investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

### **Article 9: Autres obligations**

1. Les investisseurs d'une Partie Contractante peuvent conclure avec l'autre Partie Contractante des engagements spécifiques dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent Accord. Les investissements effectués en vertu de tels engagements spécifiques sont aussi régis par le présent Accord.
2. Chacune des Parties Contractantes assure à tout moment le respect des engagements qu'elle aura pris envers les investisseurs de l'autre Partie Contractante.

### **Article 10: Règlement des différends relatifs aux investissements**

1. Tout différend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.
2. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur:
  - a) soit au tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué;
  - b) soit pour arbitrage au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la «Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats», ouverte à la signature à Washington, le 18 Mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis au tribunal susmentionné (a) ou à cette procédure d'arbitrage (b).

3. Aucune des Parties Contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection envers les réclamations de l'investisseur, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
4. Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.



5. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie Contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

#### **Article 11 : Règlement des différends entre les parties Contractantes**

1. Tout différend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, entre les deux Parties Contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut, le différend est soumis à une commission mixte, composée des représentants des Parties ; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties Contractantes.
4. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante : Chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme Président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le Président dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
5. Si les délais fixés au paragraphe (4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.
6. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.
7. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
8. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties Contractantes.

**Article 12: Application**

Le présent Accord couvre également les investissements effectués, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

**Article 13: Entrée en vigueur, validité et expiration**

1. Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes des procédures constitutionnelles dans leur pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie Contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat le 24 décembre 2001 en deux originaux, chacun en langues arabe, ukrainienne et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence, le texte français prévaudra.



❑ ZAMBIE

- **Dahir n° 1-17-60 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 22-17 portant approbation de l'Accord fait à Lusaka le 20 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection des investissements (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (paragraphe 2),

**A décidé ce qui suit :**

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 22-17 portant approbation de l'Accord fait à Lusaka le 20 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection des investissements, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

Saâd Dine El Otmani.

\*  
\* \*

(1) (1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

**Loi n° 22-17 portant approbation de l'Accord fait à Lusaka le 20 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection des investissements**

**Article unique**

Est approuvé l'Accord fait à Lusaka le 20 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection des investissements.

# La condition juridique des Marocains résidant à l'étranger

## **Tome 2** : Conventions et accords bilatéraux en matière d'encouragement et de protection mutuels des investissements

« Dans cet ouvrage documentaire, le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) procède à une œuvre de grande envergure consistant en l'élaboration, en plusieurs tomes, d'un Recueil des textes constitutionnels conventionnels, législatifs et réglementaires se rapportant à la condition juridique des Marocains résidant à l'étranger (MRE).

« L'objectif fondamental recherché à travers cet effort documentaire est de permettre, aussi bien aux MRE eux-mêmes qu'aux différentes institutions et autorités publiques concernées par la question de l'émigration, de connaître et de délimiter le cadre juridique régissant la condition de cette partie de la Nation marocaine. D'où la possibilité pour toutes les composantes et tous les acteurs du domaine de mieux connaître et de mieux vulgariser aussi bien les droits civils, politiques, sociaux et économiques que les obligations des MRE.

« Un regard porté sur les sommaires des différents tomes constituant ce recueil permet aisément de constater la diversité, mais aussi la complexité et la richesse des matières juridiques et des instruments juridiques relatifs à la condition des MRE. En effet, ces derniers sont à la fois interpellés, de par leur appartenance à la patrie, par les normes juridiques du droit marocain interne et, de par leur résidence à l'étranger, par les règles du droit international de l'immigration comprenant lui-même les différents instruments universels et les nombreux accords internationaux bilatéraux. Ajoutons à cela la soumission des MRE, à l'instar des autres communautés, aux lois territoriales des Etats qui les accueillent. [...]

« Avec cette importante publication et la mise en ligne de son contenu dans le site web de l'institution, le CCME espère pouvoir répondre utilement et efficacement aux attentes légitimes d'information des MRE et des acteurs du domaine en matière de condition juridique.

« Mais, à l'évidence, le rôle du CCME ne peut, en dépit de l'importance de l'œuvre, se limiter à recenser et à publier les textes juridiques internes et internationaux régissant la condition des MRE. Son rôle, en tant qu'instance constitutionnelle consultative, est censé être plus actif et plus dynamique à travers son action visant à améliorer le cadre juridique de ladite condition par le biais notamment des recommandations, des analyses et des propositions destinées aux pouvoirs législatif et exécutif. »

Extraits de la préface de M. Abdallah Boussouf  
Secrétaire général du CCME